Fondateur: Hubert Beuve-Mery

Directeur : André Laurens

LUNDI 22 NOVEMBRE 1982

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 THE MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél.: 246-72-23

Un test pour M. Andropov Les élections au Brésil

Le bureau politique va être remanié Vers un « nouveau départ »

La disparition de Leonid Brejnev doit-elle donner le signal d'une reprise du dialogue Est-Ouest sur de nouvelles bases? C'est ce que semblait considérer l'expert soviétique des Etats-Unis, M. Arbatov, pour qui la nouvelle direction du Kremlin entend « peser soigneusement chaque signe » indiquant

entre les deux Grands?

tie américaine. Un peu comme si les nonvenux responsables, estimant qu'ils en ont assez fait en se débarrassant d'un vieux dirigeant immobiliste, jugeaient maintenant que la balle, selon l'expression consacrée, est « dans l camp - du partenaire, lequel serait convié à « réagir » comme i convient...

un changement dans la diploma-

Cette approche quelque peu simpliste n'est évidemment pas du goût de Washington. M. Shaltz, secrétaire d'Etat, a affirmé, jeudi, an cours d'une conférence de presse, que ce sont les Etats-Unis qui attendent un « changement de comportement » des Soviétiques, à tout le moins une « volonté de discuter » les problèmes, et cela d'autant plus que, selon lui, « ce sont eux qui les ont créés ». La politique américaine, pour sa part, reste orientée vers le renforcement de la défense et l'introduction de la « dimension politique » dans les relations économiques Est-Ouest.

A cet égard, le secrétaire d'Etat a été particulièrement désinvolte à l'égard de la France, affirmant que ce qui compte maintenant est « d'arrêter de discuter sur le point de savoir s'il y a eu ou non un accord (entre ailiés sur les relations commerciales avec l'U.R.S.S., ce que Paris conteste), et de commencer à exécuter cet accord » !...

L'agence Tass a aussitôt critiqué cette intervention, dans laquelle elle voit une « pression inadmissible », la « poursuite de la politique de confrontation » et un « camouflage destiné à masquer le refus de normaliser les relations avec l'Union soviéti-

que ». Le dernier mot est-il dit pour autant? Du côté américain, on cache à peine que l'envoi du viceprésident Bush a Moscou pour les funérailles de Brejnev, la visite faite à l'ambassade soviétique de Washington par M. Reagan et son épouse (un geste que Mme Thatcher, par exemple, s'est refusée à faire) et même la levée de l'embargo sur le gazoduc eurosibérien peuvent être considérés comme autant de « gestes » à l'adresse de la nou-

velle direction soviétique. Du côté soviétique, il faut noter l'accueil chaleureux réservé à Moscou à deux cent cinquante hommes d'affaires américains auxquels s'étaient joints plusieurs parlementaires. Sans doute M. Andropov n'a-t-il pas recu ce groupe - ce que M. Breinev avait fait il y a quatre ans, - mais M. Tikhonov, chef du gouvernement, a affirmé devant lui que le désir exprimé par M. Reagan d'améliorer ses rapports avec Moscou « correspond aux souhaits et aux intentions de l'Union soviétique ..

Pour le moment, il est vrai, aucun échange diplomatique important n'est prévu, et le seul voyage annoncé est celui de M. Gromyko a Bonn en janvier prochain. Mais il serait bien ctonnant que les deux superpuissances ne raniment pas dans les prochains mois le dialogue très ralenti qu'elles poursuivaient depuis un an.

A Comment

Same of the same

avant la réunion

C'est le lundi 22 novembre que se réunit à Moscou le plènum du comité central. Il devrait être possible à l'issue de cette réunion de se faire une idée plus exacte de la position de M. Andropov. Le comité central sera sans doute amenė, en effet, à remanier le bureau politique.

Mardi 23 et mercredi 24 novembre seront aussi des journées importantes pour la succession Breinev : le Soviet suprême se réunira et désignera le président de son présidium, c'est-à-dire le chef de l'État. Cette fonction, qui était assurée par Brejnev depuis 1977, ne devrait pas revenir à M. Andropov, à moins que celui-ci ne se sente assez fort pour porter dès à présent un coup au principe de la direction collégiale. Cette hypothèse n'est plus écartée par les observateurs qui se demandent également quel sort sera reservé à M. Tchemenko, le rival malheureux de M. Andropov. M. Tchernenko, qui est actuellement le numéro 2 du parti, symbolise la tendance « brejnévienne ».

Les dernières quarante-huit heures ont été marquées en politique étrangère par des critiques de l'agence Tass à l'encontre de M. Shultz le secretaire d'Etat amé ticain. Moscon, en revanche, n'a pas commenté le changement de ministre des affaires étrangères intervenu vendredi 19 novembre à Pékin M. Huang Hua, qui s'était entretenu avec M. Gromyko après les obsèques de Leonid Brejnev, aurait démissionné pour raisons de santé.

(Lire page 2.)

A nos lecteurs

Comme les autres quotidiens imprimés à Paris et diffusés samedi, le Monde daté du 20 govembre n'a pas paru en raison d'un ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. (voir page 25).

Le parti gouvernemental conserve le contrôle de la majorité des États

du Soviet suprême (P.M.D.B., principale formation d'opposition), l'emporte, en effet, dans la majorité des Etats. Mais le P.M.D.B. a conquis les Etats les plus industrialisés, en particulier celui de Sao-Paulo. Il est battu, en revanche, dans le Rio-Grande-do-Sul.

De notre envoyé spécial

Rio-de-Janeiro. - Les élections générales du 15 novembre auront été finalement sans surprise. Des résultats encore fragmentaires, on peut conclure que l'opposition au régime militaire est majoritaire - à une ou deux exceptions près - dans les régions les plus pauplées, les plus industrielles, les plus modernes du pays, de Sao-Paulo à Rio-de-Janeiro et de Belo-Horizonte à Curitiba. Mais le gouvernement ne fait pas mauvaise figure malgré tout puisque son parti l'emporte dans la majorité des vingt-trois Etats de la Fédération et gardera sans doute le contrôle (grâce à de nombreux subterfuges) du collège électoral qui sera charge en 1985 d'élire un successeur au président actuel, le général Figueiredo.

Un quart seulement des suffrages ont déjà été dépouillés: C'est dans l'Etat de Sao-Paulo - le plus riche et aussi le plus peuplé avec ses vingtel sup .- ametiden'b appillim, paip décompte a été la plus rapide. Très vite on a su que le futur gouvemeur serait M. Franco Montoro, une des personnalités les plus en vue du Parti du mouvement démocratique brésilien (P.M.D.B.), la principale force d'opposition.

Le dépouillement est beaucoup plus tent à Rio-de-Janeiro, le deuxième pôle industriel du pays. M. Lionel Brizola arrive en tête pour le poste de gouverneur et il entraîne dans son sillage de nombreux militants du parti démocratique travailliste (P.D.T.), qu'il dirige et qui sont candidats à un siège de député au Congrès fédéral ou à l'assemblée législative locale. Pourtant, M. Brizola est inquiet. Il a dénoncé publiquement des « fraudes » et des « manipulations » qui pourraient le priver de sa victoire, car il n'a que quelques points d'avance sur le candidat gouvernemental.

Le parti démocratique et social (P.D.S., gouvernemental) sera majoritaire au sein du collège électoral qui devra, en janvier 1985, élire un successeur à l'actuel président Joso Figueiredo: telle est la première conclusion tirée, ce samedi 20 novembre, de projections sur les résultats encore partiels des élections générales du 15 novembre. Le P.D.S., avec moins de voix que le parti du Mouvement démocratique brésilien

A en juger d'après les résultats disponibles, c'est dans les banlieues ouvrières et les quartiers pauvres de Rio que M. Brizola a récolté le plus de suffrages. Il est bien le « candidat de la révolte », ainsi qu'on le prévoyait. celui qu'ont choisi spontanement les nombreux sacrifiés et marginalisés

Dans le Minas-Gerais. l'opposition devrait également l'emporter. La marge qui sépare M. Tancred Neves. candidat du P.M.D.B., de son adversaire gouvernemental est sans doute assez mince, mais elle devrait subsister jusqu'à la fin du dépouillement. Comme M. Montoro, le prochain et probable gouverneur du Minas a un long passé politique. Il a été premier ministre de Joao Goulart et a toujours fait partie sous le régime militaire de l'opposition modérée.

Sa victoire s'ajouterait à celles que le P.M.D.B. tient pour acquises dans le Parana, le Goias, l'Espirito-Santo. Ainsi l'opposition disposerat-elle du pouvoir local dans un espace géographique et économique continu qui compte plus de la moitié de la population brésilienne (54 %), la quasi-totalité du parc industriel. ainsi que les principales ressources minières et agricoles du pays.

Quand les suffrages seront tous dépouillés, on s'apercevra sans doute que la majorité des Brésiliens ont voté contre le régime militaire. Mais, grâce à la persistance du caciquisme dans les régions les plus archaïques, telles que le Nord-Est, grâce aussi à de nombreuses manipulations de la législation électorale destinées à favoriser ses candidats et empêcher les alliances entre ses adversaires, le gouvernement pourra affirmer demain qu'il a gagne dans la majorité des Etats.

CHARLES VANHECKE. (Lire la suite page 4.)

• MISE EN GARDE DE M. MAUROY AU P.S.

• LA CRISE DE L'UNEDIC

Le premier ministre répond aux critiques de certains socialistes contre le gouvernement (page 5)

Le gouvernement décidera par décret 13 milliards de francs d'économie (page 27)

• LE RACHAT DE GRUNDIG PAR THOMSON

Le gouvernement allemand va se prononcer (page 28)

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT EXTÉRIEUR

6 milliards de francs en octobre contre 12 milliards en septembre (page 30)

• LA RÉFORME DES STRUCTURES HOSPITALIÈRES

L'autorité médicale deviendrait élective et de larges « départements »

remplaceraient les services (page 7) • JEAN-PAUL II EN SICILE

L'Église attend du pape un soutien à sa lutte contre la Mafia (page 2)

 LE SOMMET DE L'O.U.A. COMPROMIS La crise est provoquée par la question du Tchad

(page 32)

«Une semaine avec Champagne-Ardenne»

Le Monde a publié durant toute cette semaine les reportages et les enquêtes de ses correspondants et de ses envoyés spéciaux sur les quatre départements qui composent la région Champagne-

- Ardenne. Aujourd'hui: Une région à l'unisson : un entretien avec Bernard Stasi,
 - président du conseil régional
 - Retour à l'école, par Serge Bolloch ; - Les deux gauches dans la bataille de mars, par Patrick

(Lire pages 13 à 19)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Un entretien avec M. Henri Krasucki

AU JOUR LE JOUR

Les partis pourront présenter autant d'hommes qu'ils le voudront (100 % si nécessaire) sur les listes de candidature aux elections municipales. Le « auota » aut devait assurer une présence féminine minimale dans les conseils municipaux a été refusé par le Conseil

marquer que, au regard de la

Sagesse ni femme . Il y a, sexuellement indistincts, des citovens, égaux

constitutionnel

Les « sages » ont voulu Constitution, il n'y a, comme dans les Ecritures, - ni homme

en droits et en devoirs. Cela est vrai dans toutes les

institutions de la France. Exemple: si un jour une femme devait sièger au Conseil constitutionnel, elle y serait absolument l'égale des hommes qui, pour l'instant, y ont le monopole de la « sagesse ».

BRUNO FRAPPAT.

Point de vue

Du bon usage du protectionnisme

Le ton monte à la veille de l'ouverture de la Couférence ministérielle du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), qui doit réunir, du mercredi 24 au samedi 27 novembre, à Genève, les représentants des quatre-vingt-kuit pays membres. Ainsi, mécontent de l'attitude de la Commission européenne dans la phase finale de préparation de cette conférence, la France n'exclut pas de réagir vivement, lundi 22 novembre, à Bruxelles, lors du conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. Pour sa

Jamais sans doute la contradiction n'a été plus flagrante entre la doctrine libre-échangiste, proclamée par les gouvernants du monde occidental, et leurs pratiques commerciales. Les entraves aux importations, qui se multiplient

M. BOUTROS-GHALI invité

du & Grand Jury R.T.L-« le Monde »

M. Boutros Boutros-Ghali, ministre d'Etat chargé des affaires étrangères de la République d'Egypte, sera l'invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche 21 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Avant le voyage que M. François Mitterrand doit effectuer en Egypte du 24 au 26 novembre, M. Boutros-Ghali sera interrogé au Caire par Paul Balta et Alain Jacob, du Monde, et par Paul-Jacques Truffaut et Christian Malard, de R.T.L., le débat étant dirige par Olivier Mazerolle.

par JEAN-MARCEL JEANNENEY (*)

actuellement sous des sormes de plus en plus ingénieuses et parfois cocasses, sont rarement mises en place sans que soit en même temps réaffirmée une vertueuse condamnstion du protectionnisme. Quand une telle inconséquence fleurit de toutes parts, on ne peut s'en accommoder à la légère, en ne l'imputant qu'à une hypocrisie politique inspirée par le souci des bienséances internationales. Elle est le signe d'un malaise intellectuel et le symptôme de problèmes graves.

Nul ne szurait contester que la division internationale du travail est favorisée par le libre-échange et qu'elle permet souvent, en abaissant les coûts des produits, d'élever les niveaux de vie. Mais il n'en est pas moins vrai qu'ouvrir sans précaution les frontières d'un État ou d'une C.E.E., à toutes les importations est coûteuses, car elles impliquent la faire courir de grands risques aux mise au rancart d'installations exisleurs travailleurs.

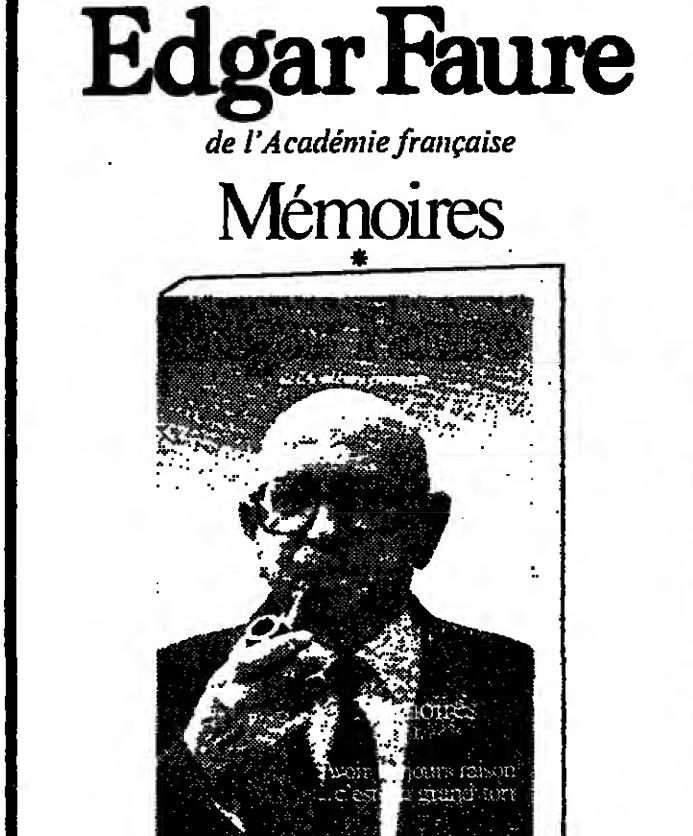
(*) Ancien ministre du général de Gaulle. Auteur, en 1978, de Pour un nouveau protectionnisme (Editions du Scuil, 160 pages).

part, M. Michel Jobert, ministre d'Etat chargé du commerce extérieur, a estimé, au cours d'un entretien accordé à l'A.F.P., que le conseil des Dix « devra tirer les justes conséquences du vacillement de raisonnement » de la Commission. Cette dernière a, selon Paris, outrepassé son mandat en négociant à Genève un texte de compromis qui ne respecte pas les positions communautaires. « Nous n'acceptons pas, a souligné M. Jobert, que le GATT se transforme en un tribunal sans appel. Ce n'est ni son rôle ni sa perspective. •

> Les concurrences extérieures ne stimulent en effet que si elles s'exercent dans certaines limites: sinon elles tuent. Non seulement les entreprises qui se trouvent aux prises avec des concurrents bénéficiant de couts salariaux bien moindres pe peuvent que disparaître tôt ou tard, si on les laisse sans protection; mais d'autres meurent aussi, qui, surprises par les progrès techniques de concurrents lointains, manquent ensuite du délai nécessaire pour se rétablir. Et il arrive que les unes et les autres entraînent dans leur chute leurs fournisseurs ou leurs sous-

Contrairement à cc qu'on prétend parfois, la mort d'entreprises ne suscite pas d'emblée le développement ou la création d'autres utilisant leurs dépouilles. Les substitutions d'activitės ne s'operent pas aisement au sein d'un système productif. Tou-Communauté d'États, telle que la jours elles prennent du temps et sont tantes et de travailleurs compétents, et elles obligent à investir en d'autres équipements, comme aussi a donner aux hommes des formations nouvelles.

(Lire la suite page 29.)



De la IVe à la Ve République le témoignage attendu d'un grand homme politique

PLON

Une longue ascension commencée après la mort de Souslov

Moscou. - La première page de la Pravda, qui annonçait, le 12 novembre, la mort de Breinev, était la réplique exacte de celle du 7 mars 1953 après la mort de Staline: même mise en page, même photo, même adresse au peuple soviétique.

Ce texte contient une expression peu usitée: le comité central du parti communiste soviétique et son noyau dirigeant ». L'expression désigne un groupe plus restreint que le bureau politique. Ce sont ces hommes, au nombre de cinq ou six, qui prennent les grandes décisions et qui ont désigné M. Andropov. L'élection de l'ancien président du K.G.B. au secrétariat général est le résultat d'une patiente ascension vers le pouvoir - dont les dernières péripéties ont commence après la mort de Sousiev, au début de cette

La composition du « noyay dirigeant » n'est pas officiellement connue, son existence même n'étant que très rarement mentionnée. L'observation du rituel amène cependant à penser qu'il se confond avec le conseil de désense, dont Breinev était le président. Dans les derniers mois du règne de ce dernier, ce * novau > comprenait, outre le secrétaire général, MM. Andropov. Oustinov, Tikhonov, Tchernenko et Gromyko. Il semble qu'après la mort de Breinev s'y soit ajouté M. Grichine, secrétaire du parti pour la ville de Moscou.

Il est encore difficile de savoir quel rôle chaque protagoniste à joué dans la désignation de M. Andropov. mais les observateurs s'accordent à penser que celui du maréchal Oustinov, ministre de la défense, a été crucial. En principe, cet ancien officier du génie, qui avait été choisi par Breinev pour renforcer l'emprise du parti sur l'armée, était plus proche de M. Tchernenko, le principal rival de M. Andropov. Comme lui, il faisait partie du « clan des bBrejneviens ».

Mais un certain mécontentement était perceptible dans l'armée, à la sois à cause des difficultés matérielles et d'interrogations politiques sur la ligne diplomatique. La réunion des cadres militaires, le 27 octobre, avait largement pour but de les rassurer et de réaffirmer que,

250ans

degrands

vins

80 hectares

premiers et

grands crus

WINDE BEAUNE GEE

ENFANT

BOUCHARD

PÈRE & FILS

Depuis 1731

Documentation 114 sur demande à Messant

Bouchard Père et libs Negociants au Chateau

dont 68 de

malgré les échecs économiques, le altercation avec Souslov. En tout budget de la défense ne serait pas touché. M. Oustinov a pu faire valoir à ses pairs du « noyau dirigeant - que le pays avait maintenant besoin d'une direction ferme, efficace et moderne, et que M. Andropov était mieux placé pour l'exercer que le pale Tchernenko. Nul doute qu'il ait été suivi dans ce raisonnement par M. Gromyko, qui paraît avoir été le deuxième personnage-clé

La physionomie de la direction soviétique - bureau politique et secrétariat - devrait être transformée par le prochain plénum du comité central, qui se tiendra, en principe, le lundi 22 novembre; le lendemain, le Soviet suprême se réunira en session pour élire le successeur de Brejnev, en tant que président du présidium, c'est-à-dire chef de l'Etat.

Quatre places à pourvoir

Il y a actuellement quatre places à pourvoir à la direction de l'État et du parti. Bien que le nombre de places au bureau politique ne soit pas fixé dans les statuts, les tâches à remplir et à se partager ne varient guère : le secrétariat pour les problèmes idéologiques, dont s'occupait M. Andropov, à la suite de Souslov; la tutelle de l'industrie, qui revenait à M. Kirilenko; la présidence de la commission de contrôle du parti, que M. Pelche, quel que soit son sort, ne paraît plus en mesure d'exercer. M. Andropov cumulerat-il les fonctions de chef de parti et de l'Etat ? Réussira-t-il à placer ses hommes aux postes-clés? Les réponses qui seront apportées à ces questions montreront l'étendue réelle de son pouvoir, mais, d'ores et déjà, il apparaît plus fort que ne l'était Breinev en 1964. Même en faisant la part des incertitudes, des déductions logiques et des spéculations, l'histoire des derniers mois explique cette position.

Dès l'automne dernier, des rumeurs font état de dissensions entre M. Andropov et ses collègues. Le président du KGB ne jouerait plus le jeu de la responsabilité collégiale. Il disparaît pendant deux mois. On parle de disputes avec Brejnev à propos de l'Afghanistan et de la Pologne, les deux se renvoyant la responsabilité de la situation et M. Andropov jugeant simpliste, pour ne pas dire sénile, la politique suivie par rapport à Varsovie. En janvier, le général Tsvigoun, premier viceprésident du KGB, meurt dans des conditions mystérieuses. Il est enterré à la va-vite, et Brejnev, qui lui était pourtant apparenté, ne signe pas sa nécrologie. Certains disent qu'il s'est suicidé après une violente

Pologne M. Lech Walesa a rencontré Mgr Glemp

Varsovie (A.F.P.). - M. Lech Walesa s'est rendu samedi 20 novembre à Varsovie pour y être recu par le primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp, a-t-on appris dans l'entourage du leader ouvrier à Gdansk. M. Walesa éait accompagné du père Jankowski, aumonier des chantiers navals de Gdansk, et d'un ancien conseiller de Solidarité, l'avocat Władysław Sila-Nowicki. Il s'est refusé à toute déclaration à son entrée dans le palais archiépiscopal.

Campagne calomnieuse

Varsovie (A.P.). - L'Eglise polonaise a démenti vendredi 19 novembre avoir connaissance de photographies et d'enregistrements compromettants pour M. Lech Walesa, documents qui seraient en possession de la police polonaise.

La chaîne de télévision américaine N.B.C. avait laissé entendre jeudi soir que des documents montrant M. Walesa - dans des situations sexuellement comprometianies - auraient ete communiques au primat de Pologne, Mgr Glemp. Un responsable de l'Eglise polonaise, qui a demande à garder l'anonymat, a déclaré que ni Mgr Glemp ni les autres responsables de l'Eglise n'avaient connaissance de documents susceptibles de discréditer M. Walesa au cas où son attitude risquerait d'embarrasser le pouvoir.

Le 7 octobre, un membre du bureau politique, M. Siwak, avait déclare au journal régional Kurier Szczecinski que M. Walesa - est un homme riche - qui a - à sa disposition, et ceci est prouvé, environ un million de dollars . M. Siwak ajoutait : « Il pourrait déposer l'argent dans la banque du Vatiçan et vivre 21206 Fraune. Tel (NO) 22.14.41 - Telei 359 830 F | Sur les intérêts. =

De notre envoyé spécial cas, ce dernier disparaît à son tour six jours plus tard. La mort du « faiseur de roi », plus

que celle de Brejnev, marque la véritable coupure dans l'histoire agitée de cette fin de règne. Sa disparition se fait immédiatement sentir par des flottements idéologiques et une campagne de dénonciations scandaleuses. Le premier flottement perceptible concerne le P.C.I. Gardien de l'orthodoxie, poursendeur de l'eurocommunisme. Souslov est responsable de la critique systématique des communistes italiens à la fin de.

Après sa mort, la campagne continue, certes, mais en même temps paraissent des articles plus compréhensifs pour M. Berlinguer. Dans l'appareil du comité central, des fonctionnaires laissent entendre que tout n'est pas faux dans les thèses du P.C.I. et que l'U.R.S.S. elle-même ne peut plus continuer à être gouvernée comme elle l'est actuellement.

A l'Institut des relations internationales et de l'économie mondiale, des chercheurs, qui ont étudié l'eurocommunisme, vont au-delà du simple travail scientifique. Ils se créent un groupe politique qui demande des réformes immédiates. A la suite d'une lettre adressée au bureau politique, une dizaine d'entre eux sont arrêtés. Dans la presse, le flottement idéologique est sensible. La place de Souslov, dont on disait qu'il corrigeait tous les jours les épreuves de la Pravda, n'est sans doute pas occupée. Un théâtre rock est saccagé par un commando de l'armée, au moment où la presse le porte aux nues. Ce n'est qu'un exemple de contradictions, parmi d'au-

Une série de scandales

Fin février - début mars commence la série de scandales qui avec les diamants de « Boris le Tsigane » et l'arrestation du directeur du Cirque de Moscou, éclaboussent la famille Brejnev. S'il s'agit d'une campagne orchestrée, l'a-t-elle été par le K.G.B.? Plus que Leonid Brejnev lui-même, qui paraît hors d'atteinte, la véritable cible ne serait-elle pas M. Tchernenko, qui est à cette époque le véritable numéro deux du parti mais dont le pouvoir tient dans la seule faveur de son

Toulours est-il que c'est M. Andropov qui est choisi pour prononcer, le 21 avril, le discours solennel l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Lénine, bien que ce ne soit pas son tour. Entre-temps, Brejnev a eu une attaque en rentrant de Tachkent: il a été absent du pouvoir. M. Andropov en a profité pour s'affirmer jusqu'à sa désignation comme secrétaire du comité central au plenum de mai.

C'est à la fois un tremplin pour le pouvoir suprême et une promotion qui l'éloigne d'un important centre d'influence : le K.G.B. Aussi les décisions de ce plenum apparaissentciles comme le résultat d'un compromis, sans doute imposé par ceux qui, tels MM. Gromyko et Oustinov ne veulent pas de vagues -.

M. Tchernenko garde toutes ses fonctions, mais il se voit nommer un rival en la personne de M. Andro-

A la place de ce dernier à la tête du K.G.B. est désigné un inconnu. M. Fedorichouk, chef des organes de sécurité d'Ukraine. Est-il un ami de M. Andropov, qui permet à celuici de garder la haute main sur une administration toute-puissante? Ou est-il un membre du - clan des Brejnéviens -. ce qui signifierait que ceux-ci cherchent à réduire l'influence de M. Andropov, car ils estiment avoir besoin encore de quelque temps pour assurer la pérennité de leur pouvoir? L'avenir que la nouvelle direction reservera à M. Fedortchouk permettra de juger a posteriori du rapport des forces au plénum de mai.

Autre élément du compromis M. Dolgikh, secrétaire du comit central chargé de l'industrie lourde, est promu suppléant du bureau politique. Or il a travaillé longtemps avec M. Kirilenko qui est un proche de Breinev et de M. Tchernenko. Au cours des semaines qui suivent, MM. Tchernenko et Andropov font alternativement sigure de numéro

Au début d'octobre, la lutte pour le pouvoir connaît un nouveau rebondissement avec l'exclusion de M. Kirilenko du bureau politique. Le 3 octobre il figure encore parmi les membres du bureau politique qui signent la nécrologie du deuxième secrétaire de Tartarie. Le 5 il n'est plus dans la liste de ceux qui signent une autre nécrologie, pour le dentième secrétaire d'Ukraine.

bureau politique, mais il est apparu en bonne santé aux obsèques de Breinev parmi les membres du comité central.

Pour l'anniversaire de la révolution du 7 novembre, M. Tchernenko passe encore devant M. Andropov dans l'ordre protocolaire. A priori, la majorité du comité central façonnée par Breinev et ses amis n'est pas savorable à l'ancien chef du K.G.B. De source américaine, on indique que le « noyau dirigeant » l'a proposé comme nouveau secrétaire général au plénum extraordinaire du 12 novembre, mais que certains membres du comité central ont soulevé des objections et suggéré M. Tchernenko.

On remarque aussi que le discours par lequel ce dernier a proposé la candidature de son rival pouvait tout aussi bien avoir été préparé en tant que déclaration de candidature. Il suffisait d'y changer quelques mots.

DANIEL VERNET.

APRÈS SES ENTRETIENS DE MOSCOU

M. Marchais pense que « le problème afghan devrait être réglé assez rapidement »

M. Georges Marchais, qui tenait jeudi 18 novembre une conférence de presse à Paris en présence de M. Cunhal, chef du parti communiste portugais, s'est dit « extrêmement optimiste - sur la situation internationale, dans laquelle il voit des - éléments de détente ». Le secrétaire général du P.C.F. a énuméré quatre de ces « éléments » : l'accent mis sur le désarmement et la paix à l'occasion des funérailles de Breinev à Moscou, « l'êchec flagrant de ce qu'à été la politique de Reagan visant au boycottage de la coopération économique avec l'U.R.S.S. », ensin les « possibilités d'aller vers des régiements politiques =, qui se dessinent dans deux domaines:

A propos de l'Afghanistan, a dit M. Marchais, « j'ai appris à Moscou que le président du Pakistan souhaitait un règlement politique. Babrak Karmal, le président afghan, a déclaré qu'il souhaitait que s'engage la discussion pour trouver une solution. L'Union soviétique a déclaré que, s'il y avait un règlement politique, elle retirerait immédiatement ses troupes. Je tire donc la conclusion que le problème afghan devrait être rêglé assez rapide-

A propos de la Pologne, M. Marchais s'est dit extremement satisfait - de la libération de M. Walesa et du fait que le chef de Solidarité a

« annoncé lui-même la nécessité et la possibilité de discussion entre les différentes composantes de la société polonaise pour trouver une issue à la crise ». Je vois dans cette situation, a-t-il ajouté • un élément extrêmement favorable ». Etant entendu qu' « il y a des réformes profondes qui doivent s'opérer -dans cette société - à la fois aux plans économique, social, démocratique, avec notamment le problème des syndicats ».

Le dernier élément de détente est. selon le secrétaire général du P.C.F., l'amélioration des relations sinosoviétiques grâce aux pas qui ont été faits . des deux côtés ». « On trouve dans les dernières prises de position, a dit M. Marchais qui s'exprimait avant le remplacement des ministres de la désense et des affaires étrangères à Pékin, un changement considérable et une évolution dans le sens du rétablissement de rapports nouveaux. C'est un élément qu'il faut prendre en compte dans l'évolution de la situation internationale et qui me rend optimiste. .

Pour sa part, M. Cunhal s'est resuse à . manifester une position senzimentale - à propos de M. Walesa. Sa liberation - est une question interieure, a dit le chef du P.C. portugais. Je ne vous exprime ni joie ni le contraire ».

Italie

LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN SICILE

L'archevêque de Palerme attend du pape des encouragements pour la lutte contre la Mafia

De notre envoyé spécial

Le pape Jean-Paul II est arrivé ce samedi 20 novembre en Sicile, où il doit faire une visite de deux jours.

La veille de son arrivée, trois personnes, dont un garçon de quinze ans, ont été abattues dans une banlieue de Palerme, ce qui norte à cent vingt-six le nombre des victimes de la Mafia, en Sicile, depuis le début de l'année.

L'Eglise sicilienne, en particufier l'archeveque de Palerme, Mgr Pappalardo, attend du souverain pontife des encouragements pour la lutte contre la Mafia dans laquelle elle s'est engagée.

Palerme. - « Encore une fois. » C'est en laissant tomber ces mots que le cardinal Pappalardo a commencé son homélie, breve et vibrante, devant la foule assemblée dans l'église de la Madonna dei Remedi, pour les funérailles d'un jeune policier tué au début de cette semaine par la Mafia.

Moins de trois mois après l'assassinat du général Dalla Chiesa, préfet de Palerme, un représentant de l'ordre était tombé à nouveau sous les balles des tueurs. Les paroles du cardinal sonnaient d'autant plus fort que l'Eglise ne se contente plus de dénoncer la violence qui ravage la Sicile; elle tend à apparaître comme un protagoniste dans la lutte contre la Mafie, dont longtemps, seul, le P.C. fut la grande force.

.Si le pape, en se rendant à Palerme, entend d'abord rendre hommage à la Sicile « saine », il ne man-M. Kirilenko n'appartient plus au quera pas aussi d'encourager l'attitude que l'Eglise sicilienne a désormais adoptée vis-à-vis d'une Mafia chaque jour plus meurtrière : cent vingt morts et plus d'une centaine de disparus victimes de la « lupara bianca » (pratique du meurtre avec disparition du cadavre), depuis le début de l'année autour de Palerme.

> De cette nouvelle détermination de l'Eglise face à la Mafia, témoignent de nombreux faits. D'abord, l'homélie prononcée par le cardinal aux funérailles du général Dalla Chiesa, dans laquelle il s'en prenait aux criminels mais aussi aux mandataires et aux politiciens passifs. Pour la première fois, il parlait moins au nom d'une Eglise du pardon que d'une Eglise de la justice. Ensuite, vint le document adopté en octobre par la conférence épiscopale, menacant d'excommunication tant les exécuteurs que les mandants et les complices du crime. Cette sanction ecclésiastique peut intervenir en l'absence d'une condamnation pénale, c'est-à-dire même à l'encontre de ceux qui échappent à la justice humaine. Enfin. une serie d'initiatives ont été prises individuellement ou en groupe par les prêtres.

La fin des ambiguités

Le texte de la conférence épisco-

pale confirme, certes, une position adoptée par l'Eglise sicilienne en 1944 et en 1952, années où dejà elle menacait d'excommunication ceux qui se livrent à la rapine et commettent des homicides». Mais il exprime aussi la solidarité des vingtquatre évêques à Mgr Pappalardo. Surtout, il lève une ambiguité. Maloré ses prises de position antérieures, la position de l'Eglise face à la Mafia n'a pas été sans ombre. Plus que des affaires retentissantes comme celle des moines de Mazzarino, qui finirent en prison pour avoir transforme leur couvent en base de la Mafia, l'attitude du cardinal Ruffini à la tête de l'Eglise sicilienne pendant trente ans après la guerre fut symptomatique de l'attitude du clergé. Le prélat était conservateur, certes, comme il le démontra au cours du concile Vatican II, mais tendit surtout à minimiser le phénomène mafioso et fit preuve ainsi d'une relative tolérance. Loin d'être synonyme de « complicité », ce comportement exprimait un état d'esprit.

Par le passé, dans la vie quotidienne, beaucoup de prêtres, tout en condamnant la Mafia pour ses crimes, ne voyaient pas moins en elle un semblant d'ordre social comblant le vide laissé par les grands proprié-

taires absentéistes et le pouvoir défaillant de l'Etat. En outre, elle défen-

dait certaines valeurs, comme la

Avec l'arrivée du cardinal Pappalardo en 1970, les choses vont évoluer, Collaborateur de Paul VI, il avait notamment fait preuve de courage en Indonésie pour dénoncer la sangiante répression anticommuniste de Suharto, laissant parier en lui le chrétien plus que le diplomate. La position plus ferme adoptée par l'Eglise face à la Mafia est le résultat de la longue mutation dont il fut l'artisan, permettant en particulier l'émergence d'une nouvelle génération de curés de paroisse et une prise de distance par rapport à un pouvoir politique démocrate-chrétien, dont trop des représentants étaient compromis avec la Maña.

En fait, pendant ces douze années où Mgr Pappalardo a été à la tête de l'Eglise sicilienne, l'équivoque de l'ancienne Mafia a été totalement balayée par le développement d'un pouvoir criminel non seulement meurtrier, mais asservissant à ses intérêts l'économie de l'île grâce aux colossaux « excédents de liquidités » obtenus dans le trafic de la

Peut-être a priori y a-t-il quelque chose de désuet, sinon de dérisoire, dans cet anathème lancé par l'Eglise contre la Mafia devenue « multinationale du crime » et perçue comm une sorte de « péché social » dans un monde tendant à se laïciser ? En réalité, comme l'explique le Pèra Pintacuda, iésuite et sociologue, « il ne s'agit pas pour l'Eglise de se retrancher dans le sacré, mais au contraire de se projeter dans le social, en reconnaissant la globalité du phénomène mafioso et en cherchant à l'isoler culturellement ». En étendant sa condamnation morale à la complicité, c'est l'Omerta que vise l'Eglise, qui essaie de rompre cette loi atavique du silence, iquant sur la peur et l'in-

« C'est moins la signification canonique que sociale de l'excommunication qui importe », souligne pour sa part le Père La Rosa, curé dans la ville de Palerme. Selon lui, les femmes, dans la mesure où elles sont plus proches de l'Eglise, plus vulnérables, doivent être i'un des ferments de la nouvelle prise de conscience de la Sicile face à la Mafia. Mais c'est peut-être oublier que la ferrine est aussi, comme l'a souligné l'écrivain Sciascia, porteuse de valeurs mafiosa, comme la vendetta.

La nouvelle position adoptée par l'Eglise a eu pour première conséquence de gêner la démocratie chrétienne locale, qui se veut porteuse de ces valeurs et se voit aujourd'hui plus ou moins mise en cause par le ciergé. Le congrès qu'elle vient d'organiser sur le thème de la Mafia a été symptomatique de ce malaise. De là. l'apparition depuis deux ans, dans les rangs même des catholiques, de forces s'opposant à la démocratie chrétienne, comme Citta per l'uomo. qui occupe 30 % des sièges dans les assemblées de quartier.

L'action de l'Eglise a sans doute donné un certain espoir aux Siciliens honnêtes - surtout aux couches d'un certain niveau social. Pour les autres, en effet, tant que le droit restera du domaine du privilège, que le marché du travail ne sera pas libre, la compromission demeurers dans l'ordre de la nécessité quotidienne. même si l'Eglise se veut désormais celle qui condamne.

PHILIPPE PONS.

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gerant : André Laurens, directeur de la publication Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet [1969-1982] Imprimence
du - Monde 5, r. des Italiens
PARIS-IX Reproduction interdite de tous urticles.

sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, nr. 57 437. ISSN: 0395 - 2037.

CHE-CIRIENT



ANDROPON: LET MASQUE DU E

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens en quête de survie

Tandis que les Palestiniens de la diaspora comme ceux des territoires occupés se senteat une-nacés dans leur existence en tant que peuple, les dirigeants de l'O.L.P. dressent un premier bisan de l'épreuve qu'ils vieunent de subir, non saus se livrer à une autocritique, et cherchent les moyens de compenser la perte du sanctuaire libanais. (Voir le Monde des 16, 17 et 18 po-

Wehdat. — Le camp de Wehdat est tristement célèbre dans le monde arabe. Bastion de la résistance palestinienne à Amman, il fut l'une des principales cibles de l'artillerie jordanienne tout au long de la guerre qui opposa, en septembre 1970, les forces du roi Hussein à celles de M. Yasser Arafat. Des milliers de tombes s'étendent à perte de vue à l'entrée de l'agglomération où vivent encore une centaine de milliers de réfugiés qui, en 1948 ou en 1967, avaient fui devant l'armée israé-

L'un des deux Palestiniens qui nous accompagnent montre du doigt le cimetière : « Nos martyrs enterrés ici nous rappellent constamment le massacre dont nous avons été victimes. Nous pourrions un jour tout pardonner aux Israéliens qui sont nos ennemis, mais jamais à ceux qui prétendent être nos frères. » « Bien que nous ayons acquis la nationalité jordanienne, enchaîne le deuxième cicérone, nous sommes, toujours traités en étrangers, pis, comme des terroristes en puissance. »

Ingénieur diplômé d'une université britannique, notre guide travaille en Arabie Saoudite, d'oû il revient régulièrement pour visiter sa famille à Wehdat. Les brimades qu'il subit à chaque voyage sont celles que connaissent beaucoup de Palestiniens résidant dans le royaume hachémite. « Toutes les fois que je franchis la frontière, rapporte-t-il, les « moukhabarat » (la police politique) m'interrogent, parfois des heures durant, comme si j'avais commis un crime. On exige de moi un compte rendu détaillé de mes déplacements, les noms et les

trés. les propos que nous avons échangés. Un Palestinien est tout aussi suspect en Jordanie que dans les territoires occupés par Israël. Pressé de questions, notre interlocuteur admet qu'il fut il y a une quinzaine d'années membre d'une organisation de gauche affiliée à l'O.L.P. mais proteste : « Devrai-je en payer le prix jusqu'à la fin de mes

Le docteur Sari Nasser, lui, n'a jamais milité. Chef du département de sociologie à l'université d'Amman, il fait partie de l'establishment. - Je suis considéré, du moins me le répète-t-on, comme un citoven jordanien à part entière. Mes enfants, qui se sentent viscéralement palestiniens, apprennent à l'école qu'ils ne sont pas autre chose que des « Arabes jordaniens ». Aucun chercheur - ni moi ni d'autres n'a été autorisé à entreprendre la moindre enquête socio-économique. voire même une étude statistique. sur les Palestiniens du royaume. Les recensements officiels nous ignorent. Les autorités expliquent qu'elles ne veulent pas faire de distinction entre Transjordaniens et Palestiniens d'origine. Mais nous sommes dissérents, qu'on le veuille ou non, et ce n'est pas en une trentaine d'années que l'on assimile un peuple qui a son histoire et sa culture. Ce pays n'est pas le mien; pas plus que le régime dont il s'est doté. Les Palestiniens ont une autre conception de la démocratie et des libertés qu'ils ne pourront mettre en

Etrange discours quand on songe que les Palestiniens sont majoritaires ici — environ 60 % de l'ensemble de la population, 80 % des habitants de la capitale — et qu'ils constituent l'essentiel des élites intellectuelles ou bourgeoises du royaume. Les activités économiques, financières, commerciales du pays seraient, à 90 %, entre leurs mains. Les instituteurs, professeurs, avocats, ingénieurs, architectes, sont de même, pour la plupart, originaires de Palestine.

pratique que lorsqu'ils seront chez

IV. – Le « péril » jordanien

De notre envoyé spécial ÉRIC ROULEAU

 Loin de nous servir, cette prédominance suscite chez les autochtones envie, jalousie et ressenti-ment, nous déclare Mº lbrahim Bakr, l'un des plus grands avocats d'Amman. C'est irrationnel car ceux qui nous en veulent oublient volontiers gu'ils nous excluent nocamment des postes-clès de l'Etat. de l'armée, des services de sécurité, de la diplomatie : que nous sommes très minoritaires dans les organes législatifs et exécutifs du royaume : bres. que nous avons le sentiment d'être des citovens de deuxième zone. N'étant pas un peuple de paysans ou de bédouins - comme nos compatriotes de souche transjordanienne. – nous avons été conduits. tout naturellement, à nous consa-

crer aux activités économiques ou intellectuelles. » Ce à quoi un ancien ministre, de sonche transjordanienne, rétorque que les Palestiniens, qu'il • apprécie par ailleurs », le genent par leur nationalisme exacerbé », leur » ingratitude - envers un pays qui les a généreusement accueillis et leur . mentalité très particulière qui les porte à la contestation, voire à la subversion . Les deux peuples vivent dès lors repliés sur eux-mêmes, et seuls les « bourgeois » se fréquentent. - Les Palestiniens sont à tel point susceptibles, que nous sommes contraints dans nos conversations, d'éviter une foule de sujets, en particulier politiques, perçus comme des provocations », ajoute l'ancien ministre.

Incompatibilités, mésiances réciproques, préjugés, un lourd contentieux historique, entre autres, expli-

quent les réactions plutôt négatives

de nombreux Palestiniens à l'initiative du roi Hussein du 20 septembre dernier. Le souverain reprenait à son compte la proposition du président Reagan d'intégrer les territoires occupés par Israël, la Cisjordanie et Gaza, dans le royaume hachémite; l'Etat jordanien se transformerait alors en une lédération qui se composerait de deux entités d'une transjordanienne, l'autre palestinienne.

Les divergences entre le roi et ses

censeurs palestiniens ne paraissent pas fondamentales, du moins au premier abord. Les organisations de sedayin, les Palestiniens de toutes tendances, conviennent que les deux rives du Jourdain devront entretenir des relations étroites et privilégiées pour des raisons impérieuses : la plupart des familles, partagées au gré des exodes entre la Cisjordanie et la Transjordanie, souhaitent que toute entrave à la libre circulation entre les deux territoires soit levée : la bourgeoisie, plus que toute autre catégorie sociale, trouverait son intérêt à déployer ses activités dans une aire géographique plus étendue et qui présenterait l'avantage supplémentaire de lui donner un accès direct aux marchés du monde arabe : tout un chacun se rend compte encore que la Cisjordanie et Gaza sont trop étriqués et insuffisamment développés économiquement pour absorber une partie notable d'une diaspora qui pourrait, en revanche, s'installer plus aisément sur un territoire regroupant la majeure partie du peuple palestinien.

Il n'en reste pas moins que « l'initiative » du roi Hussein a été ressentie dans toutes les organisations de l'O.L.P. comme une sorte de trahison. N'est-elle pas conçue pour écarter du processus de paix la centrale des fedayin, « l'unique représentante légitime du peuple palestinien », en violation des engagements pris, notamment au sommet arabe de Fès ? Ne vise-t-elle pas à placer l'entité, palestipienne sous la tutelle

tion?

Nous n'avons oublié ni les tueries de 1970 ni la féroce répression
qu'exerçait la police jordanienne à
l'époque où la Cisjordanie faisait
partie du royaume (1948-1967), et

de la monarchie hachémite, qui do-

minerait forcement la future fédéra-

nous ne sommes pas prêts à échanger une tyrannie contre une autre! ., s'exclame une personnalité des territoires occupés. . Après avoir été les témoins horrisiés de la passivité du monde arabe face aux massacres du Liban, affirme, pour sa part, M. Ibrahim Dakkak, dirigeam palestinien résidant à Jérusalem, les Palestiniens ne sont consiance à personne pour assurer

leur sécurité et leur avenir. •

Le projet du rol Hussein a ceci en commun avec ceux de Reagan, de Begin et de Shimon Pérès (le chef du parti travailliste israélien) qu'il vise à confisquer notre droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance pour lequel nous continuerons à nous battre jusqu'au bout •. déclare M. Nayef Hawatmeh, le chef du Front démocratique (F.D.L.P.), qui passe pour être très proche de M. Yasser Arafat.

Un contrepoids à la Syrie

Comment, des lors, expliquer que le président de l'O.L.P. se soit rendu le mois dernier à Amman pour examiner avec le roi Hussein les moyens d'institutionnaliser [' - unité des deux peuples - jordanien et palestinien? M. Arafat, fait remarquer son entourage, a donné son aval au principe d'une confédération mais il a pris le soin de préciser que celle-ci serait établie seulement après la sondation d'un Etat palestinien indépendant. En d'autres termes, il n'a délivré au roi aucun mandat de négocier, en lieu et place de la centrale des fedayin, un règlement qui entamerait la volonté souveraine ou le libre arbitre des Palestiniens.

La visite de M. Arafat à Amman et ses déclarations apparemment conciliantes étaient, cependant, dictées par des considérations d'un autre ordre. Conscient de la vulnérabilité accrue de l'O.L.P., après la - perte > du Liban, il chercherait à améliorer ses relations avec tous les régimes arabes afin de mieux exploiter les contradictions qui les opposent. La Jordanie, en l'espèce, servi-rait de contrepoids à l'influence de la Syrie. En faisant quelques concessions de forme au roi Hussein, il escompterait obtenir en échange des facilités supplémentaires pour les fedayin dans un pays qui abrite la plus grande concentration de Palestiniens du monde arabe. En outre, M. Yasser Arafat estimerait indispensable d'entretenir de bons rapports avec

tous les chess d'Etat arabes qui seraient susceptibles de convaincre le président Reagan d'assouplir son attitude à l'égard de l'O.L.P.

La diplomatie tous azimuts du ches de la centrale des sedayin ne manque pas d'inquiéter nombre de ses partisans qui lui reprochent en privé ses ambigunés et ses illusions. C'est l'Amérique qui influence les régimes arabes conservateurs et non le contraire, sont-ils remarquer avant de soutenir qu'il serait vain de croire que Washington pourrait ou même voudrait pousser Israel à négocier avec l'O.L.P. et accepter la création d'un Etat palestinien indépendant. M. Yasser Arasat sousestimerait, à les en croire, le péril que représenterait l' option jorda-

- Une partie de la bourgeoisie palestinienne, dont les intérêts en Jordanie sont considérables, indique M. Ibrahim Bakt, craint qu'un éventuel Etat indépendant ne soit trop radical et. à tout prendre, préférerait vivre à l'ombre d'une autocratie - libérale - en matière économique, que sous la férule d'un gouvernement démocratique, mais dirigiste. -

M. Bechir El Barghouti, secrétaire général du parti communiste, assigné à résidence à Ramallah, va jusqu'à soutenir que le projet du roi risque de séduire certaines couches populaires, en particulier la paysannerie, pour qui . la propriété de la terre passe avant la souveraineté ». Pour échapper à la « colonisation rampante » des Israéliens et faute d'une alternance crédible, un nombre croissant de Palestiniens pourraient être tentés de « *se jeter dans* les bras des Jordaniens - sans se rendre compte qu'ils tomberaient ainsi de Charybde en Scylla.

M. Barghouti estime que les dirigeants de l'O.L.P. - devraient cesser de louvoyer, de se complaire dans des déclarations ambigues ou contradictoires, sources de confusion et de découragement, pour définir une stratégie de paix, claire et précise, seule capable de mobiliser les énergies populaires ».

Cette attitude aurait, en tout cas, le mérite d'étendre l'audience internationale de la centrale des fedayin et de lui donner ainsi les moyens d'écarter les intermédiaires qui la gênent.

Prochain article

DU RÊVE A LA RÉALITÉ





ANDROPOV: LE DERNIER MASQUE DU KREMLIN.

Les énigmes de l'enterrement de Brejnev. De notre envoyé spécial à Moscou. Jean Daniel.

Entretien avec Pierre Hassner. Attention: la diplomatie soviétique risque de devenir plus imaginative.

Pourquoi fait-on plutôt confiance à l'homme du K.G.B.? Par K.S. Karol.

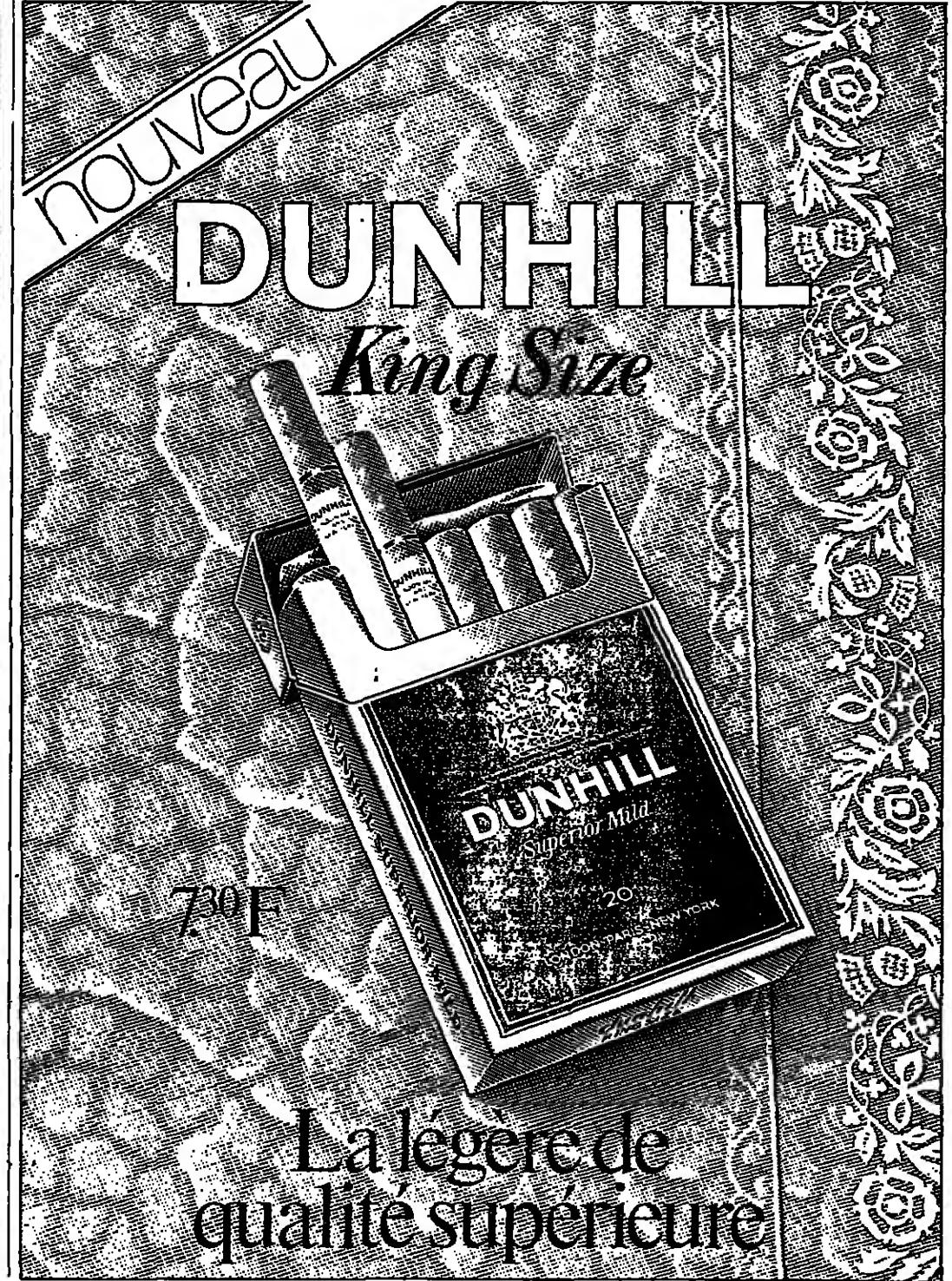
LA FRANCE DES IMMIGRES.

4 200 000 étrangers en France. Indispensables pour quoi ? Insupportables pour qui ? Une analyse de ce qui va encore mal et de ce qui va un peu mieux pour les immigrés.

E.T.

En rencontrant Steven Spielberg, Jean-François Josselin s'est mis à croire aux extra-terrestres...





Les ministres chinois des affaires étrangères et de la défense sont remplacés dans leurs fonctions

Le premier ministre reparle

de « la menace que l'Union soviétique fait peser sur la Chine »

Pékin (Reuter, U.P.I., A.F.P., A.P.). - La Chine a procéddé, vendredi 19 novembre, an rempiacement de ses ministres des affaires étrangères et de la désense, M. Wu Xucqian, soixante ans, un spécialiste du bloc soviétique, qui était depuis l'année dernière premier viceministre des affaires étrangères, suucède à M. Huang Hua, tandis que le général Zhang Aiping remplace M Geng Biao au poste de ministre de la

M. Huang Hua passe pour avoir, à soixante-neul ans, de sérieux ennuis de santé. Il a été hospitalisé àdeux reprises en 1981 et des rumeurs avaient déjà circulé à Pékin sur son possible retrait. Cependant, note-t-on, celui-ci a eu lieu lorsqu'il venait de rentrer de Moscou, où il avait dirigé la délégation chinoise aux funérailles de Breiney. M. Huang Hua avait en, à cette occasion, un entretien avec son homologue soviétique M. A. Gromyko, ce qui était la première rencontre sinosoviétique au niveau ministériel depuis 1969. A l'issue de cet entretien il s'était déclaré - très optimiste quant aux chances d'une amélioration des relations entre la Chine et l'U.R.S.S. et cette déclaration était apparue comme l'une des plus conciliants de la part d'un dirigeant chinois à l'égard de l'U.R.S.S.

Or, le même jour, M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, a tenu à M. Prem Tinsulanonda, son

homologue thallandais qu'il recevait à Pékin, des propos relativement severes à l'égard de l'U.R.S.S., affirmant qu' - aucun changement n'est survenu quant au principe fondamental de la Chine qui consiste à s'opposer à l'hégémonisme et à l'expansionnisme. L'éventualité d'une amélioration des relations sinosoviétiques dépend de ce que sera l'Union soviétique pour éliminer la menace qu'elle fait peser sur la Chine = a dit encore M. Zhao, dont les déclarations ont été reproduites par l'Agence Chine nouvelle. Le premier ministre a encore rappelé, 'adresse des États-Unis, que Washington et Pékin - ont en commun l'intérêt de préserver la paix et la sécurité dans le monde », tout en insistant pour que le gouvernement américain - respecte le récent com-

munique conjoint sur la cessation

des ventes d'armes à Taiwan et

fasse de nouveaux efforts pour que

se développent les relations sino-

On note à Pékin que M. Huang Hua conserve son poste de conseiller d'État, titre qui lui confère le rang de vice-premier ministre, et siège toujours au comité central, mais il avait quitté le bureau politique au dernier congrès du parti, en septembre. Le Quotidien du peuple, qui a rapporté le changement, n'a pas précisé si le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Wu Xueqian détenait également le titre de conseiller d'Etat. M. Wu Xueqian a

fait une carrière en debors des af-

M. Huang Hua: un diplomate chevronné

Diplomate de carrière. M. Huano Hua est né dans la province de Jiangsu, dans l'est de la Chine, en 1913, bien que certains biographes lui donnent quelques années supplémentaires. Il a étudié à l'université de Yenching, à Pékin, en 1935, milité alors dans les rangs des mouvements de jeunesse. A cette époque, il entre en contact avec le sinologue Edgar Snow qui préparait son livre Etoile rouge sur la Chine - et l'accompagne en sa qualité d'interprète dans les zones tenues par les communistes.

Pendant la guerre, il sert de secrétaire à des chefs militaires comme Chu De et Ye Jianying. Après la libération, il est chargé des relations extérieures à la commission de contrôle installée par les communistes à Nankin. Entré au ministère des affaires étrangères en 1953, il est chargé de diriger la délégation chinoise

aux négociations de Panmuniom. où il se montre un interlocuteur habile face aux Américains.

En 1960, il est nomme ambassadeur au Ghana, puis en Egypte et au Canada. Pendant la révolution culturelle, il fût le seul chef de mission chinois à ne pas être rappelé à Pékin. En 1971, il est le premier représentant de la Chine populaire aux Nations unies. En 1976, ce diplomate professionnel prend la tête du ministère des affaires étrangères.

il possède une excellente connaissance de l'anglais et montre un intérêt particulier pour les Etats-Unis. Il avait contribué à lever les incertitudes sur les relations sino-américaines après l'installation de l'administration Reagan au pouvoir, à la reprise du dialogue entre Pékin et New-Delhi, puis de façon plus spectacullaire entre Pékin et Moscou.

Le général Zhang Aiping

Né en 1908 et issu d'une famille de propriétaires fonciers, le général Zhang Aiping a fait toute sa carrière dans l'armée. Il s'engage très jeune dans l'armée rouge, participe à la Longue Marche et, pendant la guerre sinojaponaise, il combat notamment aux côtés de Peng Dehual, futur ministre de la défense nationale. qui sera limogé en 1959 et a récomment été réhabilité.

Membre du Conseil national de défense à partir de 1954, i devient chef d'état-maior adioint de l'armée en 1955. Il obtient le titre de général en septembre de la même année. Critiqué et limogé comme « élément antiparti > lors de la revolution culturelle, il fait sa réapparition en décembre 1975, lorsau'il est' nommé président de la commission des sciences et techniques de la défense nationale. Le général Zhang retrouve son poste de chef d'état-major adjoint de l'armée en octobre 1977, deux mois après avoir repris sa place au comité central du parti, où il avait été élu pour la première fois

membre suppléant en 1958. Il avait été nommé vicepremier ministre en septembre 1980, lors du remplacement de M. Hua Guofeng par M. Zhao

Inde L'OUVERTURE **DES NEUVIÈMES JEUX ASIATIQUES A EU LIEU**

SANS INCIDENT L'ouverture des neuvièmes Jeux

asiatiques a eu lieu sans incident, vendredi après-midi 19 novembre, à New-Delhi. Un très important dispositif de sécurité avait été mis en place, afin de prévenir toute manifestation de la part de la minorité religieuse des sikhs, dont des centaines de membres ont été arrêtés ces derniers jours. Le gouvernement indien conduit actuellement des pourparlers avec des représentants sikhs, réclamant une plus large autonomie confessionnelle et politique au sein de l'Etat du Pendjab.

D'autre part, des opposants au gouvernement de Mme Gandhi, et notamment l'ancien ministre George Fernandes, ont dénoncé les dépenses faites pour la tenue des Jeux à New-Delhi, - alors que le pays fait face à la famine et n'assure pas ses besoins essentiels de la population -.

Enfin, une grenade à main a explosé, vendredi, dans l'enceinte de l'ambassade soviétique. L'explosion n'a causé que des dégâts matériels.

Afghanistan

LA CONFIRMATION PAR MOSCOU DE L'ACCIDENT DU TUNNEL **DE SALANG**

Moscou (Reuter). - Par une courte dépêche en six lignes, reprenant l'agence afghane Bakhtar. l'agence soviétique Tass a confirmé. jeudi soir, 18 novembre, les informations occidentales qui, faisaient état d'une catastrophe survenue dans le tunnel routier de Salang, en Afghanistan (le Monde du 10 novembre).

Tass déclare que l'accident a fait « des victimes », sans en préciser le nombre. C'est la première fois que l'Union soviétique fait état de cette catastrophe, qui, selon des sources proches de la résistance afghane, à Islamabad, a sait des centaines de morts dont de très nombreux militaires soviétiques.

Tass a démenti que l'accident ait été provoqué par une action rebelle. ajoutant que les informations occidentales parlant d' « actes de sabottages - étaient sans fondemenent. L'agence soviétique ne précise pas la date de la catastrophe.

La France justifie la reprise des livraisons d'armes à l'Argentine

AMÉRIQUES

La reprise, jeudi 18 novembre, des livraisons d'armes françaises à l'Argentine n'est que l'application d'une décision prise en août dernier et communiquée en son temps à faires étrangères, essentiellement en tant que cadre du parti responsable Londres, a-t-on indiqué, vendredi 19, dans les milieux officiels des relations avec les autres partis Français, après la réaction britannicommunistes, en particulier avec que à l'envoi d'avions et de missiles

pour être un proche allié politique Le Foreign Office a exprimé sa déception - à l'annonce du départ, Si la namination de M. Wu était jeudi, du port de Saint-Nazaire d'un généralement attendue, dans les mibateau à destination de l'Argentine, lieux diplomatiques, il n'en va pas ayant à son bord cinq Superde même de celle de M. Zhang Ai-Etendard, ainsi que des missiles airping, soixante-douze ans, qui vient mer Exocet, du type de ceux qui de remplacer M. Geng Biao, avaient coulé plusieurs bateaux brisoixante-treize ans, à la tête du mitanniques pendant la guerre des Ma-

Exocet à Buenos-Aires.

Cette cargaison, rappelle-t-on dans les milieux officiels français. représente une partie des commandes passées par l'Argentine avant que n'éclate le conflit des Malouines, en avril dernier, date à laquelle la France avait imposé un embargo sur les livraisons d'armes à l'Argentine. La levée de cet embargo avait été annoncée le 10 août, - compte tenu de l'arrêt des hostilités » entre la Grande-Bretagne et l'Argentine. A cette occasion, un porte-parole du ministère des relations extérieures avait précisé que le gouvernement britannique avait été informé de la décision française. Déjà, à cette époque, le Foreign Office s'était déclaré « décu » par la

levée de l'embargo. Le porte-parole du Quai d'Orsay avait indiqué, en août, que « les matériels ayant reçu une autorisation d'exportation avant l'embargo seront livrés progressivement ». La France avait signé en 1980 un contrat avec l'Argentine portant sur la vente de quatorze avions Super-Étendard équipés de missiles Exocet. Les cinq premiers avaient été livrés en novembre 1981.

La question des Malouines a créé une certaine tension entre Paris et Londres. Elle avait été dissipée lors

du sommet franco-britannique des 4 et 5 novembre, lorsque le gouvernement français avait annoncé après une période d'incertitude sévérement critiquée à Londres - sa décision de s'abstenir lors du vote à l'ONU d'une résolution argentine rejetée avec force par les Britanniques. Le premier ministre britannique. Mer Margaret Thatcher, s'étail alors félicitée de ce que la France ne 'était pas rangée aux côtés des Ar gentins. Mais, sur le fond, la position française reste inchangée: elle est favorable à la reprise des négociations entre Londres et Buenos-Aires. et Paris ne se prononce pas sur la question de la souveraineté sur les

● A Londres, M= Thatcher a de claré, vendredi, que le gouvernement britannique serait « profondement affligé - si des armes fournies par ses alliés étaient utilisées contre son armée. Elle a rappelé que Paris avait suspendu toute livraison à Buenos-Aires pendant la guerre des Malouines et ajouté: - Nous avons demandé à tous nos alliés de ne pas livrer d'armes à l'Argentine tant que nous n'aurons pas eu l'assurance du gouvernement [de Buenos-Aires que les hostilités ont véritablement pris fin. .

Les Etats-Unis accueillent très favorablement la décision du Nicaragua de ne pas acquérir de Mig soviétiques

assomble be

A series of Lynn

Washington (Reuter). - Le département d'Etat américain a accueilli très favorablement, vendredi 19 novembre, des informations indiquant que le gouvernement du Nicaragua avait décidé de ne pas acquérir de Mig soviétiques. Si ces informations se confirment - ce serait un developpement très positif -, a déclaré le porte-parole, M. John Hughes.

Ces informations laissent entendre que les pays amis du Nicaragua l'auraient dissuadé de se procurer des Mig en raison de l'extrême attention avec laquelle Washington suit le renforcement militaire du

Les Etats-Unis espèrent que le gouvernement sandiniste remplira également « d'autres conditions de paix » définies par un accord conclu le mois dernier au Costa-Rica par hnit pays de la région. Ce plan prévoit que le Nicaragua doit s'abstenir de déstabiliser les pays voisins, ne pas importer d'autres armements lourds, renvoyer les instructeurs militaires étrangers et développer le pluralisme démocratique.

Brésil

Le parti gouvernemental conserve le contrôle de la majorité des Etats

(Suite de la première page.)

Il l'a emporté, par exemple, dans une des régions test du pays, le Rio-Grande-Do-Sul, la plus « européenne » de toutes, tant par son climat que par sa population. Il a profité en effet des divisions de l'opposition dont les voix se sont portées à la fois sur le candidat travailliste et sur celui du P.M.D.B. Il est probable

groise en Transylvanie.

Tchécoslovaquie

L'HISTORIEN TCHÉCOSLO

VAQUE SIGNATAIRE DE LA

CHARTE 77. Karel Bartosek et

sa fille Natacha, qui ont de-

mandé à rejoindre leur samille en

France, devront attendre que la

justice ait statué sur les inculpa-

tions dont ils font l'objet. Deux

autres signataires de la Charte.

Karel Kyncl, désireux d'émigrer

en Grande-Bretagne, et Jan Miy-

narik en R.F.A., se trouvent dans

une situation similaire. Inculpés

de « menées subversives », ils ont

passé un an de détention préven-

tive avant d'être libérés il v a six

mois sans décision judiciaire. -

' qu'il l'emportera aussi dans le Pernambouc, autre point de mire, car Recife, sa capitale, est aussi celle du Nord-Est, région qui compte 33 milions d'habitants. M. Freire, candidat du P.M.D.B. au poste de gouverneur et opposant actif au régime, semblait avoir la victoire assurée. Mais tous les moyens - même les plus contestables - ont été utilisés contre lui, li a perdu son élection dans le « Sertao », la campagne semi-aride de l'inténeur.

Ailleurs l'opposition n'a tiré parti, semble-t-il, ni de l'opportunisme electoral ni du radicalisme verbal. A Rio, par exemple, les « authentiques » du P.M.D.B. ont cru bien jouer en s'alliant avec les fidèles du maines leur ont cependant indicacique local, M. Chagas Freitas, acqué-qu'ils seraient poursuivis cusé d'incompétence et de corruppour trahison et qu'ils ne poution : leur candidat a du finalement vaient quitter la ville. En revanlaisser la place à.M. Brizola, consiche, on reste sans nouvelle di déré comme un représentant plus digne de l'opposition. A Sao-Paulo. La revue Ellenpontok, publice c'est à ses excès de langage qu'est pour la première fois en décemattribué en partie le relatif échec du bre 1981, s'est souvent intéressée parti des travailleurs de « Lula », qui à la situation de la minorité honne gagnera pas les vingt sièges ou trente sièges de députés fédéraux que les sondages lui accordaient.

Les militaires ont donc bien manœuvré : là où l'opposition s'est exprimée de façon majoritaire, c'est en faveur de personnalités le plus souvent modérées et de partis dont l'objectif le plus « extrême » est un socialisme de type démocratique, En outre le parti gouvernemental, le P.D.S., gardera sans doute la majorité dans les assemblées législatives locales et au congrès fédéral qui composent le collège chargé de choisir le futur président. Tout a été bon. certes, pour parvenir à un tel résultat. Il faut neuf fois plus de voix pour ētre député à Sao-Paulo - région d'opposition - que dans l'Acre, État amazonien sans velléité de rébellion. La propagande télévisée a été suspendue deux mois avant le scrutin. sauf pour le général-président, qui a ou faire état des réalisations de son gouvernement. Mais ce qui l'emporte malgré tout, dans le pays, c'est la satisfaction d'avoir pu tenir de « vraies » élections après en avoir

été privé pendant dix-huit ans. CHARLES VANHECKE.

A TRAVERS LE MONDE

Autriche

ceux du bloc soviétique. Il passe

nistère de la défense nationale.

Militaire de carrière le général

Zhang, était l'un des chefs d'état-

major adjoints de l'armée. Il avait

brièvement occupé le poste de vice-

premier ministre en 1980-1981. Son

nom avait été cité, en mars 1981.

comme possible candidat au poste

de la désense, lors du remplacement

du maréchal Xu Xiangqian. On

considère, à Pékin, que M. Deng le

juge plus à même de procéder à la

modernisation de l'armée populaire

de libération, ayant présidé la com-

mission des sciences et techniques

Le statut de M. Geng Biao avait

donné lieu à diverses interprétations

depuis qu'il avait écarté de façon

inattendue du comité centrale et du

bureau politique, à l'issue du dou-

zième congrès du P.C.C., en septem-

bre dernier. Il est vraisemblable

qu'il a été écarté du fait de son ap-

partenance à une faction connue

pour ses réserves à l'égard de

l'équipe de M. Deng. Sa nomination

à la tête du ministère de la défense

passait pour avoir été due à M. Hua

Guosene, évincé par la suite. Il vient

d'entrer à la nouvelle commission

centrale des conseillers, organisme

au rôle consultatif théoriquement

destiné à accueillir les hauts respon-

sables agés et maiades.

de la désense nationale.

de M. Deng Xiaoping.

• M. GUSTAV HUSAK, chef de l'État et du parti tchécoslovaques, a achevé le vendredi 19 novembre une visite officielle en Autriche, marquée par de nombreuses manifestations en faveur des droits de l'homme dans son pays. A l'issue de-cette visite, le chancelier Kreisky a déclaré qu'il ne se faisait « aucune illusion -quant à un éventuel assouplissement de la politique menée à Prague à l'égard des dissidents. M. Husak a toutefois accueilli positivement les demandes de l'Autriche en faveur de la réunisication des familles séparées par la frontière. -(AP.)

Bolivie

• LE COMMANDEMENT EN CHEF DES FORCES AR-MÉES BOLIVIENNES a démenti mercredi 17 novembre la présence de « conseillers étrangers » dans ses rangs. Cette mise au point répond aux accusations lancées par le général argentin Leandro Anaya qui affirmait que la Bolivie avait accueilli cinq centsconseillers militaires cubains depuis l'arrivée au pouvoir du président Siles Zuazo, le 10 octobre dernier. - (A.F.P.).

El Salvador

■ RECTIFICATIF. - A la suite d'une erreur technique, une partie de l'article d'Isabelle Vichniac sur les représentants du Haut Commissariat pour les résugiés en Amérique centrale paru dans le Monde du 18 novembre n'a pu être publié. Nous donnons ci-dessous les paragraphes manquants, qui s'intercalent entre le premier et le deuxième paragraphe de l'article. « On a appris à Genève le renvoi par les militaires honduriens des membres du H.C.R. qui travaillent dans les camps de transit proches de la frontière de La Virtud et de La Guarita. Les responsables du HCR se demandent comment assurer maintenant la protection physique - et non plus seulement juridique – des six mille réfugiés salvadoriens du camp de Colomoncagua situé à 5 kilomètres de la frontière. Les récentes incursions de soldats salvadoriens dans les camps de réfugiés se sont soldées par des exactions et des vic-

» Le haut commissaire pour les réfugiés. M. Hartling, a adressé un télégramme au président de la République du Honduras, et une mission de cinq menbres

du H.C.R., dirigée par M. Smyser, haut commissaire adjoint, va se rendre sur place du 22 au 30 novembre. Ce qui rend la tâche du H.C.R. délicate, c'est que le gouvernement du Honduras poète Szöcs. n'a ratifié ni la convention internationale sur la protection des réfugiés (1951) ni son protocole d'application (1967). »

Haute-Volta

■ MISE AU POINT. - A la suite de l'article de notre envoyé spécial, Philippe Decraene, sur • les suites du coup d'Etat du 7 novembre (le Monde du 17 novembre), le général Garango, ambassadeur de Haute-Volta à Washington, nous prie de publier la mise au point suivante : « Je n'ai été à ce jour consulté par qui que ce soit, à aucun moment et à avelque titre que ce soit sur les mesures qu'il conviendrait de prendre · pour restaurer une hiérarchie sérieusement bouleversée » dans l'armée voltaïque et pour préserver l'avenir de la Haute-Volta dans le cadre des nouvelles structures. »

Mozambique

DEUX CAMPS REBELLES DÉTRUITS. - Les forces gouvernementales ont détruit, mardi 16 novembre, deux camps de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.) dans le district minier de Moatize (ouest du pays), a affirmé mercredi Radio-Maputo. Selon la radio, environ deux cents personnes aux mains de la R.N.M. ont été libérées et un nombre important de rebelles capturés. Cette opération fait suite à une recrudescence de la guérilla antigonvernementale dans cette région et dans les provinces productrices de coton et de the au nord dn pays. - (A.F.P.)

Roumanie

• LE POÈTE GEZA SZOCS, LE PHILOSOPHE A. ARA-KOVACS, LE PROFESSEUR KAROLY TOTH ET SA FEMME, qui sont tous des intellectuels de souche hongroise, ont été arrêtés par les autorités roumaines à Cluj et à Oradea entre le 5 et le 7 novembre, a-t-on appris de source sûre. Ils sont accusés d'être les animateurs d'unerevue de « samizdat » publice en langue hongroise et intitulée Ellenpontok. M. Ara-Kovacs et M. et M Toth ont été relachés après cinq jours d'interrogatoires au cours desquels ils ont subi-des violences. Les autorités rou-



VOUS CHERCHEZ UN PIANO?

LOCATION DEPUIS 250 F/mois (fégion parisienne) VENTE DEPUIS 298 F/mois (sans apport ni caution) Livr. gratuite dans ite la France

26 MARQUES REPRESENTÉES Garantie jusqu'à dix ans Ouv du lundi au samedi 9 n-19 n



75 815, AV. DE WAGRAM, 17. 227-88-54/763-34-17

MONDE

politique

L'Assemblée nationale adopte le projet de budget pour 1983

L'Assemblée nationale a terminé, samedi 20 novembre, à 4 h 35 du matin, la discussion, en première lecture, du projet de budget pour 1983. L'ensemble du texte a été adopté, à mains levées, par les deux groupes de la majorité. Cette discussion hadgétaire a donné lieu à cent soixante-sept heures de débats au cours de quarante-buit

 Affaires sociales : une action de revalorisation

L'Assemblée nationale a adonté. jeudi 18 novembre, les crédits des affaires sociales, de la solidarité nationale et du travail, dont l'examen a duré sept heures et demie, Parmi les nombreuses questions évoquées par les dix rapporteurs, celle du financement de la Sécurité sociale a été traitée par M. Legrand (P.C.), oui a insisté sur la nécessaire clarification des relations entre les différents régimes et entre ceux-ci et l'Etat. M. Belorgey (P.S., Allier) s'est inquiété d'une éventuelle restriction des conditions d'attribution du statut de réfugié et du recours à . des formalités de portée ambigue. telle que le visa, pour l'entrée en France de touristes algériens (1). M. Asensi (P.C.) a passé le problème du logement des immigrés. consenties dans certaines communes ouvrières, et M. Frelaut (P.C.) a

traité de la situation de l'UNEDIC. M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a insisté sur « la nécessité de revaloriser le social, dans ses fonctions quotidiennes et dans sa sinalité - et il a annoncé la prochaine mise en place d'un « conseil supérieur du travail social ». Il a indiqué, d'autre part, que le budget social de la nation, qui s'élève à près de mille milliards de francs, fera l'objet, au printemps prochain, de débats, à l'Assemblée nationale et au Sénat, sur « les moyens de disposer d'une meilleure information et d'instaurer un contrôle régulier » de ce projet.

Le ministre a indiqué, d'autre part, au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans, que, si les négociations entre les partenaires socianx sur les retraites complémentaires n'aboutissaient pas, au plus tard, le 15 janvier prochain, le gouvernement userait des moyens dont il dispose pour que cet abaissement soit effectif, en tout état de cause, le 1^{er} avril 1983.

M= Dufoix, secrétaire d'Etat chargé de la famille et des personnes âgées, a expliqué, dans ses réponses aux rapporteurs et aux intervenants, que le pouvoir d'achat des allocations versées aux familles de quatre enfants aura augmenté, sur deux ans, au Ie janvier 1983, de 11 %, compte tenu de l'augmentation de 7.5 % prévue à cette date. M. Bérégovoy a précisé, d'autre part, que la contribution assise sur des revenus du travail et du capital, envisagée

pour financer les prestations familiales, impliquera, si elle est instituée, une majoration correspondante

La défense

Le ministre de la consommation, M™ Lalumière, présente pour la première fois, un budget autonome. Un budget modeste - 272 millions de francs, soit 42,4 millions de plus qu'en 1982 - mais qui doit permettre la poursuite d'une politique de désense des consommateurs. Les dépenses de subventions s'élèvent à 31,7 millions de francs pour les organisations de consommateurs et à 35.2 millions de francs pour l'Institut national de la consommation. Cette dernière somme avant été jugée insuffisante par la plupart des députés. M. Lalumière annonce que la subvention destinée à l'LN.C. sera augmentée de 0.74 million de

D'autre part, pour appuyer la lutte contre l'inflation, six centres locaux d'information sur les prix vont être installés sur le territoire national à partir de l'année prochaine.

Un nouveau dispositif d'aide à l'investissement industriel

Vendredi soir, l'Assemblée natiorale adopte un amendement du gouvernement instituant, dans la loi de finances, un nouveau mécanisme d'aide à l'investissement industriel. conformément à la décision de principe annoncée par M. pierre Mauroy dans sa déclaration du 4 novembre. Ce mécanisme substitue à l'aide liscale à l'investissement un système qui permettra aux entreprises qui créent ou acquièrent des biens d'équipement, entre le 1º janvier 1983 et le 31 décembre 1985, un amortissement exceptionnel. Celuici sera pratiqué l'année de réalisation de l'investissement et déterminé en majorant la première annuité d'amortissement dégressif. Le taux de cette majoration sera de 40 % pour les biens dont la durée d'utilisation sera inférieure ou égale à neuf ans. Il passera à 42 % lorsque cette durée sera de dix ans, à 46 % pour ouze ans, à 50 % pour douze ans, à 54 % pour treize ans, à 58 % pour quatorze ans et à 62 % pour quinze ans. Les députés communistes, jugeant que ce nouveau mécanisme ne répond pas aux critères de relativité des aides défendu par leur parti, s'abstiennent. En revanche, l'opposition approuve l'initiative gouvernementale présentée par le ministre du budget, M. Fabius.

Maintien de l'avoir fiscal

En séance de nuit le gouvernement retire l'article 52 du projet de loi de sinances visant à remplacer l'avoir siscal par un crédit d'impôt. La commission des finances, dans sa majorité, s'était prononcée contre l'institution de ce crédit d'impôt, trop proche, à ses yeux, du système de l'avoir fiscal si critiqué, naguère, par le P.S. L'avoir fiscal est donc maintenu. L'Assemblée a reconduit pour cinq ans la déductibilité des dividendes attachés à la création d'entreprises ou aux augmentations de

 Création d'un compte d'épargne en actions

Asin d'encourager à l'époque l'Assemblée adopte la création d'un compte d'épargne en actions qui remplacera le mécanisme de la loi du 13 juillet 1978 dite - loi Monory ». Ce compte d'épargne sera réservé aux contribuables non redevables de l'impôt sur les grandes fortunes », et « ouvrira droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 25 % des achais neis de valeurs mobilières françaises dans la limite annuelle de 7 000 francs par personne ou de 14 000 francs pour un couple. - Les personnes - qui, en raison de leur âge, pouvaient bénésicier des dispositions de la loi Monory jusqu'à leur départ en retraite ou pour une durée maximale de avinze ans auront le choix entre le régime ancien et le régime moderne . Le gouvernement autorise le cumul entre un compte d'épargne en actions et l'abattement de 3 000 francs en vigueur dans le cadre de la loi Monory ».

Institution d'une taxe • sur les magnétoscopes.

Vendredi après-midi 19 novembre. l'Assemblée nationale décide au cours de l'examen du budget du ministère de la communication (I), l'institution, en 1983, d'une taxe de 471 F par an pour droit d'usage de magnétoscope. Seuls les socialistes soutiennent, sur ce point, le gouvernement. Les communistes s'abstiennent, les députés R.P.R. et U.D.F. votent contre.

Le ministre de la communication M. Fillioud, affirme oue cette taxation ne freinera pas les achats de magnétoscopes : « La ruée actuelle n'est pas le sait des particuliers, ditil, mais des revendeurs qui, anticipart sur la demande, se constituent des stocks. > L'information télévisée suscite,

d'autre part, une controverse. M. Vi-

vien (R.P.R., Val-de-Marne), accuse le gouvernement d'exercer une - main-mise politique de plus en plus ouverte - sur les medias audiovisuels: M. Madelin (U.D.F., Illeet-Vilaine), affirme que la télévision est devenue « globalement socialiste ». M. Fillioud leur répond : Nous vous trompez d'adresse. Bien sûr, lorsque vous étiez au gouvernement vous gouverniez la télévision. Ce temps n'est plus. Le Parlement a voté une loi qui donne compétence exclusive à la Haute Autorité pour faire respecter le pluralisme du service public. Ne comptez pas sur moi pour empiéter sur le domaine de la Haute Autorité. »

(i) Ce budget a été analysé dans le Monde du 16 novembre.

DÉVANT LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S.

M. Pierre Mauroy met en garde les socialistes contre les risques de la critique et de la division

Mauroy, de déclarations en rectifica-

tions, ont dévalorisé leur parole et du

même coup suscité le doute sur leur

capacité à « tenir » le nouvel

d'achat des fonctionnaires. En pro-

posant aux syndicats une « clause de

sauvegarde » destinée à garantir le

pouvoir d'achat de ces catégories de

salariés en 1982 et 1983, le gouver-

nament peut être soupconné de réin-

troduire l'échelle mobile des salaires.

Or la suppression de celle-ci était un

axe de sa nouvelle politique économi-

que. Même si, globalement, la cohé-

rence de cette politique - riqueur et

iustice sociale - n'est pas ébranlée,

sa parception par l'opinion risque de

tains élus et responsables du parti

socialiste aioutent, sans toujours le

chercher, à la confusion. C'est le cas

lorsque l'on s'inquiête, comme

M. André Laignel, des cadeaux faits

au patronat. C'est aussi le cas de

ceux qui, plus nombreux, s'étonnent

que le gouvernement renonce, pour

le bénéfice de quelque mois de répit,

d'achat du SMIC.

tenir sa promesse sur le pouvoir

L'attitude des uns et des autres

procède d'excellentes intentions : i

s'agit de mettre en garde le couver-

nement contre le risque d'une rup-

ture entre lui et une partie de sa base

sociale, donc électorale. Mais il est

possible que cette démarche pro-

duise l'inverse de l'effet recherché en

donnant l'image d'un pouvoir

contesté, indécis, et finalement irres-

M. Jean-Paul Bachy s'en est in-

quiété devant le comité directeur. Le

secrétaire national aux entreprises a

en effet souligné que les coups

portés au chef du gouvernement sont

d'autant plus dangereux que les so-

cialistes sont - compte tenu du ca-

ractère, selon lui « sélectif », du sou-

tien du P.C.F. - la seule force

susceptible de relayer la politique du

du CERES de M. Jean-Pierre Chevé-

nement n'est pas, non plus, exempte

de risques. M. Michel Charzat a fait

état, dans nos colonnes (Le Monde

du 18 novembre), de la tentation,

qu'il perçoit au sein du gouverne-

ment, de soumettre la France à une

purge de deux ans en attendant la re-

prise économique mondiale. M. Jac-

ques Delors, ministre de l'économie

et des finances, n'est pas nommé,

mais il est visé et implicitement ac-

cuse d'orthodoxie libérale, de « bar-

Si cette tentation existe - elle

été analysée il y a plusieurs mois déià

au sein même de la direction du P.S.,

des injustices - « demander plus :

celui qui a plus, demander moins

contenus dans le discours prononcé

le 27 septembre à Figeac par M. Mit-

terrand et relavés aussitôt le 4 no-

vembre par M. Mauroy, le montrent

Reste que M. Delors, s'il privilégie

la « crédibilité externe » du pouvoir

de gauche - pour reprendre une ex-

pression chère au CERES - bénéficie

pour lui-même d'une « crédibilité in-

terne a incontestable dans l'opinion

publique française. Les sondages

l'attestent. Et l'on craint fort, parmi

les socialistes, que les capacités pé-

dagogiques du ministre de l'écono-

mie et des finances ne finissent.

son corps défendant, par accréditer

l'idée selon laquelle le gouvernement

de la gauche, sous la contrainte de la

crise, mène une politique peu diffé-

rente de celle qu'aurait conduite un

aouvernement de droite. M. Delors

explique que « l'effet d'annonce »

d'une promesse non tenue sur le l

SMIC, perçue par l'étranger, rapporte

une masse de devises à la France.

Les socialistes lui répondent qu'il leur

fart perdre un paquet de voix. Pour le

parti, le débat se pose en termes

aussi crus que ceux-là.

celui qui possède si peu 🖈

risme » de gauche.

Dans ces conditions, la démarche

DOUVOK.

pectueux de ses engagements.

Les choses se gâtent lorsque cer-

il en va de même sur le pouvoir

échéancier.

M.Pierre Mauroy - qui a pris la parole samedi 20 novembre en fin de matinée dévent le comité directeur du P.S. réuni à Paris - a mis en garde les socialistes contre les divisions qui pourraient tenter certains d'entre eux, « Unis, nous réussirons ; divisés, nous échouerons » a notamment déclaré le premier ministre, avant d'inviter le P.S. à relayer l'action du gouvernement plutôt que de critiquer celle-ci. Si critique il doit y avoir, a-t-il explique. celle-ci doit être portée devant le parti, à qui il revient d'arbitrer.

M. Mauroy - après un long plaidoyer en faveur de la politique de « rigueur » a regretté son discours que après le 4 novembre dernier, les critiques publiques les plus dures, à ses yeux, scient venues des

à l'observation des indices, une réussite technique. Le gouvernement pense qu'il gagnera un premier pari sur l'inflation : moins de 10 % de hausse des prix en 1982. Le chômage paraît se stabiliser. La crigueur » ne fait plus peur et les socialistes s'accordent pour affirmer que la nécessité en est percue par l'opi-

On pouvait raisonnablement penser que le douvemement parviendrait à convaincre, chiffres à l'appui, que les socialistes - désormais cohérents - disposent de quelque compétence en matière économique. Pourtant le trouble paraît s'être réinstallé. L'image du premier ministre ne profite pas des succès dont se flatte son gouvernement (1). Le message, une fois de plus, passe mal.

C'est sans doute parce que ce message est occulté par les inquiétudes exprimées par certains socialistes au parti et parmi les élus. C'est aussi parce que le gouvernement a pris le risque d'en altérer la cohérence, au moins en apparence. '

Les socialistes ont adressé, ces demières semaines, de nombreuses mises en garde au gouvernement sur la politique salariale et les choix économigues de « sortie de crise », notamment. Le premier ministre a retourné le « compliment » à ses amis. samedi, lors de la réunion du comité directeur du P.S., Tout clivage au sein du parti socialiste, a-t-il dit en substance, ne pourrait se reconstruire que sur l'appréciation de la politique gouvernementale. Et cette politique n'est que la traduction des orientations définies par le président de la République.

Les discours conffictuels des uns et des autres montrent bien que tout n'est pas dit. M.-Mauroy gère la parole du chef de l'Etat à sa manière. pragmatique, en se ménageant une marge d'improvisation. Le style n'est pas toujours compris.

Bonnes intentions

L'exemple de la politique salariale est significatif. Le gouvernement du SMIC augmenterait de 4 % cette année. M. Jacques Delors avant annoncé que cette promesse ne serait pas tenue à la fin de 1982, M. Mauroy a précisé qu'elle le serait... au début de 1983. L'engagement gouvernemtal sera donc respecté avec quelque retard mais MM. Delors et

rangs même du P.S. II a réaffirmé que le gouvernement no fait aucun « cadeau » au patronat, mais au'il s'efforce d'aider les entreprises, étant entendu que ces aides doivent être liées à l'effort d'investissement. Il a estimé qu'elles sont d'autant plus nécessaires que la gauche ne peut réussir sa politique économique en s'appuyant sur le seul secteur public, et qu'il lui faut donc obtenir le concours du secteur privé.

Auparavant, M. Jean Poperen, numéro deux du P.S., qui avait ouvert les débats, avait renouvelé la demande formulée par les socialistes d'obtenir un bilan des investissements industriels et de l'utilisation des diverses aides publiques aux entreprises.

> est supposé établir entre des forces sociales et économiques aux intérêts parfois contradictoires. « Si le patronat devait continuer à faire monte les enchères, a-t-il déclaré, ni le gouvernement, ni le parti socialiste, ni les syndicats ne pourraient tenir du côté des salariés. » Au moins, cette réflexion est-elle susceptible de rassembler tous les socialistes. Elle est sans doute utilisée, pour une part, dans ce but.

La méthode forte

La voie du « compromis », que les socialistes persistent à préconiser à usage externe, n'a pas été, pour ce qui la concerne, une réussite dans l'affaire du projet de loi visant à affacer les demières séquelles de la querre d'Algérie. Après que le parti et le groupe socialiste de l'Assemblée nationale aient mis en échec la voonté exprimés par le président de la République de ne pas diviser le pardon et donc d'intégrer les généraux r félons » dans le champ d'application de la loi, le gouvernament devrait utiliser, mardi 23 novembre, à l'Assemblée nationale, la méthode

M. Pierre Mauroy devrait être autorisé par le conseil des ministres réuni le même jour à engager la responsabilité de son gouvernement en vertu de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Selon cet article, le projet de loi en discussion est adopté sans vote à moins qu'une motion de censure ne soit déposée dans les vingt-quatre heures. Les députés socialistes, dont la décision avait été inspirée par M. Joxe, président du groupe, et le parti seront donc contraints, faute de pouvoir s'exprimer jusqu'au bout, à soutenir le gouvernement par l'absence, le vide et le

Les institutions de la Ve République, dont M. Mitterrand s'est accommodé au mieux de ses intérêts après les avoir contestées, permettent à l'exécutif de passer outre à la pression des partis et du Parlement dui le soutiennent, pour peu que ces derniers lui soient fidèles sur l'essentiel. Elles ne permettent pas de faire l'économie des débats, des polémiques, des contestations ponctuelles.

C'est heureux pour les socialistes qui souhaitent « inspirer l'axécutif » ; c'est préjudiciable pour le premier ministre dans la mesure où le parti socialiste et ses élus réagissent après coup, plutôt que « d'inspirer le gouvernement » avant qu'il ne prenne ses décisions.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Selon le sondage mensuel de l'IFOP (publié par France-Soir, réalisé du 10 an 16 novembre auprès d'un échantillon de mille cent quarante-cinq - elle est aujourd'hui minoritaire et personnes), 37 % des personnes interroisolée. La volonté de reconquête ingées sont - satisfaites - de M. Maurov (il perd quatre points) et 47 % en sont dustrielle, l'appel à la rigueur et à l'effort accompagné par la correction mécontentes (plus un point).

> L'Union des anciens députés gaullistes, que préside M. Raymond Triboulet, ancien ministre, membre de l'Institut, ne souhaite pas que soit poursuivie la publication des notes laissées par Georges Pompidou. Elle déplore, dans un communiqué publié le 18 novembre, « la publication de brouillons et notes laissés par le président Georges Pompidou. dont il aurait sans nul doute corrige les assertions les plus choquantes. ...) Ce serait une mauvaise action qui porterait un grave tort à la mémoire de Georges Pompidou ».

> Ces députés évoquent la publication, en juin dernier, à l'initiative de Me Pompidou et de son fils de l'ouvrage Pour rétablir une vérité.

• Le mouvement des démocrates de M. Michel Jobert et la Nouvelle Action royaliste de M. Bertrand Renouvin, qui se rencontrent régulièrement depuis le mois de septembre. ont constaté la très large convergence de vues entre leurs deux mouvements sur les questions municipales. - Déplorant l'extrême politisation qui marque déjà la campagne électorale à Paris .. elles estiment nécessaire de « rassembler. à l'écart des rivalités entre les La direction du parti socialiste | partis, des citoyens soucieux de dése préoccupe de ce décalage. montrer qu'il est possible de dépas-M. Jean Poperen, numéro deux du ser l'affrontement stérile entre le P.S., l'a exprime des l'ouverture du désir de revanche et la soif de puiscomité directeur de son parti, samedi sance. - Les deux mouvements exa-20 novembre, en remarquant que le minent les possibilités de présenter. patronat continue à ne pas jouer le des listes communes à Paris et dans jeu du « compromis » que le pouvoir | quelques grandes villes de province.

Le Sénat s'oppose à la réforme administrative de Paris, Marseille et Lyon

Le Sénat, au terme de la discussion générale, a décidé, dans la mit du 18 au 19 novembre, qu'il n'y avait pas tien de poursuivre la délibération sur le projet de loi portant organisation de Paris, Marseille, Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale.

En adoptant par 180 voix contre 108 (P.C., P.S. et .M.R.G.) la - question préalable - duc à l'iditiative du rapporteur, M. Romani (R.P.R., Paris), les sénateurs ont notamment considéré que le projet portait atteinte aux principes d'égalité entre les communes et de libre administration des collectivités territoriales par un conseil élu.

Intervenant au début et à la fin du débat, M. Desserre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a justifié sa réforme en soulignant, que c'est dans

 M. Jean-François Pintat, sênateur républicain indépendant de la Gironde, a adressé une question écrite au ministre des anciens combattants pour demander si celui-ci envisage de réunit, - consormément à l'intention exprimée par l'actuel président de la République, lors de la dernière campagne présidentielle, une « table ronde » composée de représentants des organisations d'anciens combattants, du Parlement et du gouvernement, au sujet de l'éventuel transfert des cendres du maréchal Pétain -.

[N.D.L.R. - En réponse à l'Association nationale Pétain-Verdun. M. Mitterrand avait, en effet, déclaré : - (...) Elu, je proposerai la réunion d'une - table roude - composée de représentants des organisations d'anciens combattants, du Parlement et du gouvernement, chargée de proposer les so-Intions qu'appelle ce contentieux. C'est donc cette commission qui fera des propositions concrètes sur le sajet » (le Monde du 16 avril 1981)-]

les trois plus grandes villes que se pose avec le plus d'acuité la question de l'association des citoyens à la vie locale. Il a également évoqué la jurisprudence du Conseil constitutionnel, qui ne considère pas qu'il y a violation du principe d'égalité à traiter différemment des personnes physigues ou morales placées dans une situation différente. Le plaidoyer du ministre n'a guère convaincu les orateurs de la majorité sénatoriale.

La Haute Assemblée a ensuite examiné et amendé, avant de l'adopter, le projet modifiant certaines dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et Marseille. Les principales modifications votées concernent le nombre de sièges desconseillers de Paris, porté de 163 à 167, et le découpage électoral de Marseille. Alors que le projet de loi prévoyait six secteurs, les sénateurs font coincider chacun des seize arrondissements de la ville avec un secteur.

• M. GUY BESSE, maire de Levroux (Indre), succédera au Sénat à René Touzet (radical), président du groupe de la gauche démocratique au Sénat, décédé jeudi en son domicile parisien (le Monde du 19 novembre).

Artisan, agé de cinquante-sept ans, M. Besse, président du syndicat intercommunal du canton de Levroux, n'est inscrit à aucune formation politique.

apostrophes le 26 novembre Serge Doubrovsky Un amour de soi

roman

Un très grand livre, vigoureux, percutant, brutal, érotique..... qui conte avec drôlerie un écheciamoureux vécu aux alentours de la cinquantaine... Par sa qualité, son acuité, ses provocations mêmes... son authentique et puissante originalité, il éclate dans notre

Jacqueline Piatier

La seule présence de son ouvrage en cette rentrée 1982 donne un terrible coup de vieux à tous les romans "bon chic, bon genre" tirés au cordeau... le français qu'arrange Doubrovski s'inscrit dans la grande métamorphose déclenchée par Proust, relancée par Céline... le lecteur. s'enchante à cette découverte,.. Un avènement, peut-être même un événement.

Jean Clémentin ¿Le Canard Érichainé:

Une musique obsédante, douloureuse et imprécatoire... je n'ai connu pour ma part cette espèce d'arrière jouissance, qu'avec quelques rares livres dont "Au dessous du volcan"; Arnold Mandel

Le livre le plus dérangeant, le plus riche et le plus exigeant dans la rentrée romanesque. Alain Bosquet

HACHETTE





A BOOK NO.

PAS DE QUOTA PAR SEXE DANS LA LOI ÉLECTORALE

Regrets et engagements après la décision du Conseil constitutionnel

Les parlementaires avaient à la arguments d'inconstitutionnalité que pouvait soulever l'instauration d'un quota « sexiste » dans la loi. Malgré l'espoir qu'il avait formulé (le Monde) du 20 août), M. Gantier, député U.D.F. de Paris, n'avait pas trouvé neuf de ses collègues pour saisir le conseil constitutionnel de cette disposition - avsurde - Les députés de l'opposition s'étaient décidés à faire appel avec neuf sages, mais en gardant bien d'attirer leur attention sur ce point particulier. Ils avaient préféré le calcul de répartition des sièges.

D'ordinaire, les membres du Conseil constitutionnel examinent les dispositions particulières signalées par les auteurs de la saisine sans trop se préoccuper des autres. Pour la première sois, le Conseil a soulevé d'office un point qui n'était pas contesté mais sur lequel les parlementaires et le gouvernement avaient quelques doutes. M. Defferre lui-même avait souhaité que l'introduction de ce quota prenne la forme d'un article additionnel • de sacon que si le Conseil constitutionnel venait à l'annuler, cela n'entraine pas l'annulation de la loi ».

Mm Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, déclare au lendemain de la décision de la haute juridiction n'en être pas « du tout sur-

Reste que cette initiative n'est guère appréciée. Mme Pelletier (U.D.F.), ancien ministre de la condition féminine, la « regrette profondément », M. Quilès (P.S.), député de Paris, le « déplore »... Pour Mª Moreau, membre du bureau politique du P.C.F., • le Conseil constitutionnel fait à nouveau la démonstration de son irréductible esprit réactionnaire. »

M. Alain Richard (P.S., Vald'Oise) observe : • Le Conseil s'est

d'accès aux charges publiques et liste venant en tête soit égal à la sur le libre droit de vote des natio- moitié des sièges à pourvoir, arnaux des deux sexes. En droit, il rondi, lorsqu'il s'agit d'un nombre avait parfaitement la possibilité d'apprécier que ces deux principes justificient une mesure tendant à empêcher l'exclusivité de représentation des citoyens par des élus d'un seul sexe. Il a tenu un raisonnement opposé. Quand on peut tenir sur la même question deux argumentations juridiques opposées, le choix que l'on fait entre les deux est un choix politique.

En l'absence de disposition contraignante, restent les engagements: foi de M. Toubon, le R.P.R., se donnera sa propre règle pour qu'il y ait - un nombre sussisant de semmes », foi de M. Quilès, les socialistes, à l'origine des dispositions rejetées, * resteront sidèles à leur engagement - ; foi de Mar Moreau, le P.C., dont 30 % des élus municipaux sont des femmes, « continuera à accroître - cette proportion ; foi de Mme Pelletier, les candidats - tiendront compte de la volonté de l'électorat séminin en accueillant au moins 25% de semmes sur leurs

Les considérants et la décision

Saisi le 23 octobre par plus de soixante députés R.P.R. et U.D.F. le Conseil constitutionnel a examiné, jeudi 18 novembre, la conformité de la Constitution du texte de la loi modifiant le code électoral et le code des communes, et relative à l'élection des conseillers municipaux et aux conditions d'inscription des Français établis hors de France sur les listes électorales.

Contrairement aux auteurs de la saisine, selon lesquels « le fait que le

fondé sur le principe d'égalité nombre des sièges attribués à la impair, au chiffre inférieur auand y a moins de quatre sièges à pourvoir et au chiffre supérieur quand il y en a plus, serait contraire au principe d'égalité ., le Conseil constitutionnel a observé : - Aucun principe de valeur constitutionelle n'impose que la règle appliquée soit identique quel que soit le nombre total des sièges à pourvoir, mais le principe d'égalité exige seulement que la même règle soit appliquée à chaque sois que le nombre de sièges à

> répartir est le même ». Pour l'introduction dans la loi d'un quota limitant à 75 % la proportion de candidats du même sexe sur une liste, le Conseil s'est référé à l'article 3 de la Constitution (1) et à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (2). Il a considéré que • du rapprochement de ces deux textes, il résulte que la qualité de citoyen ouvre le

(1) - La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référen-Aucune section du peuple ni aucun

- Le suffrage peut être direct ou in-direct dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, ègal et secret.

individu ne peut s'en attribuer l'exer-

· Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politi-(2) - (...) tous les citoyens étant

égaux [aux yeux de la loi], sont égale-ment admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacisé, et sans autre distinction que celles de leurs vertus et de leurs ta-

L'U.D.F. accepte le principe, proposé par M. Chirac, d'une « plate-forme commune » avec le R.P.R.

Le congrès national de l'U.D.F. qui se réunira les 27 et 28 novembre à Pontoise débattra de la proposition conditions identiques à lous ceux faite par M. Jacques Chirac d'élaborer - une plate-forme politique commune - aux formations de l'- opposition républicaine -.

dant à préserver la liberté de l'élec-Cette offre du président d teur ou l'indépendance de l'élu ». les principes, note-t-il. « s'opposent R.P.R., approuvée par le conseil à toute division par catégories des politique du mouvement, a été jugée favorablement jeudi 18 novembre En conséquence, le Conseil consti-tutionnel a déclaré contraire à la tensient, avec ceux du R.P.R., leur Constitution la disposition de la loi première réunion mensuelle de comportant la règle qui, pour l'éta- | concertation (le Monde du blissement des listes soumises aux 18 novembre), comme l'a indiqué à électeurs, comporte une distinction l'issue de cette séance M. Michel entre candidats en raison de leur | Pinton, secrétaire général de ru.d.f.

Ce n'est pas avant la sin janvicr 1983 - le R.P.R. réunissant un congrès extraordinaire le 23 janvier à Paris - que la véritable concertation s'engagera pour mettre au point cette - plate-forme -. Celle-ci n'a pas pour objet les élections municipales, mais la définition d'une attitude générale de l'opposition dans la perspective d'une éventuelle alter-

Ce que M. Chirac propose peur le moment ne ressemble en rien à un programme de gouvernement. Il estime en effet qu'une telle formule définie trop longtemps avant les élections nationales ne constituerait qu'un . attrape-nigaud . Il s'agit seulement de se mettre d'accord sur une série d'« exigences », dont certaines recoupent d'ailleurs les proposition présentées par M. Jean-François Deniau devant les Clubs Perspectives et Réalités.

Une des préoccupations principales de M. Chirac est de ne pas donner l'impression de pratiquer une opposition systématique et négative. Il devra donc préciser quelles sont les réformes réalisées par la gauche qui lui semblent irréversibles. N'at-il pas approuvé l'abolition de la peine de mort, le principe de la décentralisation et le rôle de la France au Proche-Orient? Il ne veut pas non plus apparaître comme le partisan d'une pure et simple restauration et d'un retour au statu quo ante. Il devra donc tout à la fois proner l'union avec l'U.D.F. et rappeler que de 1976 au premier tour de l'élection présidentielle le 26 avril 1981 il a constamment, mais en vain, proposé une . troisième voie .. certes opposée au - socialocommunisme -, mais également fort critique à l'égard du - giscardisme -

Le comité central du R.P.R. est consacré aux « salariés de l'entreprise »

Les travaux du comité central du R.P.R. se sont ouverts, samedi 20 novembre, à Paris. Pour la première fois ouvert à la presse, ce comité central est exclusivement consacré au thème des - salariés de l'entreprise -.

droit de vote et l'éligibilité dans des

qui n'en sont pas exclus pour une

raison d'age, d'incapacité ou de na-

tionalité, ou pour une raison

électeurs ou des éligibles ».

Il s'agit, pour le mouvement que préside M. Jacques Chirac de démontrer qu'il se préoccupe du monde du travail, et de tenter de retrouver l'audience ouvrière que le gaullisme connut naguère. Le R.P.R., qui a semblé jusqu'alors pri-vilégier dans sa clientèle certaines catégories (les agriculteurs, les commerçants et artisans) veut élargir son audience auprès des salariés de l'industrie. Un effort a déjà été tenté depuis quelques mois, avec la trans-formation de l'Action ouvrière et professionnelle (A.O.P.) en - sections d'entreprise du R.P.R. ..

Huit cent cinquante-deux sections d'entreprise sont aujourd'hui revendiquées par le R.P.R., qui regroupe-

raient quelque vingt-cinq mille adhérents. Plus de 40 % de ces militants sont inscrits dans un syndicat, dont 18 % à F.O., 15 % à la C.G.C., 5 % à la C.F.T.C. et 4 % à divers autres, dont la C.F.D.T.

Selon M™ Nicole Chouraqui, secrétaire nationale au travail du R.P.R., . les syndicats restent le partenaire social le plus important. Encore saut-il que le salarié se retrouve dans le syndicat, c'est-à-dire que celui-ci ne se donne pas pour objectif de détruire la société, n'obéisse pas à une idéologie et ne soit pas soumis à un parti politique ». Elle estime ainsi que la C.G.T. accentue davantage son offensive dans les entreprises, et prend le relais du parti communiste, qui perd de son influence électorale.

Au cours du comité central, des salariés et des employés ont apporté leurs témoignages et exprimé leurs revendications.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY

le MARDI 7 DECEMBRE 1982, à 13 h 30 UNE PROPRIÉTÉ

comprenant une MAISON D'HABITATION élevée sur sous-sol, d'un rezde-chaussée divisé en cuisine, salle à manger, 3 chambres, w.-c. et surélevée d'un étage comprenant 3 chambres, cabinet de toilette, w.-c. en cours d'aménagement. REMISE sur le terrain, cadastré section C Nº 1525 pour 3 a 10 ca à NEUILLY-PLAISANCE (Seine-Saint-Denis) 65, boulevard Fichot - MISE A PRIX: 100.000 FRANCS S'adresser à M' Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS - Tél. 854-90-87.

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice de PARIS

le lundi 6 décembre 1982, à 14 heures.

IMMEUBLE à PARIS (10°) rue d'Enghien, numéro 14 LIBRE DE LOCATION

MISE A PRIX: 800.000 FRANCS

S'adresser : M' Bernard de SARIAC, avocat, 70, avenue Marceau, à Paris. Téléphone: 720-82-38 - Mr LAURIN, avocat - Mr FERRARI, syndic.

Vente sur surenchère du 10° au Palais de Justice de NANTERRE le mercredi 1" décembre 1982 à 14 heures - En un lot

IMMEUBLE à usage INDUSTRIEL et de bureaux, 20 à 26, rue Thomas-Edison

à GENNEVILLIERS (92)

MISE A PRIX: 3.630.000 FRANCS

S'adr. à Me RIBADEAU-DUMAS, avocat, 17, avenue de Lamballe, Paris (16-)

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 2 DÉCEMBRE 1982, à 14 h **UN APPARTEMENT DE 3 PIÈCES** au 2 étage - CAVE - dans un immeuble sis à

4, rue Yvonne-Le-Tac - PARIS (18.) Mise à prix : 70.000 F Pour renseignements s'adresser à Me Jean NOUEL, avocat à PARIS (7e), 26, bd Raspail. Tel.: 544-10-33.

Vente judiciaire ap. L. B. en la forme des saisies-immobilières au Palais de Justice de Paris le JEUDI 25 NOVEMBRE 1982 à 14 heures

En un seul lot UN IMMEUBLE DE RAPPORT

Elevé s/caves d'un r.d.ch. et de 3 étages, grenier – à gehe en retour ptit bat. élevé s/terre plein d'un r.d.ch., le tout cadastré section A.I nº 39 pr cont. de 2 a 39 ca - comprenant 10 apparts dont un de 4 pees princip, 6, de 2 poes princip. et 3, de 3 poes princip. et 13 caves et 1 boutique. Boulevard Marcel-Sembat numéro 37

(anciennement Cours Ragot) sis sur la Commune de SAINT-DENIS (Seine-Saint-Denis)

MISE A PRIX: 500 000 FRANCS

S'ad. à 1) Me Huguette AMBROISE JOUVION, avt à la Cour de Paris 160, rue de la Pompe à Paris 16. Tel.: 727-32-39, dépositaire d'une copie de l'enchère - 2) Me S. Pinon, adm. syndic à Paris 5, 16, r. l'Abbé-de-l'Epèc -3) au greffe des Criées du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé. -Ats avts près les T.G.I. de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre - 4) et s/les lieux pr vis, les mercredi, jeudi, vendredi de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Vte s/saisie imm. Pal. Just. Nanterre, Mercredi 1ª déc. 1982, 14 h. 3 LOTS 3 GARAGES à CHATENAY-MALABRY des QUATRE-CHEMINS MISE à PRIX : 1) 20.000 F - 2) 20.000 F - 3) 20.000 F-S'adr. Me DESCLOZEAUX S.C.P. DESCLOZEAUX-MAZIERES-HEBERT, Société d'avocate PADIS (72) , boul. Raspail. Tél. 548-72-96. A tons avocats près des Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRETEIL, NANTERRE et VERSAILLES

> Vente sur solle enchère au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 7 DECEMBRE 1982, à 13 h 30 EN UN SEUL LOT:

UNE PROPRIÉTÉ A AULNAY-SOUS-BOIS (93)

25, ALLÉE DE TURENNE comprenant une MAISON D'HABITATION élevée sur terre-plein d'un rezde-chaussée divisé en cuisine, salle à manger ; d'un premier étage divisé en deux

chambres, salle de bains, w.-c., placards. Chauffage central au mazout. TERRAIN d'une contenance superficielle de 2 a 6 ca MISE A PRIX: 100.060 FRANCS

S'adresser à Me Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, Tél. 854-90-87.

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Justice de Nanterre MERCREDI 24 NOVEMBRE 1982, à 14 b. - EN UN SEUL LOT comprenant petite MAISON élevée s/ss-sol d'un rez-de-ch. et un étage, petit

PAVILLON élevé s/ss-sol, avec rez-de-ch. et un étage contenance totale 252 mètres carrés 36, RUE CHARLES-DROT

LE TOUT LIBRE DE TOUTE OCCUPATION MISE A PRIX: 490.600 FRANCS

Pr renseign., s'adr. à M° J.-N. BEAULIEU, avocat à Rueil-Malmaison (92), 5, rue Hervet. Tél. 708-30-30. M° P. FREZZA, avocat à Rueil-Malmaison (92). rue Alsace-Lorraine. Tél. 749-64-18. Pour visiter, s'adr. à M. Jean-Claude IMBERT, 29, route de la Plaine, an Vésinet (78) 698-05-89.

> Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Paris le JEUDI 2 DÉCEMBRE 1982, à 14 heures. - En six lots à HIRSON (Aisne)

1" lot: MAISON

12, rue de Lorraine élev. s/cave, d'un r.-de-ch., 2 P., cuis., s. d'ean, w.-c., étage comp. 3 P. cuis., entrée, s.d.bs, w.-c., grenier au-dessus, avec ch. Petit jardin devant OCCUPEE. Mise à prix : 30000 F.

2º lot: MAISON 18, rue de Lorraine elev_s/caves d'un r.-de-chi et un étage comp. 3 P. cuis., entrée, w.-c., 3º lot: MAISON 20, rue de Lorraine

elev. s/cave d'un r.-de-ch... d'un prem. et d'un douxième étage (mansardé) compr. 6 P. cuis., s. d'eau, entrée, w.-c., grenier audessus. OCCUPÉE. Mise à prix : 25000 F 4º lot: MAISON

54, rue Camille-Grisot élev. s/caves d'un r.-de-ch. et un ét. mans. compr. 2 P. cnisine. grenier an-dess. OCCUPÉE. OCCUPEE. Mise à prix : 15000 F. Mise à prix : 20000 F.

5º lot: UNE MAISON à SAINT-MICHEL (Aisne) élevée s/caves d'un r.-de-ch. div. en 2 P. et un ét, como, ch. mans grenier au-dessus. - Rue Léon-Blum, nº 43 OCCUPÉE - Mise à prix : 12000 F. 6º lot : UNE MAISON à HIRSON (Aisne)

LIBRE - 116, rue de Saint-Michel

dite maison ouvrière, élevée s/caves d'un r.-de-ch. et un ét. mansardé convert en ardoises, compr. 4 P. dont 2 mans., cuis., grenier. Mise à prix : 50000 F Tel.: 260-20-49. M. B. MEILLE, syndic, 79, rue du Temple à Paris-34.

S'ad. à Me LYONNET DU MOUTIER, av. à Paris-le, 182, rue de Rivoli. M. H. GOURDAIN, syndic à Paris, 174, bd St-Germain. M. A. CHASSA-GNON, administrateur judiciaire, 22, av. Victoria à Paris. Au Greffe des Criées du T.G.1. de Paris où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pr visiter.

de just d'Évry (91), rue des Mazières. Mardi 30 novembre 1982, à 14 h.

PETITE MAISON

jardin cadastré pour 3 ares 94 ca rue Louis-Tostain, nº 33 STE-GENEVIÈVE-DES-B. (91) Mise à prix : 75000 F. Consignation préalable pour enchérir. Rens. M= TRUXILLO et AKOUN, av. ass. à Évry (91), 4, bd de l'Essonne.

Tal.: 079-39-45. Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 7 décembre 1982 à 13 h 30 EN UN SEUL LOT:

UN IMMEUBLE DE 3 ÉTAGES comprenant: an R-4-Ch: 2 LOGEMENTS don: 1 LIBRE an 1 %: 2 LOGEMENTS dost 1 LIBRE an 2 & . : 2 LOGEMENTS dont 1 LIBRE

cadastré sect. A'Nº 28 pour I a 56 ca LE PRÉ-SAINT-GERVAIS (Seine-Saint-Denis) 42, rue d'Estienne-d'Orves

Mise à prix : 80 000 Frs S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, membre de la S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocat au Barreau de Scine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc 93100 ROSNYsous-BOIS - Tél. 854-90-87.

SERVICE des DOMAINES Yente aux Enchères, Salle des Ventes, 17, rue Scribe, Paris-9 1" QUINZAINE DÉCEMBRE, Mercredi 1" décembre, 14 h et 2 décembre, 9 h 30 et 14 h **VÉHICULES** Lundi 6 décembre, 14 h : Machines à écrire.

Mercredi 8 décembre, 14 h 30: **BEAUX BIJOUX ARGENTERIE XIX**• lundi 13 décembre, 14 h : Foulards et cravates grands conturiers - Lithographies numérotées. Mardi 14 décembre, 14 h 30 : ARGENTERIE

Fourtures Mercredi 15 décembre, 14 h : Bibelots. Livres anciens et modernes. Titres périmés et billets de banque démonétisés. Renseignements: S.C.P., 17, rue

Scribe, 75436 PARIS Cedex 09. TEL: 266-93-46, p. 204. Pour connaître le détail de ces ventes et de toutes les ventes faites par les Domaines, abonnez-vous au « B.O.A.D. », magazine illustré. 65 F les 22 numéros. Chèque bancaire à l'ordre du Trésor public, 17, rue Scribe - 75436 PARIS Cedex 09.Tél. : 266-93-46, p. 204

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 25 NOVEMBRE 1982, à 14 b. - EN UN SEUL LOT

IUN APPARTEMENT à PARIS 5e

première porte à gauche, composé de 3 pièces, cuisine, cabinet de toilette, débarras, w.-c., au 5 étage, une cave portant le nº 14, formant le 20 lot du Règlement de copropriété, parties communes y afférentes, dans un immeuble sis 10 BIS A, AVENUE DES GOBELINS LIBRE DE LOCATION

MISE A PRIX: 600.000 FRANCS S'adresser à Me Gérard VANCHET, avocat, 63, boulevard des Batignolles. Tél: 294-28-14. Au Greffe des criées du Tribunal Gde. Instance de Paris où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

> Vente sur liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 2 DÉCEMBRE 1982 à 14 beures - En un seni lot **APPARTEMENTS à DRANCY (93)**

Résidence - Les Erables rue Auguste-Bianqui, numéros 37, 39, 51 et 61 (13, allée des Dahlias) MISE A PRIX: 100.000 FRANCS

S'adresser à Me Bernard de SARIAC, avocat à Paris, 70, avenue Marceau. Téléphone: 720-82-38. Me FERRARI, syndic,

Vente sur salsie immobilière au Palais de Justice de CRÉTEIL [94] le jeudi 2 décembre 1982, à 9 h 30. - En six lots

avec faculté de rénnion

en cours de coastr. Sous-sol, r.-d.-ch., 5 étages fieudit le Chemin des Bordes

MISE A PRIX: 20000 FRANCS par lot Consignation prealable pour encherir. Pour renseignements : s'adresser à Me AKOUN et TRUXILLO, avocats ass. à Evry (91), 4, bd de l'Europe. Tél.: 079-39-45. Au greffe du T.G.I. de Créteil où le cahier des charges est déposé.

VI VILTATION

SANTÉ

Les réformes hospitalières

LES RESPONSABLES MÉDICAUX SERAIENT DÉSORMAIS ÉLUS

Parmi les projets essentiels du ministère de la santé, figure une modification profonde de la structure hospitalière à laquelle M. Jack Ralite s'est attaché depuis sa nomination au gouvernement et qui doit être soumise an Parlement avant la fin de l'amée. Au cours d'un voyage qu'il fera dans le Sud-Ouest à la fin du mois, M. Ralite précisera davantage les intentions du gouvernement dans ce domaine. En particulier, il pronoucera un discours consacré aux réformes hospitalières, à Taile le 28 novembre.

D'ores et déjà, ou comaît l'une des pièces maitresses de ce dispositif : la restructuration complète de tous les hôpitaux publics en « départements » qui vien-draient se substituer aux actuels services. Ce projet n'a rien d'une abstraction administrative puisqu'il consis-

L'avant-projet de loi sur la régnation du responsable de départe-forme des hôpitaux, tel qu'on le ment. Celui-ci devra obligatoireconnaît aujourd'hui, vise à modifier la « loi hospitalière » de 1970, sur de nombreux points : il prévoit en particulier que la planisication, en ce domaine, sera désormais régionalisée, alors qu'elle est à l'heure actuelle centralisée, et énonce des principes relatifs au regroupement des établissements en « syndicats interhospitaliers ». Sur la modification radicale que constitue la départementalisation, l'avant-projet de loi est extrêmement laconique. Il se borne, en effet, à indiquer : « Les activités médicales des établissements d'hospitalisation publics sont organisées en départements hospitaliers ». Ceuxci « associent dans des conditions sixées par décret des personnels et des équipements qui concourent de saçon coordonnée aux examens de

L'essentiel est donc renvoyé au décret d'application dont on connaît aussi l'avant-projet. Selon ce texte. qui précise explicitement que son champ d'application concerne l'ensemble des structures hospitalières publiques, et ce à dater du la janvier 1984, les départements seront gérés par des « chefs de département ». « assistés d'un surveillantchef ou à défaut d'une surveillante » et par un « conseil de département ». Ce dernier, qui se substituera aux actuels services, sera subdivisé en « unités » coordonnées par un responsable désigné par le conseil du département . lui aussi

diagnostic et au traitement des ma-

L'une des pièces maîtresses du dispositif concerne le mode de dési-

La transformation du système

hospitalier par la « départemen-

talisation » est assurément l'une

des plus profondes réformes en-

cacées par le couvernement

dans la domaine sanitaire depuis

mai 1981. Supprimer le secteur

privé des hôpitaux publics com-

portait certes une forte charge

symbolique et politique, comme

l'a montré l'épreté du combat.

auquel elle a donné lieu. Mais.

abolir les services, les remplacer

par de vastes entités où la hiérar-

chie deviendrait d'une part élec-

tive, d'autre part temporaire, re-

présente une transformation

principe, n'est pas réellement

née « à gauche », mais dans des

pays dont les systèmes de santé

n'ont, entre eux, qu'une faible

parenté, à savoir la Grande-

Bretagne et les États-Unis. Une

faible parenté, sinon une tradi-

tion médicale à la fois peu hiérar-

Très différentes sont les

mœurs médicales françaises, où

la transmission du savoir - et du

pouvoir - s'effectue par une

quasi-filiation, sans grande collé-

gialité, dans le culte à la fois de

l'autorité, du secret et des rela-

tions interindividuelles, moyen-

nant tout ce que cette triple ca-

ractéristique comporte de

bénéfique, de pédagogique, mais

parfois aussi d'injuste et d'ineffi-

mutation en si peu de temps?

Là est la question primordiale

que soulévent les projets en

cause. Le délai imposé aux hôpi-

taux - un an - est, en effet,

bien court si l'on souhaite parve-

nir au « consensus » qu'appel-

lent de leurs vœux les auteurs du

rapport remis au ministère de la

santé, en octobre demier, sur ce

Pourtant, les critiques formu-

lées jusque dans les sphères les

plus conservatrices des milieux

médicaux à l'égard de l'organisa-

tion actuelle des services étaient

légion : cloisonnement excessif

des hopitaux, dépersonnalisation

des soins, poids abusif de la hié-

rarchie médicale, démobilisation

des jeunes médecins, etc. En ou-

tre, la multiplication artificielle

des services par l'autorité cen-

Pourra-t-on opérer une telle

chisée et décentralisée.

Une telle réforme, dans son

d'une tout autre ampleur.

ment être un médecin plein temps de l'hôpital, ayant au moins cinq ans d'ancienneté. Il sera élu par un collège comportant :

• L'ensemble des médecins titulaires du département - relevant du statut hospitalier », dont les suffrages seront pris en compte à 75 % dans le décompte des voix :

 Les autres médecins du département (c'est-à-dire les praticiens non titulaires), dont les voix « pèseront > 12.5 %:

• Le personnel « non médical » du département dont les suffrages seront pris en compte également à

La responsabilité du praticien

Le conseil de département sera, lui aussi, élu selon une représentation analogue. Il comportera ainsi des médecins - titulaires et non titulaires - du département (cinq) et deux membres du « personnel non médical » du département. Les mandats de l'ensemble des élus, y compris du chef de département, seront de quatre ans renouvelables.

Qu'adviendra-t-il de ceux qui sont actuellement chefs de service et disposent, à ce titre, d'importants avantages acquis? Ils deviendrent, indique le texte, chess de service « à titre personnel », et ce « pour la durée de leurs fonctions hospitalières », c'est-à-dire jusqu'à leur retraite. Ils seront aussi « de droit » coordinateurs d'une unité (c'est-

trale et la création d'une myriade

de postes et d'une multiplicité

des statuts (chefs de service, ad-

joints, assistants, chefs de tra-

vaux, chefs de clinique, etc.) a

rendu l'écheveau des situations

inextricable et le poids des situa-

Prévenir

les résistances

hospitaliers universitaires ne to-

talisent pas moins de deux mille

chefs de service : s'v ajoutent

tous ceux que comptent les hôpi-

taux universitaires, généraux, lo-

caux, psychiatriques, les établis-

sements de long séjour de

La double nécessité de redéfi-

nir la structure des hôpitaux et

d'unifier le statut de ceux qui v

travaillent n'est guère contestée.

même parmi les opposants les

plus déterminés de la politique

actuelle. En outre, pour éviter un

nouveau tollé, le projet de décret

prévoit, contrairement au pro-

cessus mis en place pour la sup-

pression du secteur privé, de

aisser les droits acquis s'étein-

dre avec la vie active de leurs ti-

tulaires. Il est même précisé.

concession supplémentaire, que

es chefs de département pour-

ront être élus pour quatre ans re-

nouvelables, ce qui devrait per-

mettre d'assez longues périodes

à ce point le rythme ? Les pro-

moteurs d'une telle réforme

n'auraient-ils pas gagné à tirer

l'enseignement des expériences

de départementalisation actuel-

lement en cours dans plusieurs

hôpitaux de l'Assistance publi-

que de Paris, à Mâcon, à Chalon-

sur-Saône, par exemple, à re-

cueillir davantage d'avis, bref à

s'engager dans une concerta-

Le raisonnement politique qui

domine ici consiste à favoriser la

rapidité du mouvement pour pré-

venir la résistance de ceux que le

changement rebute par nature. Il

n'est pas sûr qu'en cette matière

et pour un tel enjeu les risques

que présente une telle tactique

C.B.

aient été clairement mesurés.

Fallait-il pour autant précipiter

de responsabilité.

ééducation, etc.

A l'heure actuelle, les centres

tions acquises considérable.

LE TEMPS D'UNE MUTATION

par l'élection des « chess de département ». Cette élection scrait assurée non seulement par les médeches, mais aussi par les « membres du personnel non médical ». En outre, les responsables de département seraient élus pour une période de quatre ans renouvelable, et non pas désignés une fois pour toutes, jusqu'à leur retraite, ce qui est la règle actuelle. Enfin, les textes précisent que cette réorganisation, qui s'appliquerait à toutes les structures hospitalières publiques, devrait être effective à dater du 1er janvier 1984, faute de quoi la réforme serait appliquée autoritairement par

terait à remplacer le mode de désignation des chefs de

service, aujourd'hui nommés par la voie hiérarchique,

à-dire dirigeant l'une des entités constitutives du département).

Aux termes de cet avant-projet, ce sont les établissements euxmêmes qui devront élaborer les conditions de la mise en œuvre de cette réforme et proposer, dans ce but, à l'administration de tutelle un schéma d'organisation avant le 1∝ octobre 1983. Faute d'un accord sur ce point, les pouvoirs publics pourront n'accorder de budget à l'établissement que mois par mois (par douzième) sur la base du budget de l'année précédente ou imposer eux-mêmes une organisation.

Il est, en outre, précisé que les départements devraient comporter - au moins cinq et au plus vingt praticiens hospitaliers à temps plein ou à temps partiel ». Ils deviendrost les « unités de base » de l'hôpital, tant pour l'allocation en personnels qu'en équipements, pour la préparation et la mise en œuvre du budget.

Il est indiqué que « le malade ou sa famille a le libre choix de son médecin » et que les praticiens, e quel que soit leur grade ou leur fonction, ont la responsabilité médicale de chacun des malades dont ils ont la charge ». Pour chaque patient sera ouvert un dossier médical unique, l'archivage des dossiers devant être centralisé au sein d'un . département de l'information médicale : institué dans chaque hôpital et chargé du recueil des données épidé-

Chaque département devra enfin mener en permanence des actions d'évaluation des services » qui foront l'objet d'un rapport annuel.

CLAIRE BRISSET.

ÉDUCATION

Le projet de loi d'orientation de l'enseignement supérieur

Le SGEN-C.F.D.T. met M. Savary en garde contre des « dispositions conservatrices »

Reçus, jeudi 18 novembre, par M. Alain Savary, des représentants du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) lui ont fait part de leurs inquiétudes devant « les distorsions possibles entre les grandes orientations annoncées et la rédaction définitive du projet de loi relative aux enseignements supérieurs ». M. Patrice Béghain, secrétaire général du SGEN, a assuré, à sa sortie du ministère, que, pour son organisation, « il est essentiel que la nouvelle loi assure une véritable démocratisation de l'Université et une transformation de sa fonction sociale .. M. Béghain a fait part au ministre de son inquiétude à propos de ce qu'ilconsidère comme des a dispositions conservatrices a dans le projet, et a souhaité « que les forces progressistes remportent la lutte d'influence qui s'exerce actuellement au sein et autour du mimistère ».

Selon les responsables du SGEN M. Savary a annoncé, lors de cette rencontre, le report, à une date non encore déterminée, du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER), qui devait se réunir le 22 novembre pour examiner le projet de loi d'orienta-

SCIENCES

 Les cosmonautes soviétiques, qui sont toujours à bord de la station orbitale Saliout-7, ont procédé. jeudi 18 novembre, au lancement, depuis leur vaisseau, d'un petit satellite. Iskra-3, destiné aux radioamateurs. Cet événement n'est pas sans rappeler la mise en orbite recente de deux satellités de télécommunications de plus grandes dimensions à partir de la navette spatiale américaine. Les Soviétiques avaient déjà, le 17 mai 1982, lancé un satellite de type Iskra depuis la station

JUSTICE

AUX ASSISES DE L'AUBE Le transistor piégé de M. Lionel Legras

Troyes. - Il l'avait attendu, ce jour I Et avec lui ceux qui ont tant vousu transformer son interminable aventure judiciaire en un combat symbolique exemplaire de ce pauple en crise que sont les c honnêtes gens ». M. Lionel Legras, le garagiste de Villenauxela-Grande (Aube), e l'homme au transistor piégé », comme on l'a sumommé, se retrouve enfin devant une cour d'assises.

Cette attitude devant une comparution parfois si mal supportée par d'autres n'est pas paradoxale. Les assises, c'était le rêve de M. Legras depuis six ans, l'objectif unique - après un non-lieu irréaliste - pour son avocat. Mª Henri Garaud, et pour l'association Légitime défense. Depuis que, le 22 novembre 1976, le transistor gami d'explosif que l'adroit garagiste avait bricolé et place dans sa modeste résidence secondaire avait tué un maraudeur en opération de cambriole, les membres de cette association n'avaient eu de cesse de voir confier cette affaire à un jury nopulaire.

Sûrs sans doute que tous ces Français comprendraient mieux que quelques magistrats le maiheur des cambriolés et l'irrésistible envie qui peut parfois saisir d'irréprochables propriétaires de semer la mort à distance par les pièges à feu, armés comme une sirène d'alarme.

M. Legras et ses amis ont gagné la première manche après une condamnation à huit mois d'emprisonnement avec sursis en 1978, un procès en appei à

Reims et plusieurs compléments

De notre envoyé spécial d'enquête (le Monde du 3 avril

Mais cette guerre de la bonne

foi contre le droit menée pied à pied depuis six ans ne serait tout à fait gagnée que par un acquittement final, un verdict attendu ce samedi. Par une consécration de ce droit à l'auto-défense souhaité vendredì 19 novembre, implicitement réclamé par une foule modeste et partisane qui s'est fait vertement rappeler à l'ordre par le président, M. André Orosco, pour avoir applaudi M. Legras à son entrée dans la salle d'audience.

Un mort et un blessé

Et pour la troisième fois, le frêle garagiste de Villenauxela-Grande a repris le récit de sa vie et de sa haine longtemps impuissante des cambrioleurs, ces malfrats anonymes qui, à treize reprises jusqu'au drame de 1976, avaient envehi son « Texas » une maisonnette de bord d'étang que M. Legras avait bâtie pour son repos hebdomadaire. Ses amis, le maire du village, ont rappelé son courage de « travailleur *infatigable ».* sa réputation de « brave type non violent », de mari et de père méritant. D'autres personnes sont venues dire à la barre qu'elles aussi avaient à l'occasion piégé cours et jardins, que de toute façon le canton, gendarmes compris, savait que le garagiste avait truffé son bungalow d'embûches mortelles. Le prome-

sur les pancartes, placées en bordure du chemin : « Danger de mort ». « Mines ». « Charges explosives . Celui qui voulait investir Texas » prenait ses risques en conneissance de cause. Un homme devait en mounir et un autre être blessé grièvement.

M. Legras, son avocat et les témoins de la défense ont donc exposé à la cour une argumentation désormais usuelle pour les sympathisants de Légitime défense : la logique du « qui ,s'y frotte s'y pique », qui tient souvant lieu de credo pour tous ceux qui refusent, comme ici, l'immixtion de la justice dans cette justice privée.

Cette philosophie a cependant paru moins sûre de ses convictions de base durant la première journée d'audience que lors des procès précédents. M. Legras aura cette fois plus de mal à faire croire qu'il n'avait piégé son transistor que pour « marquer » son voleur, « le blesser légèrement comme il l'axplique, pour l'obliger à aller se faire soigner et pour ainsi retrouver sa trace ». Les compléments d'enquête ont en effet permis aux experts de retrouver des traces d'explosifs de carrière dans les fragments de

Il ne serait plus question dès lors d'un petit piège d'amateur bourré de poudre de chasse, comme l'affirme encore aujourd'hui M. Legras, mais d'une matière plus dangereuse. D'une arme plus terrible qui devait tuer à l'évidence.

PHILIPPE BOGGIO.

L'AFFAIRE DE MŒURS DU CORAL

neur mal intentionné pouvait lire

Les avocats de M. Sigala demandent le dessaisissement du juge d'instruction

M. Jean-Claude Krief, dont les déclarations sont à l'origine de l'affaire de pédophilie du Coral, a été confronté, jeudi 18 novembre, pendant deux heures et demie dans le cabinet de M. Michel Salzmann, à M. Claude Sigala, principal inculpé. M. Krief a renouvelé devant le juge d'instruction ses rétractations et expliqué une nouvelle fois qu'il avait été « manipulé » par un policier des Renseignements généraux. A la suite de cette confrontation, les défenseurs des trois principaux inculpés du Coral ont affirmé qu'il « n'est en aucun cas possible de faire le moindre lien entre Claude Sigala, Jean-Noël Bardy et Alain Chiapello, et un quelconque réseau de trafiquants de photos pornogra-

Enfin, les avocats souhaitent que M. Salzmann soit dessaisi du dossier en raison d' « irrégularités ». Ils lui reprochent d'avoir été informé, dès le 14 octobre, par M. Krief d'un proiet de déplacement aux Pays-Bas, afin d'y rechercher des photographies pornographiques prises au Coral. L'action des avocats contre M. Salzmann serait motivée par les déclarations de M. Krief qui font, selon eux. « apparaître une violation du contrôle judiciaire auquel il était soumis pour une précédente affaire d'escroquerie ». Ils ont indiqué que, le 14 octobre, dès sa sortie du cabinet d'instruction, . M. Krief aurait pris le train pour les Pays-Bas en compagnie d'un policier de la Brigade des stupéfiants et du proxènétisme (B.S.P.) pour rechercher non seulement des preuves, mais pour entrer en possession de son passeport qu'il aurait laissé à un garagiste néerlandais à qui il devoit de l'argent ».

phiques ».

Selon les enquêteurs, qui ignoraient au début de l'affaire que M. Krief se trouvait sous contrôle judiciaire et qui l'entendaient comme témoin, ce dernier se serait effectivement rendu en Belgique et non aux Pays-Bas - pour y retrouver, sur sa proposition, des photos pornographiques concernant le Coral. Pour ce voyage, les enquêteurs de la B.S.P. lui auraient effectivement permis de rentrer en possession de son passeport détenu par un garagiste parisien, à qui M. Krief devait de l'argent. M. Krief aurait gagné la Belgique en voiture en compagnie de son frère.

Il serait auparavant convenu avec les enquêteurs qu'un policier l'attendrait en gare de Valenciennes pour faciliter son passage à la douane au cas où il serait rentré en possession de documents compromettants, mais M. Krief n'était pas au rendez-vous. Il ne s'est à nouveau présenté à la préfecture de police de Paris que trois jours plus tard. C'est alors que M. Morin, chef de la B.S.P., aurait gardé son passeport. Les policiers font remarquer que, de toute façon, M. Krief, qui était témoin, avait le droit de circuler librement puisque les contraintes de son contrôle judiciaire ne l'empêchaient pas de sortir de France. - C.C.

C'est sur l'article 84 du code de

procédure pênale que les avocats des inculpés dans l'affaire du Coral vont fonder leur demande de dessaisissement du juge d'instruction chargé du dossier. Cet article prévoit qu'un tel dessaisissement, - au profit d'un autre juge d'instruction peut être demandé au président du tribunal dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, par requête motivée du procureur de la République agissant soit spontanément, soit à la demande de l'inculpé ou de la partie civile ».

Au reçu de cette requête, le président du tribunal, en l'espèce M. Marcel Caratini, . doit statuer dans les huit jours par une ordonnance qui ne sera pas susceptible de voies de recours ». Cette procédure est distincte de celle qui peut être fondée sur la « suspicion légitime » prévue par l'article 662 du code de procédure penale et distincte aussi de la « récusation » prévue par l'article 668. Elle est aussi plus rapide et plus simple.

En cas de suspicion légitime, c'est en effet la chambre criminelle de la Cour de cassation seule qui peut dessaisir mais, dans ce cas, elle dessaisit non pas tel juge d'instruction mais la juridiction d'instruction dans son ensemble et en désigne une autre pour suivre le dossier. Or les inculpés de l'affaire du Coral, s'ils demandent la désignation d'un autre magistrat instructeur, n'entendent pas mettre en cause le tribunal de Paris. Quant à la récusation, elle est de la compétence du premier président de la cour d'appel.

Il est aussi arrivé que des requêtes en suspicion légitime, rejetées à ce titre par la chambre criminelle de la Cour de cassation, aboutissent cependant à des dessaisissements de magistrats « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice ». Ce fut notamment le cas en 1970 pour M. Michel Leloir, juge d'instruction à la Cour de sūreté de l'Etat chargé d'un dossier visant M. Alain Geismar, et en 1972, lorsque le dossier de l'affaire Brigitte Dewevre fut retiré à M. Henri Pascal, • le petit juge • de Béthune. | Paris (9e).

Une lettre de M. René Schérer

M. René Schérer, professeur à l'université Paris-VIII, nous écrit : M. Colombani croit pouvoir écrire dans le Monde du 18 novembre que , les inculpés de l'affaire du Coral et leurs défenseurs ne cessent de repousser avec indignation la seule question posée par la justice: «Y a-t-il eu, oui ou non, des actes de pédophilie au Coral ? »

Personnellement, n'étant, comme inculpé, pas tenu au secret de l'instruction (lequel, à en juger par cet article si documenté, n'est guère préservé), et sans entrer dans une polémique d'idées que M. Colombani mène seul sans donner la parole à ceux qu'il attaque, je dois encore une fois rectifier sur un point essentiel les propos de votre rédacteur.

Quelles que soient les interprétations ou discussions sur le rapport enfant-adulte, je n'ai jamais accompli aucun acte délicrueux an Coral. ni n'ai contre moi aucun témoignage d'enfant ou plainte quelconque. mais l'unique accusation, depuis rétractée, de J.-Cl. Krief.

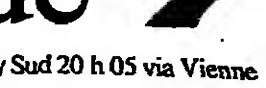
Ecrire que je suis . néanmoins inculpé d'excitation de mineurs à la débauche à la suite d'une perquisition à [mon] domicile » semble indiquer, ce qui est inexact, que cette perquisition aurait permis de trouver des éléments à mon encontre.

Je signale en outre, point que M. Colombani omet, que l'un des documents essentiels de cette affaire est un saux procès-verbal de police. reconnu comme faux, contre lequel j'ai porté plainte.

Quand on cessers de me demander, sous prétexte de « franchise ». de reconnaître des actes que je n'ai pas commis, quand on se décidera à faire entrer en ligne de compte l'origine extrêmement louche (actuellement soumise à enquête et à instruction) des dénonciations de J.-Cl. Krief, alors j'accepterai peutêtre d'entrer dans un « débat

· Attentat contre la filiale francaise de la société Outspan - Une charge de T.N.T a explosé vendredi 19 novembre vers 20 heures sur le palier de la filiale française de la société sud-africaine d'import-export d'agrumes « Outspan organisation » située 67, rue de la Victoire à

Belgrade



Départ 15 h 15-Arrivée Paris/Orly Sud 20 h 05 via Vienne

Austrian Airlines vous offre un service de qualité en Première classe comme en classe Touriste, et le confort de ses DC9

AUSTRIAN AIRLINES

Austrian Airlines, Orly-Sud. Reservations: 266.34.66.

IS PAK

A feliat

JUSTICE CARNET

Faits et jugements

Le procès de Guy Mauvillain ne sera pas révisé

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. André Braunschweig, a rejeté, jeudi 18 novembre, la requête en révision du procès de Guy Mauvillain, qui avait été condamné à dixhuit ans de réclusion criminelle le 25 novembre 1975 par la cour d'assises de la Charente-Maritime pour le meurtre de Mª Elise Meilhan, âgée de soixante-scize ans, (le Monde du 3 janvier 1980).

Dans son arrêt, la chambre criminelle statuant sur le rapport de M. Paul Monzein, conseiller, et après avoir entendu des explications de Me Philippe Waquet, déclare: - Certains des faits invoqués à l'appui de la demande ne sont pas établis. D'autres ne sont pas nouveaux, avant été connus lors des débats devant la cour d'assise. Et. enfin. dans la mesure où les autres éléments pourraient être considérés comme nouveaux, ils ne sont de nature ni à établir l'innocence du condamné ni à faire naître un doute sérieux sur sa culpabilité. >

Agé aujourd'hui de soixantedeux ans, Guy Mauvillain avait été remis en liberté le 17 juillet 1981 par arrêté du garde des sceaux, qui avait décidé d'une suspension de sa peine.

La procédure qui vient d'être appliquée à l'affaire Mauvillain sera bientôt réformée. M. Badinter doit somettre prochainement au Pariement un projet de loi créant une cour de révision des erreurs judiciaires. Contrairement à la procédure actuelle, ce n'est plus le ministre de la justice qui déciderait au départ du bien-fondé des demandes de révision, mais cette cour seule, composée de magistrats de la Cour de cassation. Cette « judiciarisation » de la procédure de révision s'accompagnerait d'une réforme de food. Actuellement. Il faut ou'un fait nouveau intervienne pour que soit engagée cette procédure. La réforme que ML Badister soumettra au Parlement serait beaucoup moins restrictive paisqu'il suffirait qu'il existe un fait de « nature à créer un doute sérieux ».

Dans le cas de Guy Mauvillain, la chambre criminelle a auticipé en quelque sorte sur cette réforme puisque, pour s'opposer à la révision de son procès, elle note qu'il n'existe pas, à ses youx, d'élément de nature « à faire naître un doute sérieux » sur la culpabilité de l'intéressé.]

M. Pierre Drai président du tribunal de Paris

M. Pierre Drai, conseiller à la Cour de cassation, remplacera, le 1er janvier prochain comme président du tribunal de Paris, M. Marcel Caratini, qui part à la retraite. Le Conseil supérieur de la magistrature, réuni le 18 novembre sous la présidence de M. Mitterrand, a en même temps nommé sept pouveaux conseillers à la Cour de cassation : MM. Alain Bernard, actuellement procureur général à Reims, Jean-Georges Diemer, premier viceprésident du tribunal de Paris, Pierre Le Gall, président de chambre à la cour de Versailles, Georges Le Tallec, Jacques Patin et Maurice Viennois, présidents de chambre à la cour de Paris, ainsi que M. Claude Zambeaux, avocat général à Paris.

[Né le 3 juillet 1926 à Constantine (Algérie), M. Pierre Drai a d'abord été avocat stagiaire à Philippeville (1947), puis attaché stagiaire à Alger (1948) avant d'être nommé juge suppléant à Tunis (1949) où il est resté plusieurs années, d'abord comme substitut puis comme juge. En juin 1957, il devenait juge à Grenoble, détaché en Tunisie jusqu'en 1958. Arrivé à Grenoble en octobre 1959, il y restait jusqu'à sa nomination comme juge au tribunal de la Seine en 1965. En octobre 1971, il était nommé vice-président au tribunal de Paris. Il devait quitter cette juridiction en 1973 pour être conseiller technique au cabinet du ministre de la justice, M. Jean Taittinger, dans le deuxième gouvernement de M. Pierre Mesmer. Conseiller à la Cour d'appel de Paris le 16 mai 1974, M. Drai était nommé le 19 août 1977 premier vice-président du tribunal de Paris, avant de devenir conseiller à la Cour de cassation le 27 août 1981.]

 Un malfaiteur tué par un policier. - François Hurtago, vingi-cinq ans, qui avait été condamné par contumace à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de la Savoie, et qui était recherché pour plusieurs autres affaires, a été tué, le jeudi 18 novembre, peu avant minuit, dans un café de Gentilly (Val-de-Marne). Les policiers avaient été alertés par le patron de cet établissement, leur signalant qu'un client menaçait les consommateurs avec une arme. Au moment où les fonctionnaires entraient dans le café. François Hurtago avait braqué son arme sur la tempe de l'un d'entre eux. C'est alors que l'un des collègues de celui-ci a fait seu, tuant le malfaiteur sur le coup.

Réceptions

- L'ambassadeur d'Oman et M= Mohamed Hassan Ali ont donné une réception, jeudi, à l'occasion de la fête nationale.

- A l'occasion de la fête nationale. l'ambassadeur du Liban et M= Boutros Dib serzient heureux de recevoir les ressortissants libanais, le 22 novembre, de 16 h 30 à 18 heures, à la Maison de France et du monde arabe, 11, place des Etats-Unis, Paris-16.

Naissances

- M. et M™ Jules BRAUNSCHVIG, M. et M= Shlomo DU-NOUR, ent la joie d'annoncer la naissance, Jérusalem, le 1ª novembre 1982, de leur petit-fils,

Yohanan Haim, au sover de leurs enfants Daniel et Esti, née Du-Nour.

- Frédéric et Christine MORAND, née Hameury, ont la joie d'annoncer la naissance de leur premier enfant, Hadrien.

le II novembre 1982. 92210 Saint-Cloud, La Blériote, 44 bis, rue de la Porte-Jaune.

Mariages

- Dominique BOUREL et Fanny RABUT sont heureux de faire part de leur mariage, célébre à Paris le 23 octobre.

- M. Gaétan de Falguerolles. M. Hermes Le Court de Beru, M. Jacques-Armand d'Izam, Mª Marie de La Porte des Vaux,

ont l'honneur d'annoncer le mariage de

ML André MOQUET Mk Lucile AYMEN de LAGEARD,

célébré dans l'intimité samiliale à Puylaurens (Tarn) et en Notre-Dame de Villerville (Calvados).

Château de Labarthe, 81700 Puylaurens.

- L'Association des anciens élèves de l'Ecole pratique des hautes études (E.H.E.S.S., ex-VIs, section des sciences économiques et sociales)

a l'honneur et la très grande joie d'annoncer le mariage de son président,

> M. André MOQUET, M^L Lucile AYMEN DE LAGEARD.

61, boulevard de Reuilly, 75012 Paris.

Décès

- M. et M. Francis Alexandre et jeurs enfants. Le docteur et Mª Louis Andrieu et leurs enfants.

ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel ALEXANDRE, président honoraire de l'Union patronale Midi-Pyrénées. president honoraire

de la Caisse de retraite 'des commerçants et industriels de Midi-Pyrénées, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, leur père et grand-père,

décédé à Toulouse le 11 novembre 1982. dans sa quatre-vingt-cinquième année. Selon la demande du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Michel Bardon, Ex d'Abidjan, Et sa famille. ont la grande douleur de faire part du décès de

M= Michel BARDON, née Andrée Colombier. 50. rue Bonnabaud. 63000 Clemeont-Ferrand.

- Nous avons appris le décès de Jean BINOT, ancien député.

Né le 2 août 1911 à Fleury sur-Andelle (Eure), enseignant, Jean Binot avait siègé aux deux Assemblées constituentes avant d'être élu député de la Seine-Maritime en 1946. Membre de la S.F.I.O., il avait conservé son siège jusqu'en 1958. Il avait été également adjoint au maire du Havre.

- On nous prie de faire part du décès

M= Albert CAZAS, née Renée Verabes, L'ensevelissement a eu lieu à Marigny-les-Usages en présence du pasteur Olivier Fabre et de la seule famille. La famille ne recevra pas.

- On nous prie d'annoncer le décès

Le deuil ne sera pas porté.

.M™ Lucien DAYOUS, née Madeleine Robertie. agrégée de l'Uuniversité, survenu, le 18 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-quatorzieme année.

De la part de : M. et M= Léon Davous, leurs enfants et petits-enfants.

Me Jean Truelle, ses enfants et petits-enfants, M. et M= Jean Deguillaume et leurs

M. ct More Pierre Davous, leurs enfants et leur petite-fille,

Mit Jeanne Robertie, M™ Pierre Robertie. M= André Forgeot, La cerémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 novembre 1982, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre d'Uzerche (Cor-

reze), et sera suivie de l'inhumation

Cet avis tient lieu de faire-part.

'dans le caveau de famille.

522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

- M™ Madeleine Tilli Et M= Françoise Doat,

M. Jacques Lebaupin, es enfants et petits-enfants. M= Michel Pennelier et ses enfants. Le docteur J.-P. Tilli

ct ses enfants. M= Yvonne Bornes, ont la douleur de faire part du décès de

Marie Augustine d'ESPEZEL DELOMBRE,

survenu, le 18 novembre 1982, en son domicile parisien. La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Odile, le lundi 22 novembrc, à 15 h 45. Cet avis tient lieu de l'aire-part.

172 boulevard Berthier. 75017 Paris.

- M. et M= Claude Gravereau et eurs enfants. Et toute la samille. ont la douleur de faire part du décès de

M= reuve Julien GRAVEREAU, née Jeanne Bouteloup,

survenu le 17 novembre 1982, à l'âge de soixante-troize ans, à Paris. Priez pour elle.

Le service religieux a été célèbré ce samedi 20 novembre 1982, à 14 h 30, en l'église d'Yvrê-le-Polin (Sarthe). L'inhumation aura lieu dans le caveau de samille.

- M. Jean-Michel Kahn, M. et M= Marc Banet et leurs enfants,

M. et M= Didier Kahn et leur fils. M. et M™ Giuseppe Bisaccia ct leurs enfants,

M™ veuve René KAHN, née Odette Netter. leur mère, grand-mère, belle-sœur et

ont la douleur de faire part du décès de

survenu à Paris, le 14 novembre 1982. dans sa soixantième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse, à Paris.

- La station des Arcs a la douleur de faire part du décès accidentel, dans le Hoggar, sur la face ouest du Tezoulaig, de

Bernard KINTZELE, guide de hante montagne, directeur des écoles de ski des Arcs, le 12 novembre 1982 La date des obsèques, à Bourg-

Saint-Maurice, sera précisée dans un prochain faire-part. - M= Marcelle Kopinski, demeurant

à Vence, a la grande tristesse de faire part du décès de son mari.

Robert KOPINSKL survenu le 13 novembre 1982.

Selon la volonté du défunt, il a été procédé à l'incinération du corps dans la stricte intimité familiale.

- On nous prie d'annoncer le décès

M™ LEAVITT, née Halperson, Les obsèques auront lieu le lundi 22 novembre 1982, à 9 h 15, au cime-

tière de Limeil-Brévannes. - On nous prie d'annoncer le décès

M. Charles LUSTIGER,

survenu, le 9 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-troisième année. De la part de ses enfants : Mgr Jean-Marie Lustiger, M. et M™ François Vasselle-Lustiger

Et tous les siens. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale. Paris, Amiens.

- M. et M= Jean Chevaleau, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mr Michel Conte et leurs M. et Mm Bernard Schwander et leurs enfants.

ont la douleur de vous faire part du décès de

ML Jean-Pierre MARTL

survenu à Montbéliard, à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu mercredi 17 novembre à Montbéliard (Doubs) et l'inhumation au cimetière

de Vieux-Charmont (Doubs). - Nous apprenons le décès du

docteur Jacques MIALARET.

[Né le 29 novembre 1904 à Sedan (Ardennes), Jacques Mislaret est nommé chirurgien des hópitaux en 1939. Chirurgien honoraire de l'hópital Saint-Louis. Il présidait, depuis 1956, l'Association médicale franco-modicalne. Le docteur Mislaret a été secrétaire général puis président (1970) de l'académie de chirurgie. Il était aussi membre, depuis 1968, de l'Académie nationale de médecine. Sa camère consacrée à la chirurgie a été marquée par des travaux sur la chirurgie digestive et la gastro-entérnionie. entérologie.

- Les comités de rédaction des revues « Antogestions » et « Plurichdébat » ont la douleur de faire part du décès de leur ami Yves PERSON, professeur d'histoire à l'université de Paris-L

(Le Monde du 19 novembre.)

ROBLOT S.A.

- Le conseil d'administration du Comité des expositions de Paris. a le regret de faire part du décès de

M. André PHILIPPE. ancien membre du conseil d'administration du Comité des expositions de Paris, aggien président

de la Foire de Paris. survenu le 10 novembre 1982, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Une messe sera célébrée à sa memoire le samedi 20 novembre 1982, à 11 heures, en l'église Saint-Michel des Batignolles, rue Saint-Jean, Paris-17.

du « Village de France »

- Tamara et Yannick Desportes, Dorine, Marc, Luc, leurs enfants. M™ Rose Niedermann, née Sadokierska,

M. et M= Henri Sadokierski et leurs M™ Florence Sebag et sa fille, M. Jean-Jacques Niedermann et sa

M. et Mª Louis Sebag et leurs M. et M™ Paul Sebag et leurs filles, ont la douleur de saire part du décès de

Balbina SEBAG. née Sadokierska.

veuve de Me Henri Sebag. avocat à la cour, survenu le 18 novembre, dans sa quatrevingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le 22 novembre, à 11 h 15, au cimetière de Bagneux-Parisien

Cet avis tient lien de faire-part. 58, rue Corvisart, 75013 Paris.

- Mer Roger Sribny, Didier et Thierry Sribny, M. et Mª René-Michel Moreau et leurs enfants. ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger SRIBNY, dit Sby. chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite.

leur époux, père et grand-père, survenu le 18 novembre 1982, à l'âge de soizante-diz ans.

croix de guerre avec palmes,

L'inhumation aura lieu au cimetière dé Montmartre le lundi 22 novembre 1982, à 16 h 15, dans le caveau de famille.

90 avenue Ledru-Rollin.

75011 Paris. Listes de Mariage **AUX TROIS**

- M. Michel Stoyanovitch a la douleur de faire part du décès de M. Konstantin STOYANOVITCH, docteur en droit, expert traducteur assermenté,

son pere, survenu à Paris le 15 novembre 1982, à l'âge de soixante-buit ans.

Un service religioux sera célébré en l'église orthodoxe Saint-Slava, 23, rue du Simplon, Paris-184, où l'on se réunira le 22 novembre 1982, à 10 h 30. L'inhumation aura lieu an cimetière du Père-Lachaise dans le caveau de famille.

194, rue du Château-des-Rentiers, 75013 Paris.

90, rue Lepic, 75018 Paris. - Mac Suzanne Thibert, sa fille. Michel et Antoinette Pône et leurs ensants.

Marie-Anne et Jacques Caron et leurs filles. Catherine et François Pône-Pardoux et lours enfants.

Ses petits-enfants et arrièrepeuls-enfants. Le docteur Marie Javouhey, sa sœur, Les familles Bassot et Perrin.

SCS Deveux. Les familles Marcé et Caffarena, ses cousins. ont la douleur de faire part du décès de

Marguerite THIBERT.

docteur ès lettres. ancien chef de la division du travail des femmes et des jeunes du B.LT. présidente d'honneur du Comité du travail féminin. présidente d'honneur de la section française

survenu le 14 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, à

de la Ligue des femmes pour la paix

et la liberté.

L'incinération aura lieu le lundi 22 novembre. On se réunira au monument crématoire du cimetière du Père-Lachaise, à

13 h 30 précises. Cet avis tient lieu de faire-part. - Le groupe de la Gauche démocratique du Sénat a la douleur de faire part du décès de son président,

M. René TOUZET. sénateur de l'Indre. maire de Chasseneuil. conseiller général du canton d'Argenton-sur-Creuse, survenu le 18 novembre 1982, dans sa soixante-quatrième année. Les obsèques auront lieu le hundi 22 novembre 1982, à 14 h 30, à l'église de Chasseneuil (Indre).

(Le Monde du 19 novembre.) - Nous avons le regret d'apprendre le M. J.-P. de VERNEUIL, directeur de la société

Kabelschlepp-France.

Remerciements

- Mr Guilben Douady ct ses enfants. La Fondation Santé des étudiants de

France. expriment leurs très vifs remerciements à tous ceux - trop nombreux pour qu'il puisse leur être répondu individuellement - qui leur ont adressé leurs témoiganges d'affectueuse sympathie a l'occasion du décès du

docteur Daniel DOUADY.

Anniversaires

- Il y a deux ans disparaissait

Jane BRON. Ceux qui l'oat aimée s'en souvien-

- Il y a six ans, Jacques LE FOYER, E.C.P. 22 B. .

quittait ce monde. Une pensée est demandée à tous ceux

qui restent fidèles à son souvenir. Avis de messes

- La messe annuelle aux intentions Robert GARRIC et de ses amis dispurus sera célébrée par le R.P. Carré O.P., le

mercredi 24 novembre 1982, à 18 h 30,

29, boulevard de Latour-Manbourg,

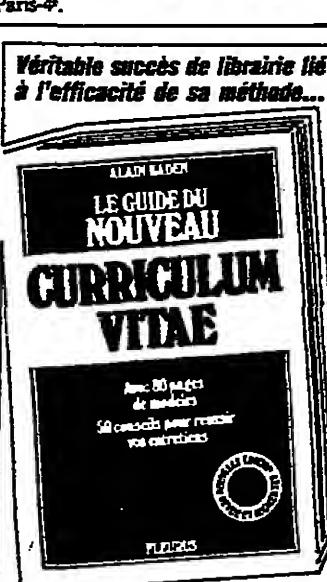
Paris-7.

Messes anniversaires

- A l'occasion du premier anniversaire du décès de M. Didier TRYSTRAM une messe sera dite le mardi 23 novembre 1982, à 18 h 30, en l'église Saint-

Louis en l'Ile (chapelle de la Commu-

nion), 19, rue Saint-Louis-en-l'Ile,



in terminal CUF escocotiers



L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A NEW YORK



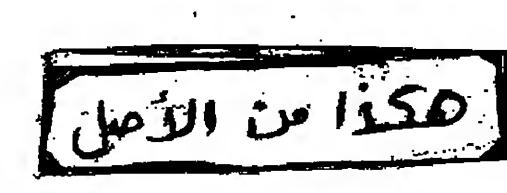
HOTEL MERIDIEN NEW YORK: RESERVATIONS INTERNATIONALES

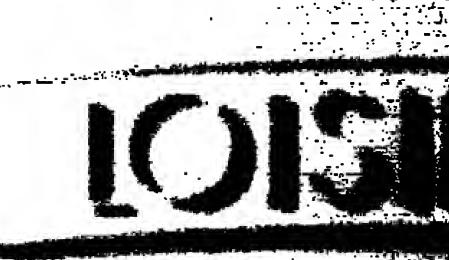
Pour vos réservations d'hôtel, entrez en contact par téléphone avec le système Méridien Réservation International. Il met à votre disposition un ordinateur qui vous répondra et enregistrera instantanément et gratuitement votre demande de réservation.

Pour les hôtels Méridien, la réservation aussi se traite à l'échelle internationale. Méridien Réservation International Paris: 757:15.70. Réservations également auprès de votre agence de voyages, votre agence Air France. Hôtel Méridien New York, 119 West 57th street. New York NY 10019 Etats-Unis.



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE





carees 70

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

DE VOYAGE

La fin des belles années 70

(SNAV). Un constat : le tourisme ment les effets de la « crise ». La période de torte croissance des années 70 est révolue. Si la nombre des vacanciers continue d'augmenter, les budgets sont plus serrés, on part moins ioin et moins jongtemps. « Blen que nous traversions

une période délicate », a déclaré

M. Jean-Claude Rouach, prési-

dent du SNAV, dans son discours d'ouverture, « le nombre ges a progressé cet été de 4 % à 5 %. mais avec une facturation unitairs moindre, ce qui nous fait réfléchir sur nos résultats. Nous devrons tenir compte des facteurs purement nationaux [de la crise] : la lutte contre l'inflation se manifeste en réalité par un raientissement de la croissance. La pression fiscale, sous diverses formes împôt sur les grandes fortunes, augmentation de la T.V.A., taxe de 30 % sur certains frals généraux, - s'accroît Le pouvoir d'achai régresse et les prévisions signalent une baisse de la consommation. Il convient enfin de citer les augmentations de prix llés à la situation monétaire: le dollar, qui valait 4.20 F

Hy a deux ans, vaut aujourd'hui 7.30 francs. »

Autant de aujets d'Inquiétude que n'apaisent pas les résultats anregistrés par ceux qui se sont specialisés dans l'accuell. En ce domaine, M. Rouach a youlu dénoncer très durement le « falblesse du budget du tourisme, rendant la promotion de la France quasi inexistante sur les marchés extérieurs ».

Mativaises mestires

 ← En matière de promotion à l'étranger, a souligné le président du SNAV, si les dépenses de fonctionnement des bureaux augmentent de 32.4 % - chose normale pour tenir compte de l'évolution des parités monétaires, - les frais de publicité n'augmentent, en revanche, que de 1,9 %, ce qui équivaut en réalité à une baisse. Le développement de notre tourisme à l'étranger est donc compromis alors que nos concurrents étrangers accroissent leurs efforts: en 1981, seion l'O.M.T. - Organisation mondiale du tourisme. - le budget consacré à la promotion à l'étranger était de

17,68 millions de france pour la France. Il était de 60,06 mil-Ilons pour la R.F.A., de 64.01 millions pour l'italie, de 63,4 millions pour l'Espagne, de 158,1 millions pour le Royaume-Uni. En 1962, les écarts se sont accrus encore puisque, alors que la France passalt à 20,42 millions de francs, l'Espagne passait, elle, à 82,2 millions de francs. »

Cos chiffres tout à fait élo-

quents montrent à l'évidence, comme le dit aussi M. Jeannement français ne considère toulours pas le tourisme comme une activité économique essentielle. « En 1981, a-t-il Indiqué notre dépense touristique intérieure totale a été de 232 milliards de francs, soft plus de 8.60 % du PIB, et le budget du tourisme ne-représéntait que 0,02 % des dépenses de l'Etat. » Le président du SNAV s'est entin insurgé, pour le plus grand plaisir d'un parterre de près d'un millier de fens enthousiastes, contre certaines mesures = contestables = qui entreinent de nouvelles charges qui grèvent le prix des services de tourisme. OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 10.)

Jean-Marie Straccuzi,

comptoirs. >

tomne 1983.

teur de la Sligos, explique

sable du projet au SNAV. car

ces deux agglomérations sont

situées sur des nœuds exis-

tants de liaison Télètel projes-

sionnel A terme, nous espérons

que, dans chaque agence, on

installera un poste banque de

données pour deux agents de

Ce sont donc soixante termi-

naux Minitel qui seront installés

à Paris et à Nice. Ils donneront

accès à des services d'informa-

tions (horaires contenus dans

l'ABC sur l'ensemble des liaisons

entre Paris et Nice, produits de

voyagistes vers le Maroc et les

Etais-Unis, dont les offices de

tourisme en France ont participé

à l'élaboration du projet, hôtels

complémentaires de ces produits

dans ces deux pays, informa-

tions professionnelles sur les rè-

glementations, formalités, etc.) et

un service de messagerie. La gé-

néralisation et l'extension de ce

service sont prévues pour l'au-

Un terminal unique de réser-

vation. Esterel, et un petit ter-

minal de consultation de la ban-

agences, de s'adresser directe-

ment à leurs clients par les mê-

mes réseaux informatiques, chez

eux, sur leurs télèviseurs, et ceci

plus rapidement peut-être qu'on

Des clients mieux protégés

VEC la publication au Journal officiel du 37 octobre 1982 d'un arrêté portant eur les « conditions générales de vente régissant les rapports entre les agences de voyages et leur clientèle », c'est une nouvelle page du commerce des voyages qui commence (le Monde du 29 octobre).

Certes, les agents de voyage répètent, avec le président de leur syndicat, que, « dons les grandes lignes, le nouveau texte est proche des conditions générales que nous appliquons depuis plusieurs années délà ». Voire Une analyse du texte en question fait apparaître, en droit, un véritable rééquilibrage des relations entre touristes et agences.

Au vrai, les « conditions générales » n'ont pas été adoptées sans mal Le décret du 28 mars 1977, règlementant la profession d'agent de voyages, avait fait reférence à la nécessité de publier les droits et les devoirs du vendeur et de l'acheteur d'un voyage ou d'un séjour : mais il ne fallut pas moins de cinq ans et demi pour que les ministères concernés, le Syndicat des agents de voyages (SNAV) et l'Institut national de la consommation (I.N.C.) se mettent d'accord. Le SNAV souhaitait, par exemple, que les catalogues servent de documents contractuels, ce que refusait l'INC. Celui-ci voulait que le solde du prix du voyage soit acquitté seulement au retour, mesure qui suscitait l'opposition déterminée du syndicat. L'arrivée de la gauche au pouvoir retarda encore la publication d'un texte qui était parvenu à maturité, dès . 1980, et

dont voici les grandes lignes : Son article premier stipule que l'agent de voyages qui reçoit l'inscription d'un client est a garant de l'organisation du voyage ou du séjour et responsable de sa bonne execution, à l'exception des cas de force majeure ».

COMMENTAIRE DE L'INC. Auparavant, l'organisateur et le vendeur de voyages se renpoyaient trop souvent la balle lorsqu'une plainte était déposée par un voyageur. Nous avons obtenu que le vendeur soit l'unique interlocuteur du plaignant, qui

déposera chez lui son dossier de réclamation. Cette responsabilité dans la procédure ne signifie pas, pour autant, que le vendeur soit jauttif. B Beaucoup d'agences remet-

taient déjà à leurs clients des carnets de voyages. Ces documents seront désormais obligatoirement délivrés à l'inscription et ils préciseront les caractéristiques du voyage ou du séjour (art. 2 et 3) : jours et beures du départ et du retour, points de départ et de retour, modes et catégories de transport et d'hébergement, itinéraire des circuits taille minimale ou maximale des groupes, nom et adresse de l'assureur et du garant du vendeur. nom ou marque de l'organisateur, prix de l'ensemble des prestations offertes, modelités de paiement conditions d'annulation. L'article 3 précise qu'aucun départ ne peut être annulé moins de vingt et un jours avant la date prévue lorsque l'annulation est motivée par l'insuffisance du nombre des participants. Enfin. le contrat d'assurance souscrit par l'acheteur et couvrant les conséquences d'une annulation devra comporter and minimum les risques converts et les risques exclus s.

Commentaire de l'INC. : «Cette clause de vingt et un iours est difficilement applicable aux forfaits de week-end. Les clients s'inscrivent le plus souvent dans les jours qui précèdent le départ. Nous reconnaissons qu'un modus vivendi deora étre trouvé. »

Lettre recommandée

L'article 4 vaut d'être cité in extenso : « Lors de la remise des documents de voyage ou de séiour, le client reçoit une fiche d'appréciation en deux exemplaires sur laquelle il pourra constater ou faire constater les éventuels manouements aux obligations prévues. Une disposition de ce document conseillera au client de rassembler, dans la mesure du possible, les preupes de ces manquements. Toute réclamation relative à un voyage ou à un séjour doit être adressée, lettre recommandée, avec accusé de réception, à l'agence de voyages avec laquelle le contrat est conclu.

c Cet article est notre enjant. Nous avons voulu prévenir le consommateur de se constituer un ensemble de preuves au cours d'un voyage défectueux. Il était trop facile, en effet, à l'agent de voyages de méconnaître une réclamation en s'appuyant sur l'absence de preuves que son client était bien en peine de retourner chercher au Caire ou à New-York.

COMMENTAIRE DE L'I.N.C.

En matière de prix, des révisions seront possibles sur justificatifs et en conformité avec la réglementation existante (article 5).

ALAIN FAUJAS. (Lire la suite page 10.)

més, de mercredi à dimanche derniers, à Marrakech, au vingthultième congrès du Syndicat national des agents de voyages

Un terminal

les cocofiers

INFORMATISATION de

leur profession va-t-elle

permettre aux agents de

voyages d'aborder d'un meilleur

agents de voyages, « leut pet-

pour

212

CLREE

· 37 337

ROMOUVOIR et détendre

l'industrie trançaise du

tourisme et, en son sein,

la profession d'agent de vova-

ges, tels étaient les buts affir-

Inter. U.T.A., Club Mediterrance, S.N.C.F. et S.N.C.M. Les agences pourront effectuer les réservations et les émissions de billets. ainsi que les traitements locaux nécessités par leur gestion ».

La creation d'une banque de données fut le deuxième centre d'intérêt du congrès. L'objectif est de suporimer, à terme, l'énorme paperasse qui envahit les agences : annuaires, horaires, catalogues et brochures des voyagistes, tarifs et disponibilités du marché des vacances, grâce à cette banque organisée autour d'un service Télétel professionnel. Le projet Esterel est le iruit d'une longue réflexion du SNAV et d'un travail commun entre les

serveurs et les agents de voyages. Après l'échec, en 1980, d'un premier projet, S.T.T., trop coliteux et mai conçu, le projet Esterel semble devoir se développer rapi-. dement.

et l'émission des billets, ainsi que certaines tâches de gestion comme la facturation, la comptabilité et le montant des commissions. C'est une filiale de la C.G.E.

Il viendra remplacer derrière

les comptoirs le système Alpha 3

d'Air France et celui d'Olivetti

pour la S.N.C.F., mis en place il

y a dix ans environ, Ainsi, Este-

rel fournira tous les renseigne-

ments concernant les vois les

destinations et les disponibilités

des programmes de voyagistes

les agents de voyages pourront

avec hui effectuer les réservations

Transac Alcatel qui a mis au point ce système. Il devrait être installé, à la fin de 1983, chez les serveurs et au mois d'octobre prochain, dans trois agences pilotes. A partir de 1984, deux cents à deux cent cinquante terminaux devraient être installes chaque année.

Esteral et les agents de comptoir

pied la période 1985-1990 ? Vollà Esterel devrait colltar entre certainement la question qui s 3340 et 9520 francs par mois le plus mobilisé les énergies à hors taxes, prix auquel il faudra Mazrakech le week-end dernier. ajouter de 300 à 1000 francs de En vedette donc, an cœur des frais mensuels d'utilisation du débats, deux projets majeurs réseau Transpac, selon le nomd'automatisation du travail des hre de caractères transmis. Un agents de comptoirs, ces hommes cofit relativement faible pour un et ces femmes qui nous recoivent service amélioré de la clientèle dans les agences. Le premier, le et une productivité que l'on système Esterel réservé aux espère accrue des agents de mettra, à partir d'un terminal

DE TOURISME

"AUVERGNE"

BP 395-63011 CLERMONT-FERRAND CEDEX

Les mêmes espoirs ont été places dans la création d'une banque de données. Mise en place sur ks conseils d'une société spécialisée, Sligos, et distribuée par un réseau Télétel profes-

cette banque devrait permettre « à toutes les agences. même les plus petites, d'avoir accès plus rapidement à une information plus étendue et constamment actualisée, d'utiliser un service de messagerie rapide. Cette banque deprati permettre enfin aux voyagistes, extours - opérateurs, d'améliorer les ventes en bénéficiant d'un système centralisé de communication D.

Après une étude de faisabilité réalisée par l'Agence de l'informatique et la direction générale des télécommunications, le SNAV a décidé d'effectuer un banc d'essai de mars à octobre de l'année prochaine « Une soixantaine d'agences de région parisienne et de Nice seront ainsi reliées à l'ordina-

que de données des agents de voyages, deux outils modernes. performants, comme on a pu le constater à Marrakech. Ils devraient permettre une amélioration sensible du service rendu par les agents de voyages à leurs clients, si la profession, les serveurs, les voyagistes et tous les prestataires de services touristiques jouent, jusqu'au bout, franc jeu. Car rien n'empêche les transporteurs, les hôteliers, etc. tout en se servant du réseau des







-

Property Commencers

臺灣 医黄疸性 生

CHAMIL



GENS DE VOYAGE

DES CLIENTS MIEUX PROTÉGÉS

(Suite de la page 9.)

COMMENTAIRE DE L'IN.C. « Par principe, nous nous opposons à ce type de dérogations, mais nous sommes conscients que les hausses du prix du carburant et les fluctuations des cours des devises rendent la fixité des tarifs illusoire, voire аапдетецве... >

L'article 6, qui concerne les modalités de paiement, prévoit que le dernier versement ne pourra être amférieur 30 % du prix total du poyage ou du séjour » et qu'il devra «être effectué lors de la remise des documents permettant de les realiser ». Un mauvais point pour les rédacteurs du texte : l'agence de voyages pourrait en tirer argument pour exiger 70 % du prix des l'inscription !

Enfin, les articles 7, 8 et 9 inspirés des recommandations de la commission des clauses abusives, rétablissent spectaculairement l'équilibre en faveur du consommateur. En cas d'annulation du voyage ou du séjour par l'agent de voyages, non seulement le client obtiendra k remboursement im médiat des sommes versées mais il recevra de surcroît, a une indemnité égale à la pénalité qu'il aurait supportée si l'annulation avait été de son fait ». Sauf cas de force majeure, évidemment.

En cas de modifications essentielles du voyage ou du séjour avant le départ, l'acheteur a sept jours solt pour annuler sa réservation, soit pour signer un avenant au premier contrat de vente.

Enfin, si ces modifications interviennent en cours de route, le client pourts, à son retour, « demander le remboursement des prestations non exécutées et non remplacées ».

Que d'armes aux mains des consommateurs! Et combien leurs devoirs paraissent limités en regard! Ils devront « attirer l'attention de l'agent de voyages sur tout élèment déterminant de leurs choix, sur toute particularité les concernant susceptible

d'affecter le déroulement » (article 3). Par ailleurs, ils ne peuvent espérer le remboursement de prestations dont ils n'auraient pas bénéficié en raison d'une modification unilatérale de leur part du programme de leurs vacances (article 9).

On comprend que l'I.N.C. apprécie très favorablement les nouvelles conditions générales de yente: « Elles mettent le consommateur à armes plus égales avec le vendeur. Des règles du jeu très claires, des documents précis, des délais de réflexion : voila des garanties qui rapprochent la vente des voyages de la vente des automobiles pour laquelle nous étions aussi parvenus à établir un contrat-type. Nous prédisons qu'un certain nombre d'agents de voyages vont souffrir, notamment ceux qui sont dans l'à-peu-près en matière de dates et d'horaires de départ et en matière de programmes de cir-

Il faut noter que cet arrêté est entré en vigueur le 1er novembre, mais 11 deviendra réellement efficace lorsque le SNAV et l'I.N.C. auront rédigé de concert les documents contractuels et les fiches d'appréciation, c'est-à-dire pour l'été 1983. Il faut encore remarquer que ce texte ne s'applique pas aux associations de voyage.

Instructifs seront les effets de cette meilleure défense du consommateur de vacances. Par exemple, celui-ci se laissera-t-il aller aux joies de la procédure et de la chicane et assistera-t-on à une montée du nombre des litiges?

Les agents de voyages chercheront à éviter un accroissement de leur contentieux. Surveilleront-ils de plus près les guides, les hôteliers et les compagnies aériennes auxquels ils confient leurs clients? Il n'est pas exclu que les conditions générales de vente contribuent, à terme, à faire le ménage dans le petit monde, encore mai stabilisé, du voyage.

ALAIN FAUJAS.

La fin des belles années 70

(Suite de la page 9.)

L'augementation de la T.V.A. les hôtels quatre étoiet la création inconsidéde plaisance; la étrangers sont partis ailleurs alors que leurs propriétaires apportaient devises et travail pour le commerce local et les ration, conséquence imprévue par les apprentis sorciers qui ont prévu une telle mesure.

Alors, pour lutter contre tout cela, les agents de voyages ont adopté au cours de leur congrès une stretégie de combat. D'abord, la mise au point définitive de l'automatisation de leur profession d'ici à la fin des années 80. Et puis aussi une campagne de promotion de Fagence de voyages. Ainsi va fleurir dans la presse, à la télévision et à la radio, des l'année prochaine, un slogan : - Agence de voyages, le plus court chemin. >

Le SNAV est décide à faire comprendre aux vacenciera ce qu'est une agence de voyages : un lleu d'accueil, d'information et de yente, où le client ne pale pas pius cher un biliet de train, d'avion, ou un séjour, que s'il s'adresseit directement au transporteur ou au producteur. - Le grand public dolt comprendre. conflait un agent de voyages de Bordeaux, que si nous touchons une commission, elle est payée par le foumisseur et pas par les clients. D'autre part, chez nous, on a le choix entre

plusieurs marques et plusieurs

ski de piste - ski de randonnée

8 stations et villages de vacances

brochure gratuite sur simple demande : **VAI**

voyages ainsi qu'aux rapports ocal, au moment de la décen-

Mettre fin à l'hypocrisie

Faire preuve d'imagination, rentorcer la représentativité du syndicat, être une torce de négociation et d'action, qu'il s'agisse de la détense des intérêts de la profession ou de son développement, autant de mots d'ordre » et... d'incertitudes. Les partenaires de l'agent de voyages joueront-lis le jeu ? Ne seront-ils pas piutôt tentés par la « chacun pour soi » ? Un exemple, brandl par M. Rouach iors d'une séance en commission : le système Elsa qui permet au client d'Air Inter, après avoir réservé son blilet par téléphone, de se présenter à l'aéroport d'Orly - Quest, uniquement pour l'instant, et de retirer son titre de transport d'una machine dans laquelle II introduit une carte bleue.

Second exemple: Tattitude désinvoite, pour le moins. du représentant du secrétaire d'Etat chargé du tourisme, arrivé à Marrakech - les mains dans les poches -. Pas de discours d'ouverture - « On ne m'avait pas prévenu ». —

tance aux agents de voyages plus que préoccupés. Il est vrai que le ton très « petit patron » du discours de M. Jean-Claude Rouach, assimilé très vite à la

grogne de la C.G.P.M.E. par

ailleurs, a le don de « bloquer »

Ladministration de « gauche » du

Mais, entin, il est grand temps de poser qualques-unes des viales questions, et le congrès, pour ménager toutes les proparvenu. La développement de l'informatique à la maison na risque-t-il pas de compromettre à terme l'existence des agents de voyages, voire cella des voyagistes ? L'hypocrisie maniteste qui préside aux rapports entre les transporteurs, les hôteliers, les voyagistes et les agents de voyages - lous les professionnels rencontrés par les couloirs s'ingéniant à discréditer les uns ou les autres -- n'a-t-elle pas de solution raisonnable et acceptable par tous ? Les agents de comploir, ces vendeurs, premier contact du client qui entre dans une agence, seront-lis

Le gouvernement va-t-il, un jour, décider d'assimiler tourisme à une industrie capitale, au même titre que l'aéronautique ou l'agro-alimentaire? Autant de sujets qui trouveront peut-être des réponses lors du vingt-neuvlème congrès des agents de voyages, l'année prochaine, à Bordeaux.

toujours les O.S. anticards d'un

tourisme dont les patrons conti-

nuent de plastronner dens les

salons ?

OLIVIER SCHMITT.

Atelier de poterie

THE CRU ET LE CUIT :

accueille en groupe

les amateurs de 3 à 83 ans

Téléphon, (la soir): 707-95-64

RUE LACEPEDE, PARIS-5-

Tournoi des 5 Nations RUGBY

March Irlande-France à Dublin, le 11/2/1983

2890 F compresent : vol A.R. hôtel lum, entrée stade, assurance AIRCOM (S.E.T.I.) 25, rue La Botétie 75008 PARIS Tél.: 268-15-70

VOLS SPECIAUX AFRIQUE

: 2715 F LE CAIRE : 2880 F DAKAR **ABIDJAN** :3715F : 3200 F LOME : 4120 F LAGOS : 3800 F NAIROBI : 5980 F Ile MAURICE

: 3735 F 🌣 BAMAKO : 4120 F ACERA JOHANNESBURG: 5555 F

Cocrages 17. bd du Temple - 75003 Paris Tél. 278.60.95 - Telex 240 135

Ae Monde ver **PHILATELISTES**

1000000

Dans le numéro de novembre (92 pages)

LE SALON PHILATÉLIQUE **D'AUTOMNE**

Supplément de huit pages en couleurs sur la Norvège

En vente dans les kiosques : 10 france

11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris Tél (1) 246-72-23

LONDRES 2 JOURS

voyage en train, bateau Sealink, hôtel et petit déjeuner compris.

IFRANTOUR

*Tarif Région Parisienne. Des prix régionaux vous permettent de partir de n'importe quelle gare en France. Si vous préférez aller librement à Londres avec votre voiture, traversez la Manche en profitant des

mini-prix Sealink, Renseignements et inscriptions : AGENCES DE VOYAGES.

Dans le massif central "Les neiges de Val"

Val : 33, rue E-Gilbert 63038 Clermont-Fd - Tél : (73) 93 08.75 - Ass. Tourisme agréée n° 77085

Pour plus d'informations sur Londres, appelez **FOFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME. Tél. 296,47.60**

Sealink

Frantow:

RÉSIDENCES | secondaires ou principales

Campagne • Mer • Montagne

ALPE D'HUEZ Le Maona-Village Studios piela sud de 4 personnes, 218 000 F à 8 personnes, 330 000 F Rens. : C. DE BJASI (76) 96-37-21

Aude: QUILLAN

Vue panoramique sur Pyrénées PROPRIÉTÉ de 84 ha ruine de 220 m2 PRIX I 080.000 P BERGERIE de 256 m2 très bon état sur terrain de 3 000 m2 viabil. divers pos PRIX . 425.000 F MAISON DE MAITRE 796 m2 hab, sur terrain de i Divers poss Hôtel-rest mais retr. Priz : 1.200.000 F

Immeuble 10 ans d'age, 2 p. cuisine Hôtel-rest mais retr. Priz : 1.200.060 F équipée, s.d.b., w.c., 45 m2 + balcon, Tél. 68/20-00-42 cave. parking, 325 000 F (93) 20-45-99. TORTS. B.P 16 - 11500 QUILLAN



réveillons dans un manoir ou une auberge...

En Finlande, la tradition des fêtes de fin d'année est particulièrement respectée.

Des fêtes joyeuses et ensubannées dans un univers de n'eige vierge, poudreuse, paradis des mordus du ski de fond et des amateurs de randonnée en traîneaux tirés par des rennes.

Des prix profondément doux: séjour 9 jours: avion, pension complète à partir de 4.300 F.

Pour recevoir la brochure forfaits skis en Finlande, retournez ce coupon à: FINNER 11, rue Auber 75009 Paris TH: 742.33.33

Adresse complète.

TOURISME SOCIAL-FORMATION CONTINUE POUR LES GADRES

D'ASSOCIATIONS ET D'ORGANISMES SOCIAUX DE TOURISME ET DE LOISIRS

Cycle de deux ans - 8 séminaires de 5 jours de janvier 1983 à décembre 1984 RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

(jusqu'an 30 novembre 1982) Université de Savoie - Formation permanente 27, RUE MARCOZ - 73011 CHAMBERY CEDEX

TÉL (79) 69-27-18 et 62-29-62

 Un choix étourdissant ◆ Des prix spectaculaires
 Les meilleures productions mondiales en représentation permanente Des spécialistes virtuoses du son et de la vidéo • 3 Auditoriums

136, bd Diderot 75580 CEDEX PARIS (XII) 12, rue de Reuilly 75580 CEDEX PARIS (XII) Tél. 346.63.76 (lignes groupées) Mages as covers toos les pores (suct dinterplie) de 3 à à 12 à 38 et de 14 à 3 %

HÔTELS SÉLECTIONNES

Côte-d'A sur

06 JUAN-LES-PINS NOUVELLE FORMULE DE VACANCES Comme à l'hôtel dans un studio ou appartement luxueux. T.V. couleur, téléphone, petit déjeuner, entretien quotidien, proximité mer. Demeure provençale.

APPARTHOTEL ASTOR 61, chemin Fournel-Badine 06160 JUAN-LES-PINS - (93) 61-07-38

06500 MENTON HOTEL EL PARADISO -

Bord de mer Arrangements pour pension

HOTEL PRINCE DE GALLES . Bord de mer - Jardin - Parking Entièrement rénové CHAMBRES ET PETITS DEJEUNERS 4, avenue Général-de-Gaulle Tél : (93) 28-21-21

OUVERT TOUTE L'ANNES

Montagne

GRAND-HOTEL HOHWALD *** (env. P.F. 155,—).

67140 LE HOHWALD - Ait. 800 m.

Séjours dans le calme et le bien-être.

Tél. 19-41/25/34 11 36 - CH-1854 Leysin. Promenade - Tennis - Cheval, etc Tel. : (88) 08-31-03 06490 ST-VERAN (Hautes-Alpes)

LE VILLARD - Tél. : (92) 45-52-06 7 jours demi-pension avec remontées Chbres et duplez avec culsinettes 2 a mécaniques des 507 FS (1 623 FF env.).

HOTEL LA PENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés Réservation : 41-32-333 VENUSE Telex: 411150 PENICE 1 Directeur : Bante Apolionie

CH 3962 CRANS-MONTANA Valais Hôtel CRANS-AMBASSADOR **** Tél. 19 41/27/41 52.22 Chambres tout confort, piscine couverte, sauna, bar, dancing Au départ des remontées mécaniques et à l'arrivée des pistes de ski. Forfaits « Ski-soleil » 7 jours

demi-pension dès F.F. 3100.

J Rey. membre ← Chaine des Rötisseurs : LEYSIN (Alpes vaudoises) 1 350-2 000 mètres. La station

OUVERTURE 27/1/83

Têl: (93) 35-74-02

HOTEL DU PARC **NN. Près mer et casino, plein centre. Park Gr. parc.

ETE COMME HIVER

Arrangements pour pension
suisse la plus proche de Paris. Domaine akiable doublé, Accueil et qualité suisses à prix trançais. Hôtels tres cat. Demi-pension dès F.F. 120,— Forfaits ski : Hôtel 7 jours demi-pension +. 7 jours remontées mécaniques F.F. env. 1 050,—. MENTON, Hôtel de Londres, B.P. 73. Offres détaillées par : Office Suisse un hôtel, pension confortable et du Tourisme, 11 bis, rue Scribe, calme, jardin, central, 25 m mer. F-75009 Paris, tél. 01/742 45 45 ou Une cuisine soignés.

Office du Tourisme, CH-1854 Leysin, tél. 19-41/25/34 22 44. HOTEL MONT-RIANT

40 lits. Confort, lift. Idéal pour va-cances et repos. Cuisine et services personnalisés. Pens. compl. F.S. 50,— à 71,— selon chambre et période (env. F.F. 150,— à 210,—). Tél. 19-41/25/34 12 35 - CH-1854 Leysin. HOTEL SYLVANA** 40 Lits. Doté d'un confort moderne.
Grand salon avec bar. Situation panoramique, à 200 m. des pistes de ski.
Son restaurant « Le Refuge » avec ses
spécialités. Demi-pension dès F.S. 51,—
(env. F.F. 155,—).

> CH-3962 MONTANA-CRANE Hôtel DERBY *** - Tél. 1941/27/413215 Notre forfalt ski :

6 peus Fond. Pists. De Noël à Pâques. chambre avec hain/douche, w.-c., bal-con au sud. Réduction pour enfants. A 100 m des remontées CH 3920 ZERMATT Valeis VENISE

Hôtel HOLIDAY. Tél. 19 41/28/87 12.03
Apparthotel, service d'hôtel, 60 lits.
Situation tranquille à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios à ve o balcon, cuisinette, frigidaire, pain, radio.

Prix spéciaux: décembre et janvier dès Prs. 61.— (environ P.P. 201.—)
en demi-pension (période fin d'année Prs. 83.—, P.P. 276.— environ). STAN

o Augusto 🔏

AM

COMI

MAN

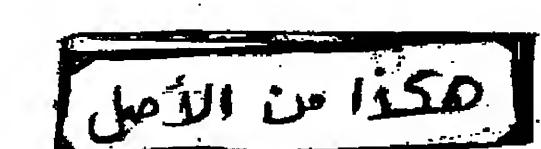
能推薦

人為神典

VX SA

LILLO

ATHER



Bécanes musclées à l'île d'Yeu

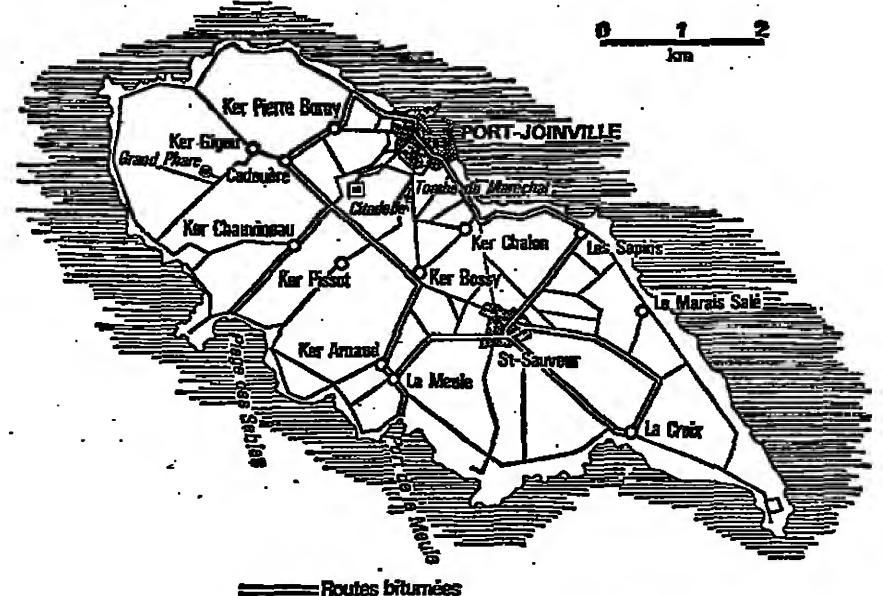
EBARQUE-T-ON au Danemerk? Du petit bateau, on hésite à la vue dans le port de dizeines de véles milleu d'une polgnée de voltures. A terre, on entre vite fondre aur soi des aniants-chargés de distribuer les prospectus des loueurs de vélos. D'allieurs, l'arrivée à Port-Joinville, capitale de l'île d'Yeu, est un événement, et la joyeuse cohue évoque quelque comptoir colonial de ladis. Mais - dif-

mechines, rentorcés per deux Doutiques de vente, quadrillent te contrée. A la moindre panne, les voità même qui rappliquent avec leur voiture-radio : Il suffit de téléphoner i

Le premier loueur rencontré vous tend un dépliant édité par les commerçants illens où surprise ! - on fit : - Sovez les bienvenus, déplacez - vous en transports collectifs, à deux roues ou à pied. » Il est vrai que, evec 9,5 kllomètres de long sur 4 kilomètres de large, avec ses routes étrolles et tortueuses (dont peu de goudronnées), ses ruelles où deux autos ne pourraient se croiser, avec sa forte densité de deux cent dix habitants au kilomètre carré pour une population de quatre mille huit cents ames (le quadruple en juillet-août), les quatre-toues ne se voient guère favorisés. L'afflux de vélos, lequel découles automobilistes, a incité la commune et la direction départementale de l'équipement à engager, depuis 1980, une opération sans doute unique en France de « vacances sans

De sorte qu'on croft rêver en lisant sous la plume du maire locelité louristique : < Pour venir à l'île d'Yeu laissez votre voiture en vacances ». dans une brochure officielle, où le directeur de l'équipement renen souhaitant e que l'expérience alt des pròlongements dans d'autres stations Ilttorales

Trois llones de minibus ont été créées. Une étude présiable avait révélé que les deux tiers des déplacements s'effectualent en deux-roues, essentiellement des vélos, dont le nombre varie aujourd'hui entre cina mille et dix mille l'été. Le 14 juillet, les loueurs en manquèrent, alors que Yeu est la commune Irancalse proposant le plus de vélos en location, en majorité neuts, le parc étant renouvelé chaque paniers, porte-bébé el remorque, faccessoire à la mode ici où on fourre provi-



Routes non-bitumées ou chemins praticables aux cyclistes

sions, chiens, enfants et bolte

Ainsi nos foueurs ont élevé au rang d'institution leur expérience. s lis désiraient s'avancer plus près du débarcedère. Le maire a estimé qu'ils allaient un peu loin, au propre comme au figuré... Ces braves gens servent à tout : de lieu de rencontre, de bureau d'information aussi, ce qui tient lieu de ayndicat d'initiative, celui-ci n'étant constitué que d'un planton couvrant de 10 à 12 heures dans un tamélique local au fin fond de la rade ; manque de chance, la plupart des bateaux errivent après se fermeture l Chaque loueur propose dono son propre dépliant avec renaeignements pratiques et croquis des itinéraires cyclables, balisés en vert par la commune, avec temps de parcours inscrits sur le roc : trois heures trente pour le tour de l'île.

Après avoir découvert l'unique teu tricolore et un panneau limitant la vitesse des cyclistes à 30 km à l'heure, après avoir arpenté les rues du Secret ou du Coin - du - Chat, longé des maisons aux murs blancs et aux volets bleus, évité les ruelles interdites aux vélos (comme à Pěkin), on se hasarde à l'intérieur des terres.

Si le nord est plat, sabionneux, boisé, les felaises du sud évoquent l'irlande avec des sentiers cyclables, souvent . musclés ». Et les loueurs, qui n'en perdent bas une, font figurer la « tombe du Maréchal » et le fort de la Pierre-Levée, où il tut enfermé, parmi les attractions à visiter, au même titre que les doimens, l'écloserie de homards, la Illeteria, le port de la Meule fun fiord miniature), le phare

58 métres, un château corsaires et une piage des Sablas que fon croirait sortie des Vacances de M. Hulot. Mais le cimetière a ettire eucun touriste, comme le fort, sinistre à souhait. On l'a reconverti en colonie de vacances : pauvres gosses ! Quant au curé. il célèbre bien des messes à la mémoire du chet du gouvernement de Vichy, mais (comme le 23 luillet) eu nom de « M. Phi-

lippe Pétain ». Nuance...

De cette contrée du bout du monde, d'où l'on aperçoit à 18 kilomètres les murallies de béton de Saint-Jean-de-Monts. le maire no regrette strement pas l'absence de pont. En metière de qualité de la vie, lui a résolu le problème, avec ses vélos et ses chemins non goudronnés : moins on aménage. moins on risque de se tromper i

MICHEL DELORE.

ADRESSES

· ACCES: embarquement sur le batean (300 places environ). à Promentines, face à l'ile de Noirmoutier, à 68 kilomètres à l'ouest de Nantes : durée du trajet : 1 h 15'. Le bateau transporte les vélos et un nombre très limité de voitures.

• CARTES: LGN. verte nº 32 an 1/100 000 (Nantes-Les Sablesd'Olonne). Pour l'Ile, carte LGN. an 1/29 000. Les loueurs de vélos fournissent que petite carte avec indication des localités, des routes goudronnées (11 y en a pen), des chemins praticables à vélo, des lieux à visiter.

• GUIDE: Michelin (vert), « Côte de l'Atlantique ».

• LOCATION DE VELOS: est prudent de retenir son velo chez fun des six loueurs. - Lenra noma : Vél'Oya (tél. : 51/58-56-86), Bi - Clown (58-78-77), Loca-Cycles (58-58-59), Pompon's Vélos (58-31-27), La Trottinette (58-50-74). Priz constaté chez Vál'Oya : vélo mixte 7 f l'heure, demi-journée 17 F, journée 27 F, mois 288 F. Pour un vélo hoi-

landais mixte, mono-vitesse spécialement concu pour la location, il fallalt compter l'été dernier 8 F, 18 F, 30 F et 330 F. A signaler la location de modèles « Bomber » (vélos adultes tous terrains) et de tandems de ville hollandais tous loués '8." 18 et 38 F. selon la durée. Il est interdit de rouler sur les places

(corrosion du vélo).

• FORFAIT HOTELIER ET TOUS PROBLEMES D'HEBER-GEMENT : Loisirs-Accueil-Vendée, 124, boulevard Aristide-Briand, 85088 La Roche-sur-You. Tél.: (51) 62-68-24, propose un « forfait découverte » de cinq jours avec : traversée en bateau. hébergement en hôtel 2 étoiles (1/2 pension), location d'un velo, 728 F (bain), 640 F (donche), réduction pour les enfants jusqu'à neuf ans.

 DES CONSEILS : retenez à l'avance anorès de Loisirs-Accueil-Vendee votre place-surle bateau, votre vélo et votre hébergement, Évitez d'emmenervotre propre machine : Paller et le retour reviennent à 34 F. soit pins qu'une journée de location: de plus cela vous évitera les formalités de transport, sans compter le fait que les vélos en location dans l'île sont probablement mieux conçus que le vôtre pour les itinéraires tons



BEUCE, nous offrons à nos clients un week-and (déal en hiver ou an été dans une station olympique (téléphérique direct jusqu'à l'hôtel) chambre avec douche et WC. 105 F demi-pension, 120 F pension compiète. Réduction sur les moyens

· de transports. Hôtel Tyrol, A-6060 TULFES Tel.: 1943/5223/8323

Bois de Chauffage à Paris Livraisen rapide selon vos beseins Un bon feu au bon prix BOUCHES SERVICE (1) 577-00-37

ON NA PAS TOUT DIT SUR LE MEURICE

Le MEURICE, un des dix ou douze demiers grands palaces du monde, vieil hôtel tout neuf par des aménagements constants, ouvre maintenant grandement les portes de son restaurant.

Il les ouvre d'une facon originale, très contemporaine, de 12 à 23 heures, sans aurêt, en non-stop.

Le MEURICE a confié l'agencement de sa nouvelle salle à manger agrandie à une jeune décoratrice de talent, charmante magicienne. Micheline Lefebvre qui lui a donné une atmosphère de jardin irréel, un air de fête tout en respectant les boiseries.

C'est donc l'endroit idéal pour donner un diner d'apparat, réussir un déjeuner d'affaires... ou tout simplement traiter ses amis -avec élégance. Il va sans dire que la cuisine y est particulièrement soignée et raffinée. Il serait trop long d'énumèrer la belle carte

variée ; que propose le MEURICE. Dans une maison de haut luxe, il faut compter 350 F environ par personne car les vins eux aussi sont tous de très grande origine. Il y a un menu à 160 F plus boisson et service.

Le parking, commode et proche, est celui de la place

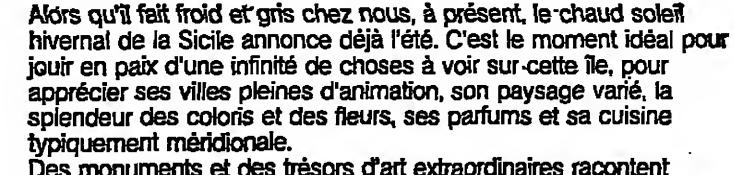
PAUL DE MONTAIGNAC

Meme du jour à 160 F S.N.C. Suggestions extraites de la carte : Pétales de Saint-Jacques au citron vert Délices de sole cuites à la vapeur de petite nage Palette de mignons de bond aux dix couleurs

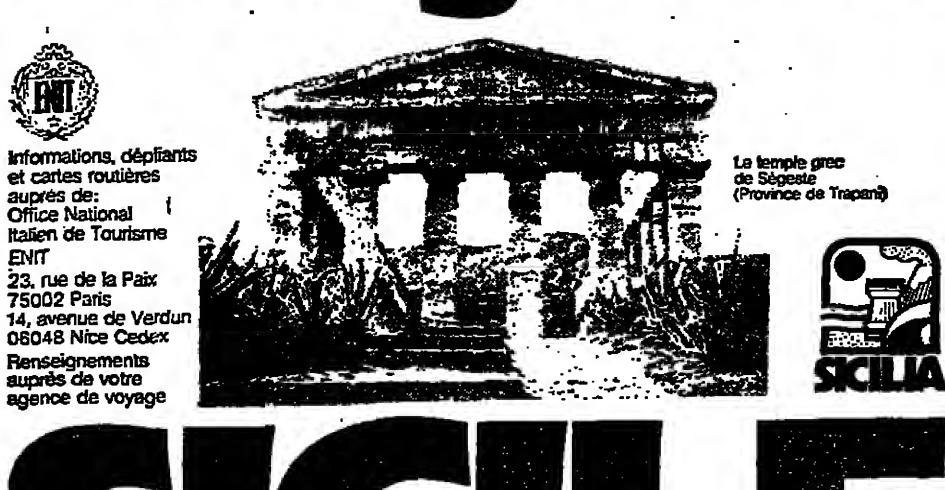
Feuilleté frais aux poires sauce Williamine

RESTAURANT LE MEURICE 230 rue de Rivoli 75001 Paris - tél. 260,38.60

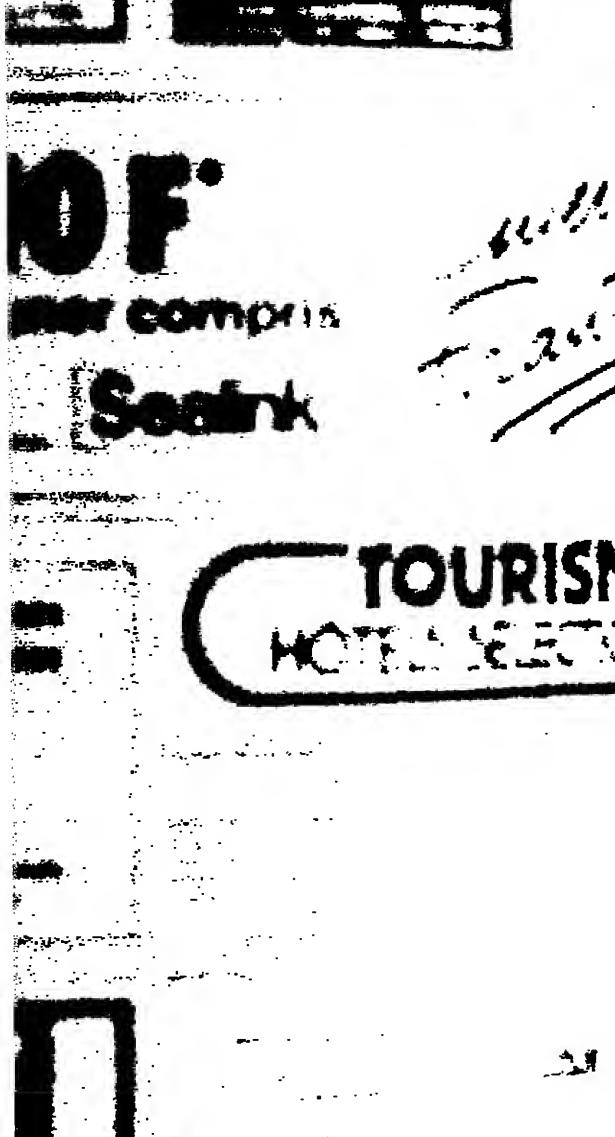
(Ouvert tous les jours de 12 à 23 heures - 350 F environ - menu à 160 F S.N.C.)



Des monuments et des trésors d'art extraordinaires racontent Thistoire des Siciliens, une histoire riche en événements; dont les protagonistes ont laisse, les uns après les autres, des traces visibles: carthaginois, grecs, romains, arabes, normands, suèves, et d'autres peuples encore. Entre la visite d'un temple et une excursion à la montagne, entre la visite d'un musée et un concert, entre un repas de poissons et une dégustation de vins, vous trouverez également le temps de prendre un bain de soleil bienfaisant au bord de la mer.











VOYAGES 18 voyages pour fêter joyeusement la fin de

l'année. Des prix forfaitaires de Paris à Paris. D'excellents hôtels. Des prestations touristiques de haute qualité.

NICE 4 jours	3.790 F
BRUXELLES 3 jours	2.150 F
AMSTERDAM 4 jours	3.245 F
LONDRES 4 jours	2.885 F
IRLANDE 4 jours	4.400 F
BALE 4 jours	2.650 F
COPENHAGUE 4 jours	3.980 F
MUNICH 4 jours	4.460 F
BERLIN 4 jours	4.495 F
VIENNE 4 jours	5.650 F
VIENNE 5 jours	5.830 F
ROME 4 jours	3.885 F
LISBONNE 4 jours	3.225 F
ATHENES 4 jours	3.550 F
ISTANBUL 4 jours	3.550 F
MARRAKECH 4 jours	4.370 F
BUDAPEST 4 jours	3.650 F
MOSCOU 4 jours	3.560 F
LENINGRAD 4 jours	3.465 F
ISRAEL	6.880 F

Brochure et inscription:

le tourisme français

96, rue de la Victoire, 75009 PARIS - 280.67.80

- 9°: 59, rue Saint-Lazare Tel. 280.10.87 11°: 275-277, bd Voltaire - Tel. 373.77.07
- 13º: 107, rue de la Glacière Tél. 588.91,74 14°: 177, rue d'Alesia - Tél. 542.47.03
- 15°: 32, av. Felix-Faure Tel. 558,42.02 15°: chez la Société Générale - Tour Maine-Montparnasse - Tél. 538,71,18

17°: 116, rue de Courcelles - Tel. 622,48.35 17*: 14, av. de Villers - Tel. 227,62,18 18°: 147, rue Ordener - Tél. 264,52,42

LIC.

BANLIEUE

LEVALLOIS 5, rue Louise-Michel - Tél. 757.08.70

SAINT-OUEN 122, av. Gabriel-Péri - Tél. 251.26.05

Hippisme

Retour chez les riches

courses françaises, après une escapade asiatique éloignée des chevaux puisqu'elle n'a comporté qu'une escale hippique : à Fuchu, l'hippodrome de Tokyo.

par parenthèse, fort bel hippodrome, dont la visite confirme une Impression déjà laissée par d'autres, notamment américains : la France est, en matière hippique, la qui veut se faire plus grosse que le bœuf. A Fuchu, non pas une piste, mais quatre, concentriques ou tangentes. On court, làbas, selon les saisons, sur herbe et sur sable, en plat et en obstacles on pourrait demain, s'il en prenait fantaisie aux dirigeants, courir au trot. Et il ne s'agit pas seulement des épreuves publiques : les installations servent aussi à l'entraînement quotidien. Moyennant quoi, les charges d'entretien, si lourdes en France, où certains hippodromes ne sont utilisés que quinze ou vingt jours par an, sont à Fuchu, après

un tel amortissement, dérisoires. Devant ces tribunes, que ces perspectives d'amortissement ont permis de construire 30 % ou 40 % plus vastes qu'à Longchamp, et sinon aussi élégantes du moins aussi fonctionnelles, nous nous sommes souvenu des haussements d'épaules qu'avait suscités, lors de la construction d'Evry, la suggestion de regrouper toutes les courses parislennes à Longchamp et d'utiliser plus 'utilement l'argent prêt à s'investir dans un béton superfétatoire. C'était, paraît-il, aberrant, indigne des courses françaises. Mais ce n'était pas Indigne de pays dix fois plus riches que le nôtre - les Etats-Unis et le Japon qui, dans le même temps, s'engagezient dans cette vois.

A maints égards — par la multiplication excessive de leurs investissements immobiliers, la dispersion sans frein des mellieurs reproducteurs. l'acceptation sans retenue de la concurrence ruineuse des grandes écuries internationales les courses françaises ont, depuls un quart de siègle, vécu non pas certes au-delà de leurs moyens, que le succès du tiercé rendalt considérables, mais au - delà du raisonnable.

C'est le réveil. Il est grinçant et amer.

La première impression percue déchirements.

Tirs craisés

Le pouvoir socialiste doit, d'ici i la fin de l'année, rendre publiques les réformes auxquelles il travaille depuis le printemps. Il est question d'une mainmise de l'Etat sur le P.M.U., d'une dislocation des vieux bastions du Jockey-Club et de la Société d'encouragement, pour incompatibilité statutaire entre présidence de la Société et celle de la Fédération des sociétés de courses, giors que, depuis toujours, les deux fauteulls n'en constituent qu'un, qui est le trône hippique (actuellement occupé par Hubert de Chaudenay). It est question, surtout, à tous les niveaux, d'élections corporatives qui pourralent amener aux leviers de commandes non plus seulement des propriétaires et des

jockeys et des lads. Avant ce remue-ménage, chacun joue des coudes, pour garder, ou acquérit, une place à la corde et ne pas être

oublié lors de la redistribution. L'association des tenants du trot tire à boulets rouges sur cette des tenants du galop, qui réplique par une salve identique. Ce que voyant, les propriétaires de chevaux d'obstacles lugent qu'il est temps prendre leurs distances vis-à-vis du paries, et créent leur propre essociation, pour se poser en troisième force. Les syndicats des personnels du P.M.U. et des écuries rappellent leurs revendications et soulignent que, s'ils ont renoncé à faire grève le jour de l'Arc-de-Triomphe. pour ne pas nuire à un événement de grand prestige international, ils ne se tiendront pas cois éternellement...

Dans ce tohu-bohu, au moins une démarche, à notre avis positive : celle des Haras nationaux à propos de Labus.

A la suite d'un concours de circonstances, déjà analysé dans ces colonnes — l'achat en bloc de feu l'écurie Boussac par l'Aga Khan, le don par celui-ci à l'Etat d'un étalon a priori de troisième zone, puis la révélation tardive de cet étalon, que Marcei Boussac, ruiné, avait commence d'utiliser juste avant sa mort, - les Haras nationaux, pour la première fois peut-être depuis Colbert, se trouvent être propriétaires d'un des chevaux les plus célèbres d'Europe, père de la gaaccessoirement, du meilleur « trois

Labus, puisque c'est de lui qu'il s'agit, faisait is monte, i'an passé, pour cinquante juments pré-sélectionnées puis tirées au sort, au tarif de 6 000 france (il l'avait faite 500 francs l'année précédentel. Haras nationaux qu'il pouvait por-100 000 francs, qui serait, en effet, le secteur privé. Outre le bénéfice - non négligeable pour une administration qu'on ne considère jamais que du petit bout du budget - les avantages n'auraient pas manqué au plan technique: Labus sureit été assuré d'un harem de grande qualité, la sélection per l'argent étant, objectivement, une des plus efficaces. Le revers de la médaille aurait été qu'au prix de revient atteint par les produits nés de telles unions la plupart n'auraient pu être achetés que par des propriétaires étrangers. Le « sang » de

celui de tous nos granda chevaux depuis vingt-cinq ans. Jean-Pierre Launay, le nouveau directeur des Haras, a imaginé un moyen terme : saillie à 10 000 F si le propriétaire de la junient s'engage à garder en France le produit à naître : à 100 000 F dans le cas contraire.

Labus serait encore devenu une

quasi-exclusivité américaine, comme

Il y a là l'esquisse d'un double marché qui, à maints égards, peut

hampa constituer une solution d'avenir et. en particulier, concilier deux impératifa opposés : maintenir hors de l'appet du doller un capital génécourses et notre élevage en partie ouverts à la concurrence et au mat-

10 seman

ché internationaux. Une initiative prometteuse. sulvre avec attention, même si cartaines modalités (la réunico de cent épouses de Labus dans ba même haras) sont discutables.

Du bon Autsuli, dimanche, ave Prix Montgomery, même Matataro, oui aprait dù y portei 75 Idios, avait - sagement décliné la lutte. La victoire es revenue à V'ia Paramé, mais une demi-longueur seulement devent un petit cachotler de Miroulemont qui, manifestement, avait ou des idées derrière le sabot loraque, deux nemaines plus tôt, il n'avait terminé que quatrième du Prix Richard-Hennessy.

Voilà queiques mois, Via Paramé était entraîné en Maine-et-Loire. Un autre gagnant important de dimanche, Bopro, est basé en Loire-Atlantique.

Les propriétaires d'Auteuil ont raison quand, pour justifier leur « association de la troisième force ». ils disent : - Nous n'avons rien à voir eyec les Niarchos, Sangster, Fustok et autres. Hunt, les nouveaux maîtres de Longchamp. »

Longchamp s'est donné à l'Amérique. Auteuli est en train de retrouver ses racines en province.

LOUIS DENIEL

Photographie

Offensive germano-belge

GFA-GEVAERT. le groupe germano-belge de la photographie, fait son entrée dans le domaine de la photo instantanée avec deux procédés, le Copyproof Conleur (en cours de lancement) et l'Agfachrome Speed (qui ne sera disponible qu'en juin 1988). C'est ainsi la dernière des quatre grandes firmes de l'industrie photochimique (Kodak, Polaroid et Fuji étant les trois autres) à s'antéresser à cette forme de photo, ce qui est assez paradoxal lorsqu'on sait que ce sont des ingénieurs de leurs laboratoires de recherche mêmes de la photo instantanée (1). De plus, en y venant aujourd'hui, la société Agia-Gevaert ne le fait pas comme Polaroid, Kodak ou Fuji, avec des matériels de prise de vue, mals avec des produits pour le tirage d'épreuves en couleurs (Agischrome Speed) ou pour la reproduction en couleurs de photos et autres documents (Copyproof Couleur).

If Agfachrome Speed s'apparente au procédé Ektaflex de Kodak (2), qui permet aux amateurs de tirer leurs photos en couleurs en éliminant toutes les opérations de laboratoire. Il est essentiellement constitué d'une feuille sensible comportant onse conches, destinée à l'agrandisse-

COMMENT PHOTOGRAPHIER

Bordas

LE MONDE A LIVRES OUVERTS

ment des photos. Les traitements conventionnels en plusieurs hains sont suporimés. La feuille est tout d'abord exposée sous un agrandisseur dans lequel a été placée une dispositive. Elle est ensuite simplement plongée dans un activateur liquide qui, en quatrevingt-dix secondes, fait apparaitre progressivement l'image. Le processus de cette formation est celui de tous les procédés de photo instantanée : l'activateur pénètre dans les conches et y provoque le développement de l'image négative : il s'y forme donc des grains d'argent qui ont la propriété d'immobiliser colorants (jaune, magenta cyan) dans les trois couches où ils ont été incorporés par le fabricant. Simultanément, les colorants situés dans ces mêmes couches, mais dans les zones non exposées à la lumière de l'agrandisseur, ne peuvent pas être immobilisés car il ne s'y forme aucun grain d'argent : ces colorants, qui correspondent à l'image positive, migrent en traversant les couches et vont se fixer dans une couche réceptrice près de la surface où ils donnent l'image visible. Il suffit ensuite de laver cina minutes et de sécher

l'épreuve. Outre sa simplicité d'emploi. , l'Agfachrome Speed a deux avantages : d'une part, il est utillsable à n'importe quelle tempé-

grand maître du mu le choix des modéles

l'éclairage du stadio, le prise de que en extérieur, les effets spéciales. Avec 150 photos couleurs, 250 en nick ét

blanc et l'éléchéries explicatifs qui vont vous livrer tous les secrets des grands

photographes du nu

224 pages Prix: 145 F.

THE REST.

rature entre 18 et 24°C : d'antre part, un seul type de papier suffit (on augmente le contraste de l'image en ajoutant 10 % d'eau dans l'activateur et on l'adoucit en ajoutant 2 grammes de bromure de potassium par litre d'activateur).

Par rapport au procédé Ektaflex de Kodak, l'Agfachrome Speed présente plusieurs différences : il sera disponible dans tous les formats classiques de papier, du 13 x 18 au 50 x 60 cm. alors qu'il n'existe que deux formats Ektaflex: 13 x 18 et 20 x 25 cm.; le procédé Agfa ne permet que l'agrandissement des diapositives, tandis que l'Ektaflex autorise aussi le tirage des négatifs en couleurs; enfin, l'Agfachrome Speed fait appel seulement à une feuille de papier, alors que l'Ektaflex utilise un film et un papier qui sont assemblés le temps du développement, temps pendant lequel les colorants migrent du négatif sur la feuille positive.

De ce demier point de vue, le second procédé d'Agfa, le Copyproof Couleur se rapproche plus de l'Ektaflex : il fait appel à un film que l'utilisateur expose sur un banc de reproduction ou sous un agrandisseur, et qui doit ensuite être assemblé à une feuille de papier Copyproof, en sandwich (au moyen d'une développeuse Agfa ou d'autres marques); en l'espace d'une minute. en présence d'un activateur, le film se développe et ses colorants correspondant à l'image positive, sont transférés sur le papier positif. Il suffit, enfin, de séparer le film du papier pour obtenir la reproduction couleur.

Le procédé est essentiellement destiné à la copie des documents en couleurs (imprimés, dessins, schémas, etc.), de diapositives ou d'épreuves photographiques au rapport de 1 sur 1, par réduction ou par agrandissement.

Les nouveaux procédés d'Agfa-Gevaert montrent, s'il en était encore besoin, l'élargissement des utilisations de la photo à développement instantané qui fait une percée en reprographie. Dans un récent article (3), nous avons déjà indiqué qu'il serait également possible, des les premiers mois de 1983, de prendre des diapositives 34 × 36 avec un film à développement instantané (Polachrome 35), ce qui n'existait pas à ce jour. Ainsi, il n'est plus aucun domaine réservé à la photographie conventionnelle, et les deux catégories de procédés sont appelées à évoluer ensemble, en concurrence ou en se complétant.

ROGER BELLONE.

(1) Les premiers procédés de photo instantanés, commercialisés en 1948 par Polarold, avaient été étudiés dès 1943 par le docteur E.-H. Land, fondateur de la firme. Mala leurs principes avaient été découverts trois ou quaire ans auparavant par André Bott, de la société Gevaert, et par Edith Weyde de la société Agra (firmes alors autonomes), qui avaient chacun déposé un brevet, respectivement en 1940 et en 1941. (2) Voir le Monde du 30 mai 1981. (3) Voir le Monde du 30 octo-bre 1982.

Une semaine avec Chempanis -

Ardenne parsage le

sort des régions du

nord-est de la France en matière de

scolarisation. A des degrés divers,

ces régions sont en état de sous-

développement scolaire. » Le

constat de M. Christian Forestier,

recteur de l'académie de Reims, est

sévère mais lucide. Depuis un an

qu'il occupe ses fonctions à Reims,

M. Forestier a constaté que - le

retard de la région en matière sco-

laire est un réel sujet d'inquié-

de Saint-Etienne, cet enseignant de

trente-huit ans avoue sa surprise

lorsqu'il a découvert peu après sa

nomination que « tous les indica-

teurs étaient franchement mau-

vais . Il cite : la préscolarisation

des enfants de trois ans « encore

médiocre », le pourcentage d'élèves

intégrant le collège avec deux ans de

retard et plus, - accablant pour

l'academie », la sous-scolarisation

flagrante dans les lycées » et

l'insuffisance des effectifs d'étu-

diants accueillis à l'université de

La recherche des causes de ces

mauvaises performances scolaires

n'est pas aisée. M. Forestier évoque

l'absence d'émulation dans une

région où, jusqu'à une époque

récente, les jeunes trouvaient encore

du travail dans l'industrie ou l'agri-

culture. Les entreprises, souvent de

taille moyenne, avaient un personnel

peu qualifié. L'emploi n'était pas

encore, il v a une dizaine d'années,

une préoccupation pour des ieunes

que le système scolaire ne parvenait

Ancien président de l'université

tude ».

Reims.

pas à intégrer.

ds riches

germano-be:

Un sous-développement scolaire inquiétant pour l'avenir de la région

Retour à l'école

Une chose est sure cependant pour le recteur. Ses prédécesseurs, qu'ils se nomment Mme Alice Saunier-Selté ou M. Jean-Louis Boursin, n'ont pas - suffisamment mis en lumière - les mauvaises performances scolaires de la région. Lui s'est efforcé de faire prendre conscience aux responsables politiques régionaux, aux partenaires du système éducatif, parents et enseignants, et aux chefs d'entreprise,

Presse

à plusieurs voix

(Lire page 18, Particle de CLAUDE DURIEUX.)

Selon M. Forestier, la sensibilisation de tous les habitants est un fac-

teur indispensable. « première étape

recteur ne néglige pas les efforts

matériels qui doivent être saits pour

améliorer le fonctionnement du sys-

tème éducatif. Pour augmenter la

capacité d'accueil des lycées, il juge

indispensable de construire deux

nouveaux établissements, avec lycée

d'enseignement professionne!

(LEP) intégré, l'un dans la Marne,

l'autre dans l'Aube. Mais pour

M. Forestier les moyens nouveaux

en équipements ne suffisent pas si la

formation initiale et continue des

personnels enseignants n'est pas

vers le redressement . Bien sûr.

des problèmes de l'académie.

améliorée. Un phénomène l'inquiète particulièrement, comme ses collègues et amis recteurs d'Amiens ou de Rouen, c'est l'absence de stabilité des enseignants. * Notre pays ne pourra pas connaître un développement harmonieux tant que subsistera cette migration des cadres intellectuels du nord vers le sud. explique-t-il, en' soulignant que la région Champagne-Ardenne - pale chaque année un lourd tribut à ce phénomène bien français devenu

intolérable ». Premier point, éviter

de considérer comme une sanction le

fait d'être amené à travailler dans la

France du Nord, affirme un homme

qui, après de longues années dans la

région Ivonnaise, fait la découverte

avec sa famille des brouillards, mais

aussi - des belles couleurs

d'automne du vignoble champe-

Mais la solution idéale est, selon

M. Forestier, de faciliter l'accès au

corps professoral de jeunes de la

région · afin de constituer un enca-

drement stable et bien intégré dans

la vie locale. Actuellement, le

nombre d'étudiants rémois qui réus-

sissent les concours de l'enseigne-

faible (la proportion se situe aux alentours de 0.9 %, alors qu'elle est de 2,5 % en moyenne nationale).

Pour éviter d'e importer des pross. le recteur souhaite que l'université de Reims, de taille moyenne avec ses treize mille étudiants, développe ses formations, même traditionnelles. Elle doit selon lui, accroître sa population universitaire afin de la rapprocher de celle des régions méridionales. qui comptent deux fois et demie plus d'étudiants. Mais là encore se pose un problème de personnels ensejgnants. Assez peu d'universitaires résident dans la région. Beaucoup sont des Parisiens qui n'hésitent pas passer quelques heures dans le train pour venir faire leurs cours. Pour favoriser leur implantation, le recteur souhaite que la recherche se développe à l'université, et, à ce sujet, il regrette « que la région soit une des trois régions françaises (avec l'Ile-de-France et la Haute-Normandie) qui n'accordent pas de subventions à la recherche alors que, par exemple, la Franche-Comte et les Pays de la Loire y consacrent plus de 15 % de leur budget total régional -.

Installé dans les bureaux récents du rectorat. M. Forestier veut « insuffler un renouveau dans les écoles, collèges et lycées ». Il pense que l'injection de moyens financiers n'est pas suffisante : • Il faut, en plus, modifier les structures et les attitudes, susciter et encourager les initiatives, instaurer la transparence

dans l'institution scolaire. » Rude tâche pour un jeune rec-

SERGE BOLLOCH.

ment - CAPES et agrégation - est

vers l'unisson

Pour une vraie communauté entre la Champagne et l'Ardenne : les projets de M. Bernard Stasi (président du conseil régional)

« Les quatre départements qui composent la région Champagne - Ardenne sont très différents, n'ont pas toujours des préoccupations et des perspectives communes, paraissent parfois tenter de s'ignorer les sus les autres. Où réside, selon vous, l'unité de la région ?

- C'est vrai, l'unité de la région n'est pas apparente. La Champagne-Ardenne ne forme pas une région historique aux frontières fixées depuis des siècles, comme, par exemple, l'Alsace ou la Bretagne - encore que, pour la Bretagne, il y a, je crois, quelques problèmes de délimi-

» Par ailleurs, la région est très étendue. La distance est longue entre la pointe de Givet, qui s'ensonce en Belgique, et l'extrême sud de la Haute-Marne, aux confins de la Bourgogne, et les liaisons ne sont pas

» Il est également exact qu'ici comme ailleurs deux siècles de vie départementale ont créé des habitudes et des réflexes.

» Enfin, la Champagne-Ardenne est une zone de passage, c'est-à-dire un lieu ouvert à toutes les invasions comme à toutes les influences. Une telle situation ne facilite guère l'affirmation, le maintien, le développement d'une spécificité provinciale.

Ardenne existe.

Marne et l'Aubc. au cours des siècles ont forgé une

" Cela dit, la Champagne-

grandes similitudes existent entre la » Les épreuves subies en commun

certaine commanauté de destin. - Je suis heureux de constater que le travail accompli ensemble au

cours de ces dernières années commence à porter ses fruits. Dans nos débats, au conseil régional, la prise s'affirment et s'imposent, dans nos réflexions comme dans notre action, l'esprit régional, la volonté de la - Quelles sout les priorités

que, de plus en plus, se dégagent

que le conseil régional que vous présidez se fixe pour renforcer l'unité et favoriser le développement de la région ?

- Depuis le 15 avril dernier, date à laquelle les présidents de conseils régionaux ont reçu l'exécutif de leur région, j'ai, en effet, été amené à préciser les directions dans lesquelles j'entends conduire le développement de la Champagne-Ardenne. Plusieurs priorités ont été définies, qui ont d'ailleurs été adoptées par l'ensemble des élus régionaux, toutes tendances confondues. On les retrouve exprimées aussi bien dans nos propositions pour l'élaboration du IX. Plan que dans les orientations que nous avons fixées pour le

 La lutte contre le chômage apparaît évidemment comme la toute menée dans trois directions : la mo-

» Par ailleurs, nous avons adopté un schéma routier régional qui, après les actions engagées les années précédentes en saveur des liaisons départementales, prévoit un renforcement des grands axes, tels que l'axe Epernay - Reims - Charleville - Mézières - frontière belge, et l'axe Châlons-Saint-Dizier-Chaumont.

de leur maison mère

Les arts et métiers

tentent de redorer le blason

Le Monde

Pauv' Gadz'Arts

d'années déià. Gadz'Arts, ou si l'on présère les ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure des arts et mêtiers (ENSAM), sont beaucoup moins présents dans Châlons-sur-Marne. qu'ils n'animent plus autant que naguère par leurs sêtes, leurs bals, leurs monômes, leurs terribles canulars, par leur participation aussi à la vie culturelle et sportive locale. Certes, ils continuent à déambuler dans leurs blouses dépenaillées ou dans leur sier uniforme qui les fait saluer comme des officiers de marine par les bleus sortis de leurs casernes, mais ils ont moins de temps à consacrer à leurs loisirs, à leurs sacro-saintes traditions et à la culture intensive de l'esprit de corps. lls disparaissent maintenant chaque week-end pour gagner les départements de l'Est ou la région parisienne, d'où la plupart sont irigi-

Ils sont aussi moins nombreux. Alors que chaque promotion (cent vingt élèves) passait auparavant trois ans à Châlons avant la quatrième et dernière année à Paris, la préparation du concours d'entrée se fait maintenant en deux années au lieu d'une; en compensation, les élèves ne séjournent plus que deux ans dans l'un des six centres de province avant l'année terminale dans la capitale.

Les Châlonnais sont d'autant plus fiers de . leur » école qu'elle est la plus ancienne des six. Installée depuis 1806, elle descend directement de l'école de Liancourt (Oise), fondée en 1780 par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt. Les Châlonnais savent aussi en quelle estime sont tenus par l'industrie les ingénieurs des arts et métiers, « généralistes » dont la mécanique constitue la discipline de base, entourée d'autres disciplines satellites: métallurgie, thermique, électronique automatique, informatique, etc.

L'école elle-même, le « tabagn's » comme disent les Gadz'Arts dans leur étonnant jargon, ne manque pas d'allure avec sa façade XVIII siècle héritée du séminaire auquel elle a succédé. En fait, les bâtiments sont vétustes, mises à part quelques parties récemment refaites. Les locaux pédagogiques et les ateliers sont insuffisants: les machines ont en moyenne trente ans d'age, en dépit des efforts faits en matière d'informatique, d'électronique. Ces insuffisances regrettables ne sont cependant pas trop préjudiciables, assure-t-on, compte tenu de l'évolution des enseignements dispensés.

Cette pauvreté relative de l'école châlonnaise résulte de la modicité des allocations qui lui sont versées et de la trop maigre part qu'elle reçoit de la taxe d'apprentissage. Elle a la malchance, en esset, de recruter une bonne partie de ses élèves dans les départements qui formaient l'Alsace-Lorraine et qui, à ce titre, sont exonérés de la taxe.

Sans doute bénéficiera-t-elle de « retombées » plus substantielles dans la mesure où elle parviendra à concrétiser davantage sa grande ambition: devenir un véritable centre d'applications technologiques au service des P.M.I. de la région. Déià fonctionnent une Société d'étude et de recherches des arts et métiers. qui passe des contrats avec des entreprises, et, surtout, en coopération avec l'université de Reims, un Institut supérieur des états de surface, de réputation européenne, qui est en liaison avec l'industrie.

C'est dans cette voie que l'école entend continuer à progresser. Elle répond à la vocation naturelle d'un corps de professeurs essentiellement concepteurs plutôt que tournés vers la recherche fondamentale, de professeurs de laboratoires qui peuvent mener à bien les premières manipulations, de professeurs d'ateliers capables de résondre les problèmes de mise en œuvre industrielle.

Scule école d'ingénieurs de la Champagne-Ardenne, l'ENSAM de Châlons est sans aucun doute une richesse pour la région, que celle-ci ne peut laisser se perdre.

MICHEL MARTIN.

Les réalités

(Lire page 16 les déclarations du président du Comité économique et social.)

avant les théories

» Nos quatre départements présentent un nombre suffisant de convergences, de complémentarités. pour justifier leur appartenance à une même région. Ainsi, les Ardennes et la Haute-Marne ont un relief et des types de production parfaitement comparables, et de

Préfecture de la Marne

Capitale administrative de la Champagne-Ardenne

CHALONS-SUR-MARNE

A 180 km de Paris et 260 km de la Lorraine par l'A 4

UNE VILLE QUI S'AFFIRME

carrefour ferroviaire, centre agricole, industriel et commercial

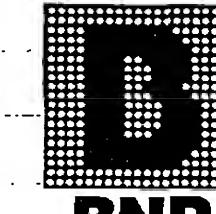
en considération de l'intérêt général l'emporte de plus en plus souvent sur les rivalités ou les surenchères départementales.

- C'est, en tout cas, ma responsabilité de veiller à ce que la région soit autre chose qu'un conglomérat de départements, de faire en sorte

budget 1983.

première de nos priorités. Elle sera dernisation et la diversification du tissu économique, l'amélioration de l'environnement de l'entreprise, la mise en place d'un système d'aides. Nous poursuivons également un effort particulièrement vigoureux dans les domaines de la formation, du logement, et de l'énergie.

(Lire la suite page 16.)



BNP

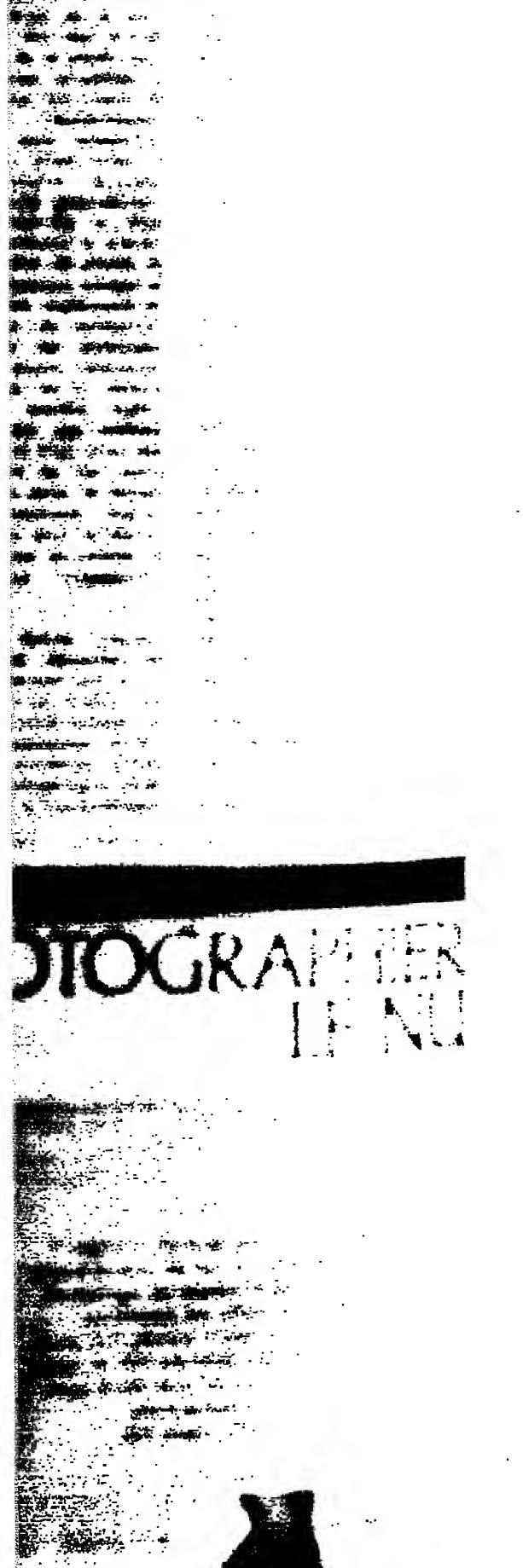
- La BANQUE NATIONALE DE PARIS est la première banque française sur le marché international.
- La BANQUE NATIONALE DE PARIS est aussi une banque de conseil qui aide les entreprises dans le choix du financement de leurs investissements.

En CHAMPAGNE-ARDENNE, la BNP est une banque qui s'associe activement à la vie régionale.

La création, le développement de votre entreprise ou de votre exploitation, l'innovation ou l'investissement sont autant de raisons pour consulter la BNP qui met à votre disposition la diversité de ses services et la pratique de ses collaborateurs.

BANQUE NATIONALE DE PARIS





Appropriately by:

Comptes et mécomptes dans les bilans des entreprises

L'industrie du sombre au clair

Des bonnetiers dans le bon vent

Les « lampes rouges » de la C.G.T.

N cette période de grande incertitude économique, il faut être prudent dans ses diagnostics. Etre en bonne santé aujourd'hui n'exclut pas que demain l'on puisse tomber gravement malade.

Aussi bien, à Troyes, se contentet-on de dire : «Oui, en ce moment, la bonneterie, ça ne marche pas trop mal...» Et il est de fait que la situation de la principale industrie troyenne et auboise semble meilleure que celle des autres secteurs du textile.

Pour quelles raisons la maille souffre-t-elle moins que le chaîne et trame? Habituée à des crises cycliques, l'industrie bonnetière a su réagir avec dynamisme et s'adapter aux conditions évolutives du marché, Epousant son temps, elle a mis dans son jeu les avancées de la technologie. La bonneterie bénésicie d'être proche du consommateur, d'avoir des capacités de réaction plus rapides, davantage de souplesse. Le bonnetier achète son fil et sort son article. Nul besoin d'intermédiaire. d'étape supplémentaire, dans le processus de fabrication.

Produisant son tricot et élaborant son style, la bonneterie profite largement de l'« effet mode », colle aux goûts du consommateur.

En 1981, les ventes ont été bonnes, les bilans ont dégagé une marge de 2,2 %. Le chiffre d'affaires de la bonneterie a été en hausse de 4 %. Mais les effectifs ont diminué de 9 % et la consommation de fibres de 4 %. Cette apparente contradiction s'explique par le développement de la fabrication d'articles comportant une valeur ajoutée supérieure (training, articles de sports, vêtements tels que robes, etc.).

En 1982, la consommation française aura augmenté de 2 %, les importations de 28 %, les exportations de 8 %. Les effectifs auront diminué de 1 % et le chiffre d'affaires aura monté de 16 %.

En 1982, les bonnetiers ont bien vendu, mais sans toujours bien discerner pourquoi le marché était bon et les prises de commandes nombrenses. Quand ils avancent une explication, ils pensent généralement que les commerçants, les détaillants avaient tellement déstocké, qu'ils ont dû reconstituer leurs stocks.

Mais ce présent satisfaisant n'estil qu'un répit? C'est la grande question actuelle. Car, fondamentalement, la bonneterie française est en déclin. En 1973, elle occupait dans

l'Aube 25 000 personnes. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 18 500 pour fabriquer chaussettes, sous-vêtements, survêtements, prêtsà-porter, tec-shirts, pull-overs, habillement.

Le marché français est de plus en plus vulnérable à la concurrence étrangère. La consommation française, pour 57 %, se fait en produits étrangers. En trois ans, la pénétration étrangère est passée de 45 % à 57 %. Pour les pull-overs, elle a atteint le niveau critique de 80 %.

Un important bonnetier troyen, développant ces chissres sur l'avenir, annonçait, en riant jaune, qu'à ce rythme la disparition de la bonnete-rie française était programmée pour 1983. Un fait est certain : les efforts développés pour freiner ces importations n'out pas donné grand résultat. L'accord multisibre n'a pas eu tous les effets espérés.

Il ne faut pas oublier, en effet, que deux tiers des importations viennent des pays de la Communauté, entre lesquels la circulation des articles est libre. Comment contrôler sérieusement leur origine? C'est tout le problème du marquage, jamais réglé.

Les champions de l'exportation sont l'Allemagne fédérale et l'Italie. L'Allemagne de l'Ouest a connu une forte chute de sa production, mais elle exporte toujours davantage parce qu'elle importe beaucoup. On sait très bien qu'elle vend de nombreux articles fabriqués dans les pays de l'Est. Bien des bonnetiers s'interrogent. N'auraient-ils pas dû. eux aussi, délaisser les productions pour se consacrer davantage au négoce, se faire, sur une grande échelle, importateur? N'auraient-ils pas du, aussi, aller fabriquer à l'étranger dans les pays à faible coût de revient, comme le sait également l'Allemagne? Ne seront-ils pas pénalisés pour avoir voulu maintenis les productions françaises?

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils nourrissent cette interrogation. Mais, en réalité, si d'une manière générale ils n'y ont pas répondu positivement, c'est parce qu'une telle éventualité ne correspond pas à leur esprit. Et puis, faut-il évoquer l'hostilité profonde des syndicats à une telle solution!

Autre question souvent posée : que se passera-t-il quand le gouvernement cessera d'accorder au textile l'allègement de ses charges sociales. La relative bonne santé de la bonneterie en 1982 n'est-elle pas dû, surtout, à la décision du pouvoir de consentir pour un an un allègement de 12 à 10 % des charges sociales, de mars 1982 à mars 1983, avec comme condition l'obligation d'investir et de maintenir l'emploion de limiter sa diminution.

Cette mesure du gouvernement a été jugée courageuse par la profession. On a bon espoir qu'elle sera reconduite. Présigure-t-elle, se demandent certains, des mesures plus générales de budgétisation, de fiscalisation, des dépenses sociales?

Est-ce un test appelé à durer, ou un ballon d'oxygène dont le robinet sera un jour sermé? L'année 1983 est regardée avec inquiétude chez les bonnetiers. La sortie du blocage des prix, comment se sera-t-elle? Dans une industrie où l'on travaille par collections, les prix seront-ils libérés l'été prochain?

Les motifs d'espérer et de douter s'entrecroisent, se mêlent. Le textile troyen a déjà fait face dans son histoire à de graves crises. Il les a tonjours surmontées. Maigré des craintes réelles, personne tout de même n'imagine Troyes sans sa bonneterie, cette bonneterie qui, au fil des siècles, a témoigné pour un patronat dynamique et ouvert au progrès, un encadrement compétent et une main-d'œuvre, notamment féminine, d'une exceptionnelle qualification.

ANDRÉ BRULEY.

INGT années d'absence de véritables choix en matière de politique industrielle, un outil de travail qui date, avec des unités de production classiques à la chaîne, dans des établissements dépendant de sièges sociaux extérieurs à la région, le redéploiement industriel, avec toutes ses conséquences, tout cela fait que la région se trouve confrontée à de graves difficultés. Le chômage qui continue de se situer à un haut niveau (55.000 demandeurs d'emplois, plus de 10 % de la population active) est intolérable.

Une autre perspective est possible, la région a des atouts inexploités, une agriculture performante, une forêt importante, mais pas ou peu d'industries de transformation en relais. Voilà, entre autres, ce qui pourrait participer à une réactivation de la région dans le moyen terme. C'est dans cet esprit que la C.G.T. en Champagne-Ardenne entend œuvrer dans le cadre des comités économiques et sociaux renouvelés.

La loi de décentralisation du 3 mars 1982 ne correspond pas, certes, aux positions de la C.G.T., cela n'en constitue pas moins une avancée démocratique, la volonté affirmée du gouvernement, du Parlement, de vouloir donner la citoyenneté à chaque Français; dans la démarche, cela correspond aux objectifs de notre organisation.

Le niveau qui nous occupe n'est pas coupé des autres: l'État, le département, la commune, le citoyen. Nous ne méconnaissons pas les défauts, les vices engendrés par plus de vingt années de pouvoir de la droite, d'une Constitution qui personnalise, favorisant la délégation de pouvoir. Nous ne méconnaissons pas les obstacles auxquels nous allons être confrontés, renforcés d'ailleurs par la composition du conseil régional. Cela dit, le groupe C.G.T. au C.E.S entend, d'une part assumer toutes ses responsabilités, tant au bureau que dans les commissions, d'autre part être une force de proposi-

tions en liaison directe avec le comité régional, les unions départementales, les syndicats, les salariés.

D'autre part, le poids spécifique des organisations syndicales dans le nouveau C.E.S. (vingt-trois sur soixante-six au lieu de neuf sur cinquante-quatre) doit, même s'il y a des différences, des divergences, être une force qui, avec d'autres représentants socio-professionnels (culturel, familial, mutualiste, etc.), peut faire bouger, changer les orientations.

En nous appuyant d'une part, car elles existent, sur les orientations définies par le C.E.S. sortant et le conseil régional dans le cadre du plan quinquennal, d'autre part sur notre volonté de produire français, de reconquérir le marché intérieur, nous élaborons nos propres propositions, notamment : la forêt et la filière bois ; l'agro-alimentaire ; le schéma régional des transports en partant de la loi cadre qui vient d'être votée en première lecture au Parlement.

La France possède 45 % des forêts de la Communauté économique européenne. Or la filière bois se situe au second rang du déficit de la balance commerciale (12 milliards en 1981). Les importations de meubles ont augmenté de 35 % dans le dernier trimestre 1981, alors que l'on licencie chez Erop à Epernay, chez Leroy à Vitry-le-François, des panneaux de particules et contre-plaqués provenant des pays européens, sont estampillés et revendus sous le label de ce groupe, nous pourrions multiplier les exemples.

S'agissant de l'agro-alimentaire dans les Ardennes: pour la filiale viande, seulement l % de la production est transformé dans le département; pour la filière céréales, moins de 5 % de la production sont transformé. Cela est intolérable.

RENÉ POUSSET, secrétaire du comité régional de la C.G.T. Ü

VERRIER DE REIMS

Robots à bouteilles

E suis un compatriote de d'Artagnan, mais ie ne me K. J. sens guère proche de lui, à cause de son manque de modestie. » André Ferras parle avec simplicité de choses très compliquées. Ce Gascon de quarante-deux ans, juvénile et fin, à la fois discret et ouvert amateur de rugby, de théâtre et de cinéma marié et père de trois enfants, est polytechnicien. Čela ne l'empêche pas d'être modeste. Il dirige à Reims l'usine Boussois Souchon Neuvesel. l'une des grosses entreprises de la région (700 personnes). Il en tire beaucoup de joie, mais aucune vanité. Sa sierté: avoir réussi, sans trop d'à-coups, l'automatisation presque totale d'une usine de haute tradition.

«Le secteur privé, c'est la waie vie...», dit cet ancien X. Non qu'il regrette le ministère de la coopération de ses débuts. Grâce à lui, il a connu l'Afrique, ses fascinations et ses problèmes. A Libreville, il a mis en place un institut de formation en informatique. Il voyagea aux Etat-Unis

pour y voir de près les réalités économiques et sociales. A son retour en France, B.S.N. et lui choisissent. Il n'y entre pas par hasard : le projet économique et surtout social du groupe correspond à son projet personnel.

Antoine Riboud l'envoie à Reims. Ce travailleur immigré, natif de Pau, comme il aime à dire, trouve dans l'ancienne ville du sacre une usine où la tradition ancestrale est aussi forte que le syndicalisme, et des verriers attachés à leur métier. La production de bouteilles est étroitement dépendante de celle du vin de Champagne. Le marché existe, mais il ne s'accroît pas. En revanche, les contraintes se font plus fortes : prix du fuel dont cette industrie est dévoreuse, exigences de la clientèle, réglementation du travail, revendications, environnement. Pour rendre cette production compétitive, il, faut la diversifier, faire des économies d'énergie, donc moderniser et améliorer la productivité.

En quelques années, les robots font leur entrée dans les ateliers, chassant cent cinquante ouvriers et bouleversant les gestes et les habitudes mentales de ceux qui restent et doivent se former à des tâches nouvelles. « La mutation fut très dure... », reconnaît André Ferras.

Le jeune patron de l'usine B.S.N. de Reims en a tiré une leçon : à savoir que ce qui compte le plus dans ce dernier quart de siècle, c'est de relever les désis, « Nous sommes à la croisée des chemins, constate André Ferras. Lequel faut-il prendre pour ne pas aboutir à une impasse? Je suis optimiste : je suis sur que nous choisirons le bon. »

Quand on lui demande ce qui, aujourd'hui, est le plus important pour un chef d'entreprise, André Ferras répond sans hésiter : réussir à adapter les hommes aux transformations technologiques.

MAURICE SALECK

CHAMPAGNE-ARDENNE

On n'exporte pas que du Champagne...

mais aussi des productions et du machinisme agricoles, des produits textiles, métallurgiques et chimiques

Grâce à sa situation géographique et sa tradition, notre région maintient son sens de l'accueil et des échanges.

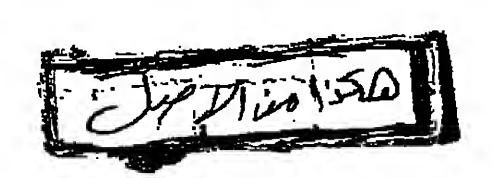
Nous savons adopter ceux qui, dotés d'un même tempérament, ont envie de se développer avec nous. Pour être prêts demain, le Conseil Régional a décidé de porter ses efforts sur:

•les voies de communication: déjà traversée par l'autoroute Paris-Strasbourg, notre région le sera bientôt, du Nord au Sud, par l'A 26 Calais-Dijon.

• l'agro-alimentaire: cette industrie doit devenir l'une des forces de Champagne-Ardenne qui, déjà, est la première région de France pour ses productions céréalière et sucrière.

• les filières de pointe: la télématique, l'informatique comme l'innovation technologique bénéficieront d'un soutien constant avec le concours de l'Université.

Conseil Régional de Champagne-Ardenne 1, cours d'Ormesson 51000 Châlons-Sur-Marne Tél.: (26) 64 91 51



Falletien, 11 de 13 t.

On commence ici aussi à accepter la responsabilité au féminin

Femmes aux avant-postes

Coiffeuse et présidente

A chambre des métiers de la Haute-Marne, rue Decrès, à Chaumont, est à la fois la plus ancienne et la plus petite de France. Elle a été créée en 1929, sur l'initiative d'un député de l'époque, M. Joseph Courtier. Mª Colette Bruchet en est la présidente depuis un peu plus de cinq ans. Dans ce département, elle est la première semme à accéder à ce poste. Elle est aussi présidente du syndicat des

Petite, la chambre, avec ses deux mille neuf cents ressortissants, mais pas inactive. Il est vrai que tous les domaines de l'artisanat y sont repré-sentés. Autour de la présidente, quarante membres élus parmi les chefs d'entreprise, les représentants des organisations professionnelles et les

compagnons. Dynamisme, volonté et détermination semblent être les qualités dominantes de M Bruchet. Il est vrai que l'ouvrage ne lui a pas manqué. A peine en place, elle a di, avec son équipe, veiller à la réalisa-

tion du centre de formation des apprentis, qui n'en était alors qu'à l'état de projet. Aujourd'hui, on y accueille plus de cinq cents élèves par an, dans les métiers de l'alimentation, de l'automobile, de la coutellerie, de la coiffure, de l'hôtellerie et

Autre sujet de fierté pour la présidente : la zone artisanale de Nogent, dont la chambre des métiers a été le promoteur et où exercent actuellement neuf artisans.

Une grande partie de l'effort, donc, a été consacré à la formation aussi bien des jeunes que des professionnels. La chambre prépare aux brevets de maîtrise, donne des cours d'initiation à la gestion, organise des stages dans le cadre du fonds d'assurance-formation.

Et puis il s'agit aussi de garantir au mieux l'image de marque de la Haute-Marne. La chambre participe aux foires-expositions, aux réunions régionales et départementales concernant le secteur des métiers,

réalise de nombreuses enquêtes statistiques, se veut le conseil et le soutien des artisans. Tout cela ne constitue pas une

mince affaire et la présidence exige beaucoup de celle qui l'exerce et qui continue, par ailleurs, son propre métier de coiffense. « On voudrait, dit M. Bruchet, que la présidente soit toujours là Pour ma part, je consacre à ces activités trente à moyenne. La fonction est passionnante. Si elle n'est pas de tout repos, on y apprend beaucoup et il faut avoir la modestie d'accepter de faire un véritable apprentissage.

Quant à ses motivations person-nelles, la présidente, qui siègea au bureau pendant trois années avant son élection, se montre discrète · Pour une semme, dit-elle, il est plus difficile de s'imposer, mais on vous propose d'abord, on vous sensibilise et vous acceptez. Quand on est entourée de personnes sympathiques et compétentes, il ne reste plus qu'à travailler. »

Pour plus d'efficacité encore, Mª Bruchet a entrepris de mettre en place un centre de formalités informatisées (une banque de données), comportant un répertoire des métiers et tout ce qu'il faut savoir des contrats d'apprentissage. Prévu pour fin 1983, ce système sera opérationnel au début de l'année suivante. Un spécialiste y sera attaché en permanence, de sorte que l'adhérent soit en mesure de connaître, dans les plus brefs délais, tout ce qui

touche à sa profession. Quelques zones d'ombre : la crise, bien sûr, qui a plus particulièrement touché le bâtiment, la boucherie et la coiffure, et le travail au noir, véritable plaie en période de chômage.

« Pensez que certains parviennent de cette façon à construire des mai-sons entières, dit M= Bruchet, mais il est difficile de les démasquer, car les services compétents ne travaillent pas les samedis et les dimanches. Or c'est surtout pendant ces jours-là que s'effectue le travail au

YVES-MARIE DEBANDE.

Dame de la recherche

Parmi les onze premiers délégués régionaux à la recherche nommés en juin 1982, une femme : M Brigitte Gentil, universitaire à Reins. Elle a commencé à travailler sur la région : elle nous explique comment.

ONGTEMPS embryonnaire ou figée dans des structures jeunes, donc trop peu étoffées, ou bien réparties dans quelques entre-prises dynamiques, mais apparte-nant à des secteurs industriels fort différents, la recherche en Champagne-Ardenne prend aujourd'hui un second souffie.

Elle vient d'évaluer toutes les possibilités, afin de savoriser le nouveau développement économique d'une région dont on pense trop souvent que l'industrie et le négoce du champagne suffisent à assurer un développement cohérent à long terme.

C'est ignorer la réalité d'un tissu industriel où dominent largement la fonderie et le travail des métaux, la bonneterie, et, d'une manière générale, des secteurs traditionnels à faible valeur ajoutée composés surtout de P.M.I. pour la plupart vulnéra-bles, prises de plein fouet par la crise et les nécessités de la conversion. Comme disent certains économistes de la région : « Le champagne cache la Champagne. »

Le travail à accomplir est donc très important et la recherche de technologies nouvelles, de produits nouveaux, de clients nouveaux, devient prioritaire.

Rapprochement université-industrie

Il est vrai que certaines réformes récentes, notamment celle du ministère de la recherche et de l'industrie. la décentralisation, la planification. associant les régions et donnant priorité à l'industrie, savorisent le développement d'idées nouvelles, la recherche de synergies prometteuses, le transfert technologique d'innovations. On ajoutera aussi l'action entraînante d'un conseil régional et de l'Anvar régionale (Agence nationale pour la valorisation de la recherche). Ainsi a-t-on mene à bien une idée chère à beaucoup de décideurs de la région monter un centre de recherche en agro-alimentaire et en conditionnement, et par là même, rapprocher définitivement l'université d'une industrie agro-alimentaire dont les

produits, hormis le champagne bien

évidemment, ont jusqu'à présent été insuffisamment valorisés.

Pourtant, les productions agricoles de la fameuse Champagne pouilleuse se développeront dans des conditions économiques parmi les meilleures d'Europe, bénéficiant du dynamisme et de l'ouverture d'esprit du monde agricole. Les matières premières sont donc là. Le savoirfaire et les hommes existent. Il mé manquait plus que de rapprocher des acteurs qui jusqu'ici s'ignoraient : des chercheurs de haut niveau travaillant sur les nouvelles technologies en agro-alimentaire, sur l'alimentation de demain, et des

Originalité

Il faut dire que toutes les conditions pour mettre en place de telles équipes étaient réunies. Car la jeune et prometteuse filière de sormation scientifique et technique de l'U.E.R. de sciences (conditionnement et emballage) allait donner au centre de recherche agro-alimentaire une originalité unique en Europe.

Pour d'autres secteurs, les perspectives sont peut-être moins prometteuses. Mais c'est l'aiguillon de la crise, la recherche de compétitivité qui obligent les différents responsables à se regrouper pour faire front. Jugez-en.

La Champagne-Ardenne va voir naître un des premiers centres de transfert technologique en « productique », associant l'I.U.T. de Troyes et de Reims et l'Ecole nationale des arts et métiers de Châlons-sur-Marne. L'objectif est de créer un centre de recherche et d'innovation ouvert largement aux industriels permettant de mettre an point les futurs procédés et les futures machines, notamment en génie industriel alimentaire, en microélectronique et en automatique pour irriguer toute la traditionnelle industrie des métaux ardennaise et hautmarnaise et la bonneterie troyenne.

Mais la Champagne ne veut pas en rester là. Des secteurs industriels moins traditionnels sont aussi à développer. C'est le cas notamment de l'industrie pharmaceutique qui pourra s'appuyer sur une recherche fondamentale de haut niveau puisqu'un centre des médicaments va naître, associant encore une fois les compétences techniques de recherche confirmée rattachées au C.N.R.S. et les groupes pharmaceutiques de taille internationale.

CES ENTREPRISES QUI COMPTENT DANS LA REGION

Bur gagner du bien le savoir-faire vant mieux que le savoir "menument

la Chambre de Commerce et d'Industrie de CHALONS-sur-Marne l'expérience à votre service

> IMPLANTATIONS D'ACTIVITES, D'INDUSTRIES, D'ENTREPOTS **CONSEIL AU COMMERCE** CONSEIL PME PMI **FORMATION** COMMERCE INTERNATIONAL INNOVATION CREATION D'ENTREPRISE

CCI-2, Rue de Chastillon 51000 Châlons s/M Tél:(26) 64.48.96

Verreries Mécaniques Champenoises

BP 67 - 51053 REIMS Cedex

tél.: (26) 87.96.00

Bocaux à conserves

• Articles de table et

d'ornementation

Le Farfait #

Verres à jambe

Super

REIMS AVIATION AERODROME DE REIMS PRUNAY

B.P. 2745 - 51062 REIMS CEDEX - TEL. (26) 06-96-55

Construction d'avions légers entièrement métalliques biplaces ou quadriplaces et d'avions de travail aérien. Participation à la fabrication des FALCON 50-100-200 et des MIRAGE III et V

laboratoire électronique - entretien réparations - renouvellement - C.D.N. sous-traitances diverses.



Au cœur de la Champagne, à Mareuil-eur-Ay, la plus importante unité de production de capsules de surbouchage pour champagne, vins mousseux et tranquilles. Un matériel de haute technicité permettent d'exécuter des grandes séries et toute per-sonnéssation — impression plusieurs couleurs — flexographie ou héliographie — for-meuses grandes cadences par automate programmable. Avec cent cinquente personnes, une production annuelle de plusieurs centaines de millions CEBAL représente un élément important du tissu économique et industriel de la

Services techniques et commerciaux Route d'Ay — 51160 MAREUL-SUR-AY — tál.: 51-09-11.



YOTRE CONSEIL

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

vous propose

en CHAMPAGNE-ARDENNE

le plus vaste choix de :

- BUREAUX
- **ENTREPOTS**
- **USINES et TERRAINS**
- LOCAUX COMMERCIAUX
- AFFAIRES EN ACTIVITÉS - LOCAUX CLÉS EN MAIN
- à la vente ou en location

Renseignements: JEAN THOUARD-EST 7, rue Grande-Etape - 51000 CHALONS-SUR-MARNE Téléphone : (26) 64-34-65

Destitedles

t Chairpagne.



DE.



FAMILIA

Champex

Un partenaire « du pays » pour les entreprises dynamiques de Champagne - Ardenne

Quels que soient sa taille, son secteur d'activité (industrie, commerce, services) ou sa forme juridique (entreprise personnelle, société), votre entreprise doit impérativement poursuivre son développement. Champex, en devenant votre partenaire privilégié, vous aide à atteindre cet objectif. Bien sûr elle vous offre la gamme complète des financements et l'accès à toutes les ressources

auxquelles votre entreprise peut prétendre : mais d'abord, à partir de l'analyse de votre projet, elle établit avec vous votre stratégie linancière à moyen et long terme. Champex fait partie du réseau des 19 SDR qui offrent chacune la souplesse d'une « régionale » alliée au poids d'une « multirégionale ».

Siège social et délégation Nord : B. P. 384 51063 REIMS Cedex - Tél. (25) 40-34-75 Délégation Sud : B. P. 4056 10014 TROYES Cedex - Tél. (25) 74-89-49

Société de développement régional de Champagne - Ardenne

l'efficacité d'une régionale la force d'une multirégionale

Le patron de l'Assemblée socio-économique se méfie des idéologues

Les réalités avant la théorie

OUS l'empire de la loi de 1972, le comité économique et social régional (C.E.S.R.) était saisi par l'exécutif, détenu par le préset, de l'ensemble des dossiers soumis à la décision de l'assemblée des élus — le conseil régional, — quelle que soit la nature du texte et de la décision.

Dans les nouvelles structures (la loi de 1982 et le décret du 12 octobre dernier), l'avis n'est plus systématiquement obligatoire. L'exécutif est détenu par le président du conseil régional, et l'assemblée socio-économique ne donne plus désormais son avis que sur les grands dossiers, an même titre que le Conseil économique et social (nationai). L'assemblée politique peut, dans tous les autres cas, décider hors l'avis du C.E.S.R. C'est, à première. vue réduire l'influence que peut avoir in C.E.S.R. alors que ses membres représentent l'ensemble des forces vives de la région, affrantés aux risques de l'économie et à le sanction économique: si ses membres ne sont pas élus au suffrage universel, ils le sont par leurs pairs, chacun dans son domaine de compétence et d'activité.

Contrairement au Conseil économique et social (national) qui siège au Palais d'Iéna, où nombre de personnalités sont nommées par le gouvernement, 95 % des membres des comités économiques et socianx des régions sont élus directement par leurs mandants: membres des organisations syndicales patronales ou de salariés, des organismes professionnels de tous les secteurs de la vie économique régionale, représentants des mouvements associatifs, de jeunesse, scientifiques, culturels, etc.

C'est à travers l'ensemble de ces représentants que s'expriment les forces vives; d'une manière non pas catégorielle, les agriculteurs, les industriels et les commerçants, les salariés... ne défendant que leurs intérêts, mais au contraire chaque partenaire ayant appris à écouter et à comprendre les préoccupations des autres catégories.

Ainsi, le C.E.S.R. peut-il apparaître comme le lieu privilégié où

s'exerce une forme différente, mais non moins profonde, de la démocratic. Peut-être la démarche de certains élus pour réduire l'audience des C.E.S.R. ne constituerait-elle en définitive que la preuve par l'ab-

surde de l'importance de ces assemblées?

Face aux évolutions administratives induites par le mouvement de décentralisation, la question se pose de savoir quel sera leur avenir. Si la

nouvelle législation leur retire l'avis

obligatoire, elle leur octroie, en

échange, le droit de saisine qu'ils ne détenaient pas par le passé. En effet, la convocation des assemblées et leur ordre du jour appartenaient à l'exécutif qui se trouvait entre les mains du préfet. Aujourd'hui, la convocation et l'ordre du jour sont à l'initiative du président du conseil

Quelle peut donc être l'influence des C.E.S.R. dans la vie régionale après ce changement? Ils auront un triple rôle : émettre un avis obligatoire, conformément à la loi : statuer sur des questions qui lui sont proposées par le président du Conseil régional; se saisir des sujets qu'il souhaite voir aborder.

Ce qui signifie que l'andience des C.E.S.R. est laissée entièrement entre les mains de leurs membres et que les relations qu'ils vont avoir dans l'avenir avec les conseils régionaux et le président du Conseil régional seront déterminants pour la bonne marche des nouvelles institutions, donc pour la région. En effet, les sujets à traiter deviennent de plus en plus complexes, le champ d'intervention des collectivités locales se développe de jour en jour et aborde des domaines hier encore de la seule responsabilité des personnes privées.

Par son action dans les domaines où devrait normalement s'exercer l'initiative privée, l'État a modifié le comportement des citoyens qui, participent de moins en moins, malgré les nombreux discours officiels, de tous horizons, sur cette même participation.

Le jeu du ponvoir majoritaire donne à une moitié des citoyens le sentiment qu'elle n'a plus aucune possibilité d'influence entre deux élections, sinon descendre dans la rue et manifester, et à l'autre moitié qu'elle n'aurait plus matière à s'exprimer, sinon soutenir ceux qu'elle a

Cette idée est si fortement ancrée dans l'opinion que même des hommes et des femmes qui participent à des instances comme le Conseil économique et social et les C.E.S.R. considèrent qu'ils n'ont aucune espèce d'influence. Et certains socio-économiques envisagent de participer aux futures élections des conseils régionaux. En Corse, quelques personnalités n'ont pas résisté aux chants des sirènes.

Si, petit à petit, les droits des citoyens se transforment en contraintes imposées par les pouvoirs publics, si, parallètement, la notion du devoir disparaît; il fant alors s'interroger sur le caractère d'un tel système, où droite et devoirs s'effacent devant obligations.

Tout est organisé pour un transfert du plus grand nombre de décisions à la fonction publique ou aux

Or les initiatives ne doivent pas être prises en fonction de grandes orientations théoriques dans le domaine des idées mais bien en fonction des réalités et du tissu économique des entreprises

Ces quelques raisons montrent la nécessité de développer l'audience des comités économiques et sociaux. Un certain nombre des hommes qui ont œuvré depuis vingt ans dans les comités d'expansion ou les organisations syndicales ont une expérience et des capacités dont il serait très dommageable de ne pas profiter sous un prétexte eu sous un autre.

JACQUES RICHARD

Président du comité
économique et social
de Champagne-Ardenne

Ine région à l'unisson

(Suite de la page 13.)

» Ce schéma insiste également sur la nécessité de réaliser la section Reims-Troyes (par Châlons-sur-Marne) de l'autoroute A-26 Calais-Dijon, ainsi que l'autoroute A-5 entre Paris et Troyes, avec prolongation jusqu'à Langres.

 Enfm, j'ai récemment signé une convention culturelle avec l'Etat qui permettra de déployer une politique culturelle à l'échelon de la région. Cette politique, en s'appuyant notamment sur le mouvement associatif, visera à favoriser la création artistique, à mettre en valeur le patrimoine et à développer l'animation culturelle dans les secteurs géographiques et les milieux sociaux, défavorisés à cet égard. Je suis persuadé qu'une action de cette nature peut contribuer à changer l'image de marque, injustement austère parfois, de la Champagne-Ardenne. Elle doit anssi renforcer l'identité de la région et le sentiment de ceux qui y habitent qu'ils appartiennent à une même communauté.

» Bien entendu, nous agirons également dans tous les domaines où la loi nous permet d'intervenir. Mais il nous a paru indispensable, pour manisester l'existence et la volonté du nouveau pouvoir régional, de concentrer nos essorts et nos moyens dans la mise en œuvre d'un nombre limité de politiques régionales. - Comment, pour faire aboutir ces priorités, et dans le cadre de la loi de décentralisation, comptez-vous organiser vos rapports avec l'Etat et ses représentants, les départements et les responsables ?

- La mise en place de la loi de décentralisation crée, forcément, des rapports de voisinage délicats entre la région et l'Etat comme entre la région et les départements.

Dans cette matière, il convient, je crois, de procéder de façon pragmatique, réaliste. S'agissant d'une réforme qui, non seulement modifie des structures mais, ce qui est parfois plus traumatisant, bouleverse des habitudes et des comportements, une période de rodage est inévitable.

» Il faut, également, en cette affaire, avoir le souci de respecter les pouvoirs, les prérogatives, je dirai aussi la dignité, des uns et des autres. La région doit, certes, s'affirmer sans complexe, mais il n'est pas souhaitable qu'elle s'impose sur l'humiliation de l'Etat ou du départe-

» Cela dit, il faut que tout le monde joue le jeu, et on a parfois le sentiment qu'après la distribution des cartes à laquelle ont donné lieu les élections cantonales l'Etat triche un peu. La décentralisation ne paraît plus la grande affaire du septennat. Les choses avancent à un

rythme très lent, qui contraste de facon spectaculaire avec la précipitation excessive des premières semaines. On a même parfois l'impression d'un recul, certains ministères, derrière le brouillard de discours très décentraliseurs, s'efforçant de récupérer une partie des pouvoirs décentralisés.

» En tout cas, nous ne savons toujours pas exactement dans quels domaines nous pouvons exercer notre
pouvoir, la loi sur les compétences
n'étant pas encore votée. Et, ce qui
est plus grave, nous ne savons pas
très bien de quels moyens financiers
nouveaux nous pourrons disposer
pour assumer nos nouvelles respon-

» Ce que nous savons, à cet égard, c'est qu'il nous faudra aggraver lour-dement la pression fiscale sur les contribuables — sans que, pour autant, la pression fiscale de l'Etat en soit allégée, ce qui serait, pourtant, dans la logique de la décentralisa-

 Je souhaite donc que les rapports avec l'Etat soient clarifiés le plus rapidement possible.

» En Champagne-Ardenne, heureusement, les rapports avec les représentants de l'Etat, et, en particulier, avec le préset de région sont excellents.

La signature de la convention sur la répartition des personnels et des moyens matériels entre la région et l'Etat s'est déroulée dans les meil-

leures conditions et une véritable collaboration, dans le respect des missions et des prérogatives de chacun, s'est instituée entre le préfet de région et le président du conseil régional, ainsi qu'entre les services décentralisés de l'Etat et les services

» Pour ce qui concerne les rapports avec les départements, ils sont grandement facilités par l'homogénéité politique de l'ensemble de la région. Les présidents des quatre conseils généraux appartiennent en effet, comme moi, à l'opposition nationale. Je les réunis régulièrement et nous nous efforçons d'harmoniser dans toute la mesure du possible les actions menées au niveau régional et départemental dans les différents domaines et, notamment, dans le domaine économique.

» Je voudrais dire, enfin, qu'un des avantages de la décentralisation. c'est qu'elle permet de mettre en œuvre plus facilement qu'an niveau national une démocratie de participation. La décentralisation n'aurait aucun sens, à mes yeux, si le pouvoir des élus locaux était exercé dans un esprit jacobin. Aussi, je m'efforce d'associer le plus étroitement possible, dans la réflexion comme dans l'action, les organisations professionnelles et syndicales, les associations et tous les organismes qui, d'une sacon ou d'une autre, sont concernés par la vie de la région et doivent contribuer à la détermination de son

avenir. La Champagne-Ardenne ne deviendra une région vivante que si toutes les forces vives de la région se sentent responsables de ses desti-

- En plusieurs secteurs et dans quelques zones particuliérement touchées par la crise la situation économique et sociale de la région paraît préoccupante. Comment le conseil régional, avec les nouveaux pouvoirs qui lui sont dounés, peut-il intervenir ?

- Ce que vous appelez les nouveaux pouvoirs de la région, j'ai essayé de montrer, tout à l'heure, qu'ils étaient encore très largement très théoriques, puisque nous neusavons pas très bien dans quel champ de compétence nous pouvons agir, ni les moyens financiers supplémentaires dont nous pourrons disposer.

Il en résulte une situation très inconfortable. De plus en plus, on se tourne vers le pouvoir régional comme, d'ailleurs, vers le pouvoir départemental, dès qu'un problème apparaît, lorsque, par exemple — la situation, hélas! est fréquente, — une entreprise est en difficulté. De plus en plus, on nous sollicite d'intervenir et on attend de nous des remèdes.

» On nous prête bien plus de pouvoirs, bien plus de possibilités d'action, que ceux dont nous disposons. De la part de l'opinion, il s'agit là; bien sur, d'une certaine méconnaissance de la réalité. A force d'entendre parler de la décentralisation, les Français croient qu'elle est déjà achevée.

» Mais, de la part du gouvernement, je me demande s'il n'y a pas, parsois, certaines arrière-pensées, s'il ne cherche pas à se décharger sur nous des conséquences et de l'impopularité de ses échecs, si, au travers d'un faux transsert de responsabilités, il ne cherche pas à réussir un vrai transsert de culpabilité

C'est pourquoi il faut toujours rappeler que la situation de l'emploi en France, et, par conséquent, en Champagne-Ardenne, résulte essentiellement de la crise internationale isans doute; mais aussi de la politique gouvernementale.

 Ce que nous pouvons faire au niveau de la région, c'est parfois limiter les dégâts, c'es

l'avenir en aménageant des zones industrielles, en aidant les entreprises à créer des emplois, en favorisant l'innovation, en agissant dans le domaine de la formation. Mais je vous assure que, quand on se trouve devant une situation aussi dramatique que celle qui existe dans le département des Ardennes, on éprouve parfois un sentiment pénible d'impuissance.

» Bien entendu, précisément parce qu'ils sont limités, les pouvoirs qui sont les nôtres, nous sommes décidés à les utiliser, à les assumer dans toute leur plénitude. »

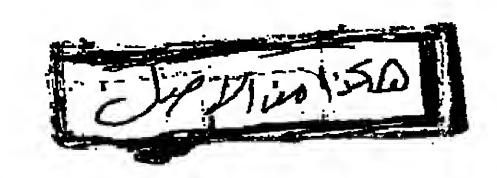


Une exceptionnelle situation géographique au carrefour des voies de communication entre les régions industrielles du Nord, de l'Est, de l'agglomération parisienne et de Rhône-Alpes, vers l'Europe.

Une tradition commerciale associée à des activités industrielles, agricoles, et, bien sûr, viticoles.

Un point fort de la vie économique régionale doté de tous les atouts nécessaires pour développer la formation, l'enseignement et la pratique d'une vie culturelle et sportive.

Conseil général de la Marne 51038 Châlons-sur-Marne - Cedex Tél.: (26) 64 91 51



lites a theorie

unisson

Total Comments

The second second

Socialistes et communistes entament de difficiles négociations pour les municipales

Deux gauches dans la bataille de mars

In mars 1977, la gauche avait créé la surprise en enlevant les trois principales villes de la Marne. Châlons-sur-Marne, Reims et Épernay se retrouvaient dirigées par un maire communiste. Ce résultat était si peu attendu que les socialistes, qui estimaient la partie gagnée par les communistes à Châlons, ne s'étaient pas battus exagérément pour obtenir du P.C.F. la tête de la liste de gauche à Reims et à Épernay. Instruits par l'expérience, ils n'entendent pas renouveler leur bévue d'il y a six ans et revendiquent de conduire la gauche revendiquent de conduire la gauche à la bataille des prochaines élections municipales dans ces deux villes.

A Reims, M. François Letzgus, socialiste, adjoint au maire et président du conseil de district, a déjà fait apposer, dans la ville, des affiches a son nom. . Nous ne transigerons pas ., a dit M. Hubert Carpentier, premier secrétaire de la fédération socialiste. M. Letzgus, mitterrandiste, avait devance, en iuillet, lors du vote de la section

pour la désignation de son candidat à la tête de liste, M. Georges Comin, député, de tendance CERES. Les mitterrandistes avaient reproché au CERES, en 1977, d'avoir été trop conciliant avec le P.C.F.; à eux, maintenant, de saire leurs preuves.

Les socialistes font valoir que, devancés à l'élection présidentielle et aux législatives de 1981, les communistes ont, en outre, été battus aux élections cantonales de mars dernier, puisque le maire. M. Claude Lamblin, avait dû céder son siège de conseiller général M. Carpentier. Le P.C.F. peut donc difficilement avancer, ici, l'argument du crédit personnel attaché au maire sortant, crédit dont M. Carpentier n'a pas hésité à affirmer qu'il est « fortement entamé ».

Les différends sur la gestion n'ayant, au surplus, pas manqué, au sein du conseil municipal, entre socialistes et communistes, le P.S. s'estime parfaitement en droit, si aucun accord ne survient avec le

P.C.F., de présenter sa propre liste au premier tour de scrutin. Cette solution aurait peut-être l'avantage de mobiliser les deux électorats, plus que ne le serait la présentation d'une liste commune, qui effacerait diffici-lement le souvenir des polémiques qui l'auraient précédée.

Les communistes estiment que le maire sortant demeure un atout, à la tête d'une liste d'union, face à une opposition qui se présente, elle, unie derrière M. Jean Falaia, député (R.P.R.), réélu des le premier tour aux élections législatives de juin 1981, et cantouales de mars dernier. et qui s'est réconcilié, pour la circonstance, avec M. Jean-Louis Schneiter, ancien député (U.D.F.). La droite doit encore résoudre quelques problèmes de répartition, sur la liste, pour certains de ses candidats, mais, pour ce deuxième essai après celui, manqué, de 1977, -M. Falala se présente dans des

conditions favorables. Il en va de même pour M. Bernard Stasi, député (C.D.S.), prési-

dent du conseil régional, qui espère bien récupérer, à Épernay, la mairie, qui lui avait échappé de peu au pro-fit de M. Perrein, il y a dix ans. Le désaccord entre le P.S. et le P.C.F. sur la tête de liste peut profiter à l'ancien président désigné du C.D.S., qui dirige, lui aussi, une liste d'union de l'opposition élargie à des personnalités de la vie associative.

Le maire de Châlons, M. Reys-sier, bénéficie, quant à lui, d'une position suffisamment solide pour que la tête de liste ne lui soit pas contestée. Le P.S., qui avait pris de justesse le siège de député, en juin 1981, l'avait perdu, en janvier dernier, au profit de M. Bruno Bourg-Broc (R.P.R.), puis il avait perdu un siège de conseiller général au profit de M. Jean-Marie Camus (radical). MM. Bourg-Broc et Camus dirigent une liste d'union, qui aura fort à faire sace à M. Revssier, lequel avait été réélu, dans son

canton, en mars dernier. Autre maire communiste installé. M. Marius Cartier, à Saint-Dizier.

peut voir venir les élections sans trop d'inquiétude, bien que les socialistes, se fondant sur les consultations de 1981, réclament la tête de liste. Mais M. Cartier est une • institution ., qui peut résister aussi bien à l'opposition, conduite par M. Guy Lamorlette (P.R.), qu'à la concurrence des socialistes. De même, à Chaumoni, M. Georges Berchet, sénateur (radical), sera, pour M. Jean Carrier (P.S.), conseiller général, un adversaire difsicile à ébranler. En revanche, à Langres, où la victoire de la gauche, conduite par le P.S., avait été, en 1977, une surprise, l'alliance de l'ancien maire, M. Jean Favre, et du député (P.R.), M. Charles Fèvre, semble pouvoir nourrir quelques

Au total, si l'on excepte le cas de Reims, les grandes villes de la région s'annoncent plutôt stables. La gauche à Charleville-Mézières, conduite par M. Roger Mas, maire et député (P.S.), la droite à Troyes, sous la direction du maire sortant.

espoirs.

M. Robert Galley (R.P.R.), député, ne paraissent pas menacées. S'il se décidait à se présenter à Sedan, M. Jacques Sourdille (R.P.R.) pourrait peut-être profiter du retrait du maire sortant, M. Charpentier (P.S.). A Givet, près de la future centrale nucléaire de Chooz, le conflit provoqué par cette centrale et celui qu'entraîne, d'autre part, la sermeture d'une usine de La Chiers. peuvent provoquer des effets inattendus, dont les résultats de l'élection cantonale partielle du mois prochain donneront peut-être une première idée. Ailleurs, les écologistes et les autres formations minoritaires sont, pour le moment (à l'exception de Reims, où l'extrême gauche a annoncé sa présence). engagés dans des négociations avec la gauche, comme le P.S.U., ou, tout simplement, absents.

PATRICK JARREAU.

PARIS-TROYES, TROYES-PARIS-

Galley au galop

. Eh, le Robert, ils sont bien longs tes feux rouges du boulevard avant de passer au vert ! »

· Dites donc, le Robert, vous venez cette année présider le banques de l'Amicale?

Il aime bien être interpellé de la sorte dans sa ville, par sa ville, Robert Galley. Depuis qu'il n'est plus ministre, il peut s'y consacrer encore davantage: l'urbanisme, l'économie, la culture, les musées, le sport. Troyes a été « couronnée » par l'Équipe la ville la plus sportive de France.

La route Paris-Troyes-Paris, l'ancien ministre des transports la connaît comme sa poche. Pas de chauffeur pour conduire sa Renault, «ni maintenant ni quand il était ministre», précise l'un de ses collaborateurs. Le lundi, il est à Troves et ne quitte sa mairie pour Paris, parfois, qu'à minuit passé; mardi, mercredi, jeudi: Paris et l'Assemblée nationale; vendredi: Troyes et l'Aube; samedi: Troyes avec les inaugurations et les mariages (on offre aux jeunes époux la médaille de la ville et la cassette sur laquelle est gravée l'allocution du maire); dimanche: Les Riceys, la commune dont Robert Galley est originaire et où est sise la maison familiale. « J'essaye de lui arranger son emploi du temps pour qu'il puisse déjeuner, le dimanche par exemple, avec ses sils qui sont étudiants à Paris », raconte sa secrétaire particulière à qui rien n'échappe, Mme Sylvie Grandjean. « Et quand c'est l'époque de la pêche, je lui garde deux heures, le samedi ou le dimanche, pendant lesquelles il prend la poudre d'escampette. »

Il est aussi un sujet dont il faut dire un mot au chapitre des passions : les collections de papillons. Et quand il allait (il va encore) en Afrique, Robert Galley n'oubliait pas le matériel approprié. Les papillons constituent mon activité principale. Tout le reste n'est que hobbies... .

Mais si des papillons volent dans les parcs de Troyes, il y a aussi 65 000 habitants dans la ville et 125 000 dans le syndicat intercommunal de l'agglomération, le SIVOMAT. Robert Galley le préside mais son étiquette RPR n'empêche pas ses collègues maires socialistes d'approuver en général les grandes actions du syndicat. Sur le terrain, la politique n'obéit pas toujours aux mêmes lois que dans l'appareil des partis.

Ce lundi-là, la journée se concluera par la séance du conseil municipal, dans la grande salle de l'hôtel de ville ornée de médaillons des anciennes corporations : le bottier, le maréchalferrant, le charron, le tapissier. Le grand bureau du maire, encadré de rideaux et de tissus bleu ciel, fait une place au portrait de François Mitterrand, mais ce sont Charles de Gaulle, Georges Pompidou et, entre les deux, Valéry Giscard d'Estaing que Robert Galley aperçoit quand, de sa table de travail, il lève les yeux vers la gauche.

« C'est Pompidou qui, sur la pelouse de l'hôtel Matignon, en juillet 1968, m'a donné l'ordre, oui, donné l'ordre, de m'occuper de la mairie de Troyes. Je ne faisais de la politique que depuis un mois... »

La campagne municipale va s'ouvrir et les arguments électoraux commencent à fleurir. Le maire se réjouit de pouvoir dire que la taxe d'habitation dans sa ville a moins augmenté depuis 1976 que le coût de la vie et qu'elle est bien inférieure à la moyenne calculée dans une cinquantaine de villes comparables. Et au passage, une pique pour la réforme des collectivités locales engagée par M. Defferre: - Nos charges

vont s'accroître très lourdement, c'est dramatique, cauchemardesque. Dans le département de l'Aube, en 1983 il va falloir augmenter les impôts de 22 à 23 % pour + encaisser - les conséquences de la décentralisation. ».

L'heure du conseil municipal approche. Les collaborateurs du maire - fonctionnaires (I) et élus - apportent qui une note, qui un dossier, qui une lettre. Entre-temps, Mª Grandjean fixe un rendez-vous au directeur de l'I.U.T. de Troyes qui redoute que la future loi d'orientation n'oublie les instituts au profit exclusif des universités.

16 heures: Il est temps de filer au musée Saint-Loup où l'on înaugure en présence de « M. le commissaire de la République » et de « M. le recteur » venu de Reims une salle consacrée aux enfants. C'est l'opération « Muséesécoles-enfants ». Dans cette salle, les élèves de 8 à Il ans peuvent s'initier à la préhistoire, en voyant, en touchant, des objets de l'époque. On recueille leurs impressions. Les maîtres peuvent emporter en classe des valises aménagées, remplies de pierres, de témoignages, de documents représentatifs de l'art pariétal. - Il est bon de donner aux enfants l'envie de prendre le chemin du musée .. déclare le maire avant de se lancer dans une savante conversation sur les âges de la préhistoire et l'évolutionnisme comparé des espèces humaine et animale.

17 heures. Robert Galley préside le jury du centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) de l'Aube, pour un concours de commis. Douze personnes, dont un seul homme, ont réussi l'écrit et, après les épreuves orales, il faut maintenant établir la liste des reçus. Outre les matières classiques de droit public et privé, de finances, l'épreuve d' « animation de la vie com-

munale » comptait pour un coefsicient 6. L'une des candidates qui avait choisi le sujet « Les besoins des ensants de 5 à 10 ans dans la cité » n'a vraiment - pas bien marché -. Un autre pensait que les maires n'étaient pas élus mais cooptés. A chaque recalé, Robert Galley dit un mot d'encouragement. . Retravaillez bien vos finances publiques et l'an prochain je serai content de vous le remettre ce diplome. - Sur douze admissibles, quatre seront éliminés.

Rapide dîner froid sous les combles de l'hôtel de ville. Elus, fonctionnaires, maire, cassent la croûte ensemble à la bonne franquette. Charcuterie, crudités, poulet froid, fromage. Une discussion au téléphone avec les responsables d'une entreprise en difficulté, puis c'est l'heure du conseil municipal, à l'ordre du jour duquel ligurent surtout des questions d'urbanisme, des transactions immobilières, des acquisitions d'immeubles vétustes, la construction d'un parking sous le marché central (la halle, de style Baltard, étant classée), l'organisation de classes de neige, la révision des tarifs des restaurants scolaires et de l'école de musique, dans le cadre du budget supplémentaire de 1982.

1 heure. L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée. Les lumières de la salle du conseil municipal s'éteignent. Le maire regagne Paris dans la nuit noire. Une tranche de vie du maire. A un train d'enfer.

FRANCOIS GROSRICHARD.

(1) Détail et « cumul » relativement rares dans une commune : le secrétaire général de la ville de Troyes, M. Cacciaguerra, est aussi maire de la petite commune de Mesnil-Saint-Père.

Au cœur des Ardennes, dans une nature forte et belle

Charleville-Mézières

Un passé solide, une tradition de travail et de volonté qui la rendent capable de surmonter les obstacles et de construire l'avenir.

Information Economique: Mairie de Charleville-Mézières Tél. (24) 33 91 24 poste 201

COLOMBEY (HAUTE-MARNE)

La tanière du général

nier détour de la nationale 19 l'immense croix de Lorraine est suffisamment visible pour annoncer Colombay-les-Deux-Églises. Depuis maintenant trois ans, c'était le 9 novembre 1979, la Boisserie. « demeure » de Charles de Gauile. est ouverte au public. Ils sont aujourd'hui environ cing cent mille à avoir accompli le pelerinage, parfois au hasard d'un passage dans la région, le plus souvent en exécution d'une volonté précise.

LUIE, brouillard, mais au der-

Si le plus grand nombre affluent aux mois d'été et de vacances, i n'est pourtant pas de jour, sauf le mardi - celui de la fermeture, - ou la maison n'ait eu ses vingt ou trente visiteurs. Pour la Haute-Marne, le phénomène Colombey demeure. Sans doute, en 1981, les entrées ont été inférieures à celles de 1980, et 1982 en enregistrera moins que 1981. Effet du temps qui passe ou seulement des difficultés économiques, comme on veut le croire à l'Institut Charles-de-Gaulle chargé de la gestion d'une entreprise qui donne elle aussi plus d'un souci.

La maison et le parc sont toujours la propriété de l'amiral Philippe de

Gaulle. Lui et les siens y viennent encore deux ou trois fois dans l'année. Mais c'est avec le produit des entrées, aujourd'hui 8 francs pour les adultes, 4 francs pour les seizedix-huit ans, qu'est assuré l'entretien et qu'ont été remboursées les avances faites par le ministère de la culture pour les réparations et les aménagements qu'exigeait l'ouverture au public. Apparemment, ces travaux n'ont rien dénaturé d'essentiel. Il fallait bien édifier à l'extérieur un local d'accueil pour la vente des billets. Il fallait aussi un parc de stationnement pour les voitures et les autocars. Qui s'en offusquerait?

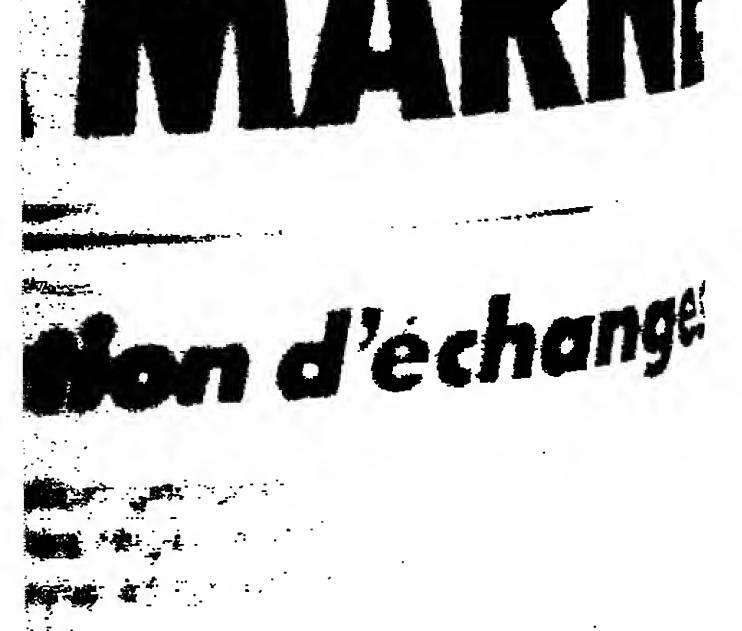
La visite de Colombey ne va pas sans une part de foi ou de fidélité. Elle est de celles qui se font en silance, un peu sur la pointe des pieds, comme si l'on avait peur de déranger. C'est que dans les quatre pièces du rez-de-chaussée où sont admis les visiteurs, de la salle à manger à la bibliothèque, le décor s'est figé insuffisamment pour que l'on se sente demeure quasiment - meubles, objets, perspectives - de ce que Malraux vit là un jour de neige de décembre 1969 et dont il a laisse la vision plus que le témoignage dans Les

Chênes au on abat. Le feu de bois ne flambe plus dans la cheminée, mais les fauteuils de cuir sont à leur place, comme les lampes de mineur audessus des bibliothèques, comme les photos jaunies des souverains et chefs d'État pour la plupart morts eux aussi aujourd'hui.

C'est avec une sorte de gêne que l'on se penche quand même pour dechiffrer les titres des livres brochés ou reliés, des Mémoires de Poincaré aux œuvres de Barrès, des volumes de Victor Hugo à ceux de Balzac, du Mémorial de Sainte-Hélène à Lucrèce

Pas de guide, pas de recommandations, comme si le lieu suffisait seul à la garantie de son respect. Le village, lui, n'a pas cette retenue. Le destin a voulu qu'il soit célèbre. Qui pouvait l'empêcher d'en tirer son profit. « Le plus illustre des Francais », parce qu'il y eut sa demeure, a fait de Colombey le plus illustre des villages. A preuve les honneurs du Petir Robert, des noms propres. Trouvez-en d'autres de trois cent cinquante habitants et de pareille re-

J.-M. THÉOLLEYRE.



Pluralisme, c'est la chance des lecteurs des journaux des quatre départements

Une presse à plusieurs voix

Champagne-Ardenne n'est pas - à l'image de ce qui existe souvent en province - la chasse gardée d'un tout-puissant quotidien régional. Certes, le journal l'Union, édité à Reims, présente toutes les caractéristiques du régional : couvrant cinq départements grâce à ses douze éditions (tirage total, 153.000 exemplaires), il domine assez largement ses rivaux départementaux. Issu de la Résistance, l'Union est édité sons la responsabilité d'une douzaine d'associés incarnant tout l'éventail des forces politiques, ce qui lui assure un pluralisme interne et

externe. Sa suprématie est totale dans la Marne et dans le sud du département des Ardennes. Mais la baisse des ventes enregistrée pour certaines de ses éditions (Aube, Provins, Haute-Marne, Vitry-le-François) a contribué, pour une part, à « fragiliser » la situation de ce valenceux titre, qui, en crise depuis le début de 1982, tente d'échapper actuellement au dépôt de bilan. Quelque six cent cinquante salariés, dont cent vingtquatre journalistes, constituent l'enjeu social de l'opération de renflouement qui s'ébauche.

Dans la partie nord du département des Ardennes (la plus peuplée), le quotidien l'Ardennais diffuse 30 000 exemplaires sur Charleville-Mézières, Sedan et la vallée de la Meuse. La société éditrice, une S.A.R.L., est présidée par M. Pierre Detry. Son capital est contrôlé à 75 % par l'Est républicain et le Républicain lorrain, associés à 50/50.

L'Ardennais emploie un peu moins de deux cents personnes au total, dont une trentaine de journalistes. Le quotidien s'est notamment distingué en refusant, voilà cinq ans – sous la pression de la rédaction – tout placard publicitaire de nature politique. Au sud de la région Champagne-Ardenne, le département de l'Aube se paie le luxe de deux quotidiens édités à Troyes : l'Est éclair et Libération-Champagne, nés en 1945 sur les dépouilles de l'Aube libre, journal issu de la Résistance.

L'Est éclair, dont le directeur est M. Jean Bruley, est une S.A.R.L. au capital contrôlé par deux familles. Cent vingt salariés — dont dix-neuf journalistes — composent le personnel de l'Est éclair; son tirage atteint 32 000 exemplaires par jour. Sans être vraiment marqué politiquement, l'Est éclair est ce qu'il est convenu d'appeler de tendance

modérée, ce qui, présentement, le situe plutôt dans l'opposition.

Libération-Champagne, qui tire à 28 000 exemplaires et emploie cent vingt personnes, dont une vingtaine de journalistes, connaît d'assez sérieuses difficultés pour équilibrer son budget depuis quelques mois. C'est ainsi qu'en avril dernier les quotidiens l'Union et l'Yonne républicaine ont acquis (moitié-moitié) 33 % du capital de Libération-Champagne, ce qui leur confère une minorité de blocage.

La « sensibilité » politique du journal est incarnée par la personnalité de son directeur, M. Bernard Pieds, ancien député F.G.D.S. de

l'Aube, aujourd'hui membre du parti socialiste. Les deux quotidiens rivaux n'en sont pas moins associés, en compagnie de l'Union, dans une chaîne publicitaire commune Centre-Est presse, à laquelle participe également le journal l'Aisne nouvelle.

La Haute-Marne dispose également de deux quotidiens : la Haute-Marne libérée et l'édition de l'Est républicain. Mais il s'agit en fait d'un pluralisme en trompe-l'œil, car les deux journaux, depuis 1968, ont signé un accord de coopération technique et rédactionnelle qui réduit singulièrement la spécificité de cha-

cun des titres. C'est ainsi que toutes les pages d'informations locales. départementales et régionales (soit les deux tiers de la surface rédactionnelle) sont communes aux deux quotidiens, ainsi que la rubrique sportive. La distinction entre les titres intervient dans les pages réservées aux informations générales (affaires internationales, politique) et dans la partie magazine (deux pages). On relève par exemple que la Haute-Marne libérée, dont le directeur est M. Jean Bletner d'autre part président du Syndicat des quotidiens départementaux (S.Q.D.), - offre à ses lecteurs, plusieurs fois par semaine, un édito-

rial signé de M. Dominique Pado, sénateur, ancien directeur de l'Aurore, de tendance giscardienne.

Même sur le plan du tirage —
18 000 exemplaires pour l'Est républicain contre 16 000 exemplaires
pour la Haute-Marne libérée. — les
deux = frères ennemis = semblent
s'être partagés la tâche.
Depuis quelques jours, cependant.

Depuis quelques jours, cependant, tous les quotidiens de la région Champagne-Ardenne suivent avec une attention quelque pen craintive la partie de « bras-de-ler » que se livrent les deux puissants voisins, l'Est républicain et le Républicain lorrain. Une lutte qui pourrait avoir des prolongements incertains...

CLAUDE DURIEUX.

-DYNAMIQUE FR 3

La T.V., vidéo au poing

ST-CE parce qu'il est entièrement équipé en vidéo, parce que la rédaction est une des plus jeunes de FR 3? Le centre régional de la télévision de Reims (ou C.A.T.), petit centre qui dépend de la station FR 3 Lorraine-Champagne-Ardenne (dont le siège est à Nancy), est d'un dynamisme quasi sans concurrence parmi les stations régionales de FR 3.

Dirigé depuis octobre 1981 par M. Gérard Decq, lui aussi un des plus jeunes rédacteurs en chef en place, il a réussi à se développer en s'appuyant sur les atouts de la vidéo. Ce moyen léger, qui a fait disparaître film et labos, permet d'envoyer chaque jour des reportages fabriqués dans les différents départements : FR 3 Reims dispose de trois points de liaison (dits « boîtes noires »), un en Haute-Marne, un près de Troyes, un près de Charleville, qui peuvent être utilisés par les sept équipes de reportage que compte la station.

FR 3 Reims, qui a vu son personnel augmenté d'une quinzaine de personnes depuis le « 10 mai », compte aujourd'hui une soixantaine de personnes, dont quatorze journalistes rédacteurs (y compris le rédacteur en chef et son adjoint), sept journalistes reporters d'images (journalistes cameramen), sept techniciens de reportage, les administratifs etc. Cela lui a permis de lancer une expérience pilote, unique en France.

En dehors du journal traditionnel de 19 h 20 – 19 h 40, dont la formule d'ailleurs est revisée, la station dissuse tous les samedis une émission d'une heure, « Le nouvel hebdo », réalisée par des journalistes en collaboration étroite avec des groupes associatifs, un petit village, un lycée, un soyer d'immigrés, etc. « Commencée en sévrier pour la première sois, devenue en mai hebdomadaire, cette émission est toujours expérimentale, nous a expliqué M. Gérard Decq. Pour bien marquer notre volonté d'aller près des gens, on décentralise deux équipes de reportage chaque semaine, mais ce sont les gens eux-mêmes qui décident de ce qu'ils veulent mettre, qui se répartissent ensuite les tâches, qui contrôlent le montage sait sur place. L'émission est diffusée le samedi en direct du lieu où tout a été tourné et pensé. »

M. Gérard Decq tient beaucoup à cette expérience qu'il pense reconduire l'année prochaine. Cette tentative, qui exige beaucoup des journalistes parce qu'elle se situe entre le travail de reportage et le travail d'animation, provoque beaucoup de réactions, y compris à l'intérieur de la station (sur le rôle du journaliste, en particulier). Elle est très proche de ce qu'on appelle la télévision de communication, idée chère à M. Guy Thomas, ex-P.D.G. de FR 3, et à M. Edouard Guibert, directeur de l'information à FR 3. Pour 1983, le directeur de FR 3 Reims a d'autres idées à

mettre en action. Il pense abandonner peut-être la formule du journal de vingt minutes suivi d'un magazine de quinze minutes, pour réaliser une seule émission régionale (de trente-cinq minutes) qui permettrait de traiter les sujets plus au fond. Il se sent tout à fait prêt à passer à une heure de production par jour - projet prévu pour chacune des stations de FR 3. • On a un projet qui inclut un journal en décrochage sur toutes les chaînes, explique encore le rédacteur en chef de FR 3 Reims, un autre où nous sommes exclusivement diffusés sur le réseau 3. J'y verrais un journal international-national-régional (de six minutes), puis quelque chose comme un jeu, qui viendrait des services de programmes de Nancy, puis une page d'information régionale (d'un quart d'heure), puis un document (un dessin animé?] venant de la production nationale, des informations services (au consommateur, pour l'emploi, etc.), puis enfin un dossier qui valoriserait des activités culturelles ou autres de jeunes. »

Convaincu qu'une petite station comme la sienne doit servir d'élément dynamisant dans la région, M. Gérard Decq réfléchit ensir au développement de la télématique et de l'informatique et il travaille à la préparation d'un journal de style Antiope avec les différents partenaires culturels. Ce ne sont encore que des projets, dit-il, mais « on doit participer au développement de toutes les sormes de communi-

CATHERINE HUMBLOT.

Debon

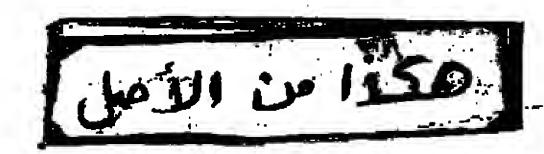


Dry Monopole & Cuvée Spéciale Diamant Bleu Champagne Heidsieck & Monopole-Reims

Maison fondée en 1785



La Haute-Marne au vert



Personne ne pourra mieux parler de la terre où il vit que celui qui y vit

Lettres du pays

Passer par les rues, les ruelles, les

impasses, dont les noms nous invi-

tent à nous pencher sur le passé, à se

laisser envahir par sa forte présence,

nome évocateurs que ceux de la rue de la Maladrerie, de la Porte-Murée,

du Grenier-à-Sel, de la rue des Juifs,

qui n'est faite que de contradictions.

Lieu de passage s'il en est ! envahi,

détruit, reconstruit. Châlons patrio-

tique, hérorque, vertueux, écartelé,

pillé, commotionné, accablé de

maux, ne pent que rester gravé en

notre mémoire, ne peut que rester

vivant et passionnant, courageux,

Méconnu au point que n'être pour

l'étranger qu'une ville de garnison, à

l'ennui mortel, discret au point de se

laisser ravir la place par Reims alors

qu'il fut lui aussi le témoin du pas-

sage d'illustres visiteurs. Faire

l'effort de le mériter chaque jour,

c'est peut-être le message qu'il nous

CLAUDE FOURCADE,

Chalons-sur-Marne.

secret et méconnu.

laissse.

Rêver à cette histoire de Châlons

des Cordeliers, des Poissonniers...

Châlons, mon amour

Châions, la Marne, le Mau et le Nau coulent dans la ville, lui donnant un charme discret qui n'apparaît qu'à ceux qui ont su flâner dans ses rues avec un cœur passionné.

Amoureux de Châlons, on le devient vite, le long de ses remparts, au pied de ses portes, accoudé sur ses ponts, au bord de son port suvial. C'est un temps hors du temps qui est offert au passant, une échappée dans le passé, lorsque des barques sont mises à la disposition des habitants, une fois l'an, à Pentecôte.

Le quai d'embarquement est sace à l'église Notre-Damo-en-Vaux, ou en vallée, troisième église de Châlons souterrain consacré aux dieux. Dévastée, convertie en temple de la raison, puis en temple de la religion des théophilanthropes, en lieu de cérémonie républicaine, profanée, transformée en magasin à fourrages, en lieu de bivouac, comment, aujourd'hui, ne pas s'étonner de sa beauté?

C'est un moment privilégié que de pouvoir admirer les deux sièches grises de Notre-Dame qui s'envolent dans le ciel, que de laisser son regard s'en aller vers la perspective du pont des Viviers dont l'architecture unique (1612) se marie si bien avec celle du palais de justice et avec la couleur des pierres des maisons du quartier, du cloître de l'église. Pour un peu on ne partirait pas. Le Mau est calme, la barque emporte le voyageur.

Sous le pont de Vaux, c'est tout de suite la nuit percée par le phare réglable du bateau, tout de suite la nuit et le froid; au-dessus... la ville, son marché aux fleurs, son marché couvert, le pont des Fripiers a disparu, c'était le temps des corporations de tisserands, de drapiers, de fileurs, de teinturiers, le temps de la renommée de la draperie à Châlons en 1273.

Sur nos têtes, les courbes de la voûte sont douces jusqu'à la sortie dans la lumière sous le pont Putte-Savate.

Là, sur cette rivière qu'est le Mau, en pleine ville, les maisons de la rue Carnot et de la rue de Chastillon ont des jardins et des terrasses à faire rêver, la barque glisse dans la verdure des herbes folles, tout n'est que calmes refuges, heureux les riverains!

Heureux le voyageur qui va pas-

ser sous le pont de Jessaint (premier préset de Châlons en 1800), ancien pont de la Monnaie. Monnaie que l'on frappait à Châlons du temps des Gaulois. Plus tard, Henri IV, pour remercier les Châlonnais de leur fidélité sit frapper des médailles:

- Cathalaunensis fidei monumentum -. Passer sous le pont de Jessaint et recevoir en plein cœur le choc de l'arche Mauvilain aux surprepantes proportions. Quel bâtis-

seur de génie nous a laisse cette mer-

veille ? On voudrait s'arrêter, capter, dans son souvenir, jusqu'à la couleur de la pierre.

C'est déjà le pont Poncelet, avec sa fuite du Mau vers les jardins des banlieues de Châlons. Nous ne passerons pas sous le pont Poncelet. La lumière est verte, les branches des arbres de chaque rive se sont rejointes pour former un immense parasol végétal, dans le sillage de la barque l'écume est verte aussi.

Cet-instant là n'a pas de prix, il vaut tous les voyages organisés, tous les itinéraires recommandés. Les oiseaux s'appellent, se parlent, nous écoutons. Les maisons ont des allures de châteaux, leurs jardins ressemblent à des parcs. A regret nous laissons le Mau couler, nous ferons demi-tour devant le pont du canal Louis-XII qui sépare le Petit Jard du Grand Jard aux espaces verts merveilleusement entretenus, aux promenades infinies.

Le retour est aussi enchanteur, avec le même petit srisson à l'entrée de la rivière sous le tunnel, le même silence craintif des passagers, à nouveau le soleil jusqu'au dernier pont, unique en France, aux arches en forme de T, on admire cette presqu'ile qui nous sépare du Nau jusqu'au pont des Mariniers. Le Mau et le Nau s'unissent sous ses arches pour quitter la ville.

Des remparts ceinturent la ville. près de ce dernier pont reste encore une maison d'allure fort humble, au fronton de laquelle s'inscrivent ces lettres : « Etuve ». Située qu'elle est à côté d'un cimetière, on pourrait lui attribuer, dans son passe, de funebres fonctions, alors qu'en réalité ces « étuves » n'étaient autres que des cabarets mal fréquentés, des maisons de débauche, presque toutes tenues par des femmes. En 1419, le conseil ordonne la fermeture de ces « étuves » à cause des « désordres entre hommes et semmes de divers étais ...

C'est à pied que nous longerons le Nau, que nous nous égarerons vers le port fluvial, que nous réverons devant les péniches amarrées. Sont-elles chargées de verreries, de faienceries, de boisselleries, de fer et de charbon, de froment et d'avoine, de laines et de chanvre et d'osier, comme au temps de la splendeur de ce port, vers 1536?

Rentrer en ville par la porte de

Marne où passaient journellement, en 1879, plus de mille huit cents voitures, source d'encombrements nombreux, en ressortir par la porte Saint-Croix, érigée en six semaines à l'occasion du passage de Marie-Antoinette et de son mariage avec le dauphin Louis XVI, on devait y placer cette inscription: • Aeternum stet ut amor •, qu'elle dure autant que votre amour... Ils y repasseront le 12 juin 1789, lors de la fuite du roi, la veille de son arrestation à Varennes. Ce monument voyait passer une famille malheureuse, il avait été élevé pour son bonheur.

Ma Haute-Marne de malheur

ES Haut-Marnais sont souvent amers. Leur wagon a été accroché comme par mégarde en queue d'un train dont les locomotives sont Reims-Châlons d'une part. Troyes d'autre part. Les Ardennais ne sont pas loin d'éprouver le même sentiment. Ils regardent vers le Nord, les Haut-Marnais vers le Sud. C'est pourquoi les Ardennais sont avant tout ardennais et les Haut-Marnais, haut-marnais. Ils ne se sentent pas Champenois, dans une région soumise à des forces centrifuges et plus hétérogène qu'aucune autre.

Les Haut-Marnais en particulier soupçonnent les modestes métropoles — relativement modestes en effet par rapport à Paris, à Lyon, à Marseille... — de Troyes et Reims-Châlons de pratiquer l'égoïsme sacré. Pour eux, ce scrait plus des métropoles de déséquilibre que d'équilibre. Ils craignent aussi, dans le cadre de la décentralisation, de subir les néfastes effets d'une centralisation régionale encore renforcée qui profiterait essentiellement à l'agglomération Reims-Châlons.

La Haute-Marne, département de deux cent dix mille âmes à peine, souffre d'un complexe d'insériorité. Elle est en effet plus riche de son passé que de son présent. Elle ne s'est pas remise de la crise et de la disparition progressive de sa sidérurgie dans les années 1880-1900. C'était un grand département industriel en 1850 : on le dit aujourd'hui rural. Les Haut-Marnais ont perdu consiance en eux ; ils s'accrochent désespérement à leur

et mercredi.

épine dorsale, la vallée de la Marne. Car de part et d'autre règne le désert, un désert humain.

Tableau outré?... Les Hauts-Marnais ont pourtant fait des efforts de rénovation économique et urbaine après la seconde guerre mondiale. La récente crise les a frappés plus que d'autres. N'est-ce pas un des cinq ou six départements français où le solde migratoire soit aussi largement négatif? D'ailleurs, bien souvent, trop souvent, administrateurs, techniciens ou fonctionnaires n'y font là que leurs premières armes; le noviciat terminé, ils fuient. C'est vrai que la Haute-Marne est un pays carrefour mais elle a trop tendance à devenir un

Les quelques enracinés dont je suis cherchent à promouvoir une culture dont ils pensent qu'elle peut être un principe de « re-connaissance », un facteur de dynamisme. Ne pas fuir, maintenir une identité dans ce pays quasi abandonné, sinistré. Voici le but des Cahlers haut-marnais créés en 1946 par l'archiviste de l'époque, Jean-Gabriel Gigot et qui compte aujourd'hui près de mille abonnés.

MICHEL GUYARD,

Professeur à l'Ecole normale

de Chaumont

★ Les Cahiers Haut-Marnais — Quatre parutions par an. B.P. 167 — 52000 Chaumont.

-BONNES TABLES-

Sept chefs, sept étapes

lls sont sept, le nombre impair qui plait aux Dieux. Peut-être leur titre, le « Club des sept », n'est-il pas très beureux (il peut y avoir d'autres grandes tables eu pays champenois!) et, comme les « Six de Bourgogne » où la « Ronde des Mousquetaires », devraient-ils trouver une enseigne panache. Mais il est bien vrai qu'ils représentent la cuisine de Champagne et utilisent tous, en quelques mets, le vin blond chanté par Apollinaire.

Reims, tél.: 06-08-60). Le père, le fils, Gaston et Gérard Boyer, ont construit là une belle maison qu'ils estiment encore indigne de leurs vins, puisqu'ils attendent, pour s'y installer, l'aménagement d'un petit château voisin. Cuisine d'exceptionnelle finesse et quelque 60 champagnes différents dont les moins connus (Chouilly, Bisseuil, etc.). Fermé dimanche soir et lundi. Carte.

• LE FLORENCE (43, boulevard Foch, à Reims, tél.: 47-35-36). Dans une maison particulière plus noble et joyeuse que le dessin de la carte ne le laisse supposer, Jean-Pierre Maillot, assisté d'un très jeune cuisinier passé par l'Archestrate, a réalisé sa percée. Le gâteau de lapereau est en gelée au cramant, le turbot braisé au champagne, la côte de bœuf au rouge de Verus et le rognon à celui de Bouzy. Menu à 100 F et 150 F et carte, Fermé lundi.

• L'ASSIETTE CHAMPENOISE (à Chalons-sur-Vesle, 10 km de Reims, tél. : 49-34-94). Une maison ravissante dans un village

de cent sept habitants, des petites salles sur un jardin et la cuisine du jeune Jean-Pierre Lallement, originale (sorbet à l'estragon). Mais, si le ris de veau est à l'hydromel, les noisettes d'agneau sont au vin de Marcuil. Menn à 175 F et carte. Fermé dimanche soir

Champillon-Bellevue, 6 km d'Epernay, tél.: 51-25-06). Le souvenir du papa Desvignes règne encore sur cet ancien relais de poste du dix-huitième siècle, dont quelques chambres en bungalows ont sait un Relais et Château En plein vignoble. Et où, depuis dix ans, la cuisine sage de J.-C. Pacherie mérite attention. Les huîtres chaudes en verdure au champagne tout comme le saumon sumé tiède et l'escalope de saumon frais, la fricassée de poulet ou le grenadin de veau. On ne met pas ici son drapeau vinicole en poche! Carte. Ouvert tous les jours de l'année.

LE CHEVAL BLANC (à Sept-Saulx, rue du Moulin, tél. : 61-60-27). Une auberge d'autresois à laquelle s'ajoutent les chambres d'une moderne construction, dans un parc. Quatre ou cinq générations ont conduit M. Bernard Robert en cuisine, lui inspirant une cuisine sérieuse, les huîtres et les écrevisses au champagne étant là pour mémoire. Menus à 120 F et 180 F et carte. Fermé seulement du 15-1 au 15-2

• LA COTE 108 (à Berry-au-Bac, tél. : 22-45-04). Nous arrivons là dans le département de l'Aisne et dans cette grande salle perchée (108 m) où Serge Courville cuisine en

ce moment les aiguillettes de perdreaux aux reinettes et le filet d'agneau aux gousses d'ail. Menus à 135 F et 185 F et carte. Fermé dimanche soir et lundi.

Fère-en-Tardenois, tél.: 82-21-13). Une des perles de la chaîne des « Relais et Châteaux », en pleine campagne. Style Renaissance pour les pierres, style classique pour le service, style moderne pour la cuisine de Robert Parguel. Toute la famille Blot à votre service pour cette « vie de château ». Sabayon au champagne pour le turbot « en écaille de langouste » (sic) et du Bouzy pour le filet de bœuf. Fromages de la Brie et de la Thièrache, innombrables et séduisants desserts. Menus à 160 F et 240 F (dégustation) et carte. Fermeture seulement en janvier et février.

On me permettra également de recomman-

LE FOCH (37, boulevard Foch, à Reims, tél.: 47-48-22) et la cuisine de Jacqueline Descamps (de l'ARC) toute de gentillesse et d'intelligence. Menus à 95 F et 125 F et carte. Fermé le dimanche.

• LA TOUR DU ROY (45, rue du Général-Leclerc, à Vervins, Aisne, tél.: 98-00-11). Très bonne cuisine d'Annie Desvignes (Dame d'ARC) et quelques belles chambres dans cette vieille maison aux tons historiques. Tronçon de saumon au gros sel et lapin au cidre font un repas d'un classicisme original. Menu à 160 F et carte. Fermé dimanche soir et lundi midi.

R. J.-C.

CHAMPAGNE-ARDENNE

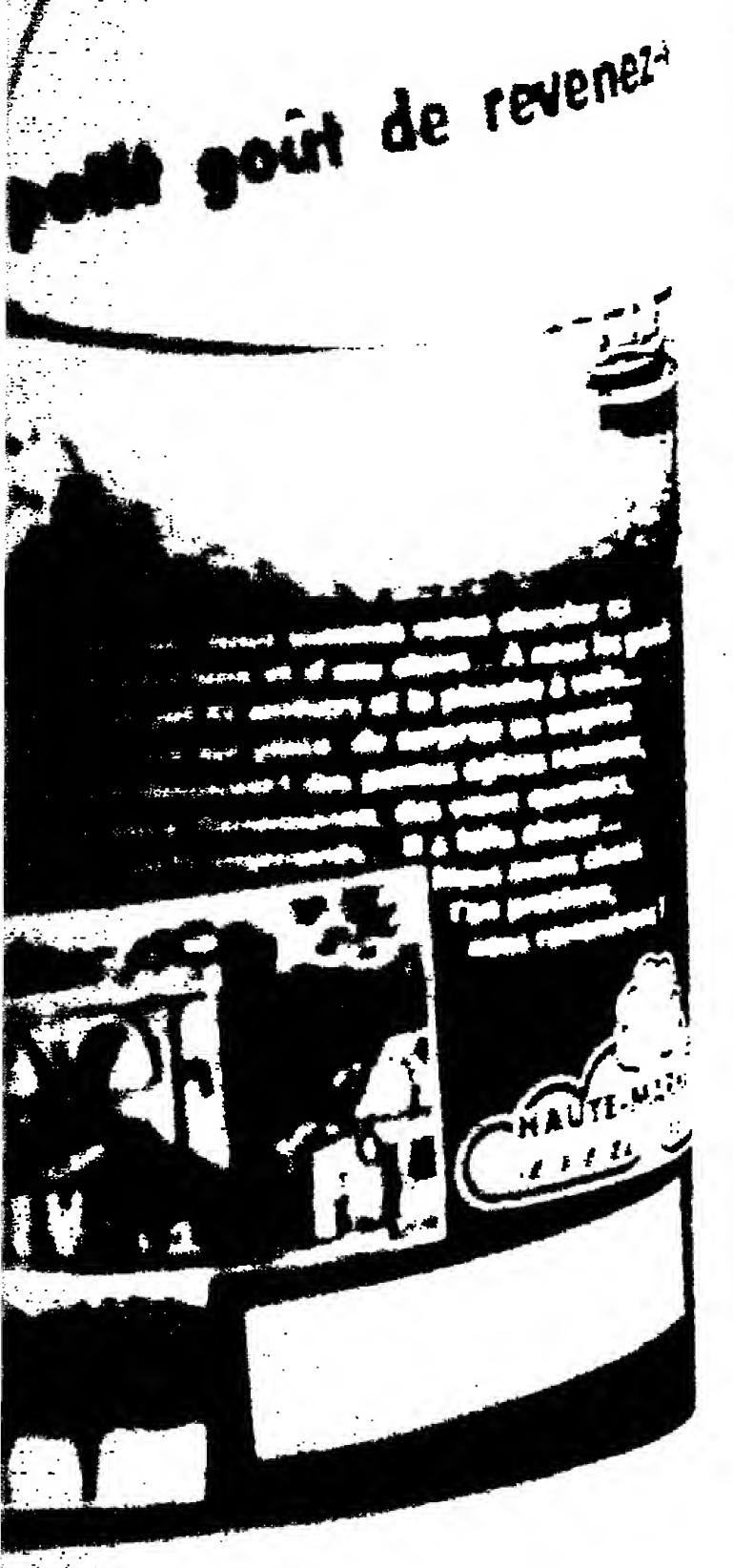
De bonnes raisons d'y être bien...

Région de lacs, de forêts et rivières:

Parcs naturels de la Forêt d'Orient, de la Montagne de Reims, lac du Der-Chantecoq (le plus grand d'Europe), vallées de la Meuse, la Seine et la Marne, circuits du vignoble et des forêts qui couvrent 1/4 du territoire. Région d'histoire et de culture...

L'architecture est riche de villes fortifiées, de cathédrales, de hauts lieux de l'art religieux et de ses maisons traditionnelles à pans de bois. La culture est vivante: le festival mondial des théâtres de marionnettes à Charleville, la Maison de la Culture et le Centre Dramatique National de Reims ainsi que le musée Levy à Troyes sont célèbres. La région possède un enseignement universitaire complet, une Ecole Supérieure de Commerce et une Ecole Nationale Supérieure des Arts et Métiers.

Conseil Régional de Champagne-Ardenne L, cours d'Ormesson 51000 Châlons-Sur-Marne Tél.: (26) 64 91 51



A to the real of

The second

THE PARTY OF THE P

A STATE OF THE STA

A PROPERTY OF THE PARTY OF THE

Marne au vert

*** ** ** *

LA BOUTEILLE DU MOIS

UN MARIAGE RÉUSSI

Plaisirs de la table

ELISABETH ET JEANNETTE

UAND un vicomte rencontre un autre vicomte... Et lorsqu'une cuisinière de l'ARC rencontre une autre cuisinière de l'ARC, que se racontent-elles? Des histoires de cuisine bien sûr! Avec de passionnants détails vécus sur cet art qui, nourrissant les mortels, est « le premier », ainsi que disait le citoyen Thomas dans une épître au peuple servant d'exorde au Manuel de la friandise paru durant la Ré-

volution. Rt figurez - vous que l'autre midi Elisabeth étant venue, de passage à Paris, déjeuner chez Jeannette, j'ai assisté à ce repas, à leur bavardage, à cet échange de propos gourmands qui lorsqu'il s'agit de gens de métier, est toujours passionnant.

Elisabeth c'est Elisabeth Gagnaire chef de cuisine du Mas

rier et de son restaurant

Bourrier, 1, place Parmen-

tier à Neuilly. Tél.: 624-11-19).

Ce bon cutsinier a su trouver

(et bien avant les contorsionne-

ments actuels des restaurateurs

en mai de menus pas chers I)

une formule intelligente. Une

carte d'une quinzaine de plats.

La-dedans vons choisissez deux

plats et fromage et dessert ajou-

tés et compris, vous payez 146 F.

Yous choisisses trois plats et

yous paierez 170 F. Sans sup-

L'autre midi. Sai débuté mon

repas par la toque du président

Adolpha Clerc, un des trois

grands pâtés brillat-savarines-

ques classiques. C'est un pâté

froid de lièvre, perdreau, grive

truffes et foie gras. Suivirent

des saint jacques à la nage et

avant-première, la dégustation

de ce croses-hermitage e La

Mule blanche » millésimé 1981,

C'est un ein équilibre à tout

de chez Paul Jaboulet, aîné.

C'est alors aufintervint, en

un lapereau de blanquette.

plément et service compris.

de la Bertrande, dont le Bottintomate et menthe fraiche, reste de Gourmand qualifie la cuisine de bon aloi. Et que le menu (120 F a fraiche et savoureuse », en lui net) avec, après les camusades » donnant une étoile. Elle m'a d'Elisabeth, deux plats au choix. valu, pourtant, cette cuisine, une fromages et chariot de pâtislettre malgracieuse d'un lecteur serie est, dans ce cadre plaisant. cannois, qui avait peut-être raiun bel effort à signaler. son d'être, ce jour-là mécontent, mais grandement tort de m'inju-

rier pour autant. Javais signalé au lecteur l'arrivée, en ce Mas du voisinage d'Aix-en-Provence, de la cuisinière d'Avignon et parlè de quelques plats de son invention. Ce lecteur a trouvé à la carte du « verbalisme ». Je trouve, moi, que servir un ragoût de coquillages avec des nouilles fraiches, des pousses d'épinards evec une salade tiède de saint-

jacques, des quenelles de moelle

avec le faux-filet, et un ventre

de lapereau doré au miel ou une

fricassée de ris de veau à la

point de vue (50 % de mar-

sanne et 50 % de roussane.

deux célèbres cépages datant du

treizième siècle). On sait que

l'appellation s'applique aux

vins rouges et blancs de onze

communes de la rive gauche du

Rhône, au nord et à l'est de

l'Hermitage, aux vins mieux re-

nommés, plus fins disent les

manuels. Mais c'est peut-être

que le plus souvent les crozes-

hermitage blancs sont issus en

majorité de marsanne. Ici l'éga-

lité des deux cépages en fait un

vin fruité, mais frais en bou-

che, allègre, plein d'une gentil-

lesse certaine mais aussi, sé-

la toque présidentielle, il se

réchauffe juste à temps pour

la blanquette. Et, ma foi, il eut

été anssi bien, sur le fromage

(de chèvre) que son compère

Ce vin a boire tout de suite »

vant, je crois, dans les 21 francs.

Il nous enchants tout autant

que la cuisine d'Yves Bourtier.

vin rouge.

Servi d'abord très frais sur

rieuse, amicale avec sincérité.

Seule la carte des vins n'est pas an point, et ceux-ci, peutêtre, de prix trop élevé. Mais il ne faut pas oublier qu'une mai-

son qui se monte doit acheter

Ris de veau ou saumon

Bref, et nonobstant ce lecteur s'étant gendarmé avec passion je vous recommande, tout comme le Bottin - Gourmand et MM. Gault-Millau, ce Mas de la Bertrande, à Beaurecueil, téléphone: 28-90-09 (7 kilometres d'Aix sur la nationale 7) et ses jolies chambres rustiques et

calmes.

Nous étions donc chez Jeannette à sa « table » de la rue Duphot Dans cette cour d'écuries du temps de Balzac, la petite bicoque du Pickwick Bar de notre avant - guerre, embellie. transformée, est devenue un restaurant douillet (avec sa cheminée à feu de bois), de bon rapport qualité-prix et de bonne cuisine dans ce style « bourgeoisprovincial-ménager a propre à Jeannette. Et de goûter le ris de veau entier tomaté avec sa garniture de riz blanc, cher à Jean Redon, ainsi que la fricassès de lapin, permettant ainsi des comparaisons entre les « tours de main ». Pour ma part, le saumon cru habilement mariné, la salade irish coffee (au Tullamore Dew) conflit de canard de Jeannette m'enchantent. Sa tarte aux pommes est succulente et son tiède aux petits navets et le préparé selon la tradition de Shannon Des vins pas trop chers à la carte, Rue Duphot, il

LA REYNIÈRE, * La Table de Jeannette. 12, rue Duphot, Paris-1st. Tél. : 260-05-64. Fermé samedi et dimanche.

y a Prunier, bien sûr. Et puis il

y a Jeannette, et cela est hien.

GARE **AUX MOUSQUETAIRES**

La Compagnia des moustaires d'Armagnac = monte = à Paris I

Fondée en 1952 à Condom. elle têtera en qualque sorte son trantième anniversaire au cours d'un « Gala de monseigneur le vin = du restaurant Laurent, le 2 décembre prochain.

Avec André Daguin, le - Nouveau Cuisinier gascon -, le chef Marc Praiong a créé un menu où triomphent les foies gras (die et canard) et autres plaiarrosés du « pousse-rapière ». de Madiren, de « la blanche » et des grands armagnacs (1950 et cinquente ans d'âge de chez Janneau), entre autres.

Les jolls mannequins d'Hermès présentant la collection printempa - été 83 en ayantpremière, livreront-lis un duel d'élégance avec les mo etaires en cape bleu marine avec croix d'argent ? En tout cas, les mousquetaires, une tois encore, sont bien décidés à conquérir

Renseignements et réservation : Laurent, 41, avenue Gabriel (8°) - têl. 359-14-19.

● Excellent restaurant de cuisina française en Allemagne, le Grand Cru (34 Wiederbrüler Str., à Lippstadt). La culsine de Johannes Meyer a enchanté plusieurs lec-

Un nouveau fromage britannique, le lymeswold, à pâte molle striée de bleu... A quand son apparition à la carte du New Port (79, rue du Faubourg-Saint-Denis) aux côtés de l'admirable stilton.

PAPEETE

7.220 F

Tarif A.R. de LONDRES INTER CHART'AIR 9. boul des Capucines - 265-42-44

BORDEAUX - 92-23-23 LYON - 842-11-77 NICE - 88-97-37 TOULOUSE - 21-16-75 NANCY - 27-23-82 STRASBOURG - 32-76-52

Sainte-Thérèse FRANCE d'Avila

De nombreux pays procèdent actuellèment à l'émission de tim-bres en hommage à Sainte-Thérèse d'Avila L'administration française des postes à réalisé également une figurine postale an son homeur. Vente générale

le 22 novembre (82°/82). 2,10 F. noit. brun, vert. Pormat 22 X 36 mm. Dessiné et grave par Albert Decarts. Tirage : 5 000 000 d'exemplaires. Tailledouce de Périanticipée :

21 novembre, de poste temporaire ouvert au Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill Paris-8º - Oblitération

- Le 20 novembre, de 8 h. 12 h, à la R.P., 52 rue du Louvre, Paris-Is, au bureau de Paris 41, 5, avenue de Sare, Paris-7, et de 10 h à 17 h., au Musée de la poste. 34, boulevard de Vaustrard, Paris-15°. - Boltes aux lettres spec. pour « P.J. »

Direction des postes de Paris • APRES LES PLAQUETTES Nos il ET 12, qui complèteront d'ici à la fin de l'année les émissions 1982, seront remplacées — à partir du les janvier 1983 — par la « Collecton philatélique des P.T.T. de France »; ainsi la continuité sera assurée. La vente s'effectuera à l'avenir sur le plan national aux guichets philatéliques et dans les « points philatéliques a de chaque département. Par correspondance: Service philatelique des P.T.T., 18, rue Francois-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

O 67808 Strasbourg (salons Ricard, place Kiéber), le 27 nov. — Exposition aérophilatélique. C 76608 Le Havre (centre de commerce, quai George-V), le 27 nov. -Hommage an president Coty. © 93800 Spinay-sur-Seine (salle des lêtes, rue du Général-Julien). le 27 nov. — 20° anniv. de la Société

philatélique. O 68160 Mulhouse (musée du sa-peur pompier), les 27 et 28 nov. — Exposition philatélique. © 28099 Chartres (cellier de Loins. rue du Cardinal-Pie), le 28 nov. — Art gothique, exp philat.
© 81200 Maxamet (salle des Congrès), le 28 nov. - Exposition philetélique départementale. © 77580 Crécy-la-Chapelle (salle des fêtes). le 4 déc. - 39 anniversaire du Club philatélique d'Exbiy. O 71100 Saint-Remy (maison pour tous), le 4 déc. — Jumelage avec Attweller (R.F.A.). ⊙ 30430 Barjac (au château), les 26 et 27 déc. — 5º Balon de la carte

ANDORRE, Sant-Tomas-



d'Aqui.

bre de l'année sera dedie & Baint-Thomas d'Aquin (1225-1274) theologien Italien. qui profess surtout i Paris. Encors nos jours. thêms favori thomisme of Thermonie entre la foi et la raison. Vente générale la 6 décembre (18º

2,00 F., brun, brun fouce, gris bleute.
Format 22x36 mm. Desine et gravé
par Eugène Lacaque. Tirage . 500 000.
Impression taille-douce. Périgueux.
Mise en vente anticipée : poste d'Andorre-la-Viellis. Oblitéra-tion e.P.-J. ».

En brei

du scoutisme mondial, 2.80 DA. e RELGIQUE. — Un « préo » de 2.50 FB, au nouveeu type « Lion heraldique a sté mis en service. Papier non phosphorescent, impres-. CANADA. - Série « Noll », trois raleurs avec des scènes de la Nativité, 30, 35 et 60 cents. • COMORES. — Série « Norman Rockwell », 60. 75, 100, 150, 200 et • ETATS-UNIS. — Un timbre petit format de 2 cents à l'efficie du grand compositeur Igor Stravinski. e GRECE. - Amnesty internstional «Année des disparus». 15 et 75 drachmes, sujets divers. • ISLANDE - Série « Noti 1962 ». deux timbres, 300 et 350 aurar. Olseaux et cloches surimprimés de notes de musique, de Bigvaidi S. Knidajons, réalisée pour le poème de Einer Sigurdsson, e la Nutt glorieuse entre toutes >

· LUXENBOURG. - Série « Caritas 1982 n. cinq valeurs: quatre aux armoiries communales et une « Adoration des bergers : (vitrail) : 4 F + 50 c. Bettembourg; 6 F + 50 c. Prisange: 8 F + 1 P Nativité: 16 F + 2 F. Mamer 35 P + 12 F. Heinorscheid. La série = 69 P + 16 P. soit 85 P luxembourgeois. • NOUVELLE - CALEDONIE. --

«Oiseaux», 32 F. Philope de Crey, et 35 F. Loriquet calédonian. Offset, Delrieu, d'après Veret-Lemarinier. · PITCAIRNE (Bes). - Série < Noti 1982 s. quatre valeurs, 15, 20, 50 cents et 1 dollar, représentant des «Anges» de Raphsel. . PORTUGAL - & Boire ou conduire. Il faut choisir », 10 Esc. -Cinq siècles de l' « azulejo » au Portugal, 10 Escudos. • TRINIDAD - ET - TOBAGO. -Série du « Vingt-cinquième anniver-

saire du tourisme », trois timbres, 55 cents, 1 et 3 dollars. • TUNISTE. - Vingt - cinquième anniversaire de la République tunisienne a été souligné par l'émission de trois timbres : 80, 100 et 200 milimes et un bloc-feuillet de 500 mil

ADALBERT VITALYOS.

Rive gauche



Tous les jours fusqu'à l'h du matin

où voes peurez dégester mêtre s SPÉCIALITÉS À PRISSRES A COORDLAGES

EL & Montphysesse 14° - Tel.: 328,71.81

Rive droite



Dans un cadre 1900 détendez-vous LE SAULNIER, 1881-1981 Cuisine soignée • Carte renouvelée chaque jour Ouvert tous les jours 39, Bd de Stresbourg 75010 Paris 770.08 31

-LeRelais de Neuilly -

BRUNCH - LUNCH - THE - RECEPTIONS Le Relais du Soir de 19 à 22 heures près Palais des Congrès Porte des Ternes

14, place Général-Komig 75017 PARIS

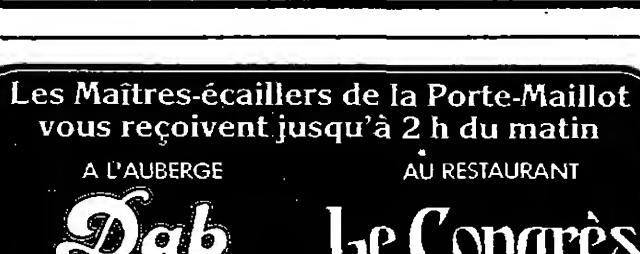
Réservation: 572-57-37 380.50.72.

227.82.14 MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR MAITRE-ECAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Péreire) 17

BRASSERIE DE L'EST FACE GARE DE L'EST. SA FABULEUSE CHOUCROUTE LE DELICIEUX JARRET DE PORC - CONFIT DE CANARD POMMES SAUTEES

LE TURBOT QUE VOUS CHERCHEZ HABITE CHEZ CHARLOT

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES 12, place de Clichy. 874.49.64 et 65 CHARLOT1 MERVEILLES DES MERS 128 bis, bd de Clichy, 522,47.08



Choucroute, rôtisserie, désserts maison.

Le Congrès

Viandes grillées à l'os au feu de bois.

Plateaux de fruits de mer, langoustes, poissons grillés. 161 av. de Malakoff 80 av. de la Grande Armée 75116 Paris · tél. 500.32.22 -75017 Paris - tél. 574.17.24 Los Arcos -Ambiance Flamenco 7. rus Lacharrière, Paris-11º



La Petite Anberge Franc-Comtoise

Cuisine REGIONALE Cuisine INVENTIVE 85, EV. 1,-B.-CHESSEUL S2100 BOOLOGNE

MAROCAINES

AISSA Fils, 5, r. Ste-Beuve, 548-07-22 20 h à 0 h 30. F dim.-lun. Tr. fin

Couscons Pastilla. Rés à part 17 h.

VIETNAMIENNES

NEM 66, 68, rue Leuriston (16°), 727-74-52. F. dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

ALSACIENNES

AUBRRGE DE RIQUEWIHR, 12, rue du Pg-Montmartre (9°). 770-62-39 AU GOURMET D'ALSACE, 16, rue Favart (2°), face Opéra-Comique. 291-69-86.

AUVERGNATES APTOIS ISIDORE BOUZEYROL, 13,

r. d'Artois, 8º, 225-01-10. P. sam. dim. FRANÇAISES TRADITIONNELLES RELAIS BELLMAN, ST. r. Franc.-Ic. 723-54-42 Jusqu. 22 h. Cadre sleg. LES CHAMPS D'ORS, 22, rue du Champ-de-Mars (77), \$51-52-69. dim. et lundi. Décor de boiseries. cedre raffiné. Spécialités de poissons, cuisine personnalisés.

LAPEROUSE, 51, quai Gds-Augusting, 326-68-04. Cadre and authent. CHEZ FRANÇOISE, Aérogare des Invalides, (7°), 551 - 87 - 20 et 705-49-03. Menu 85 F et grands orus de bordeaux en carafe. Ouv. le dim. à déjeuner. P. le dim. soir et lundi.

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (6°). P. dim. 325-77-68. Alex sux fournesux.

normandes MANOIR NORMAND, 77, boul de Courcelles, 227-38-97 F sam midi Langoustes, poulets au feu de bois. Coupe d'or de la gastronomie inter-PERIGOURDINES

LE FRIANT, 40, c. Priant, 539-59-98.
F. dim. Spéc Périgord et poissons. SARLADAISES LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 522-23-62. Cassoulez 57 P. Confit 57 F.

SUD-OUEST AU VIEUX PARIS, 2, pi Panthéon (5°), 354-79-22 PARKING. Sa cave. LE REPAIRE DE CARTOUCHE. 700-25-88. 8. boulevard des Filiesdu-Caivaire (11°)

TOURANGELLES L'ESCAPADE EN TOURAINE, 24. t. Traversière. 343-14-96 Spéc P dim FRUITS DE MER ET POISSONS LA BONNE TABLE, 42, rue Friant, 539-74-91. Spécialités de poissons DESSIRIER, spécialiste de l'huitre, 9. place Pereire, 227-82-14. Coquil-

lages et crustacés. Les préparations de polasons du jour TOUR D'ARGENT. 6 pl de la Bastille, 344-32-19 et 32-32. Huftres,

poissons, grillades, jag. 1 h 15 mat.

TY COZ, 35, rue Saint-Georges, 376-42-95 Tous les poissons. F dim. LE LOUIS XIV. 8. bd Saint-Denis, 200-19-90 et 208-56-56. F lundi-mardi. Déj., diners, soupers. Fr. de mar. Gibiers. Rôtisserie. Salon.

de mar. Giblers. Rôtisserie. Salon. Parking privé.
L'OPERA DE LA MER, 6, rus Gomboust (10), 261-43-93. Formule à déjeuner rapide à 85 F T.C. (un plat, parmi une douzaine au choix, dessert et un demi vin par pers.) et toujours sa formule à 130 F T.C. et sa carte.
TOUR DE LYON, 1, r. de Lyon (12°) face à la gare, 343-88-30. Huitres. poissons. grillades 1980. Huitres, poissons, grillades jusq.

1 h 15 mat. **YIANDES** AU COCHON DE LAIT à la broche. 1. rue Corbeille, 326-03-65. P. dim. ARMÉNIENNES

LA CAPPADOCE, 67 bis, quai A.-Bianqui, Aifortville, 575-05-30 Diner densant avec orch at due grece. BRÉSILIENNES GUY, 6, rue Mabilion, 64, 354-86-61 Priz de la meilleure cultine étran-

gère de Paris pour 1978. CHINOISES PASSY MANDARIN, 6. rue Bois-in-Vent. 16, 288-12-18, 527-62-02. Spéc. à la vap Boutique piate à amport.

Livr. à dom. Prod. exot. 524-58-54.

CHINOISES-THAILANDAISES CHEZ DIEP. 22, rue de Ponthieu (8°), 256-23-96, t.l.j. Nouvelles apécialités dans le quartier des Champs - Elysées, et gastronomis chinoise-vistnamienne.

DANOISES ET SCANDINAVES PLORA DANICA et son agréable jardin, 142, av des Champs-Elysées, tél. ELY. 20-4L COPENHAGUE, 1= étage.

ESPAGNOLES

EL PICADOR. 80, bd de Batignolles. 387-28-87 - Jusqu's 100 couverts LOS ARCOS, 7, r. Lacharrière (11°). Ouv. dim j. 2 h, 357-63-71. Sous la direction de Hernan Perez vous sont offerts, dans une chaude ambiance flamenco et sud-américaine, ses spécialités espagnoles et francaises.

INDIENNES

VISHNOU, 21, r. Daunou, 297-36 54 F dim SPECIALIT REGIONALES INDRA, 16, r Cdt-Rivière. F dim. 359-48-40. SPECIALIT TANDOORI ASHOKA, 6. rue Dr-Jacquemaire-Clemenceau (15°). T.1.1 532-96-46. Cuisine du nord de l'Inde Spécial. TANDOORL

INDIENNES-PAKISTANAISES

MAHARAJAH, 15, rue J-Chaplain, (6°). F. mardi. 325-12-84. M° Vavin. L'ARBRE A SOUHAITS, 15, rue du Jour (1°), 223-27-89. Cadre agrée-ble de standing. 40 F, soir 100 F F. dim Restaurant, salon de thé. MABARAJAH, 72, bd St-Germain, 354-28-07. P. Iundi, Mo Maubert.

Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

LAPEROUSE, 51, onal Gds-Augus-

LE VERGER DE MONTMARTRE 37. rue Lamarck (18°), 252-12-70. F. sam. á déj. et dím. MENU A tins. 326-68-04. De 2 à 50 couverts. déjeun. 120 F T.C. Cuisine de qualité. Orus originaux sélectionnés.

Ouvert après Minuit

TOUR D'ARGENT, 4 pl Bastille. (12°). 344-32-19 BANC D'HUITRES. ALSACE A PARIS - 326-89-36. 9, pl St-André-des-Arts, 6°. F mer. Grillad Choue. Poissons. SALONS Dégustation huitres et cognillages. WEPLER, 14, pl. Clichy, 522-52-29

Son bane d'huitres, ses poissons

LE LOUIS XIV, 8, bd Saint-Denis, 200-19-90 et 208-56-56 P. lundimardi. Diners, soupers, Fr. de mer, Gibiers, Rotisserie, Salon, Parking AU PETIT RICHR, 25, r. Le Peistier 770-86-50 Décor authentique 1880. BANC D'HUITRES. Vins de Loire, environ 120 F.

Le dernier tim-. ALGERIS. - 75" anniversaire

10 his, place Clichy à Paris 9°. Tél.: 874.44.78. Ouvert tous les jours jusqu'à 3 h du matin.

Environs de Paris

TX65 (1)

échecs

UN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

> (Intersonal de Moscer septembre 1982)

Blancs : A Bellavsky

Noirs : D Valimirovic

Défense Benoni moderne.

CS 16 CXC4 48 18 Fb4 Cc-64 (k) g6 19 d6!! (l) g5 (m) Fg7 20. F61!! F66 (D) 0-8 21. CX64 CX64 T68 (a) 22 Fa5: (c) FXe4! (p) Cb-d7 23 FX d8 c4 (é) 24 d7!! (g) Tés (r) Cc5(g) 25. D×62 13 Rh) (f) 14 65: (h) abandon (8)

Benon's: les Noirs out let le choix entre la suite 9..., a6; 10. Fi4 ou 10 Fg5 et le coup du texte (9..., Tés).
b) Ou bien 10. Dc2. Cas; 11 Fi4 Ca6: 11. f3, Cg7: des quatre plons » par inter-1 d4 Cf8: 2 04 05: 3 d5.

d) L'avance cb-c4 cède la cast c5 au C-D tout en dégageant la diago-nale a7-g1 : dans l'état actuel des analyses, cette idée samble être la soule à donner aux Noirs un contre-

f! Le pion c4 n'est pas à prendre. 81 13. 0×04. C×64: 14. 0×64. T×64; 15 pd3 (et non 15. 0×d6?, Db6+). Td4: 16 F63. T×d5: 17 Dc2. Cc5: 18 F64. 0×64: 19 D×64. Th5 (Tevethovic - Suetin. Match Yougoelavie - U.R.S.S., 1969) cf si 13 F×c4. Cc5: 14 Dc2. Cc4: 15 Ct3. F×c3 suivi de 18., C×64 (on 14 Df3. Fc4: 15 Dc3. Cc×64; 16 Cc×64. C×64; 17 D×c4 (on 17 C×64. T×64: 18. Fd3. Fd4+; 19 Rh1. F62). Db6+; 18 Rh1. Ct2+: 19. T×t2. D×t2. Feut-être faut-il tenter l'avance sauvage 13. c5. par exemple. 13.... d×t5: 14 C×c4 mais les Noirs disposent ici de la réplique 14. Ch61: si 15. f×65. Cc4!; 16. Od6. F×65: 17. 0×68. Dh4 [: 18 h3. Dc3]; 19. F×c4. Dh2+, partie nuile. (Taimanov - Tahi, 1972) Enfin. 13. F/3 est à envisser : 13.... Cc5: 14. h3. à envisager : 13.... Cc5 : 14. h3. 9) Ou 13... Tha: 14 65 L d×65; 66; 4. Cc3. 6×65; 5. c×d5, d8; 6. 15. C×c4. b5; 16 g×b5, a×b5; 17. 64, g6; 7. 74, Fg7; 8. Cd3. 0-0; 8. Cd6 | (gl 17. C×65, b4!).

h) C'est le moment Après 14. De2? Of×e4; 15. Oc×e4, F15; 16. F13. De7; 17 Tel. F×e4; 18. F×e4, 15 les Noirs ont simplifié la position (Hamann - Andersson, 1977)

1) Une nouveauté. On poursuit habituellement par 15 Oxc4, éx 14; 16 FX14, O(-e4; 17 CX e4; CX e4; 18 Ta3! comme dans la partie 18 Ta3! comme dans la partie G Garcia - Tatai. 1974, qui laisse aux Blancs un jeu actif. f) Et non 15.... C×d5: 16. C×d5. D×d5: 17. F×c4 avec attaque du

pion IV.

k: Une position dans laquelle la tension est particulièrement sensible.

Les Moirs ont apparemment rétabli l'équilibre des forces et menacent 19. ... CXç3 suivi de 20.... DXd5 en se réservant le déclouage g6-g5

!) D est clair que l'échange 19.

CXé4. TXé4 force les Blancs à la simplification 20 FXf6. FXf6 favorable aux Noirs. Le coup du texte accentité la tension dramatique mais suppose une analyse approfondie. suppose une analyse approfondie.

m) Si 19..., CXc3: 20. bXc3. g5;
21 Ft2 Cé4: 22 Fb5. CXc3: 23.

FXd8. CXd1: 24. TXd1. TXd8: 25.

Cb6. Tb8: 26. d7 avec gain ou bien
22... Dd7: 23 Fb5. Cf6: 24. Fd4!

n) L'èquilibre est-il assuré?

p) 51 32... De7 (c8); 23. Cb6 et 81 22... Db8; 23 Fc7, Da7; 24 Cb6 etc. Les Noirs trouvent subitement une défense qui paraît retourner la situation. q) Mais cette pointe fort subtile change tout, alors que 24. D×62. Ta×d8 | permettait de résister quelque temps (et non 24... Cg3+; 25. b×g2. T×é2; 26 Fc7. T62; 28. T2-d1, T×d1; 29. T×d1. PIS; 30. d7. Fd8; 31. Té1!).

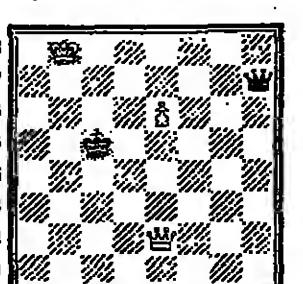
r) Si 24_, FXdi; 25. dX68=D+; at 24_, T6×d8; 25. Dx62 s) Car si 25:... Cg3+; 28. hxg3, Tx62; 27. Fa5 i et si 25..., Txd8; 28. Dc4, Txd7; 27. Dc8+. Solution du nº 995

(V. Dogiov). (Blanes : Rbl. Tal. Fd5 et Fh2 Noirs : Rg5. Tc2. Fb3). 1. Ff4+: Rf5 (sl 1..., Rg4; 2. Tn4!); 2. Fé6!, Rf6!; 3. Fg5+!, Rg6; 4. Ff7+!, Rg7; 5. Fh6+!, Rh7; 8. Fg8+!, Rh8; après cette manœuvre rare, un coup sliencleux 7. Ta8!, Tf2; 8 Fé3, Th2; 9. Ff4, Tf2; 19. Fg3!, Td2; 11. Fb3+!, Fg7; 12. Ta2!, Td3; 13 Tn7+. Rf8; 14. Ta8+!, Re7; 15 Fy5?

Rg7: 15. RXb2, TXg3: 16. Tg8+ suivi de 17. TXg3. Un rêve.

E. DOBRESCU

(1982)



BLANCS (3): Rb8, Dė2, Pė6 NOIRS (3): Rc5, Dh7. Les Blancs jouent et gagnent. CLAUDE LEMOINE.

bridge Nº 993

BRILLANTE **ATTAQUE BRIDGE-VISION**

La finale du championat du monde par équipes open, qui a été retransmise en bridge-vision an casino municipal de Biarritz, a été très disputée. Une heure avant la fin, l'avance des Français était faible, et la chute d'un score partiel adverse pouvait être décisive C'est alors que l'Américain Pender trouva une entame rare. mais excellente, pour faire chuter un contrat de 2 Carreaux joué par le champion olympique Mi-chel Lebel.

▲ B 6 3 2 ¥ 7854 ◆ B72 487 7 A V85 N ₩ B 103 ♥ D V 82 O E 65 ♦ A V 8 S **109** ◆ D 10 9 8 4

Ann. : N. don. N.-S. vuln.

A A V 8 2

1 SA contre **passe passe** Quelle a été l'entame choisie par Pender. en Ouest, pour faire chuter DEUX CARREAUX? Réponse : Supposons que Ouest fasse l'en-tame normale de la dame de

Nord

Soulet

passe

Est

Ross

D9.556

Quest

Pender

Cœur, le déclarant va prendre avec l'as de Cœur et va jouer immédiatement Trèfle afin de faire au moins une coupe à Trèfle. La défense prendra et contre-attaquera l'as de Carreau et Carreau, mais elle ne pourra empêcher le déclarant de faire quatre Carreaux, l'as de Trèfle et une coupe à Trèfle qui sioutée à l'as de à Trèfle qui, ajoutés à l'as de Cœur et au roi de Pique, assureront la réussite du contrat de 2 Carreaux.

Or Pender fit l'entame du... 3 de Carreau, car les annonces lui avaient appris que Sud n'avait vraisemblablement pas trois Cœurs et trois Piques (puisqu'il n'avait pas dit 2 Cœurs ou 2 Piques) et qu'il avait donc quatre

Trèfles alors que Nord en avait un ou deux Par conséquent l'entame d'atout s'imposait malgré le sacrifice éventuel du valet, et effectivement. Ouest ne fit pas son valet, mais Lebel dut perdre, au total, trois levées à Trèfle et une levée dans chacune des trois autres couleurs. A l'autre table, les annonces

o) La manœuvre Fh4-e1-a5 semble

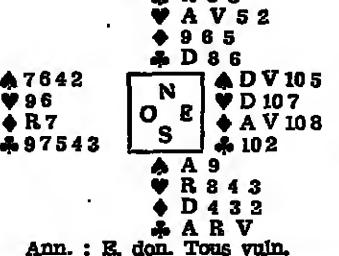
avaient été : Ouest Nord Pilon Martel Faigenb. Stansby — passe contre 2 ♠ **passe** contre passe passe 4 a passe... Le contrat a chuté de deux le-vées (100), et la donne rapporta 200 points aux Americains, c'est-a-dire 5 points de match.

Les dames de Biarritz

A Biarritz, les Olympiades par 🛕 7642 paires pour dames comportaient \ 96 six seances éliminatoires à l'issue | R 7 desquelles on a conservé les quarante paires les mieux classées pour une finale de quatre séances (120 donnes). Trois paires fran-caises (Mmes Lise et Valensi. Cohen et Zuccarelli. Morenas et Serf) terminèrent les éliminatoi-

res dans les cinq premières places. Mais en finale elles faiblirent, tandis que les Orléanaises, Mmes Burnet et Fouillet, se hissèrent à la cinquième place et que la paire américaine de Carol Sanders et Anne Belty Kennedy remportait la médaille d'or. Le titre est bien mérité car ces deux Américaines avaient été deuxièmes il y a quatre ana et elles ont été déjà deux fois championnes du monde par équipe de quatre.

Voici une donne qui montre comment elles ont su tirer partie de la moindre erreur adverse pour faire le top. ♠ R 8 3 ♥ A V 5 2



1 SA passe passe... passe ayant entamé le 9 Cœur, la déclarante fit le roi de Cœur et l'as de Cœur. et elle rendit la main à Cœur sux adversaires. Après avoir fait le troisième Cœur. Est contre-atta-qua le valet de Carreau que Sud prit soin de ne pas couvrir et que Ouest crut bon de prendre avec le roi pour débloquer la couleur et continuer Carreau. Est fit l'as, et elle contre-attaqua la dame de Pique. Comment Anne Betty Kennedy, en Sud, a-t-elle fait dix levées (une de mieux) à TROIS BANS ATOUT contre

toute défense? Note sur les enchères : L'ouverture de « 1 SA » était classique, et Carol Sanders, en Nord, n'a pas fait de Stayman (« 3 Tréfles») à cause de sa distribution 4-3-3-3 et aussi parce que, en tournoi par paires, il y a en général intérêt à jouer à Sans Atout dès que le contrat paraît raisonnable.

PHILIPPE BRUGNON.

a) L'art d'utiliser la dame, direc-

HARCÈLEMENT PAR LA DAME

1. 32-28 17-22 28. 32×21 16×27
2. 28×17 12×21 27 26-21!(q) 17×37
3. 34-30 (a) 11-17 28. 48-42 37×39
4. 31-26 8-12 (b) 29. 35×2 12-18
5. 38-25 19-29 30, 2-39 27-31 (r) 6. 36-31 (c) 18-22 31. 36×27 22×31 6-11 32 30-25 9-14 7. 41-36 8. 38-32 21-271 (d) 38. 38-33 (e) 16×27 9. 32×21 '23×34 34 33-29 23×34 10 33-29 11 39 x 30 (e) 13-19 35. 40 x 29! (u) 12. 43-38 (1) 19-24 (g) 36. 45-40 13. 30×19 14×23 37. 49-351 (W) 14. 25×14 18×19 . 1-6 38. 29×20 15 47-41 16 44-39 (b) 11-16 39 26×9 17 37-32(1) 7-11(1) 40. 25-39 18 32×21 16×27 41 39-17 (y) 19 49-43 (k) 2-8 42 35-80 20 42-37 (1) 11-16 43. 17-3 (z) 21 37-32 2-7 (m) 16×27 44 3×20 22 32 x 21 7-11 45. 20-47 5-10 (bb) 24- 39-34!(D) 15-28 46. 39-24 25, 37-3211 (0) 47. 47-38! (CC)

11-15 (p) Championnat des PAYS-BAS. Blanca: PALMER a) 3, 37-32 (7-12); 4, 41-37 (11-17); 33.28 (6-11); 6, 39-33 (19-23); 7, Noirs : HEUSDENS 28×19 (14×23) : 8. 44-39 (10-14) : 9. 34-30 (1-6) : 10 50-44 (13-19) : 11 33-28 (20-24) : 12. 30-25 (21-26) : 13. 40-34 (17-22) : 14. 28×17 (12×21) : Ouverture : Raphaël.

15. 47-41 (8-13); 16. 32-38 (23×32); 17. 37×28 (26×37); 18 42×31 (21-26); 19. 44-40 (26×37); 20. 41×32 (16-21!) [mouvement d'encerclement du centre des Blancs, en exploitant la relative (albiesse de leur alle gaucha]; 21 39-33 (11-17); 22 46-41 (6-11); 23. 41-37 (11-16); 24 34-30 (5-10); 25. 43-49 (21-27!); 26 32×21 (17×26); 27. 38-32 (12-17); 28. 39-34 (18-22); 29 37-31 (26×37); 30 32×41 (3-8); 31. 48-42 (8-12); 32. 41-47 (12-18); 33 42-38 (16-21); 24. 37-31 (21-26); 35 31-27 (22×31); 36 36×27 (18-22!); 37. 27×18 (26-31); 38. 38-32 (31-36), 39 32-27 (19-23!) [combinaison simple sur le thème du coup renversé]; 40. 18×20 (15×24); 41. 30×19 (40×21), N+ [Schwartzumn-Jansen, demi-finaise (zone de Europe de l'Ouest), 1980, du champimunai du monde]
b) 4.. (6-11: 5. 33-28 (21-27); 6. 30-24 (19×30); 7. 35×24 (20×29); 6. 30-24 (19 x 30); 7. 35 x 24 (20 x 29); simple pour débutants ayant fran-22-21 chi le premier cao de l'initiation. c) Stratégie d'enveloppement où la recherche de l'occupation du centre est écartée ou différée d) Rythme accelere avec mainte-

nant un pion taquin a 27 pour renforcer cette pression sur l'aile gaue) Force car II 40×29 (27-32) : 12. 37×28 (22×24). N+1 // L'attaque du pion taquin à 27 ne dolt pas être trop longtemps regj Un rythma soutenn par ca dé-

veloppement de la grande diagonale.

h) 16. 40-34 (9-13); 17 35-30 (4-9);
18. 30-25 (5-10); 19 45-40 (12-18);
20. 40-35 (9-13); 21. 50-45 (3-9);
22. 45-40 (11-16); les Blancs dament
à la case 4 par une combinaison en
six temps comprenant un enchainement de deux rafles de 9 plons au
total 23. 26-21 | (17×26); 34. 34-29
(23×45); 25 44-40 (45×34); 26.
43-39 (34×33); 27. 37×30 (26×37);
28. 42×4 | +. t) La première attache du pion 1) Ce pion se porte en soutien du pion maquin en prévision de nouvelles attaques.

k) Sans songer à 19... (19-24); 20.
35-30 (24×33); 21. 32×16, +1.

1) 20. 39-33 (5-10); 21 50-44 livre le coup de dame dont le mécapisme est asses subtil, quoique relative-

ment simple 21 .. (17-21 !) . 22. 26×23 (23×32) : 23. 31×22 (12-17 !) [temps de repos] : 24. 38×27 (17×50) , N+. m) Toujours pour se porter en o) Après avoir temporisé au temps précédent, les Biancs, soudain, s'assurent. par cette nouvelle attaque, le gain du pion ou le comp de dame. p) Où ? a) Debut d'un sacrifice massif pour damner à 2 r) Essai de dépordement sur l'alle gauche adverse.

s) Menace de 33-29 (23 x 34)

2) Menace maintenant de 29-24 (20 × 24) 25 × 22 [le rayonnement d'une dame]. +. d'une dame], +,

v) Encore un coup forcé,

v) Incassanta harcélemente des
Blancs qui font surgir un nouveau danger par 47-41 [les envois à dame]

(37×46) 25-30 (47×24) 30×6. +,

z) Sur 37... (11-16); 38. 47-41

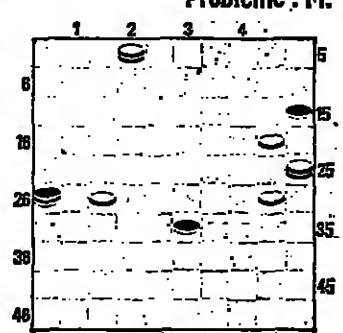
(36×47); 39. 25-30 (47×24); 40.

30×27. etc. + après la prise du pion en l'air à 9.

y) Neutralise le pion à 16 et s'oppose au franchissement de la dia-gonale 6 à 50 par le pion à 18.

tement ou avec le concours des plons (vu ci-dessus), pour imposer une stratégio de harcèlements qu) La seule petite chance de nulle résidant dans un débordement dans le fond de la grande diagonale
bb) (27-33) était-il mailleur?
cc) Ultime barcèlement par la
dama, qui piace les Noirs en situation de mat Alpsi 47.. (16-21);
48 38-43 (27-31); 49. 43×18 (31-37);
50, 16-38 (36-41); 51. 38-47. + par
blocage.

Problème: M. NICOLAS (1951)



Les Blones jouent et gagnent. • SOLUTION: 27-21 (28 x 35, a) 25-30! (35×19, b, c) 2×38.. (15×24) 38×20___ +. a) (15×35) 2-24 (26×30) 25×28. 4. b) (15 × 24) 30 × 19 (35 × 13...) 2×38... 十. c) (35 x 24) 20 x 38 fet non 2×351 +

Une finale à la portée (sans l'aide

de la solution) des damistes

comptant denz on trois trimestres

de pratique méthodique. JEAN CHAZE.

les grilles

du

week-end

MOTS CROISÉS

N° 224

I. Avec lut il serait paradoxal

7 8 9 10 11 12 13

de se gourer. — II. L'éclat

d'Athalie. De première. — III.

Rougissent. - IV Dans le gratin. Toujours confil. - V. Joueuse de lyre. Battue. — VI. Personnel On l'enfile de droite à gauche. Desime au spectacle. - VII. Le tri n'est pas fait. Possessil Note. - VIII Unis A trop soigné son bronzage. — IX. Très sérieusement contractée. Part d'un bon sentiment. —

Verticalement

X. Impose la pause.

1. A grand peine. — 2. Béquins. - 3. A faire vomit Deserient à la dernière extrémité. - 4. Collectionne Etre suprême. - 5. Ferme de bas en haut Remporté. - 6. Preposition Sans occupation - 7. Dans l'accablement. A ses fans — 8 Se rende Anima la garde nationale — 9. Plutôt soigneuse. — 10 Bécasses. — 11. Bien reque. Vieux chant. - 12. Laps de temps Vit la flotte à la flotte. — 13. Ont du nez.

Selution du nº 223

Horizontalement I. Anticléricale. — II. Raille. Aromes - III Lis. Egarement. -IV. Evanouse Brie – V Sene. Entasser - VI Ive Sent St -VII Enervas. Tic. - VIII Naτιπε Vibrai. – IX Niet Reculade. — X. Enseignements.

Verticalement

1. Ariestenne. — 2. Naive. Nain - 3. Tisanières - 4 N. Nevrite. - 5 Cléo Evn - 6. Legue Aerg — 7 Amsi En — 8. Raretė. Vce. — 9. Ire Antium. — 10 Comestible. — 11. Amers. Cran — 12. Lentes. Adt. — 13. Estérifiés.

FRANCOIS DORLET.

ANA - CROISÉS®

N° 224 Horizonfalement 1 AEHMMNS (+ 1). -- 2 EL-

V_rticalement

 25×26 , +.

OSTV - 3. EIILNOV (+ 2). -4 AACENTV (+ 1) — 5 REIR-(+5). -6. ACEORST - 10 EEEILRS (+ 2). - 11. CD-13. AAEGLNRT (+ 1). - 14. - 15 DETORSU (+3) - 16 EENOSST - 17. EEINORT. — 18. EGIILNN. — 19. ACEORST (+ 6).

20 EEEIMRRS (+ 1). — 21. ABLMOU. - 23. REENORSU (+ 2). - 23. EEIRSSV (+ 3). -24. CENNOT (+ 1). — 25. CDE-IOTUV. — 26. AEEILNRS (+4). - 27. ACERSU (+ 1). - 28. EGILLOST - 29. AAHIORSU. - 30. ACDDEE, - 31 AAEG-INRV (+ 1). — 32. IOORRUV. - 33. EENRSTU (+ 8). - 34. ADEORRS (+ 3).

Solution do nº 223 **Horizontalement**

1 SARCASME - 2 SAPEUR (APURES, AUPRES, EPURAS, Parues Pueras) — 3, epei-CHE, oiseau. - 4 POUTSE, net-- 6. HELIPORT - 6. PULSATIF. - 7 CUSCUTE, plante — 8. — LESINAS (ENLI-SAS, ENSILAS, SALIENS, SA-LINES, SILANES) - B. ALTE-RER (RELATER, ALERTER, RATELER). - 10. EROGENES. - 11. AETITR (ETETAI). - 12. PICARDAN, cépage du Langue-

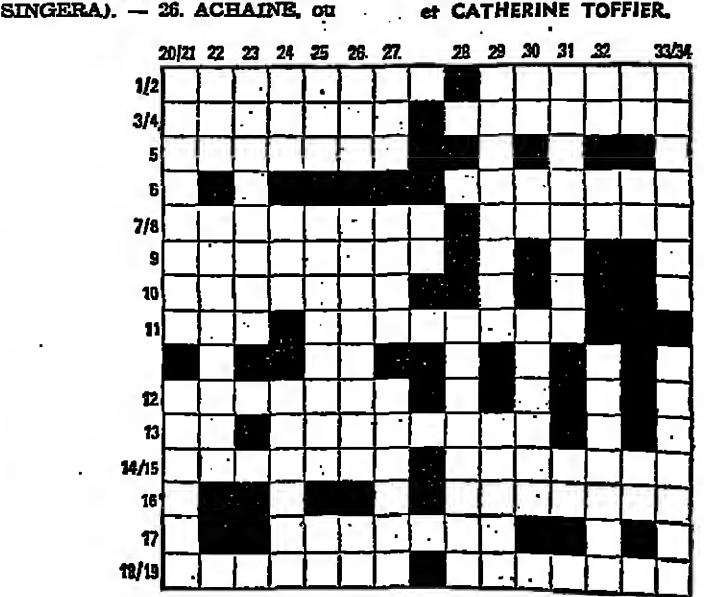
EMORFILE - 14. AKENE - 27. PAMINE (IN-- 15. ORPIMENT. sulfure d'arsenic. — 16. UTE-RINE - 17. OVIPARE - 18. (SIEGEAS). — 19. OSMIURE (ROUIMES), à base

d'osmium. Verticalement

20. SERPOLET (PETROLES, PROTELES) - 21. EPOUSA. -22. APEUREE (EPURERA RE-PARUE). - 23. AMORTIS (MA-TOIRS) - 24 SOUCOUPE -25. SAIGNER (ARGIENS, EN-GRAIS, GARNIES, GRAINES, GRENAIS, IGNARES, INGE-RAS, REGAINS, REGNAIS, RE-SIGNA. SERINGA. · SIGNERA.

FAME). — 28. SHETLAND — : 29. MELISSE. — 30. PLANETE (EPELANT, PLANTEE) - 31 SCIENT (CEINTS). — 32 SPO-RULA. — 33. ACTIVES (CAVISTE CAVITES). - 34 AORISTE (EROTISA OSERAIT, OTARIES, OTERAIS, TOISERA, TO-REAIS). - 35. RHENIUM (IN-HUMER). - 36. SURICATE (CREUSAIT, CUITERAS, CU-RETAIS, ERUCTAIS, RAUCI-TES, RECUSAIT, SUCERAIT). mangouste. - 37. TETANISER. - 38. REOPERE. - 39.

> MICHEL CHARLEMAGNE et CATHERINE TOFFIER.



JRANTS

क्षिक्षा भागा है हो स्वार

L'échange fougueux

Il y a trois ans à peine que Francis Lalanne s'est lancé dans l'aventure de la chanson comme un saltimbanque d'une espèce assez rare: avec la nervosité du temps qui circule en lui comme les impulsions d'un moteur entre la tension et la décontraction, entre l'excitation et l'apaisement. Il a recherché fortement les rapports avec le public, la spontanéité et l'improvisation. A travers la France, Lalanne a donné plus de trois cents concerts, qui ont pu se prolonger, parfois. jusqu'à 3 heures, voire 5 heures du

Et puis, pour ne pas tomber dans les habitudes, parce qu'il a aujourd'hui les moyens de ses désirs, il s'est offert à l'hippodrome de Pantin un vrai spectacle structuré avec des séquences d'une justesse de ton exemplaire, avec aussi, comme toujours chez ce jeune auteurcompositeur, une manière étonnante de porter les chansons sur le terrain de la vie.

Lalanne est tour à tour bateleur. candide généraux et sougueux, magicien lunaire, avec une sincérité totale. Francis Lalanne commence en douceur, a capella, puis monte crescendo avec des chansons souvent racontées à la première personne, des ballades de solitude, de paumés du désespoir, d'amour et d'espoir, avant d'entrer dans les éclats du rock.

L'accord avec le public se réalise par magie. Dès lors, l'un chante avec le désir de l'autre, des musiques et des mots sans cesse renou-

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Hippodrome de Pantin. Samedi 20 et lundi 22 novembre, soirée à 20 h; samedi 20 et dimanche 21, matinée à MUSIQUE

« LES CONTES D'HOFFMANN » A L'OPÉRA-COMIQUE

Un fantastique très évident

comique, qui retrouve son nom. Alain Lombard a choisi une œuvre symbolique, les Contes d'Hoffmann d'Offenbach, qui furent représentés mille guatre-vingt-deux fois à la salle Favart avant de passer en 1974, au palais Garnier, dans la prestigieuse réalisation de Patrice Chéreau. La beauté de celle-ci et son succès étaient-ils épuisés? Surement pas, et nous la voyions un peu tristement émigrer au rayon des souvenirs, malgré les réserves que nous avions faites. Mais l'Opéra-Comique reprend son bien et Alain Lombard, obligé l'an passé de monter très rapidement une saison à la demande de Bernard Lefort, avait saisi l'occasion en demandant d Jean-Pierre Ponnelle d'adapter sa production de Salzbourg.

Pour la réouverture de l'Opéra-

senter à Paris un visage nouveau des Contes d'Hoffmann après les travaux critiques réalisés récemment sur cette partition jamais achevée par Offenbach. A vrai dire, on desespère d'y voir clair un jour ; la version Ponnelle est un compromis entre l'édition Choudens (samilière aux adeptes de l'Opéra-Comique) et la dernière version Oeser (Éditions Alkor) qui avait produit une si sorte impression à Florence dans la mise en scène de Ronconi. Le rôle de la Muse-Nicklausse est justement revalorisé. mais le tableau de Giulietta (le plus problématique) reste proche de la tradition. On verra dans le programme comment Jean-Louis Martinoty justifie les options de

Cela lui permettait aussi de pré-

L'action se déroule sur la place d'une petite ville allemande, devant un - Staatstheater - à l'antique, décor unique, mais dont tous les éléments tournent, avancent, reculent, reflétant à la fois la similitude des aventures d'Hoffmann (« Olympia, Antonia, Giulietta ne sont qu'une même femme : Stella »] et leurs déguisements divers : le théatre devient palais des miroirs et · palais de la découverte - pour l'une: chambre close transpercée

17/28 NOVEMBRE RELACHE LUNDI ET MARDI

PLACE SALVADOR ALLENDE. TEL. 899.94.50

Woneallt

par les fantômes pour la seconde; et piazetta vénitienne dans la nuit, où les gondoliers trainent leurs clients sur des draps sunebres (transcription fort savoureuse). pour la iroisième. Les soules, en groupes massifs, uniformément noires ou d'un blanc étincelant selon les scènes, accentuent le côté onirique de ces évocations.

Jean-Pierre Ponnelle (auteur des décors comme de la mise en scène - les costumes, sort réussis, étant de Pet Halmen) s'est appliqué à suivre au plus près le livret et à rendre évident le fantastique. Ainsi Olympia est-elle vue avec les yeux d'Hossmann : dès qu'il met les lunettes de Coppelius, la lumière s'adoucit et l'automate devient une gracieuse jeune sille, qui joue et s'exprime avec naturel, à peine les enlève-t-il que la lumière brutale révèle l'artifice, sans qu'il s'en aperçoive... • Truquage • habile et didactique, mais n'y avait-il pas plus de - réalisme fantastique - dans la vision d'Hossmann sou d'amour pour une poupée mécanique?

Dans l'acte d'Antonia, Ponnelle pousse le souci de se saire comprendre en multipliant par cinq ou six la mère santome et abusive, et le diabolique Docteur Miracle jouant du violon de tous côtés, comme si nous étions aveugles et sourds : ce grand charivari scenique et carnavalesque détruit radicalement l'impression de terreur métaphysique de ce tableau, le plus poignant et le plus pur de l'œuvre. L'acte de Giulietta est certainement plus fort et dramatique, d'une qualité plastique indiscutable. Mais, mis à part quelques partis pris un peu sorcés, la mise en scène brille d'intelligence, avec de

au coin du pont de Tolbiac (en face,

c'était Bercy). Vous prenez place dans des gradins confortables. De-

vant vous, c'est un espace sombre,

très large, très profond, coupé de

charpentes, de piliers, sur un soi ter-

Çà et là dans ce « décor » im-

mense sont disposés, immobiles, des

acteurs, femmes du monde en

grande robe du soir, messieurs en

Aux sons d'un patchwork musical

de Jean-Claude Eloy, très toni-

truant, ces figures vont s'animer, mi-

mer des fragments de la vie des pro-

priétaires, directeurs, cadres,

ouvriers, d'une usine, à peu près;

semble-t-il, entre 1920 et 1940. Il y

aura un tableau des ouvriers à leurs

machines et une scène de révolte

momentanée d'un atelier, mais la

plupart du temps c'est la vie des grands bourgeois industriels qui est

mimée: mariages, baptêmes, banquets, bals. Gratin et prolétariat seront vus ensemble, au bord d'une

mer supposée : c'est l'arrivée des

pantomime à grand spectacle, a réa-

lisé déjà une suite de tableaux, Pre-

nez garde aux zeppelins, qui prou-vait un talent sûr d'animateur de

théâtre, quelque chose entre le gui-

gnol et le ballet non dansé. Ce nou-

veau spectacle, la Manufacture, est

parfois curieux, avec des apparitions

brisées, fuyantes, comme des instantanés flous de mémoire - cela plus

proche d'ailleurs de la peinture, de la photo ancienne. Didier Flamand a

un « excellent goût » visuel, mais il faut aussi féliciter les champions de cette soirée, Claire Fraisse et Aga-

the Sallaberry, auteurs des costumes, Jean-Pierre Echeynne, au-

La Manufacture, du moins à ce

stade des premières représentations,

reste pourtant un spectacle raté,

sans structure, sans respiration, sans

propos, comme sans rime ni raison. On dirait qu'aucune conscience

claire, vraie, qu'aucun projet défini ni même qu'aucune pulsion enfouie

n'ont orienté cette entreprise. Tant

de talents inaboutis, tant de millions jetés par la senêtre dans une période

de crise sinistre, tant de comédiens

■ Le pianiste de jazz Al Haig est mort, le mercredi 17 novembre, à New-

York. Il était âgé de cinquante-buit

ans. Il fit longtemps partie de la forma-tion de Charlie Parker, avec qui il enre-

gistra plusieurs disques, notamment dans les années 40, en compagnie aussi

de Dizzie Gillespie, Max Roach et

Tommy Potter. Al Haig avait com-

mencé à jouer à la grande époque du be-bop, et son style a souvent été com-

paré à celui de Bod Powell.

teur des maquillages.

Didier Flamand, l'auteur de cette

« congés payès » sur les plages.

très belles images.

THÉATRE

reux noir.

La déception relative vient de l'interprétation. L'Orchestre de l'Opéra prodigue, certes, des moments d'une grande qualité sonore, mais la direction d'Alain Lombard, curieusement implacable, s'accorde souvent mal avec le véritable lyrisme romantique, l'élan et la sensibilité d'Offenbach. Si Neil Shicof reste un saisissant Hoffmann. tense, désespéré et suicidaire, il parait actuellement à bout de nerfs et la superbe voix, sans doute fatiguée, est constamment poussée à l'extrême. La Roumaine Nelly Miricioiu sait de bons débuts dans le triple role écrasant de l'héroine ; la voix, taillée dans un dur morceau de cristal, avec des reflets d'acier et de violentes inflexions à la Callas, convient mieux à la courtisane qu'à l'automate colorature ou à la délicate poitrinaire près de se briser. La Musc-Niklausse a le char-

mant visage de Claire Powell, dont la voix semble trop uniformément sombre pour ce personnage subtil et leger. Mais Jean-Philippe Lafont écrase la scène avec ses quatre personnages diaboliques, confirmant les espoirs qu'on met en ce futur Bacquier. Il reste un peu jeune encore pour faire passer dans sa voix la saveur tragique de son rôle et doit éviter que son souci louable d'intelligibilité ne nuise à la courbe musicale du chant.

Citons, parmi les rôles secondaires, Michel Hamel (le valet) et Gérard Friedmann (Spalanzani), solides comédiens, un peu en deçà cependant de la drôlerie d'Offenbach, tandis que les chœurs de Jean Lasorge se montrent une nouvelle fois aussi disciplines qu'excellents.

JACQUES LONCHAMPT. * Prochaines représentations les 20, 24, 27 novembre, 3, 6, 9 et 11 décembre.

« LA MANUFACTURE »

UN SPECTACLE DE DIDIER FLAMAND

Là où s'usaient des ouvriers

Vous entrez dans les murs d'une anonymes, indiscernables, impliqués

très blessant.

ancienne usine, au bord de la Seine. dans un tel gachis oui tout cela.

CINÉMA

LE NAZISME EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Deux conceptions du film documentaire

Les hasards de la distribution amenent simultanement sur nos écrans deux œuvres de qualité qui se situent aux extrêmes de l'éventail offert par le cinéma dit documentaire. L'un, la Guerre d'un seul homme, du realisateur argentin Edgardo Cozarinsky, c'est une appropriation entièrement subjective de l'histoire. L'autre. Hitler, une carrière, de l'écrivain et historien alternand Joachim Fest (assisté de Christian Herrendoerfer à la réalisation), vise à l'objectivité intelligente. Tous deux puisent dans un matériau d'écoque assez extraordi-

Par l'entremise de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Edgardo Cozarinsky a eu accès aux archives françaises de l'occupation, et d'abord à ces magazines d'actualité

> L'aide à la distribution

La Guerre d'un seul homme figure parmi les premiers films retenus par la nouvelle commission d'aide sélective à la distribution, présidée par Serge Leroy. Ce dispositif, qui remplace le système d'aide à la diffusion, a des moyens plus développés. Il s'agit de soutenir la sortie des films « difficiles », en finançant le tirage de copies (cela peut aller jusqu'à dix) et en couvrant une partie (jusqu'à 80%) du déficit éventuel de l'opération.

Ces mesures concernent les films. En janvier prochain sera envisagée une aide aux entreprises de distribution ellesmêmes, celles qui prennent le risque de travailler avec des films ambitieux.

où se consignait hebdomadairement la vérité officielle, médiatique, dirions-nous aujourd'hui. Pour caux qui ont pu voir ou revoir certains de ces journaux filmés d'avant ou d'après la demière guerre, le ton ne change guère. On retrouve les mêmes tics et trucs d'un style d'information, une même vision aplatie du réel.

Ces actualités de l'occupation ne prennent du relief que dans certaines. séquences directement politiques où apperaissent les vedettes de la cultaboration, images pathétiques, dérisoires. En contrapoint, des extraits du Journal d'Ernest Jünger de l'époque, avec un énorme travail de mixage, de jeu sur les bandes son Écrivain, esthète, mais aussi officier d'occupation en uniforme, Jünger participe aux remous de la vie culturelle et artistique. Il rencontre la collaboration du haut du panier. S'il fait

allusion à un écrivain collaborateur. c'est Céline qu'il cite et son délire an-

Des l'ouverture du film, le déphasage voulu par le cinéaste crée en nous une gêne qui persistera. Les troupes allemandes défilient sur les Champs-Elysées, non pas au rythme cadencé des fifres et des tambours, mais accompagnées d'une étrange musique, déréalisante au possible.

La Guerra d'un saul homme, pardelà sa perpétuelle antinomie actua-Eté(s)-littérature, dépasse la personnalité d'Emest Jünger et nous offre la confession d'un autre artiste. Edgardo Cozarinsky, face à l'histoire et à ses pièges. Rejetant l'horreur de la propagande feutrée ou violente, le cinéaste reconnaît mezzo voce son frère, son cousin en inteffectualisme, dans les émois d'une âme trop sensible. De ce malaise permanent, du refus de tricher sur l'héroisme, les valeurs sous-tendant toute révolte. sourd l'émotion qui se dégage d'images ultra-codées.

A l'opposé de cette cruauté tranquille, le cirque permanent d'un élu de Dieu : pendant deux houres trente, à partir des seuls documents filmés présentés-en tant que teis, explications détaillées à l'appui, l'historien et pédagogue Joachim Fest trace dans son Hitler, une camère, le portrait d'une hystérie. Hitler haranquant les masses, comédien émérite, Hitier vénéré comme les Beatles ou les Rolling Stones, mettant son auditoire en transes : aucun homme d'Etat moderne n'a aussi magistralement joué la carte des médias avant la lettre.

Un travail n'a pas été mené à terme : une dimension critique introduite de l'intérieur des images, une véritable distance. Les tableaux, les détails, vous submargent littéralement. Aux spectateurs de compléter le montage, de l'organiser presque, de faire sa propre mise au point. . LOUIS MARCORELLES.

INSTITUT

MM. MOHRT, RÉMY, DE SAINT-PIERRE ET TRÉNET CANDIDATS

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie française s'apprête à mettre pour la troisième fois en compétition le fauteuil du duc de Lévis-Mirepoix que deux élections blanches ont laissé vacant. Déjà, quatre candidatures ont été enregistrées, celles de MM. Michel Mohrt, Pierre-Jean Rémy, Michel de Saint-Pierre et Charles Trenet. La date de l'élection n'est pas encore fixée.

MICHEL COURNOT.

mardi 23 novembre 20h30

dans l'enceinte d'une ancienne usine

où des femmes et des hommes ont

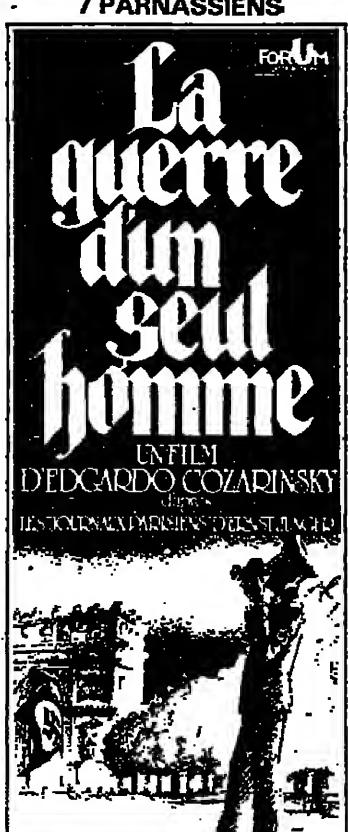
usé leurs jours a quelque chose de

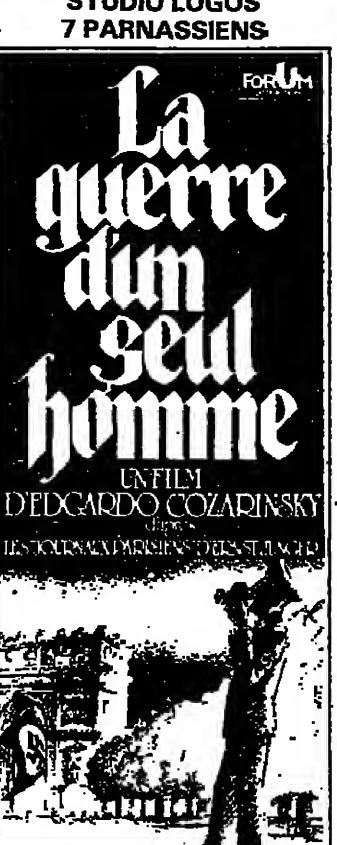
* La Manufacture, 20 h 30.

MARDI JAZZ A CRÉTEIL **DON CHERRY** MANU DIBANGO **AFRICAN SOUNDS**

Place Salvador Allende tél.899 94 50 M'Créteil Préfecture

FORUM CINEMA STUDIO LOGOS







THEATRE FIRMIN GEMIER - 18 Novembre / 11 Décembre

5° FESTIVAL D'ART SACRÉ

DE LA VILLE DE PARIS MARDI 30 NOVEMBRE à 21 heures

Egfise Saint-Etienne-du-Mont J.-S. BACH Cantates 33, 75 et 127 ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL CHAPELLE ROYALE

(Direction: Philippe HERREWEGHE)
Mieke van der SLUIS, soprano - René JACOBS, contre-ténor
John ELWES, ténor - Max van EGMOND, basse
Direction Gustav LEONHARDT

Centre Dramatique National Direction Bernard Sobel

LA MAMA DE NEW YORK THEATRES D'ANGERS, D'ORLÉANS; DE RENNES.

MAISON DE LA CULTURE 868 00 22 DE LA SEINE-SAINT-DENIS 868

Location ouverte: 3 FNAC et agences, par téléphone 277-92-26
Places: 80 F et 68 F HEATRE DE GENNEVILLERS 41, avenue des Grésillons, 92230 Gennevilliers. Tél. 733 26 30 MAISON DES CULTURES DU MONDE Du 17 au 23 novembre Une production de

AMAIS ANEMON

ODEON 15 novembre au 12 décembre 19 h 30 Loc. : 325.70.32 THEATRE NATIONAL la legran Jacques Torb BOTHO STRAUSS GRAND CLAUDE REGY

- Publicité

MINISTÈRE DE LA CULTURE ETHNOLOGIE DE LA FRANCE

APPEL D'OFFRES 1983 15 novembre 1982 - 15 janvier 1983

« APPARTENANCE RÉGIONALE »

« IDENTITÉ CULTURELLE »

Cet appei d'offres s'adresse à la fois aux chercheurs et aux équipes engagées dans l'action culturelle; le thème choisi invite tout particulièrement les uns et les autres à s'associer dans un même projet.

Texte et formulaire de présentation seront adressés sur demande

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction du Patrimoine

par le

Mission du Patrimoine ethnologique

4. rue de la Banque - 75002 PARIS

Téléphone 261-54-80 poste 334

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GRAND ET PETIT. - Odéon (325-70-32), 19 h 30 (sam.); 15 h ALADÍN-LA LAMPE MERVEIL-LEUSE. - Auinay-sous-Bois (868-00-22), 20 h 30 (sam.). DANSES DE L'INDE - Thélire A Dejazet (887-97-34), 18 h 30 (sam, dim.) LE CHORAL DES PECHEURS DEPONGES, par l'Attroupement

de Lyon. Antony : Théâtre F. Gé-

mier (666-02-74), 21 h. (sam.).

Les salles subventionnées et municipales

OPERA (742-57-50), 14 h 30 et 20 (sam.) : le Songe d'une muit d'été. SALLE FAVART (296-11-20), 19 h 30 (sam.) : Les contes d'Hollinam. COMEDIE-FRANÇAISE: (296-10-20), 20 h 30 (sam., dim.), 14 h 30 (dim.): La vic est un songe.

CHAILLOT: (727-81-15): Grand foyer 20 h 30 (mam.): les Petites Filles modèles : Théâure Gémier, 20 h 30 (sam.) et 15 h (dim.) : le Père. PETIT ODÉON : (325-70-32), 18 h 30 (sam. dim.): les Vacances; Rixe. TEP: (797-96-06), 14 h 30 (sam.); 15 h (dim.) : le Chantier ; 20 h (sam., dim.) : la Ville à prendre; Main basse sur la

PRITT TEP: (797-96-06), 20 h 30 (sam.), 15 h (dim.): L'essuie-mains des pieds; 10 h 30 (dim.) : Fou, voyou? BEAUBOURG : (277-12-33), Cinémavideo, 13 h, 16 h, 19 h (sam, dim.): non-veaux films B.P.L; Concert: 18 h 30 (dim.) : Mélodies pour chant et piano d'après P. Eluard : Théâtre-Opéra : 20 h 30 (sam., dim.) : Tom Johnson, l'Opéra de quatre notes : Lasiremi. THEATRE MUSICAL DE PARIS (261-

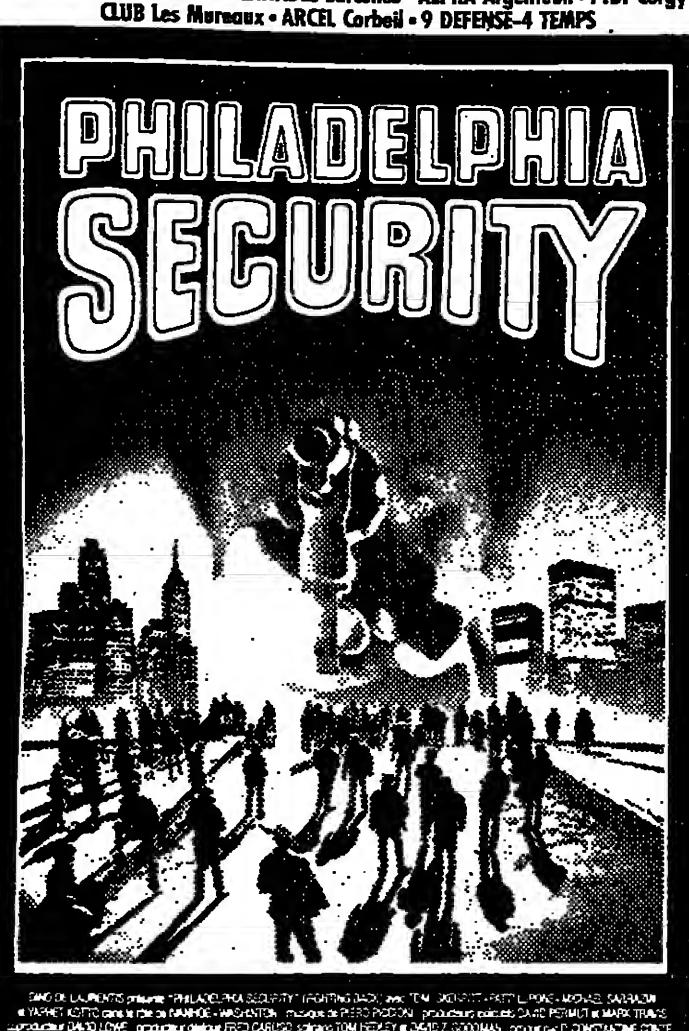
19-83), 14 h (dim.): la Venve joyeuse;
Orchestre Colonne: 18 h (dim.):
P. Dervaux, D. Sirkovetsky (Xenskis,
Paganini, Tchafkovsky).
THEATRE DE LA VILLE (274-22-77) (au Théatre de Paris), 20 h 30 (sam.); 14 h 30 (dim.) : la Fnite en Chine; 20 h 30 (sam.), 14 h 30 (dim.) : Une journée particulière.

CARRE SILVIA-MONFORT (531-28-34) (dernière), 21 h (sam.) : Carré magique; 20 h 30 : Cante Flamenco : Carmen Linares, (dim.). Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) 20 h 30 (sam.), 15 h 30 (dim.) : Varieta : 22 h 30 (sam.) : les Mirabelles. ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 (sam.); 15 h 30 (dim.) : Coup de soleil ARTS HÉBERTOT (387-23-23), 21 h (sam.); 16 h (sam., dim.): l'Exil. ASTELLE - THEATRE (238-35-53). 20 h 30 (sam.) ; le Malentendu ; 16 h (dim.) : les Bonnes. ATELIER (606-49-24), 21 h (sam.), 15 h

(dim.) : le Nombril. ATHENEE (742-67-27), 20 h 30 (sam.): Entre chien et long. Salle L.-Jouvet. 21 h UGC ERMITAGE VO-REX-UGC BOULEVARDS-UGC DANTON VO-MONTPARNASSE 83 MISTRAL - UGC GOBELINS - MAGIC CONVENTION - PARAMOUNT MONTMARTRE

UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN - 3 MURAT MELIES Montrevil - CARREFOUR Pontin - ARTEL Créteil - ARTEL Nogent ARTEL Marne La Vallée - FLANADES Sarcelles - ALPHA Argentevil - P.B. Cergy



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles «LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES» 704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures,

Samedi 20, dimanche 21 novembre

·sauf les dimanches et jours fériés)

(sam.) : Platonov ou l'homme sans père. BOUFFES DU NORD (239-34-50), 15 h, 20 k 30 (sam.) : la Tragédie de Carmen. BOUFFES PARISIENS (296-97-03), 20 h 30 (sam.); 15 h et 18 h 30 (dim.):

En sourdine les sardines. CARTOUCHERIE. - Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h (sam.); 16 h (dim.); Correspondance. — Theatre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 (sam.) : la Nuit des rois ; 15 h 30 (dim.) : Richard II. — Atclier du Chandron (328-97-04).

CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16) 20 h 45 (sam.); 16 h (dim.) : Coco Man. CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), 20 h 30 (sam_ dim_) : Philoctete-

CTTE INTERNATIONALE, Grand Theatre (589-38-69), 20 h 30 (sam.) : Don Quichotte; Galerie, 20 h 30 (sam.); Oncie Vania (dernière); Resserre, 20 h 30 (sam.) Trois Cases blanches (dernière). COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h (sam.) ; 15 h 30 (dim.) : Reviens dormir à l'Elysée.

(dim.) : Ça ira comme ça. COMEDIE ITALIENNE (321-22-22) 20 h 30 (sam.) : Noblesse et bourgeoisie. CONSTANCE (258-97-62), 20 h 30 (sam.) : Ce soir mon lit est un batean

DAUNOU (261-69-14), 21 h (sam.); 15 h 30 (dim.) : La vic est trop courte. EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h (sam.); 15 h (dim.): la Dernière Nuit de l'été.

nuage ; Une tortue nommée Dortolevski. (sam.) : Léonce et Léna.

16-18),18 h 30 (sam.); 14 h 30 (dim.); 1'lie de Tulipatan; 20 h 15 (sam.);16 h 30 (dim.) : Vive les femmes; 22 h (sam.), 18 h 30 (dim.); Michel Lagueyrie : Rouleur. SALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 (sam.) : A view from a bridge.

(sam.): la Leçon; 22 h 30 (sam.): le ARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h (sam.) : la Passion de l'insomniaque

LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h (sam.), 15 h (sam., dim.) : Az bois lacté. LUCERNAIRE (544-57-34), I, 18 h 30 (sam.): J. Supervielle); 20 h 30 (sam.): la Papesse américaine; 22 h 15 (sam.): Numéro 4. — 11. 20 h 30 (sam.): la Noce; 22 h 15 (sam.): Moman. — Petite Salle, 18 h 30 (sam.):

(sam.): 15 h (sam., dim.): Sodome et

l'Education de Rita.

ACTUELLEMENT SUR LES ECRANS

JAMAIS ANÉMONE ET JUGNOT N'ONT ÉTÉ AUSSI BONS!

. ÉRIC LEGUEBE (Le Parisien Libére)

UNE RÉCRÉATION QUE NOUS MÉRITONS TOUS PAR LES TEMPS QUI COURENT

MICHEL PEREZ (Le Matin)

700 000 SPECTATEURS EN FRANCE **ONT RI**

ANÉMONE - JUGNOT

(sam.); 15 h et 18 h 30 (dim.) : Sol

dans : « Je m'égalomane à moi-même ».

89, QUAL DE LA GARE(583-15-63),

SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45

SALLE VALHUBERT (584-14-18),

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES

(sam.); 15 h et 20 h 45 (dim.) : le Cha-

20 h 30 (sum.); 15 h (dim.) : les Rus-

(723-35-10), 20 h 45 (sam.); 15 h et

18 h 30 (dim.) : les Enfants du silence.

STUDIO FORTUNE, 21 h (sam.) : Ça

TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79),

20 h 30 (sam.) : Huis clos; 18 h 30

(dim.): l'Écume des jours; 20 h 30

(sam.); 15 h (dim.) : la Maison de pou-

pée; 22 h (sam.), 17 h (dim.) : A. Al-lais; 17 h (sam.), 20 h 30 (dim.) : Fran-

TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02)

THEATRE D'EDGAR (322-11-02)

20 h 30 (sam.) : les Babas cadres ; 22 h

THEATRE EN ROND (387-88-14), 21 h

(sam.) : Complet veston sur mesure en

(sam.): Nous on fait où on nous dit de

22 h (sam.) : Liberté d'action.

trois essayages (dernière).

de Marcel Proust.

20 h 30 (sam.) : Bruissement d'elles ;

sert à rien... mais ça impressionne.

çais, encore un effort.

20 h 30 (sam.) : la Manufacture.

15 h et 18 h 30 (dim.) : L'avantage d'être constant. MICHEL (265-35-02), 18 h 15 et 21 h 15 (sam.); 15 h 30, 21 h 15 (dim.); On dinera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 (sam.); 15 h (dim.) : Joyeuses Paques. MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h (sam.); 15 h (dim.): R. Devos; Petit Montparnasse, 21 h (sam.); 16 h (dim.) : Eupalinos. NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 b 30

(sam.); 15 h et 19 h (dim.) : Hold-up **ŒUVRE** (874-42-52), 20 h 30 : (sam.) : Sarah et le cri de la langouste. PALAIS-ROYAL (297-59-81), 19 h 15 ct le bourreau.

. 22 h (sam.) ; 15 h 30 (dim.) : Pauvre **PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 b** (sam.): Nuit de rêve. - Bertrand. PLASANCE (320-00-06), 20 h 30 (sam.); 17 h (dim.): les Jaloux. POCHE-MONTPARNASSE 92-97), 21 h (sam.) : Flock. POTINIÈRE (261-44-16), 20 b 45

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (723-37-21), 20 h 45 (sam.), 15 h 30

ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 (sam.); 14 h 30 et 18 h (dim.) : les Rus-

ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 18 h 30 (sam.) : les Joies de la vie : 20 h 30 (dim.) : Kadoch. ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 (sam.) : le Mariage de Figaro ; 22 h 30 (sam.): 18 h (dim.): Une chèvre sur un

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (258-67-55), 20 h 30 FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 (sam.) les Chaises; 20 h 45 (sam.): 15 b ct 18 h (dim.): Lifi Lamont; 23 h (sam.): So-

GAITÉ-MONTPARNASSE

HUCHETTE (326-38-99), 20 h 15 (sam.): la Cantatrice chauve; 21 h 30

(dernière).

MADELEINE (265-07-09), 20 h 45

MARIGNY (256-04-41), 21 h (sam., dim.); 15 h (sam., dim.); Arnadeus. – Salle Gabriel (225-20-74), 21 h (sam.); MATHURINS (265-90-00), 21 h (sam.);

THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 18 h 30 (sam.) : le Silence de la marice : 20 h 30 (sam.) : le Misanthrope. THÉATRE DE MENILMONTANT (366-60-60), 20 h 30 (sam.), 17 h "(dim.): 1936, l'espoir décu, le Front po-

THEATRE DE LA MER (589-70-22), 21 h (sam.), 16 h (dim.): l'Invitation. THÉATRE DE PARIS (loc. 274-22-77) Grande Salle, 20 h 30 (sam.), 14 h 30 (dim.) : une Journée particulière ; Petite

Salle: 20 h 30 (sam.), 14 h 30 (dim.): la Fuite en Chine. THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25) 20 h 30 (sam.) : la Nuit suspendue. THEATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 (sam.), 17 h (dim.) : 1929 ou le

Rève américain. THEATRE DES 400 COUPS (633-01-21), 20 h 30 (sam., dim.) : Ma vie en vrac : 22 h : Excusez-moi d'exister. THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 (sam.), 15 h (dim.) : les Strauss; 11.: 20 h 30 (sam.), 15 h

(dim.): l'Ambassade. THEATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 (sam.), 15 h (dim.) : Lorenzaccio. THEATRE 14 (545-49-77), 20 b 30 (sam.) : Point H.

THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48j, 18 h 30 (sam.) : Un bain de ménage; 20 h 30 (sam.) : le Mal court; 22 h 30 (sam.) : le Radeau d'asphalte. TRISTAN BERNARD (522-08-40), 20 h 30 (sam.), 15 h et 18 h 30 (dim.) : le Retour du héros. THÉATRE DE L'UNION (246-65-50).

20 h 30 (sam.) : Krapps last uppe and VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 (sam.), 15 h et 18 h 30 (dim.) : Chéri.

Les concerts

SAMEDI LUCERNAIRE, 21 b : I. Rigot-Moller, A. Luis Musso (Mignonne, Villa-Lobes,

SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Quatuer Juilliord (Brahms) HEURE MUSICALE DE MONT-MARTRE, 18 h : M. Bleger, C. Cebro, Ph. Cuper, D. Meylan (Saint-Saëns). THÉATRE DE POCHE, 19 h : R. Dyens. RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : M.-C. Girod (Weber, Szyma-

DIMANCHE CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE PARIS, Grand orgue, six chorales (Bach),

Karl Mai. ÉGLISE SAINT-MERRI, 16 b : Ensemble instrumental Euterpe, Easemble choral Philomène (Vivaldi, Mozart, Fauré). THÉATRE DU ROND-POINT, 11 h : M. Kaplan, B. Canino (Mozart, Bach, PORTE DE LA SUISSE, 21 h : C. Gau-

tier. D. Levaillent (Listz).

EGLISE DES BILLETTES, 17 h : E. Var-THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272varova (Schubert, Brahms, Moussorgsky) 23-41), 20 h 30 (sam.), 16 h (dim.): Un EGLISE SAINT-LOUIS-DES-INVAamour; 18 h 30 (sam.) : A la rencontre LIDES, 17 h : CL. Terrasse (Boyvin, Conperin, Marchand,...)

THEATRE DU LYS (327-88-61), 19 h SALLE GAVEAU, 20 h 30 : A. Krenski. B. Job. J.-P. Millow (Stravinski, Satie, De-(sam.), 15 h (dim.) : Voyage en Dualic.

THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. 17 h 45 : Orchestre des concerts Pasdeloup, dir.: M. Rodan (Mendelssohn, Chopin, Liszt, Berlioz).

NOTRE-DAME, 17 h 45 : K. Mai (Bach, SALLE CORTOT, 17 h : D. Galland, A. Voirpy, Ph. Montury (Brahms, Schumann, Schubert, Strauss, Weber). THÉATRE DE POCHE, 17 h : R. Dyens. Les festivals

FESTIVAL DE L'ILE DE FRANCE

(225-11-40) PARIS, Musée d'art moderne, 16 l (Dim.): Ensemble vocal M. Piquema (Schubert i. CHOISY-EN-BRIE, Eglise St-Pierre-St-Paul, 20 h 30 (Sam.) : Solistes de la

Grande Ecurie et la Chambre du Roy (Beethoven). NANTERRE, Cathédrale Ste-Geneviève, 16 h 30 (Dim.): Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle Royale (de

Monte, Weid, Buis). FESTIVAL D'AUTOMNE

(296-12-27) THEATRE GERARD-PHILIPE DE SAINT-DENIS (243-00-59), grande salle, 20 h 30 (Sam.); 17 h (Dim.): les Bas-Fonds; salle Serreau, 20 h 30 (Sam.); 17 b (Dim.): Œil pour œil. **CENTRE GEORGES-POMPIDOU (274-**42-19), grande salle 20 h 30 (Dim.); 16 h (Sam.) : Opéra de quatre notes.

Les films marqués (*) sont interdits anx moins de treize aus, (**) aux moins de dix-

La Cinémathèque CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 15 h : Fox (1915-1935) : Dante's inferno, de H. Lachman; 17 h: I loved you Wednesday, de H. King; 19 h, Carte blanche à W. K. Everson : Justice des montagnes, de M. Curtiz; 21 h : le Visage heureux de Leonore, de D. Mavroidis.

DIMANCHE 15 h : Fox (1915-1935) : A travers l'orage, de H. King; 17 h : One more Spring, de H. King; 19 h, Carte blanche à W.K. Everson: Okay America, de T. Garnett; 21 h : la Vie d'O'Haru, semme galante, de K. Mizoguchi.

BEAUBOURG (278-35-57) SAMEDI

15 h : Dix ans de cipéma italien : les Amoureux, de M. Bolognini; 17 h : Dommage que tu sois une canaille, d'A. Blasetti; 19 h. Aspects du cinéma en R.F.A.: l'Ordre, de S.S. Saless; 21 h: la Logique sentimemale, d'I. Kratisch. DIMANCHE

15 h : Dix ans de cinéma italien : la Strada, de F. Fellini ; 17 h : Femmes libres, de V. Cottafavi; 19 h. Aspects du cinéma on R.F.A.: Tuer humainement, de T. de Muscha et T. Trimpop; 21 h, Nouvean départ, d'A. von Grote.

Lettre ouverte aux coupeurs de tête

N parcourant le manifeste dénonçant comme suspect mon film L'As des as, coupable d'avoir voié « les spectateurs potentiels » d'Une chambre en ville, en examinant la liste de ses signataires, je me pris soudain à baisser la tête... Un mot de Jean Cocteau

PAR JEAN-PAUL BELMONDO

me revenait à l'esprit : « En France, l'égalité consiste à trancher les têtes qui dépassent ». Ainsi, L'As des as que j'ai coproduit et interprété en y laissant intégralement mon cachet parce que j'avais le désir de stigmatiser, sous le ton léger de la comédie, l'antisémitisme et l'intolérance, n'est pas toléré par ceux qui font profession de tolérance, et Gérard Oury doit rougir de honte d'avoir « préconçu son film pour le succès »! Jacques Demy a-t-il « préconçu le

Lorsqu'en 1974, j'ai produit et « sorti » Sta-

sien pour l'échec »?

visky d'Alain Resnais et que le film n'a fait que 375 000 entrées, je n'ai pas pleurniché en accusant James Bond de m'avoir volé mes spectateurs. Ce remue-ménage est grotesque. Aussi ridicule que la conclusion d'un critique signataire du manifeste, qui termine son article affirmant avoir entendu un enfant expliquer, en sortant de L'As des as, qu'il s'était trompé de salle et qu'il croyait être allé voir Alien. Plus de trois millions de spectateurs français en trois semaines sans compter les pays étrangers où le film reçoit un accueil triomphal se sont donc, eux aussi, trompés de salle et sont ressortis, ahuris, ayant applaudi L'As des as, croyant qu'il s'agissait d'un autre film, et me prenant pour un autre acteur!

Peut-être serait-il plus honnête d'imaginer qu'exerce L'As des as : « En ce temps de crise, le public a entrepris une formidable transhumance vers les paturages du divertissement et de l'évasion. Son ampleur actuelle en fait un phénomène de société. »

Venons-en au fait reproché à Oury. L'accueil triomphal réservé à son film ne serait dû qu'à une gigantesque intox, « écrasement informatif » si intense qu'il aurait rendu sourds et aveugles les trois millions de spectateurs en question, les empêchant d'aller voir Une chambre en ville !

Argument risible et un peu triste, tant il est facile_d'y répondre : L'As des as n'a pas plus volé les spectateurs de Jacques Demy qu'il n'a détourné ceux des Misérables, sorti une semaine avant lui, et dont les recettes n'ont cessé d'augmenter pour atteindre les résultats brillants que l'on sait. Il faut d'ailleurs méconnaître les règles de notre métier pour ignorer qu'un film qui marche, loin d'empêcher le public d'aller voir d'autres films, lui fait au contraire reprendre le chemin des salles obscures. Ces règles, le réalisateur Jacques Demy, la productrice Christine Gouze-Renal les connaissent. Il me semble d'ailleurs évident que ni l'un ni l'autre ne sauraient approuver un déchaînement ayant pour objectif la démolition d'un concurrent parce qu'il jouit de la faveur du public. De telles pratiques sont dangereuses. Elles mênent notre profession vers un encadrement anti-démocratique. Comment peut-on en effet prôner le suffrage universel et dénier aux Français le droit d'acheter les livres qui leur plaisent, de voir les films qu'ils ont choisis? A quand l'interdiction de voter pour tel ou tel candidat aux élections, sous prétexte qu'il a engagé un publicitaire efficace et mené trop bien sa campagne d'affichage?

En tous cas, pour moi qui ne suis qu'un acteur, le vote massif des spectateurs est et demeurera ma plus belle récompense. Oublions. donc cette agitation stérile et gardons seulement en mémoire cette petite phrase de Georges Bernanos : « Attention, les ratés ne vous rateront pas - !



Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.)
(**): Rio-Opéra, 2' (742-82-54):
Cluny-Écoles, 5' (354-20-12): U.G.C.
Rotonde, 6' (633-08-22): Biarritz, 8'
(723-69-23); Normandie, 8' (35941-18); U.G.C. Marbenf, 8' (225-

L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Halles, in (297-49-70); Berlitz, 2° (742-60-33); Richelicu, 2° (233-56-70); Paramount Odéon, 6° (325-59-83); Ambassade, 8° (359-19-08); Publicis Champs-Elysées, 8° (720-76-23); Le Paris, 8° (359-53-99); St-Lazare Pasquier, 8° (387-35-43); Hollywood Bd, 9° (770-10-41); Nations, 12° (343-04-67); Paramount Bastille, 12° (343-79-17); Faurette, 134 Bastille, 12 (343-79-17); Fauvette, 13 (331-60-74): Paramount Galaxie, 134 (\$80-18-03); Gaumont sud, 14r (327-84-50); Montpartnesse Pathé, 14r (320-12-06); Bienvenue Montparnasse, 150 (544-25-02); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Victor Hugo, 16 (727-49-75); Paramount Maillot, 17 (758-24-24); Wepler, 18 (522-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AU-TEUR (A. v.o.) : U.G.C. Odéon, 65 (325-71-08); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Champs-Elysées, 8 (359-12-15); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.f.): U.G.C. Opera, 2 (261-50-32); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8- (562-41-46). - V.f. : 3 Haussmann, 9- (770-

LA BALANCE (Fr.): Gaumont Halles, 19 (297-49-70); Richelieu, 2 (233-56-70); Onintette, 5: (633-79-38): Publicis Saint-Germain, 6º (222-72-80); George-V, 8º (562-41-46); Marignan, 8º (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8: (387-35-43); Hollywood Bd, 9: (770-10-41); Paramount Opéra, 9 (742-56-31): Athéna, 12 (343-00-65); Nations, 12 (343-04-67); Fauvette, 13º (331-56-86); Mistral, 14 (539-52-43); Montparnasse Pathe, 14 (322-19-23); Gaumont Convention, 15° (828-42-27); Mayfair, 164 (525-27-06); Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Wepler, 18º (522-46-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*): Ambassade, 8 (359-19-08). BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.): Hautefeuille, 6 (633-79-38); Marignan, 8: (359-92-82); Escurial, 13: (707-

28-04); Parnassiens, 14 (329-83-11); V.f.: Lumière, 9 (246-49-07); Athèna, 12º (343-00-65); Images, 18º (522-47-941. LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Cine Beaubourg, 3^e (271-52-36); Quintette, 5^e (633-79-38); Marignan, 8^e (359-92-82);

Elysées Lincoln, 8 (359-36-14); Parnassiens, 14 (329-83-11); V.f.: Berlitz, 2 (742-60-33); Montparnasse-Pathé, 14 (322-19-23). CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : v.f. : Maxéville, 9 (770-72-86). COMEDIE EROTIQUE D'UNE NUIT

D'ETE (A., v.o.) : Forum, 1º (297-53-74); Studio Alpha, 5 (354-39-47); Paramount-Odéon, 6 (325-59-83); Monte-Carlo, 8 (225-09-83); Publicis Champs-Élysées, & (720-76-23). - V.I.: Paramount-Opèra, 9° (742-56-31): Paramount-Gobelins, 13- (707-12-28); Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15. (579-33-00); Paramount-Maillot, 17 (758-24-24);

LA COTE D'AMOUR (Fr.) : St-Séverin, 5 (354-50-91), h.sp.

LES FILMS NOUVEAUX

LA GUERRE D'UN SEUL HOMME, film français d'Edgardo Cozarinsky, Forum, 1er (297-53-74); Studio Logos, 5 (354-26-42); Parnassiens, 14^e (329-

83-11); LES GUERRIERS DU BRONX (*), film américain d'Enzo G. Castellari, (v.c.) : U.G.C. Danton, 64 (329-42-62); (v.f.): Paramount Mari-vaux. 2* (296-80-40); Paramount Galaxie, 13* (580-18-03); Paramount Montparnasse, 144 (329-90-10); Paramount Orléans, 14 (540-45-91); Convention Saint-Charles, 15: (579-33-00); Secrétans, 19 (241-77-99).

HANKY PANKY, LA FOLIE AUX TROUSSES, film américain, de Sidney Poitier, (v.o.): Quintette, 5 (633-79-38); Ambassade, 8- (359-19-08); Marignan, 8 (359-92-82); (v.f.); Français, 9 (770-33-88); Maxeville, 9 (770-72-86); Nations. 12: (343-04-67); Mistral, 14: (539-52-43): Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06): Images, 18 (522-47-94); Gaumont Gambetta, 20

(636-10-96). HITLER, UNE CARRIÈRE, silm allemand de Joachim C. Fest, Vendome, 2 (742-97-52).

IDENTIFICATION DUNE FEMME, film italien de Michelangelo Antonioni (v.o.) : Gaumont les Halles, 1º (297-49-70) ; Haute-fenille, 6º (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Parnassiens, 14 (329-83-11); P.L.M. Saint-Jacques, 14 (589-68-42); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79); (v.f.); Imperial, 2^e (742-72-52): Nations, 12 (343-04-67): Miramar, 14- (320-89-52). L'OMBRE DE LA TERRE, IIII

franco-tunisien de Tajeb Louhichi, Studio de la Harpe, 5 (634-35-52) : 14-Juillet Parnasse, 6 (326-58-00); U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45). NEW-YORK, 42" RUE, film américain de Paul Morrissey (v.o.): Forum cinéma, 1= (297-53-94); Saint-Germain studio. 54 (633-63-20); Elysées Lincoln, & (359-36-14)

Olympic, 14 (542-67-42); Parnassiens, 14 (329-83-11). PHILADELPHIA SECURITY (**). film américain de Lewis Teagne (v.o.): U.G.C. Damon, 6 (329-42-62); U.G.C. Ermitage, 8 (359-15-71); (v.f.) : Rex. 2 ((236-83-95); Montparnasse 83, 6-(544-14-87); U.G.C. Boulevards, 4-(770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Magic Convention, 15° (828-20-68); Murat, 16° (651-

99-75); Paramount Montmartre,

13² (606-34-25): Secrétan, 19⁴

(241-77-99).

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Hautefeuille, 64 (633-79-38); Colisee, 54 (359-

DE MAO A MOZART (A. v.o.): Gaumont Halles, 1° (297-49-70): Impérial, 2° (742-72-52): Hautefeuille, 6° (633-2* (142-12-52); Habicletille, 6* (533-79-38); Montpartiasse 83, 6* (544-14-27); Pagode, 7* (705-12-15); Marignan, 8* (359-92-82); Saint-Lazare Pasquier, 8* (387-35-45); Olympic Entrepot, 14* (542-67-42).

DIVA (Fr.): Panthéon, 5* (354-15-04);

Ambassade, 8r (359-19-08). DOUCE ENQUÉTE SUR LA VIO-LENCE (Fr.): Marais, 4 (278-47-86). LE DRAGON DU LAC DE FEU (A.)

v.f. : Rex. 2º (236-83-93) mat; Napo-16on, 17 (380-41-46). L'ETAT DES CHOSES (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1= (297-49-70) : St-André-des-Arts, 6: (326-48-18) : Pagode

7º (705-12-15); Ambassade, 8º (359 LA FEMME TATOUEE (Jap., v.o.) (*) Elysées-Lincoln, 8: (359-36-14).

LE GRAND FRERE (Fr.) (*) : Bergere, 9- (770-77-58). LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-34); Astros, 17 (627-

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.): Paramount Odeon, 6º (325-59-83): Paramount City, 84 (562-45-76); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Passy, 16 (238-62-34). LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE

(Fr.): Olympic Saint-Germain, 6= (222-87-23) H. Sp. MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ambassade, 8 (359-19-08) mat.; Athéna, 12 (343-00-63) H. Sp.; Acacias, 174 (764-

97-83) H. Sp. LES MISÉRABLES (Fr.): Gaumont-Halles, 1= (297-49-70); U.G.C. Opéra, 2- (261-50-32); Richelieu, 2- (233-56-70); Quartier Latin, 5² (326-84-65); U.G.C. Odéon, 6⁴ (325-71-08); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Colisce, 8 (359-29-46); U.G.C. Normandie, 8 (359-41-18): Français, 9: (770-33-88); U.G.C. Gare de Lyon, 12: (343-01-59); Fauvette, 13: (331-60-74); Montparnos, 14: (327-52-37); Gaumont-Sud, 14: (327-84-50); Magic-Convention, 15-(828-20-64); Clichy-Pathé, 18- (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20 (636-

MISSING (A., v.o.): Epèc de Bois, 5° (337-57-47); Paris Loisirs Bowling, 18°

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.): Ciné-Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 juillet-Racine, 6 (633-43-71); Biarritz, 8 (723-69-23); 14 Juillet-Bastille, 11: (357-90-81); 14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.f. : U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); Montparnos, 14 (327-52-37); Calypso, 17- (380-30-11).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.): Paramount Marivaux, 2º (296-LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Pr.): U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Biar-

ritz, 8= (723-69-23). PETIT JOSEPH (Fr.): Berlitz, 2 (742-60-33): Saint-André-des-Arts, 6 (326-

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5º (326-79-17); Kinopanorama, 15° (306-50-50).

POLTERGEIST (A., v.o.) (**): Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Paramount Mercury, 8 (562-75-90); v.f. Paramount Marivanx, 2 (296-80-40) Paramount Opéra, 9- (742-56-31); Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10). PORKY'S (A., v.f.) : Français, 9 (770-

OUERELLE (All., v.o.) (**): Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77). LE QUART D'HEURE AMERICAIN

(Fr.): Rex. 2° (236-83-93); U.G.C. Opéra, 2° (261-50-32); Ciné Beaubourg, 3° (271-52-36); Clury-Ecoles, 5° (354-20-12); Quintette, 5 (633-79-38); Bre-tagne, 6 (222-57-97); Biarritz, 8 (723-69-23); Ermitage, 8 (359-15-71); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44); Mistral, 14 (539-52-43); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Murat, 16 (651-99-75); Clichy-Pathé, 18° (522.46.01); Tourelles, 20 (364-51-98).

OUE LES GROS SALAIRES LÉVENT LE DOIGT (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Paramount Odéon, 6-(325-59-83); Paramount City, 8: (562-45-76); Paramount Opéra, 9° (742-56-31); Max-Linder, 9° (770-40-04); Paramount Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Orléans, 14 (\$40-45-91) Paramaount Montparnasse, 14 (329-90-10); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17º (758-24-24); Paramount Montmartre,

18 (606-34-25). SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5* (354-89-22). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

THE THING (A, v.o.) (*): Movies, I* (260-43-99); U.G.C. Danton, 6° (329-42-62); Normandie, 8° (359-41-18); v.f.: U.G.C. Opéra, 2º (261-50-32); Rex, 2º (236-83-93); U.G.C. Gobelins, 13º (336-23-44); Miramar, 14e (320-89-53); Mistral, 14s (589-52-43); Magic-Convention, 15s (828-20-64); Clichy-Pathé, 18 (522-46-01).

TIR GROUPÉ (Fr.): Paramount City, & (562-45-76); Paramount Opera, 9 (742-56-31); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03): Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10); Paramount Montmartre, 18= (606-34-25)

TOUTE UNE NUTT (Belg.) : Olympic-Luxembourg, 6 (633-97-77); Olympic-Balzac, 8 (561-10-60); Olympic-Entrepôt, 14 (542-67-42).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1" (260-43-99); Saint-Michel, 5" (326-79-17); George-V, \$ (562-41-46); Colisec, 81 (359-29-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.f.: Impérial. 2 (742-72-52); Montparnasse 83, 6 (544-14-27); Maxeville, 9 (770-72-86); Nation, 12 (343-04-67); Fauvette, 13e (331-56-86); Montparnos, 14e (327-52-37); Clichy Pathé, 18 (522-

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.): Forum, 14 (297-53-74); U.G.C. Danton, 6* (329-42-62); Biarritz, 8 (723-69-23); U.G.C. Boulevard, 9 (770-11-24); 14 Juillet Bastille, 11c (357-90-81); Montparnos, 14 (327-52-37).

YOL (Ture, v.o.): U.G.C. Odéon, 6º (325-71-08): 14 Juillet Bastille, 1,1: (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79). - V.f.: U.G.C. Opéra, 2* (261-50-32); Bienvenue-Montparnasse, 15- (544-25-02).

RADIO-TÉLÉVISION

Nouveaux remous à TF 1

M. PIERRE BOUTEILLER **EST ÉCARTÉ** DE LA DIRECTION DES VARIÉTÉS

M. Pierre Bouteiller, responsable des variétés, et Olivier Barrot, animateur du département fiction et coproductions, viennent de se voir signifier la fin de leurs fonctions à TF I. M. Jean Lallier, directeur général adjoint de la première chaîne, a d'abord annoncé, jeudi 18 novembre. 2 M. Bouteiller, que son contrat, qui expire le 31 décembre prochain, ne serait pas renouvelé. Puis il indiquait à M. Barrot, dont le contrat de deux ans ne se termine of- 20 h 35 Droit de réponse. ficiellement que le 1ª octobre 1983, qu'il devait cesser ses activités. Tous deux étaient arrivés à TF 1 à l'automne 1981, à l'appel du directeur des programmes d'alors, M. André Harris, qui a gardé son titre, mais qui a perdu, après l'arrivée du nouchel May, toute attribution ou responsabilité précise.

Ces bouleversements ont soulevé une grande émotion à TF 1. Ils s'inscrivent, en fait, dans le cadre d'une résorme des structures de la chaîne. que doit annoncer, mercredi 24 novembre, son président, au cours d'une réunion de presse. Huit unités de production seraient ainsi définies. Moussy prendraient la responsabilité des deux unités de fiction à la place de MM. Olivier Barrot et Claude Désiré. Ce dernier serait nommé délégue du président pour les spectacles, fonction dont on ignore encore la nature. MM. Jean-Emile Jeannesson, Michel Tréguer et Claude Otzenberger animeraient respectivement les trois unités de production consacrées aux documentaires. M. Francis Mercury, qui dirigeait ce secteur, deviendrait de 21 legué du président pour les émissions culturelles. Quant aux trois autres unités (cinéma, émissions pour la jeunesse, théâtre et musique). elles resteraient sous la responsabilité, dans l'ordre, de MM. Jacques Zbinden, Jacques Mousseau et Arnaud Tenèze. M. Maurice Bruzek, chef du service de presse, pourrait prendre la direction d'une unité spéciale, chargée d'organiser les pro- 9 h 15 A Bible ouverte. grammes d'été et de sin d'année. En- 9 h 30 Orthodoxie. Fin, M. Pierre Bouteiller ne serait 10 h pas remplacé à la tête des variétés, 10-h 30 Le jour du Seigneur.

M. Jean Lallier, en assurant lui- 11 h même la responsabilité. Au-delà de cette nouvelle « res- 12 h tructuration », le fait marquant est la mise à l'écart des personnes en- 13 h 20 Série : Starsky et Hutch. trées à TF1 en même temps que 14 h 15 Jeu: Dira-dira pas. M. Andre Harris ou sur son initiative. Autre exemple : le programme du samedi après-midi de M. Alain de Sédouy, qui obtient pourtant des taux d'écoute satisfaisants, serait

bientôt supprimé. Quant à M. Michel Polac, son emission hebdomadaire « Droit de réponse», dont la programmation sera, vraisemblablement, décalée de 20 h 30 à 21 h 30, à partir du la janvier 1983, pourrait devenir bi-

· Un règlement de comptes à caractère politique », estiment, pour leur part, MM. Pierre Bouteiller et Olivier Barrot, qui sont décidés à attaquer en justice les responsables de la chaîne pous - préjudice profes-

• L'émission - Classiqueactualité » de Radio-Cité 96, entre Il heures et 12 heures, et en coproduction avec la B.P.I. de Beaubourg, est consacrée, le 21 novembre, à Mozart et à Mendelsohn.

Le Monde

Service des Abonnements 5, rue des Italiens **75427 PARIS CEDEX 09** C.C.P. Paris 4207-23 **ABONNEMENTS** 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 324 F 519 F 715 F 910 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 584 F 1 039 F 1 495 F 1 950 F ETRANGER

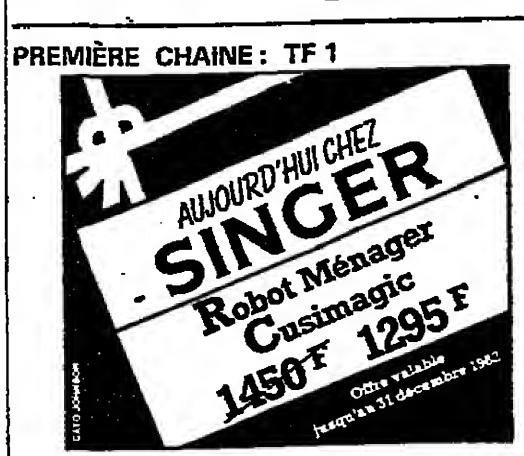
(par messageries) L - BELGIOUE-LUXEMBOURG 364 F 600 F 835 F 1 970 F IL - SUISSE, TUNISIE

436 F 744 F 1 952 F 1 360 F Par voie aérienne Tarif sur demande. Les abounés qui paient par chèque postal (trois voiets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines on plus); nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant Jeur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Samedi 20 novembre



Émission de Michel Polac.

La justice à deux vitesses. Après une émission batailleuse sur la police, la justice passe sous les caméras virevolvantes de Michel Polac. h 50 Série : Dallas.

Pamela tente de retrouver sa mère, Lucy propose le mariage à Mitch. Et J.R. l'abominable, sons qui ce sevilleton ne seroit rien, met de l'huile sur le seu, ou du pétrole... veau président de la chaîne, M. Mi- 22 h 45 Magazine d'actualité : Sept sur sept.

De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay. Au sommaire: un reportage sur la scolarisation et militarisotion en République démocratique allemande; une enquête sur ce que pensent les chômeurs de la rupture patronat-syndicat à propos de l'UNEDIC; le grand témoin de la semaine sera M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., et la télévision des autres : Channel 4 (Grande-23 h 40 Journal

DEUXIÈME CHAINE: A 2

MM. Charles Brabant et Marcel 20 h 35 Varietes: Champs-Elysées.

De M. Drucker. Avec Michèle Tair, Renaud, Guy Mardel, Lionel Roche-



h 50 Série: Les Amis. D'après un scénario d'A. Minkowski et A. Kostenko. Avec M. Aniol, J. Jurewicz, A. Golejewski... No 3: le travail. Suite d'une série diffusée en Pologne à l'automne 1981, quand un vent de libéralisme souffait encore. Elle couvre les années 1945-1936, du départ des troupes nazies au con-menzement du « dégel » Sans conseile, un événement dans le domaine de la fiction de cette fin d'année.

Philippe TIMSIT "CHAMPS ÉLYSÉES" "POUR ELLE"

23 h 15 Histoires courtes.

Le permis télé, de M. Jolivet : le Collectionneur, d Si la première de ces histoires est un peu pesmee et dépetite œuvre troublante, un film chaud et froid comme le

Philippe TIMSIT "CHAMPS ÉLYSÉES" "POUR ELLE" ದೆಗಿನ. ಶೇಕ್ಷಕ್ಕಾರಿಕ್ಕಾರಿ ಸಾಗ್ರ

23 h 30 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 35 On sort ce soir : un habit pour l'hiver. De C. Rich, enregistré au théâtre de l'Œuvre, mise en schoe G. Wilson, avec la participation du ministère de la culture. Réal P. Badel Avec C. Rich, C. Piéplu, G. Wilson. Histoire d'un amour entre Simon l'employé, Samois le patron et un demandeur d'emploi qui empêche les retrouvailles erare les deux... dans un bureau qui ressemble à un train de luxe.

22 h 15 Journal. 22 h 45 Prélude à la nuit.

Sixième Quatuor pour siùte, alto, violoncelle et piano, de Joseph Haydo, par l'Ensemble de musique de chambre d'Aquisaine.

FRANCE-CULTURE

20 h, 120, rae de la Gare, de L. Malet. Avec B. Allouf, L. Amiel, S. Artel, B. Balp (première partie).

22 h. Ad. Ib. 22 h 5, La fague du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

26 h 35, Concert (donné à Metz ce jour même) : œuvres de Dusapin, Mireann, Milhaud, Nono, par l'orchestre philarmonique de Lorraine : dir., J.-C. Pennetier ; P.-Y. Artand, flête. 23 h. La mait sur France-Musique: Récital Terry Riley; 0 h S.

Dimanche 21 novembre

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

Présence protestante.

Messe célébrée avec la « paroisse des artistes », en l'église Saint-Roch à Paris.

Telé-foot.

Sports dimanche. 15 h Pour yous. Série: Arnold et Willy. 18 h 30 Jeu : Qui êtes-vous ?

18 h 55 Les animaux du monde. 19 h 30 Jeu: J'ai un secret. 20 h Journal. 20 h 35 Cinéma : Le Jouet.

Film français de F. Veber (1976), avec P. Richard, M. Bouquet, F. Gréco, J. François, C. Gérard. (Rediffusion.)
Le jeune fils, très gôté, d'un milliardaire, se fait offrir
comme jouet, un journaliste venu faire un reportage dans un grand magasin appartenant à son père. Comédie satirique glissant, d'une manière originale, vers la satire sociale, avec revendication de la dignité de l'homme.

Un ton de moraliste, ce qui n'empêche pas l'humour. 22 h 10 Pleins feux. La Veuve joyeuse, de Franz Lehar, mise en scène d'Alfred Arias, au Théâtre musical de Paris; Flock, de Sylvain Rougeril, mise en scène d'Etienne Bierry: la Manufacture, de Didier Flamand, etc.

23 h 25 Sports dimanche soir. 23 h 05 Journal. 23 h 30 A Bible ouverte.

DEUXIÈME CHAINE: A 2 9 h 40 Cours d'anglais.

Gym tonic. (Et à 10 h 45). 10 h 30 Magazine du cheval.

11 h 15 Dimanche Martin. 12 h 45 Journal.

13 h 20 Dimanche Martin (suite). 17 h 5 Série : les Fils de la liberté.

La course autour du monde. Stade 2. 20 h Journal 20 h 35 Variétés : Chantez-le moi.

Ainsi commencèrent les années 60. Avec Caroline Cler, Jacqueline Danno, Guy Grosso, etc. 21 h 55 Document : Mœurs en direct (la guerre d'Akaérie).

Mémoire enfouie d'une génération : déchirements et sidélités, réal. D. Chegaray et O. Dost. La troisième et dernière émission de la série sera consacrée aux années 1958-1962. L'histoire s'accélère et les hommes représentatifs des différents partis se multiplient : un pied-noir partisan de l'O.A.S., le commandant Saint-Marc qui prit part au putsch d'avril 1961, Francis Jeanson, qui choisit de

soutenir le F.L.N., et bien d'autres personnages témoignent.

TROISIÈME CHAINE: FR 3

Images de... 10 h 30 Mosaïque. Le choix.

Un

23 h 5 Journal.

Les jeux du dimanche.

cocktail,

= pour

la détente

voyage en hiver; œuvres de Prokofiev, Oycher, Brun, Lakatos, Le Negroni.

Servir glacé. (recette de Fosco Scarselli pour le Comte Negroni),

Feuilleton: Rocambole. Ouvert le dimenche.

Voix publique: Stockhausen, composheur; 16 h, Musique: la briolée aux bœufs ; les nouveaux maîtres-sonneurs ; le conservatoire occitan; 17 h, Littérature : les premiers lattriers ont été décernés... Grand Prix de l'Académie française, Goncourt, Renaudot...

Magazine de la photo : Flash 3. 18 h 45 L'Echo des bananes. Avec Fason Cahen, Energie, Super Freego... 19 h 40 Spécial DOM-TOM. 20 h Série: Bizarre, bizarre.

20 h 35 A la recherche du temps présent : vous avez dit agressif. Emission de P. Sabbagh, réal. J. Andoir. La vie quoditienne et ses comportements agressiss individuels ou collectifs, par le professeur Karti, directeur du

Centre de recherches neurologiques à l'université de Strasbourg : didoctique, porfois intéressant. 21 h 25 Aspects du court métrage français. Records 37, de J. Tarride, et Jour de Cendres, d'A. David.

22 h 30 Cinéma de minuit : Ultimatum. Film français de R. Wiene (1938), avec D. Parlo, E. von Strobeim, A. Jacquin, B. Lancret, G. Rollin, Aimos (N.). Un officier serbe épouse une Autrichianne, le jour de l'attentat de Sarajevo. Envoyé en mission de renseignements en Autriche, il est blessé et fait prisonnier. En Serbie, sa

0 h 20 Prélude à la nuit. Mélodie de Kreisler, par T. Shimizu, violon, et J. Blakely,

semme est soupçonnée de trahison. Un and autrichien

FRANCE-CULTURE

cherche à les sauver.

19 h, Messe, à Plemeur-Bodon. 11 h, Regards sur la musique : « Concerto pour violon et

orchestre en ré majeur », opus 77, de Brahms. 12 b 5, Allegro. 12 h 45, Musique: Brasiers, par J.-L. Cavalier (et à 16 h 5 et 14 h 5, La Comédie-Française présente : « le Timide au palais », de T. de Molina. Avec C. Winter, F. Channette,

17 h 38, Rencontre avec... le docteur Francis Curtet, psychiatre des hopitaux, 18 h 30, Ma non troppo. 19 h 10, Le cinéma des cinéastes.

29 k, Albatros: Benjamin Fondane, - Non-lieu -. 29 h 49, Atelier de création radiophonique : March - Open - and Move... Alkan, Sherman, Anderson, par D. Caux.

20 h, Les chants de la terre.

FRANCE-MUSIQUE 11 h. Concert (en direct du Théâtre du Rond-Point des Champs-Elysées, à Paris) : œuvres de Mozart, J.-S. Bach, Schubert, par M. Kaplan, violon; B. Canino, piano.

12 k 5. Magazine international: 14 h 4, D'une oreille l'autre : œuvres de Rachmaninov, Schumann, Franck, R. Strauss. 17 L. Comment l'entendez-vous ? : par C. Sautet : J.-S. Back. 19 h. Jazz vivant : les orchestres de L. Jacquet et de E. Wilkins.

29 h 30, Concert (donné au Théâtre d'Epideure le 24 avril 1982; «Symphonie » 9 » de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de l'Opéra d'Athènes; dir. L. Garcia Navarro; sol., C. Vaness, soprato; J. Berbié, mezzo; A. Reece, ténor; M. Schenk, baryton. 22 h 15, La mit sur France-Musique : 22 h 30, Musique de nuit : œuvres de Scarlatti ; 23 h, Entre guillemets ; 0 h 5, Un

13 Campari. 1.3 Martini rouge 13 Gordon's Gin. 1/2 tranche d'orange.

TRIBUNES ET DÉBATS DIMANCHE 21 NOVEMBRE

-. M. Pierre Boutros-Ghali, ministre égyptien des affaires étrangères, est l'invité du « Grand Jury R.T.L-le Monde -, en direct du Caire, sur R.T.L., à 18 h 15.

- M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., participe au - Club de la presse », d'Europe 1 à 19 heures.



PRESSE

INFORMATIONS « SERVICES »

La grève du Syndicat du livre C.G.T. à Paris

Le différend qui oppose le Syndicat de la presse parisieure au Comité intersyndical du livre parisien C.G.T. – conflit qui a entraîné la nonparution des quotidiens « nationaux » pendant vingt-quatre heures (à l'ex-ception du Parisien libéré, édition de l'Oise) et retardé la mise en vente des suppléments-magazines du samedi — porte sur les modalités d'application d'un protocole relatif à des départs en retraite auticipés, au sujet duquel des conversations sont engagées depuis juillet dernier.

Le ministre chargé de l'emploi, .M. Jean Le Garrec, ayant déclaré la semaine dernière que le recours à la formule du contrat de solidarité (le Monde daté 14-15 novembre). telle qu'elle est prévue, ne pouvait se concevoir dans le cadre régional réclamé par le Comité intersyndical C.G.T., ce dernier reprenait, jeudi 18 novembre, les négociations avec le Syndicat de la presse parisienne, de qui il - exigeait un engagement sur un protocole permettant la négociation d'une convention régionale tripartite : Comité inter. S.P.P., pouvoirs publics ». Il s'agissait, pour le Livre C.G.T., de e procéder aux remplacements de toutes les personnes quittant la profession à l'âge de cinquante-cinq ans jusqu'au 31 décembre 1983 ...

Si le Syndicat de la presse parisienne, que préside M. André Audinot (le Figaro), acceptait de . s'engager à mener auprès du ministre du travail les négociations permetsant de conclure une convention d'allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (sur la base de licenciements économiques pour des raisons de modifications économiques), avec départ en préretraite des cinquante-cinq ans . il laissait chaque entreprise libre d'opter, après négociations avec les intéressés, « pour la solution de son choix : convention A.S.F.N.E ou contrat de solidarité (1), selon sa situation particulière en matière de volume de travail et de plan de mo-

dernisation ». Pour le Livre C.G.T., le Syndicat de la presse parisienne a ainsi - catégoriquement refusé de s'engager sur

presse le 18 povembre.

Saint-Etienne. - * L'A.S.S.E.

était une fantastique vache à lait - :

cette formule directe de Ma Buffard

paraît conforme à la réalité des faits

que nous avions déjà rapportés (le

Monde du 16 novembre). Toutefois,

les comptes de ces - fonds secrets >

ne tombent pas justes. Selon

Me Buffard, il manquerait de 3 à

4 millions de francs entre les postes

d'entrée et de sortie de la « caisse

noire. Quelques omissions de

M. Rocher ont été citées. Selon ses

adversaires, celui-ci aurait en « la

L'ancien gardien de but yougos-

lave Curkovic aurait bénéficié de

ces fonds occultes, notamment pour

régier ses impôts. Il aurait ainsi reçu

en moyenne 200 000 F par an pen-

- dessous de table - perçu par le

Sporting étoile club de Bastia, au

moment du transfert de l'internatio-

nal Jacques Zimako. En plus du chè-

que régulier de 750 000 F, le club

corse aurait reçu soit I 800 000 F

(déclaration de l'ex-président

Rocher), soit 1 600 000 F (déclara-

tion de M. Arnaud). Idem pour le

« dessous de table » versé à l'A.S.

Nancy-Lorraine: 300 000 F d'après

M. Arnaud, 370 000 F. d'après

M. Rocher et... rien d'après

M. Cuny, l'ancien président lorrain.

D'où l'interrogation de Me Buffard :

- Où sont passées réellement ces

Autres décalages : la somme du

délation sélective -.

dant au moins quatre ans.

un maintien des effectifs dans la profession. Il veul, au contraire, ajoute le Comité inter, en s'appuyant sur une nouvelle étape de la modernisation des entreprises de presse, diminuer une nouvelle sois le nombre des emplois . (2). Dans l'attente de sa prochaine réunion, mardi 23 novembre, le Comité inter - appelle ses équipes à se tenir prêtes à entreprendre toutes formes d'action visant à contraindre le patronat de la presse parisienne à revenir sur ses positions ..

On apprend, par ailleurs, qu't « constat de discussion » pour la signature d'un contrat de solidarité particulier vient d'être ratifié aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (N.M.P.P.», où, selon le Livre C.G.T., les candidats à la préretraite sont particulièrement nom-

Signalons, enfin, que la section syndicale du Livre de l'A.F.P. s'est associée à la grève de protestation, en interrompant le service Paris des dépêches du vendredi 12 heures au samedi 20 à 7 heures du matin (mais pas sur la province). Elle rappelle le vote négatif des représentants de la presse parisienne, lors du dernier conseil d'administration, au cours de la discussion sur les contrats de solidarité à l'A.F.P.

(1) Dans le cadre d'un contrat de solidarité, le remplacement « homme pour homme » (exigé par le Livre C.G.T.) est obligatoire, alors qu'il ne l'est pas dans l'autre hypothèse.

(2) Trente pour cent des effectifs en moins depuis la mise en œuvre du matériel moderne, estime le Livre.

SPORTS

FOOTBALL

Nouvelles révélations

sur la « caisse noire »

de Saint-Etienne

de Saint-Etienne. M' Henri Fieloux, président, et M. Jean Branel, tréso-

inculpations qui leur ont été notifiées le 17 novembre par le juge d'instruc-

tion lyonnais Jacques Fayen, mesures accompagnées d'interdiction d'exer-

cer un « mandat social ». Tout comme MM. Arnaud et Dumas, anciens

vice-présidents, et M. Marjolet, ancien secrétaire général, inculnés à leur

tour des mêmes chefs que M. Rocher, ils ne pourront postuler à un nouveau

mandat au sein du conseil d'administration du club et ne pourront être can-

didats lors de l'assemblée générale du samedi 27 novembre, où seuls pour-

rout voter les membres à jour de leur cotisation. En attendant cette

échéance, Me André Buffard, le vice-président en exercice, qui gère « les

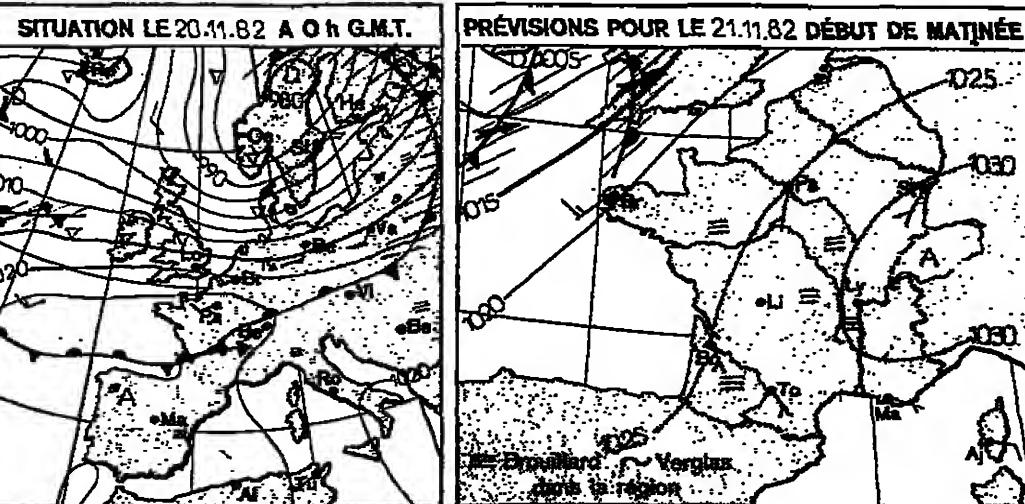
affaires courantes », a commenté le dossier au cours d'une conférence de

De notre correspondant régional

rier, out remis leur démission au comité directeur du club à la suite des

Les rangs s'éclaircissent parmi les dirigeants de l'Association sportive

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le sameat 20 novembre à O beure et le dimanche 21 novembre à

L'anticyclone qui recouvre la France en cette matinée du 20 novembre va s'affaiblir assez vite sur sa face opest et nord-ouest, de telle sorte que, dimanche soir, la bordure méridionale des perturbations océaniques, rejetées sur les îles britanniques, va venir toucher l'extrême onest et nord-ouest du pays.

Dimanche, la matinée sera fraîche avec quelques gelées an sol sur les régions de l'Est, du Nord-Est et Centre-Est, les températures sous abri seront de l à 3 degrés dans le Nord et l'Est, 6 à 8 degrés sur le littoral atlantique et méditerranéen. Des brumes et brouil-lards géneront la visibilité dans les vallées de l'Aquitaine, de la Bourgogne et de l'Alsace. Ailleurs, lo ciel sera puageux à peu nuageux.

En cours de journée, après la dissipa-tion des brumes, assez beau temps ensoleillé, avec une réserve toutefois, arrivée de nuages sur la Bretagne, la Normandie, la Vendée, et risque de pluie en début de nuit sur ces régions.

Températures (le premier chiffre indique le maximum euregistré au cours de la journée du 19 novembre ; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 novembre): Ajaccio, 18 et 5 degrés; Biarritz, 13 et 9; Bordeaux, 15 et 10; Bourges, 12 et 1; Brest, 12 et 8; Caen, 11 et 6; Cherbourg, 11 et 8; Clermont-Ferrand, 12 et 3; Dijon, 12 et 1; Grenoble, 13 et 2; Lille, 10 et 5; Lyon, 14 et 2; Marseille-Marignane, 17 et 9; Nancy, 11 et 5; Names, 14 et 7; Nice-Côte d'Azur, 18 et 8; Paris-Le Bourget, 12 et 3; Pay 16 et 9; Perpignen 19 et 12 st 3; Pau, 16 st 9; Perpignan, 19 et 7; Rennes, 12 et 4; Strasbourg, 11 et 5; Tours, 12 et 4; Toulouse, 17 et 8; Pointe-à-Pitre, 25 et 22.

MOTS CROISÉS

PRÉVISIONS POUR LE 21 NOVEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)

Températures relevées à l'étranger JOURNAL OFFICIEL— Aiger, 20 et 5 degrés; Amsterdam, 10 et 6; Athènes, 16 et 12; Berlin, 10 et 4; Sont publies au Journal officiel du Bonn, 11 et 7; Bruxelles, 10 et 6; Le vendredi 19 novembre: Caire, 23 et 12: Iles Canaries, 24 et 17; Copenhague, 7 et 4; Dakar, 31 et 22; Djerba, 29 et 15; Genève, 14 et 1; Jéru-DES ARRÊTÉS • Relatif aux caractéristiques techsalem, 21 et 13; Lisbonne, 17 et 9; Lonniques et aux prix des logements neufs à dres, 10 et 5; Luxembourg, 8 et 5; Madrid, 16 et 2; Moscou, 3 et 2; Nai-

par l'Etat

moyen des prêts aidés par l'Etat.

accession à la propriété.

DES CIRCULAIRES

samedi 20 novembre :

DES DÉCRETS .

berra le 20 mai 1980.

d'Etat novembre 1982.

UNE LOI

pour la construction de logements en

Relative à la régulation de prix.

Relative à l'incidence sur les prêts

aidés par l'Etat de l'application de la

nouvelle réglementation thermique pour

Sont publiés au Journal officiel du

• Modifiant le code électoral et le

code des communes et relative à l'élec-

tion des conseillers municipaux et aux

conditions d'inscription des Français

établis hors de France sur les listes élec-

Portam publication de la conven-

tion sur la conservation de la faune et de

la Hore marines de l'Antarctique

(ensemble une annexe), signée à Can-

e Relatif à l'émission de l'emprunt

Relatif à la réglementation de la

pêche dans les eaux françaises du lac

robi, 23 et 13; New-York, 12 et 7 (Document établi avec le support technique spécial

de la Météorologie nationale.)

PROBLÈME № 3324

HORIZONTALEMENT

I. On ne saurait affirmer qu'à cette heure on ne trouve pas un chat. Terme musical. - II. Ménagea une sortie à un Grec aventureux. Repos de vedette ou escale de paquebot. - III. Un passeur ne saurait s'en passer. Rè-

eles antipoliution. -1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 IV. L'implantation des parcmètres a bizarrement supprimé son interdiction. -V. Bourguignon ayant traîne ses basques chez les Russes. Le plus court circuit de distribution en matière d'alimentation. Un adversaire acharné du changement. -Vl. Produit de certaines colonies. Personnel. Ses baleines longeaeint les côtes de nos mères. - VII. Réparateurs de coquilles .- Hauts-

de-forme pour céré-

- VIII. L'une tombe de haut, l'autre fait tomber bien bas. 'C'est rarement par amour qu'elle se donne. Fils d'un illustre armateur. IX. Péché mortel généralement absous. Tête destinée au bourreau. -X. Evoque un célèbre comte dans un conte de Dumas. Gaz d'éclairage. Sa mine n'a rien de séduisant. Compact. - XI. Joue des flûtes sans motif conducteur. Joue les utilités dans Mireille. Copulative. - XII. Eph6mère fédération islamique. Clameur de martyr. Un jeu pouvant mener en prison. Préfixe. - XIII. Cité sousmarine. Travail au forfait-exonéré d'impôt. Personnel. - XIV. Atteint corps ou bien. A la manière de Gribouille. - XV. Arme vengeresse d'une « vieille » rancunière. Un des responsables de l'embouteillage de Paris. Vieille chinoiserie ayant fait l'objet de bien des règlement de compte.

monies romaines.

Négation.

VERTICALEMENT

1. Prend souvent du galon au cours de sa carrière. Article. -2. Un tel talent ne manque pas d'éloquence. Pour y parvenir, certains jouent des coudes, d'autres usent de leur charme. - 3. Le bar des petits lits blancs. Elément d'un bloc. -4. A son apogée au pays des hypogées. Son existence ne tient qu'à un cordon. Copulative. - 5. Pâture de pie. Sommité pensante de l'académie. Interjection. - 6. Négation. Le Golgotha d'Héraclès. Châtaigne ou marron. - 7. Pilastre cornier. Distinction offerte à des vedettes de la projection. Avait Suse comme capi-

tale. - 8. Après avoir vécu dans un somptueux palais, elle finit dans une simple pièce. A consacré le succès de plus d'un derby. Indicatif de changement de direction. - 9. Marin légendaire connu pour ses succès féminins. Qui n'a pas satisfait son appétit ou ses appétits. - 10. Vieil Empire. Epreuve où le tireur sert en même temps de cible. - 11. Confie aux phalanges avancées une mission d'exploration. Le rossignol la charme, mais le « canard » l'importune. - 12. Utilisé par des gens soucieux de ménager leurs effets. Endosse. - 13. Bénéficient d'un certain crédit quand ils font bonnes recettes. Bataille gravée au-dessus de la flamme du souvenir. -14. Radis jaune. Manquent de clarté. Personnel. - 15. Il faut avoir bon dos pour ce prêter à un tel jeu.

SOLUTION Nº 3323

Horizontalement

I. Emissaire. - II. Carrefour. -III. Mini. Pô. - IV. Erin. ED. -Canal. Osé. - VI. Légalité. -VII. Gê. Acier. - VIII. Ruer. EV. - IX. Asa. Bec. - X. Ceuta. Air. -XI. Es. Arable.

Verticalement

l. Echec. Grāce. — 2. Ma. Râleuses. - 3. Irmine: Eau. - 4. Srinagar. Ta. - 5. Sen. Lac. Bar. -6. Afin. Lime. - 7. Io. Oie. Cab. -8. Rupestre. II. - 9. Erodée. Vire.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES-**DIMANCHE 21 NOVEMBRE**

- Le ministère de la marine -. 10 h 30, 2, rue Royale, M Duhesme. « La Comédie-Française », 10 h 30,
- place Colette, Mª Lemarchand. « Salons du ministère des finances ». 10 h 30, 90, rue de Rivoli, M= Pennec. - Hôtel Lamoignon -, 15 h, 24, rue
- Pavée. Max Allaz - Musée de Montmartre », 15 h, 12, rue Cortot, Mª Bachelier.
- Parc Montsouris -. 15 h, sortic R.E.R., Cité universitaire, M. Lépany (Caisse nationale des monuments histo-• Oudry », 10 h, Grand Palais (Ap-
- proche de l'art). - De Carthage à Kairouan », 11 h, Petit Palais (Arcus). - Le Sénat -, 15 h, 20, rue de Tour-
- nou (Mar Barbier). · Oudry », 10 h 30, Grand Palais M™ Bouchard).
- Palais Bourbon -, 15 h, 8, place du Palais-Bourbon (M™ Camus). · Le Cooseil d'Etat ., 10 h 30, entrée place du Palais-Royal (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- -Le Conseil d'Etat ., 15 h, grille d'honneur, place du Palais-Royal (M Ferrand).
- Musée de la Légion d'honneur», 15 h, 2, rue de Bellechasse (M= Haul-
- L'abbaye Sainte-Geneviève -. 15 h. 23, rue Clovis (Histoire et archéologie). - Léonard de Vinci au Caravage ». 10 h 30, Musée du Louvre, porte Denon (P.-Y. Jasiet). «L'Académie française», 14 h 45, 23, quai Conti (M. de La Roche).

LUNDI 22 NOVEMBRE

- Le Printemps -, 15 b, rezde-chaussée, nonveau magasin (M= Hulot). - La Salpétrière -, 15 h, entrée boulevard de l'Hôpital (Mª Pennec).
- La place des Victoires », 15 h, entrée église Noure-Dame-des-Victoires (M™ Vermeersch).
- Oudry -, 15 h 45, Grand Palais. Mª Leclere (Caisse nationale des monuments historiques).
- L'art irlandais 16 h. Grand Palais (M= Angot). - Hôtel Lauzun -, 15 h, 17, quai
- d'Anjou (Approche de l'art). - La peinture des primitifs français -, 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon usage locatif bénéficiant de prêts aidés (Arcus).
- La Franc-maconnerie -, 15 h, entrée, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici • Relatif aux caractéristiques techniques et aux prix des logements neuls
- en accession à la propriété financés au - Les trésors d'Irlande -, 13 h 45, Grand Palais (Mrc Caneri). Relatif aux prêts aidés par l'Etat

CONFÉRENCES

DIMANCHE 21 NOVEMBRE 15 h: 163, rue Saint-Honoré, M.Jodin: - Comment détecter la magie autour de soi »; « Bijoux, objets et statues magiques -, par Natya.

15 b 30 : 19, rue Frédérick-Lemaître : « Qu'est-ce que la spiritualité ? » (centre Grace).

15 h 30 : 15, rue de la Bûcherie, comte Pierre Barozzi: - La Venise du 18º siècle - (Projection) (Les artisans de l'esprit).

LUNDI 22 NOVEMBRE

14 h 30 : Musée des arts décoratifs. 109, rue de Rivoli (Mª A. Fochier-Henrion): « La falence aux Pays-Bas ». 14 h 45 : Académie des sciences morales et politiques, 23, quai de Conti, M. J. Rivero: . Vers de nouveaux droits de l'homme ».

15 h: Centre Georges-Pompidou: « Identités grecques ». 18 h 30 : 25, rue Caumartin, M™ Gi-

bert : - Teotihuacan ». 19 h: 62, rue Madame; - Une ancienne capitale du Japon, Kyoto -(Arcus).

DU 17 NOVEMBRE 1982

TIRAGE Nº46

NUMERO COMPLEMENTAIRE

RAPPORT PAR GRILLE NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES

GAGNANTE (POUR 1 F)

154 967,70 F

94 178,10 F 5 BONS NUMEROS 87

8 703,30 F BONS NUMEROS

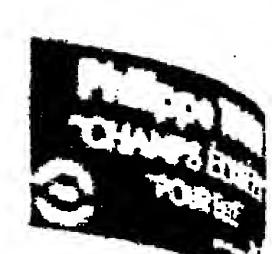
148,90 F

10,40 F

PROCHAIN TIRAGE LE 24 NOVEMBRE 1982

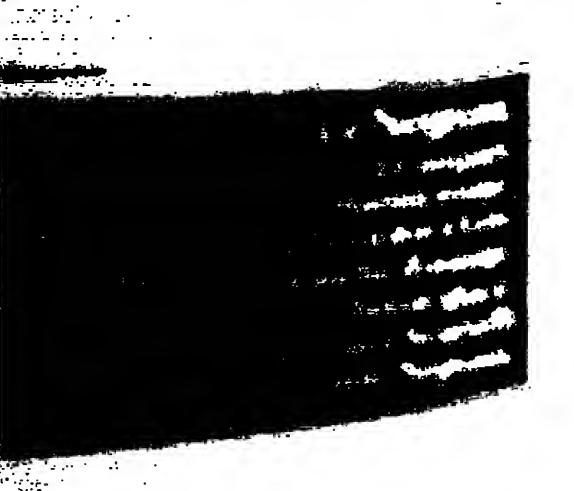
VALIDATION JUSQU'AU 23 NOVEMBRE APRES_MIDI

3 BONS NUMEROS 2 620 117

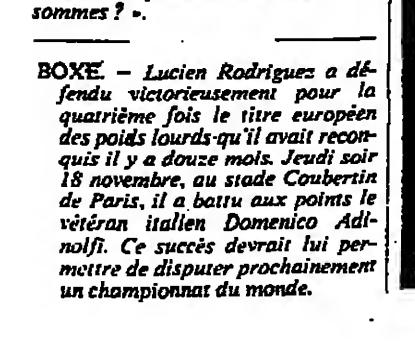












DÉFENSE

• Trois pilotes de l'Ecole de l'air de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) ont trouvé la mort, jeudi 18 novembre, à la suite d'une collision entre deux avions de type Fouga-Magister. Les victimes. l'adjudant Maurice Heyraud, l'aspirant Dominique Bastat et le souslieutenant Noël Durand, particinaient alors à un vol d'entraînement.

Le vice-président des « Verts » a

également révélé que quinze joueurs

ont bénéficié de sommes allant de

20 000 F à un montant indéterminé

(on ne veut manifestement pas enta-

mer le moral des troupes au moment

Les policiers du service régional

de la police judiciaire de Lyon, pré-

sents au stade Geoffroy-Guichard le

17 novembre pour des « investiga-

tions complémentaires . tenteront

d'exploiter ces règlements de

comptes entre Mr Henri Fieloux et

M. Roger Rocher. Ils ne manque-

ront pas, non plus, de poser prochai-

nement quelques questions aux auto-

rités nationales du football. - C. R.

d'une phase sportive délicate).

LIVRES et livre français la Pologne

LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'He. PARIS-4

POLONAIS

La ligne T T.C.

83,50

24,70

56,45

56,45

OFFRES D'EMPLO **DEMANDES D'EMPLOI IMMOBILIER AUTOMOBILES** AGENDA PROP. COMM. CAPITAUX

ONCES CLASSEE!

Lymp co * is an out TIC ANNONCES ENCADRÉES 47.04 40.00 OFFRES D'EMPLOI 74,10 12.00 DEMANDES D'EMPLO 36,45 31,00 **IMMOBILIER** 36.45 31.00 AUTOMOBILES 36.45 31.00 AGENDA *Dégressifs selon surface ou nombre de perutions

OFFRES D'EMPLOIS

71.00

21.00

48.00

48,00

48,00

140,00

Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette

- DIRECTEUR MARKETING Laboratoire Pharmaceutique
- INGENIEUR GENERALISTE ECP. Mines. AM. INPG... Haute-Normandie
- INGENIEUR ENTRETIEN Electricité-Automatisme Haute-Normandie ADJOINT AU DIRECTEUR
- **DU PERSONNEL**
- ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL VM 7712 A

Si vous êtes intéressé par l'un des ces postes, nous vous remercions de nous adresser un dossier de candidature sous la référence choiste.

EGOR S.A. 8 rue de Berri 75008 Paris.

PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL



VM 12717 A

VM 4197 AE

VM4197 AC

VM4197 AD



FRANCHEMENT, CONTINUER A EIRE PATRON **AUJOURD'HUI** EST-CE UNE SOLUTION?

Voilà 12 années que jour après jour j'assure la gestion et le développement de mon agence.

Mais aujourd'hui, quand on est seul, face aux groupes internationaux ou à des agences nationales qui mettent à la disposition de leurs clients des moyens sans aucune mesure avec ceux que je peux apporter aux miens....

C'est dur, très dur,

L'enthousiasme, la consiance en soi, la moralité ne suffisent plus... Etre indépendant aujourd'hui dans la pub est-ce que cela vaut la peine de continuer?

Quand de nouveaux médias apparaissent, quand les métiers de la communication se restructurent, il y a sans doute de la place pour un homme qui a envie de passer à la vitesse supérieure, mais dans d'autres conditions, avec d'autres interlocuteurs dans un autre but.

L'efficacité, c'est des moyens, si vous en avez, écrivez s/réf. 9792 à VALENS CONSEIL, B.P. 359 - 75064 Paris Cédex 02 qui transmettra.

de 17 h à 20 h et mercredi toute le journée pendant l'an-née scolaire (à partir du 1° déc.) 17° arrot. Métro Feicherbe-Chafigny. Tél. le soir après 19 h 30 su 370-53-07 ou au 758-11-30 poste 1784 Equipe prévention banfieue Est, recherche Travallieur social diplômé

pour travail de quartier avec adolescents
Ecrire avec C.V. à HOUDART 5, rue du Renard, 75004 Pari

Ch. J.F. avec CAP sténodac-tylo, notions anglais souhaitées pour travaux secr. avec fré-quents déplacements Parisbenlieue. Adresser c.v. manus. avec photo à : M. J. NEID, 10, r. du Havre, 75009 PARIS. Bantieus Sud Centre Culturel

ANIMATEUR (TRICE) jeune public Connaissances souhaitées du milieu enseignant et de la création enfance.

C.V. détallé à Centre d'Action Culturalle Pable Néruda 22, rue Marcel Cachin BP. 61 - 91.101. CORBEIL - ESSONNES Codex.

emplois.

UN DIRECTEUR

Nivesu BAC + 4 ou équivalent.

Connaissance du droit

gestion et comptabilité.

connaissance du monde

ertistique, de l'organisation

de spectacles (audio-visue).

et de la réalisation

théêtre, musique, etc.) ou direction de CAC.

Les candidatures doivent être

adressées avec curriculum vitae avant le 24 novembre 1982 au président du CRAC, jardin de l'État, B.P. 1025, 97400 SAINT-DENIS.

LOISIRS ET VACANCES DE L'OUEST

Association de voyages du tourisme social

recherche DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour fonctions de gestion

et de responsable

du personnel.

Adr. curriculum vitae à M. le Président de L.V.O., 4. rue des Cadeniers, 44000 NANTES.

Nous prions ins-

tamment nos annon-

cours d'avoir l'obli-

geance de répondre

à toutes les lettres

qu'ils reçoivent et de

restituer aux inté-

ressés les docu-

ments qui leur ont

été confiés.

internationaux LE CENTRE RÉUNIONNAIS D'ACTION CULTURELLE

BEAU 3 P., contr. Vue dégagés, soleil, bon état. Px : 630.000. Voir samedi 14 h & 18 h

12º arrdt MACMICIALIC 9 D

pierre de taille, charme, soleil, 3 pièces, entrée, cuisine, bains, refait neuf, prix intéressant,

L'immobilies appartements vente

· 15• arrdt

fin de promotion

prêt à être habité

3 PIÈCES, 78 m2

perite résidence.

très bon standing. Vendredi,

samedi. 30, r. Lacordaire, 11 h à 17 h ou BEGI 267-42-08.

16° arrdt

RANELAGH, triple récept., 3 chbres + 2 chbres service DANS BEL IMMEUBLE

GARBL 567-22-88.

102, R. DE LONGCHAMP

dans immouble pierre de taille, ppteire vend appt 4 et 5 pces, sur rue, 102 m², 4° ét., vue dé-

18º arrdt

Vde centre ville, PLAISIR

19º arrdt

Appartements à vendre

Construction remarquable

Situation privilegiée dans les collines du Mendrisiotto-Coldrerio

350 m.s.m. - A 10 minutes du Lugano, 30 minutes du Milan

Meilleurs placement de l'argent contre l'inflation

Vente directe per l'entrepreneur. (Vente autorisée aux étrangers)

Hypothèque et financement jusqu'à 80%

3 - chambres des FF 615'873.- 4 1/2 - chambres des FF 717'460.-

Places de parc au sous-sol.

Pour plus d'informations demandez:

JNC Imm. Nuovi Complessi S.A.

CH-6877 Coldrerio - Tel. 194191-46 48 21

locaux commerciaux

SUISSE

Situation centrale à Burglen (canton Thurgau) dans le

nord-est de la Saisse, à louer, à long terme et à conditions

Locaux de production et d'entrepôt

avec grandes capacités électriques, vapeur, cau et caux

demande, également mise à disposition de bureaux.

TEL: 19-41/72-44-10-10 (M. Pius KUNG).

usées. Possibilité d'obtention de permis d'exploitation. Sur

chambres des FF 368'254.- 3 1/2 - chambres des FF 653'970.-

13° arrdt 4º arrdt Part. à part., près Porte-d'Ita-lle, 45 m² + balcon 6 m², par-king, neuf, sud, px 360.000 F. Téléphone: 672-76-09. ILE-ST-LOUIS Très bel appt gd confort

1,300.000 F, prix just., s/pl. Sam. 20 de 14 h 30 à 17 h 30. 14, rus St-Louis-en-l'Ile. 46. BOULEVARD HENRI-IV Métro BASTILLE

pierre de taille. 4º étage, ascen-seur, living dble, 2 ch., entrée, cuis., bains, vue dégagée, agréablement aménagé. Prix in-téressent + chambre service, sam., dirn., lundi 14-17 h.

5° arrdt Original, vue superbe, soleil, très besu granter aménagé, environ 60 m² + 20 m² surface de rangement. Bel immeuble XVIII s., près Notre-Dame, Tél. sam. 8 h è 12 h, 329-46-49. 2, RUE LAROMIGUIÈRE Panthéon, Contrescerpe

neuf, caractère prêt à être habité. Tous les jours, seuf mardi, dimanche de 14 h à 18 h ou BEGI 267-42-06.

6º arrdt St-Germain-des-Prés, gd liv. terrase, soleil. 410.000 F. T: 233-51-36 ou 580-80-47

7º arrdt Rue de LILLE St-Germain imm. standing, dble liv. chbree, 2 bains, cuis. en partie équipée, état impeccable, park. EUROPA. 705-24-10.

52. RUE DE BOURGOGNE

83 m² + chembre service, 990.000 F. Vis. sam. 15-17h. 10° arrdt Mª Louis-Blanc, 4 p., standing

gagée, asc., soleil. 990.000 F. Sur place, samedi, 13 à 17 h. 93 m² + cave + parking, imm. 1972, piscine, sauna, jardin, 52, r. Aqueduc, bat. Domeyrat. 4- ét., sem., dim., 13 à 18 h. s/rue, séjour, 1 chbre, entrée, cuis., bos. PX INTÉRESSANT, 11° arrdt 6, r. des Pâtures, 72 m², sam., dim., kundi 14-17 h.

277, BD VOLTAIRE dens parc, F3, 4° et derrier étage, asc. Px 340.000. F. Téléphone : 055-25-72.

tt cft, asc., balc., rue et jard. CALME, park, 520.000 F. Ven-

dredi, semedi 13 h - 17 h : 20, rue RAMBERVILLERS. 77, rue Crozetier, sur rue, 88-medi, dimenche, lunck 14-17 h. 6 P. poss. prof. Ib. Samedi 11 h 16 h. 53, RUE MANIN.

BUTTES CHAUMONT 2 P., cuis., s. d'esu, état per-fait. Dim., kindi 14 h à 17 h 20, RUE MEYNADIER

Vue dépagée sur le Canal, M° CRUMEE 28, rue OURCO. od 2 P., 50 m², entrée, cuis. Bains, w.-c., bel Imm. 235.000 F. Soleil, calme, s/pl., 14 h - 16 h. Samedi, dimanche, ou 224-02-86. Pierre de 1. stand, 2 chbres serv., perk. (pos. prof. Rbér.). 1.700,000 F. 542-40-90.

Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE Panthéon, 5 P. 354-42-70 TERRASSE YUE 200 mètres du métro. 2 PETITS IMMEUBLES TRÈS GRANDE CLASSE EN PIERRE DE TAILLE SAMEDI 13 h à 17 h TUE des FEUILLANTINES. du studio au 4 pièces et gds duplex de 4 et 5 pièces. Livraison prévue ?" trimestre 1983. SPDI-350-14-80. ERILE ZOLA (près), imm récent. 4º ét., balc., soleil, 3 P. rénové, s.-de-bains, belle cuis. Matin/soir, 604-02-52. Métro CONVENTION Immeuble récent, tout confort, 5° ét., studette, entrée, kitch., bains, PX TRÈS INTÉRESSANT.

balc., asc., park., sous-sol, bon état, V.B., 534-41-75. 14, rue Dombesle s/rue, sam., dim., lundi de 14 à 17 h. MEUDON - NEUF A SAISIR 11.800 LE M2 pare, dans petit immeuble

MEUDON BELLEVUE, dans vardure, calme, sej., 2 ch.,

gd standing, ardoise et pierre de taille, bel appartement, 126 m², 5 pièces, 2 s. de beins, jardin privatif 353 m², Prét conventionné, sur place, samedi, dimenche, 14/17 h. 26, rue Alexandre-Guilmant

Sèvres, Villo-d'Avray Résidence, grd 2 pièces, 55 m² cft, triple exposit, panorema. Bois, balcon, esc., garage. 228-28-34, soir, ou ap. 19 h.

> Val-de-Marne NOGENT

LA NOUVELLE CORNICHE **AVENUE WATTEAU** à 350 m du RER entre la Bois de Vincannes une résidence de classe

2, 3 et 4 prèces Certains avec prêts convenpionnés. Livralson immédiate. Sur place, tous les jours sout marci et mercredi, 11 h à 13 h et 14 à 19 h. Sinvins. Tél. : 873-46-89.

CACHAN 5' Mª ligne de Sceaux. Appt 5 pièces, tout confort. Prix 540.000 F, acte en main Téléphone : 665-79-99.

Province

84, RUE LEPIC 2º étage, s/rue et verdure, 3 p. culsine, entrée, w.-c., bains, bel immeuble. Prix 495.000 F. Vi-PROP. VD appartement site vendredi-samedi 14-16 h. S/PARC koweux appt 180 m² F3 stand., jardin + terrasse.

living, 3 chbres, s. de bns + s. de douche + 2 loggiss. Vue parc et mer. Px 420.000 F. [94] 73-85-32, emrs 12 et 14 h. EDK-FOURS, 400 m plage, vdi ceve + parking, 450,000 F. Téléphone : (94) 07-45-63.

OLIVINE ACHÈTE

anciens et modernes. ARGENTERIE, tableoux, pête de verre, lampe, vese montres anciennes t modernes, pendules, bolte or argent. antiquités. Déplacements à domicile

BLIOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES

Les plus beaux de tous les vendus aux prix les plus bas chez BOCAREL 357.09.46 +

ART FLORAL abonnement floral

M. AUBRY. 39, Bd. Saint-Marcel, 75013 PARIS. Telépit. : 331-05-93.

Portrait

Portrait photographique enfants, adolescents. Plus qu'un J. DAURIAC, Tél. 657-83-00.

Détectives A VENDRE de préf, pert. à per-ticulier, 7 km mer, 10 km de LA SAULE, maison rénovée, 5 pièces 130 m² (séj. 50 m²), poutres apperentes, cheminée

Ancienneté - Loyauté **ENQUETES - FILATURES** 121, r. St-Lazare, Paris 8° Tel 387,43,89

de musique

GRANDES MARQUES refaits et garantis Per artisan, factour DEVIS GRATUIT POUR RESTAURATION PIANOS TORRENTE

S'adr. à la Sélection Foncière.

ACHAT VIOLONS VIOLONCELLES, VIELLES GUITARES ANCIENNES PIANOS DÉCORÉS

Automates et boîtes à musique (même en mauvais état)

Particuliers

Cherche gros poêls à bois feu continu (capacité de chauffe mini. 150 m3) T. 285-38-78 ou Ecr. s/nº 6.398 le Monde Pub.

Ameublement

SUR CANAPÉS

CAP, spécialists réputé de caprofiter du circuit court et béné-EN TISSU : 100 qualités et coloris différents.

e EN CUIR : 9 qualités et 44 coloris différents.
Toutes les possibilités existent : 3 places, 2 places, fautenil, déhousables, réversibles, commers à lattes). Actuellement EN PROMOTION, canapés 3 places.
Cuir veeu plaine fleur, assisse 6.700 F AU LIEU DE 8.500 I

7.600 F AU LIEU DE 9.600 F ALORS, METTEZ LE CAP vous verrez c'est direct. CAP 37, rue de Citeaux. 75012 PARIS. Tél.: 307-24-01.

Artisans

118, rue Cardinet, 75017 PARIS. Tél. : 227-47-05 PLOMBERIE, PAPIERS PEINTS. REVETEMENTS DE SOL. Peintre et décorateur sur salle de bains, réémaillage baignoires, tavabos, etc. coloris divers, sans démontage, garan-tie 3 ans sur facture. Travail très sérieux.

Peinture - Papier -Moquetts - Vitnification. Tél.: 878-95-13.

MIROTTERIE-VITRERIE solation thermique, phonique double 112, av. de la Division-Leclero, 92290 CHATENAY-MALABRY. Téléphone : 702-99-13.

achats Brillants bijoux or, etc., argenteris. PERRONO JOAILLIERS ORFEVRES & COPERA. Chausese d'Antin, à l'Etoile

37, av. Victor-Hugo. Vente.

AU PLUS HAUT COURS OR. débrie dentaires, Pièces or, bijoux

B, rue de Tocqueville, Paris-17°. Métro Villiers, 763-27-31. EXPERTISE GRATUITE.

se cholelesent chez GILLET 19, r. d'Arcole, 4°, 354-00-83. ACHAT BLIOUX OR-ARGENT. Métro: Cité ou Hôtel-de-Ville.

Carrelages

carreaux du monde sont 113. av. Parmentier Paris 116 Art floral

DUBLY

Consultations gratuites Instruments

A VENDRE PIANOS

Tel.: 840-89-52

62, AV. de WAGRAM 17-

Jeune fille au pair (demandes

Cherche J.F. ou J.H. pour garde d'enfants OTTER PAVILLON + HOURTEN 5' gara de Juvisy. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COURT CIRCUIT romantiques, modernes, Liste environ sur demende à : M- HRIET, Macoir de Besu-Pré. 37250 Veigne, (47) 26-02-40.

Sanitaires Si vous n'avez pas trouvé ce que vous cherchez pour le seniture et la robinerterie Venez voir : SANITOR 21, rue de l'Abbé-Grégoire 75006 Paris. Ouvert le samedi. Tél. : 222-44-44.

Livres

Maisons de repos MAISON DE RETRAITE Cadre agréeble, auc., soins. Prix raisonnable, (4) 457-54-44.

> Moquettes MOQUETTE

PURE LAINE 79 F TTC is m' - 658-61-12

LAURENT UN MAGASIN DE CONFIANCE 101, av. La Bourdonnais

Paris 7- - 550-40-21 **SAMEDI 20-11 DIMANCHE 21-11**

11-19 H GRANDE VENTE DE

TAPIS D'ORIENT

CERTIFICAT D'ORIGINE PREX EXCEPTIONNEL **SUR TOUS LES TAPIS**

TRÈS BEAUX TAPIS D'IRAN

CAUCASE ANCIEN

Vacances

Tourisme

Loisirs Part. loue à la Plagne (2000 m), studio 3/4 pers., sud, pied des pistes du 18 au 25 déc. et janv. à avril, Tél. 901-08-05.

VACANCES EN IRLANDE

Cortages à louer sem. + A/R avion : 2,245 F Suppl. pour voiture : 480 F (per pers. sur la base 2 pers.) Renseigners.: (1) 742-12-50.

LIC A 488. COLLIOURE de des 2 pièces luxueusement équipés pour 4 personnes, lave-vaisselle, four, chauf. électrique, à deux pas de tous les commerces, à 150 m de la plage, Location 15 jours : 1.250 F. Tennis. COLLIOURE, c'est un climat idéal, des balades tte l'année autour d'un des plus célèbres petits ports de la Méditerranée.

Rens. : Sté BARBARO, 4, rue Paul-Courty. 86000 PERPIGNAN. Tél : (16) (68) 34-43-77.

TIGNES 2100 m 8 JOURS A VIE: multi-propriété vacances février 4 personnes Para-Hôtelier pacine chauffée sauna. Prix 42.000 F Tél. : Claude ALVES (3) 635-04-70. Assoc. loisirs on QUEYRAS propose des vacances collect. daris stat. village du parc du QUEYRAS : NOEL : 103 F. (92) 45-70-82 et (1) 339-37-45.

Réalisez un des rêves de Qualques places disponibles pour une des expéditions RAID OPERATOR Destination : le Kilimendiaro l'Aconcagua, Hussonan. Prix et date sur demande RAID OPERATOR 7 bis, rue lidrac. 3 1000 Toulouse.

Гбі. : (в 1) 83-94-67.

AVORIAZ, love du 22-12 se 4-01. Appart, 4/5 personnes, torfait compris, (28) 42-34-42. Hotel-Restaurent d'Albian 25, boulevert du Bouchage, tél. (93) 80-57-33, plein centre 2★★ NN, très calme, tél. direct toutes chambres, salon télé couleur, chambre, bains. W.-C., cab, de toilette, w.-C., prot spéciaux pension complète 15 novembre-15 janvier. PLAGNE BELLE COTE 75. 1930 alt., multi propr, 3 sent., 2 pièces, 35 m², belcon, parking, standing, valeur 70.000 F vend 50.000 F cause urgance.

Tel.: 209-82-06 TIGNES dans resid. gd lutter studio 4 pers. du 18 eu 25 déc. 1.500 F TYC. T. 904-27-67 met

emplois régionaux

CRÉDIT AGRICOLE DE PERPIGNAN

Recherche UN AGENT CHARGÉ DU FINANCEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Assurer l'étude de financements présentés par des exploitations agricoles individuelles ou collectives et réaliser toutes les études nécessaires à cet effet. Assurer des relations avec des chess d'entreprise, des organisations professionnelles et administratives. Développer des prestations informatiques au profit des exploitations agricoles.

FORMATION: Diplôme d'études supérieures agricoles minimum. Bonnes connaissances comptables et de gestion. Connaissances informatiques appréciées.

SALAIRE: 80,000 F + scion expérience. Envoyer curriculum vitae et photo à CRÉDIT AGRI-COLE DES P.-O., Service des Relations Sociales et Humaines, 30, rue Pierre-Bretonneau, 66000 Perpignan.

DEMANDES D'EMPLOIS de 5 à 7 C.V. Directeur général association de tourisme social voyages. Vends R5 automatic, déc. 81 similaire association. modèle 82, toutes options GTL, gris bleu métallisée, grand village de vacances. Ecr. s/nº 7.296, le Monde Pub., 30.000 km, excellent état. Ré-

talians, 75009 Paris. capitaux propositions

SERVICE ANNONCES CLASSEES.

commerciales Homme, 32 a., ch. Associó (és) connaiss, édition en vue créet. maison édition, Etr. nº 51.127 PUBLICITÉ ROGER SLEY,

101, r. nésumur, 75002 Paris. propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses

possibilités d'emplois stables,

bion rémunérés à toutes et tous

avec ou sens diplôme.

Demandez une documentation

sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 18)

Boite Postale 402.09 PARIS.

Tél.: 236-80-21. gullèrement entretenue. Prix

35.000 F. M. DARTHENAY. rei. : 632-18-72 après 19 heures, bureau 554-58-50. 2 CV SPÉCIAL 1979 Très bon état 85.000 km, moteurs, embrayage refalts. 12.500 F. Tél. : M. MÉNARD, heurs bureau 642-08-70.

Vends R4 GTL 1978 60.000 km. Bon état. Prix Argus. T&L 596-53-84 après 18 heuras.

> de 8 à 11 C.V. A VENDRE FORD TAUNUS 9 CV 1600 \$

T4. 797-73-13, ap. 18 houres

Prix sous Argue.

24.500 km. 38.000 F. Déc. 78 tok vinyl, jantes aku. TRÉS BON ÉTAT VOLVO - NEUILLY 747-50-05 82.000 km

divers

CHRYSLER 2 L 79 24.000 km. 16.000 F.

A VENDRE LANCIA 1800 **CABRICLET 1976**

OCCASIONS SANS RISQUES QUALITE-PRIX

343 DL automatique . . 79 mot. éch. aut. 27.000 F. LANCIA GAMMA 82 74.700 km. 70.000 F. CITROEN CX ATHENA . 80 65.000 km, 36,000 F. CITROEN GSA X 3 82

16. R D'ORLEANS - NEULLY

automobiles ventes -

Très bon état. Prix 22.000 F.

fonds de commerce

SUN - CH - 8575 Burglen

Locations

intéressantes.

Ventes **MEUDON - NEUF** 2' gare dans résidence boisée villa pierre de taille. 184 mf Brieue, her-restaurant bord de 4 chbres, 2 s. de bns, living mer. logement F-4, confort, agencement, perfait état.
Prix: 550.000 F.
Téléphone: (\$6) 33-27-36. tiouble, jardin privatif, 469 m. sur place, samedi, dimanche, 74 à 17 houres,

constructions neuves

26, rue Alexandre-Guilment.

CROISSY S/SEINE conformble VILLA, perf.éter. séj. 6 ch., 2 bns. = 180 m². vestes dépend., terrain, 870 m². 1.300.000 F. AGENCE DE LA TERRASSE

LE VESINET (3). 976-05-90,

villas

pierre, salle d'esu + salle de bains, cave, 2 garages, dont un pour bateau, terrain 1,700 m² clôturé et planté avec basein. Tél. au 558-37-38 après 18 it.

VANNES

A vendre, quart résid... calma

libre vente, malson de 6 pièces

escali. état, compren. : étage.

3 ch., s. d'esu, w.-c., granier ; Flex-de-ch., entrée, 2 chbres, salle de bains, w.-c., cuisine,

sejour, seion evec chem., sur join piein Sud; Se-soi, sous tre

la maison, avec gar. et chauff. Terrain de 400 m².

8, piace de la République.

56000 Vannes.

Téléphonez au (97) 47-27-01.

SOCIAL

APRES L'ECHEC DES NEGOCIATIONS PATRONAT-SYNDICATS SUR L'ASSURANCE-CHOMAGE

Le gouvernement va décider par décret environ 13 milliards de francs d'économies

Après la parodie de réunion, vendredi soir 19 novembre, entre les syndicats, le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E., soldant l'échec des négociations sur la réforme de PUNEDIC, le gouvernement a décidé d'intervenir à nouveau par décret. Un projet quasiment prêt prévoit environ 13 milliards de francs d'économies tant sur les prestations chômage que sur les garanties de ressources. Il prévoit aussi la création d'une allocation minimale de ressources pour les chômeurs de longue durée (1,5 milliard de francs).

Pour la fin du paritarisme, c'est un bien mauvais et sinistre cinéma oui s'est joué vendredi 19 novembre au siège du patronat. En tout cas, il n'y a pas en de négociation. Il est même difficile de parler de réunion puisque pendant la longue soirée, de 18 heures à minuit, au cours de laquelle syndicats et C.N.P.F. ont siégé avenue Perre-1 - de-Serbie, environ trois quarts d'heure ont été consacrés à des échanges de vues ou plutôt à un dialogue de sourds. suivis de trois heures de suspension et d'une réunion express pour officialiser le désaccord

Tout avait mai commence. En lever de rideau, deux acteurs insttendus entrent en scène : la C.G.T., que le C.N.P.F. ne souhaitait pas voir, et le S.N.P.M.I. Tout d'abord pen désireux de venir, les cégétistes et les quatre autres organisations, F.O., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.G.C., après cinq à six heures de discussions, avaient réussi à reconstituer un front commun ; quant au S.N.P.M.L., indésirable pour tous, il avait décidé d'occuper bruyamment la salle, provoquant la colère d'un responsable F.O. contre ceux qu'il a appelé des - fachos - (1). Quand la scène commence vraiment, le C.N.P.F. se déclare prêt · à examiner un plan d'économies même en dessous des chiffres qu'il propose » (17 milliards de francs). Est-ce l'annonce d'un compromis? M. Yvon Chotard fait savoir aussitôt que ces économies doivent être - des mesures conservatoires et transitoires » pour une durée de deux mois, jusqu'au 31 janvier, date d'expiration de la convention UNEDIC. puisque le C.N.P.F. l'a dénoncée Une voix syndicale conteste : les éconoimies doivent porter sur toute l'année 1983. Face au désir des syndicats de raisonner sur douze mois et le refus de certains d'entre eux de se lancer vers une remise à plat du système, le C.N.P.F. suspend la séance.

Et les incidents tragi-comiques reprennent. La délégation patronale s'étant réfugiée dans une autre salle pour se concerter, apprend par la radio que les syndicats ont défini un programme commun d'économies de 10 milliards et non plus de 7 milliards de francs (2). Va-t-on saisir cette perche? Ulcérée, la délégation patronale rejoint celles des syndicats et constate que ces derniers tiennent une conférence de presse pour exposer aux journalistes le contenu de leur programme. Cette fois, c'est la colère. Les patrons prolongent la suspension s'enfermant à nouveau dans une autre salle. Ils n'en sortiront que pour déclarer à la presse d'abord... et seulement ensuite aux syndicats que tout est terminé.

- Les organisations syndicales, déclare solennellement M. Chotard. dès la première suspension de séance, ont présenté à la presse un ensemble de propositions qu'elles n'avaient pas communiquées à la délégation patronale et qui ne tiennent aucun compte des impératifs de la situation Devant ce refus d'une véritable négociation, le C.N.P.F. et la C.G.P.M.E. ne peuvent que constater l'impossibilité de parvenir à un accord ».

Toujours réunis entre eux, les syndicats rédigent une déclaration après avoir alerté le ministère des affaires sociales pour réclamer un rendez-vous. Us affirment : • C'est après que les organisations syn cales ont annoncé, qu'elles s'étaient mises d'accord sur un plan d'économies de 10 milliards de francs, permettant d'assurer l'équilibre financier de l'UNEDIC et d'améliorer la situation des chômeurs âgés de longue durée, que le C.N.P.F. et les P.M.E. ont totalement arrêté la négociation. Cette rupture est une violation caractérisée du protocole du 28 octobre (...)

Faut-il croire le C.N.P.F. déclarant que . l'incorrection . des syndicats et leur soudaine - méconnaissance des règles de la négociation » en réservant à la presse la primeur de leur proposition, ne sont qu'habillage pour masquer leurs refus avant les élections prud'homales de présenter un compromis raisonnable Faut-il croire les syndicats quand ils indiquent que le C.N.P.F. a refusé le débat parce qu'il s'oppose toujours à la majoration de cotisation décidée par le gouvernement et ne peut au-jourd'hui encore moins la cautionner, à la veille des élections prud'homales où il sera affronté au

Il y a certes un peu de vrai dans tout cela. Mais il est sûr également que le C.N.P.F., en saisant réellement la mauvaise tête vendredi soir. demeure toujours en désaccord fondamental avec la plupart des syndicats. Le patronat veut effectivement revenir sur la majoration de cotisation qu'il estime provisoire. Il n'entend pas accepter de nouvelle majoration pour la garantie de ressources ou la retraite à soixante ans sans contre-partie. D'où sa volonté d'obtenir des économies plus substantielles. Il limite la période transitoire deux mois et non pas douze parce qu'il veut tout de suite mettre en place un nouveau régime d'indemnisation plus restrictif, séparant l'assurance sinancée par cotisations de l'assistance payée par l'Etat. Voilà où est le vrai problème.

La colère des cadres

Il est tout aussi vrai, en revanche, que les syndicats ont fait un effort en proposant tous ensemble 10 milliards d'économie sur la base cette fois d'aménagements communs. La C.G.T. a fait le plus de concessions. mais la C.G.C. a fait, de son côté, un geste en acceptant de limiter un peu plus qu'actuellement les indemnités aux chômeurs qui reçoivent plus de 10 000 francs par mois. Mais il apparaît que les économies demeurent quelque peu insuffisantes pour équilibrer le budget de l'UNEDIC, si les prévisions de dépenses sont de 94 milliards en 1983, et non pas 92 (3), et si, comme le rappelle le C.N.P.F., le déficit et les frais finan-

LA MANIFESTATION DE LA C.G.C. :

Un demi-échec à la lisière de la politisation

En organisant, à moins de trois semaines des élections prud'homales, une manifestation à Paris, la C.G.C. prenait des risques. Or, elle n'a pas vraiment réussi sa mobilisation du 18 novembre. La confédération francaise de l'encadrement fait état de trente mille participants au défilé qu'elle a organisé de Richelieu-Drouot à la Concorde (de huit mille à dix mille selon les services de police). mais il n'y avant en tait guere plus de dix mille personnes, soit un nombre équivalent à celui de sa manifestation précédente du 29 janvier 1979 et légérement supérieur à celui du mesting de Pantın en janvier dernier. Dix mille, ce n'est pas un chiffre négligeable, mais cela risque d'apparaître comme un demi-échec dans la mesure où la C.G.C. s'était adressée à l'ensemble des salariés, retraités et chômeurs, et qu'elle revendique de soixante-dix mille à quatre-vingt-dix mille adhérents en région pansienne.

DUBLY

Précédé par une charrue placée devant deux bœufs du Gers - sympolitique économique. - le défilé a rapidement pris une tournure très combative à l'égard du seul pouvoir politique, le patronnat étant curieusement épargné. Les protestataires

en complet-veston, parmi lesquels on remarquait les bataillons des banques, des assurances et de la métallurgie, ont scandé avec force : « Solidarité oui, hara-kiri non », e Résistons à la soviétisation », « Non à un système fiscal écrasant », « Refusons la régression sociele », tandis que par haut-parleur un porte-parole de la centrale proclamait : « Nous disons « non » à la politique économique incohérente du gouvernement. Notre voix est puissante. Notre colère doit être entendue. Nos libertés, n'y touchez pas l »

MM. Menu, président, et Mar

chelli, délégué général, qui se trouvaient en tête du cortège avaient tenu à souligner que cette protestation était destinée à faire entendre la voix d'un encadrement mécontent en se gardant de toute opposition politique. Mais, à proximité de la Concorde, la manifestation a dérapé, et on a entendu, à plusieurs reprises « Mitterrand fous le camp », « Aut à Moscou », « Mitterrand charlatan » et même « Mauroy démission » et « Mitterrand démission ». Dérapage contrôlé ou spontanéisme de la base ? Ces slogans musclés n'ont apparemment pas été appréciés par l'équipe dirigeante...

ciers d'un emprunt pour l'année 1982 n'out toujours pas été réglés et encore moins examinés.

Quoi qu'il en soit, la balle est à nouveau dans le camp du gouvernement qui a la possibilité de décider par décret. Les syndicats, qui ont aussitôt demandé à rencontrer M. Bérégovoy, feront-ils fléchir les pouvoirs publics pour que les économies correspondent à leurs proposi-

La C.G.T. a annoncé que les 10 milliards étaient - le maximum acceptable »; la C.G.C., qui craint qu'un effort soit demandé aux caes vo dit-elle. L'attitude - démo gogique du gouvernement » a surtout critiqué le C.N.P.F. pour son refus de négocier : « C'est une catastrophe pour le paritarisme. Je commence à me demander, a déclaré M. Marchelli, s'ils n'ont pas raison ceux qui disent que la France a le patronat le plus bête du monde. Le patronat n'a rien appris. • Et d'ajouter que vendredi les patrons « ont laissé tomber l'encadrement ».

En tout cas, puisque gouverner

c'est prévoir, les pouvoirs publics ont préparé un texte qui reprende les propositions syndicales mais y ajoute des clauses plus restrictives: pas d'indemnisation si un chômeur n'a pas travaillé au moins six mois avant son inscription, ce qui exclut beaucoup de jeunes; réduction de 70 à 65 % au-dessous du plafond de la Sécurité sociale et même à 60 % audessus du plafond de la garantie de ressources. Des nuances seront-elles apportées à ce texte? Une nouvelle concertation doit être engagée en début de semaine pour que le décret soit adapté avant la fin du mois. Mais le gouvernement et les syndicats devront-régler une autre quesl'UNEDIC. Restera-t-elle, peut-elle rester paritaire? M. Beregovoy : annoncé à l'Assemblée ces jours derniers qu'en cas de décret sur les prestations, les pouvoirs publics interviendront aussi dans la gestion de l'UNEDIC. Si le conseil d'administration est maintenu, comme le souhaitent certains, un directeur ou un administrateur provisoire représentant l'Etat pourrait être désigné. Le paritanisme qu'a connu l'UNEDIC depuis 1958 est moribond. Un nouveau paritanisme peut sans doute renaître. Mais une révision quantita-

tion, celle de la gestion elle-même de

tive et qualitative s'avère indispensable sous le signe d'une rigueur supplémentaire et pour certains déjà l'austérité. Et les parte naires sociaux, surtout le C.N.P.F. après l'échec ambigu de vendredi, ne pourront pas crier trop haut que le seul responsable est le gouverne-

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) M. Antoine Faesch qui s'en ait violamment pris à la délégation du S.N.P.M., est secrétaire confédéral de F.O., chargé principalement de l'emploi, de la formation, de l'assurancechômage et des retraites complémentaires. Membre du conseil économique et social, M. Faesch est également un des responsables de l'A.R.R.C.O.

(2) Le plan des cinq confédérations propose exactement 10.9 milliards d'économie, mais il prévoit une augmentation des dépenses de 900 millions pour améliorer les indemnités des chômeurs âgés, de longue durée.

(3) Les 92 milliards, prévisions avancées par les syndicats, se décomposent ainsi : 48 milliards de cotisations, 4 de contribution-solidarité, 30 milliards d'aide de l'Etat, et donc, 10 milliards manquants à trouver...

M. Mauroy s'est entretenu du SMIC et de la protection sociale avec les syndicats ouvriers

M. Pierre Mauroy a poursuivi ses entretiens avec les syndicats en recevant le 19 novembre la C.F.T.C. M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., qui a rappelé son opposition au projet de transferts des cotisations familiales, a qualifié l'entretien de • rude et très serré •. Selon M. Bornard, le premier ministre a indiqué que le coup de pouce au le décembre pour le SMIC pourrait représenter environ la moitié des 1.8 % manquant pour tenir l'engagement gouvernemental d'un gain en pouvoir d'achat de 4% en 1982 (l'autre moitié étant accordée au premier trimestre 1983). Au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite, il aurait évoqué l'éventualité d'un régime transitoire iusqu'au le juillet 1983 au cas où les négociations avec les régimes de retraites complémentaires ne seraient pas

Le 18 novembre, M. Mauroy a recu la C.G.T., F.O., la C.F.D.T. et la FEN. M. Henri Krasucki a qualifié de . regrettable - le retard dans l'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC tout en ajoutant que le fait que le gouvernement dissère jusqu'au premier trimestre 1983 son engagement · prouve aussi que l'ac-

tion syndicale permet de peser sur les décisions .. M. Edmond Maire a réaffirmé son - projond désaccord sur le retard du SMIC. Le secrétaire général de la C.F.D.T. a souligné l'existence de sérieuses divergences entre les priorités sociales du gouvernement et celles de son syndicat tant sur les bas salaires que sur la réduction du temps de travail. - Aider au redressement des entreprises, a également déclaré M. Maire, ce n'est pas alder les patrons, cela intéresse d'abord les travailleurs. .

Pour sa part, M. André Bergeron s'est félicité du fait que le gouvernement, pour la sortie du blocage des salaires, ne s'opposera pas, comme cela a été le cas dans la fonction publique, à ce que quelque chose de plus soit accordé que ce qui avait été initialement prévu » afin de débloquer les négociations dans les branches et de préserver la politique contractuelle. Au cours d'un entretien « cordial ». M. Jacques Pommatau, secrétaire général de la FEN, a exprimé la nécessité de s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation et d'entreprendre de grandes réformes structurelles notamment dans le domaine de la protection sociale.

L'IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Analyse commentée des textes - Applications chiffrées

JEAN DROIN DANIEL BIDAULT YVETTE GRAMOND LUCIEN LINET

Plusieurs experts comptables, un avocat, un conseil fiscal, présentent dans cet ouvrage, à jour de l'instruction générale du 11 mai 1982, les solutions à conneître et les précautions à prendre. Tout au long de la seconde partie, ils mettent leur expérience de fiscalistes au service des lecteurs en développant une série d'exem-

> Prix de l'euvrage : 120 F franco T.T.C. Bon de commande à adresser avec votre règlement à : S.P.S., B.P. 101, 77160 PROVINS.

Vous cherchez à vous créer des relations bancaires internationales? 5 bonnes raisons parlent en faveur de la Rabobank.

Quiconque choisit comme partenaire international une banque plutôt qu'une autre importantes du monde. a de bonnes raisons à cela:

1. 90% de tous les prêts alloués à l'agriculture hollandaise passent par la Rabobank. C'est ce qui fait de cette banque l'organisme de crédit le plus important dans ce secteur. La Rabobank occupe donc une position-clé dans le financement des opérations agricoles. Et puisque 25% du volume total des exportations hollandaises consistent en des produits agricoles, la Rabobank est toujours au courant de tout ce qui se passe au niveau du financement du commerce international.

Plus de 40% du total de l'épargne hollandaise sont confiés à la Rabobank.

.Un tiers des sociétés hollandaises s'en remet à la Rabobank pour toutes ses opérations bancaires. Et 3.100 agences sont à la disposition des clients dans toute la Hollande.

1. Avec un actif dépassant les 110 milliards de florins hollandais (soit environ 45 milliards

de \$ U.S.), la Rabobank compte augmente encore sa puissance. parmi les 50 banques les plus

5.L'affiliation de la Rabobank à l'Unico Banking Group, avec lequel travaillent banque internationale, venez 5 autres grandes banques coopératives européennes,

L'Unico Banking Group entretient plus de 36.000 agences en Europe et le total de son bilan. s'élève à 360 milliards de \$ U.S.

Si vous recherchez une nous voir. Nous serons heureux de vous aider.



Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank. Le pays qui perpetue la tradition de la perfection.

Rabobank Nederland, Département des Affaires Internationales, Catharijnesingel 30, NL-3511 GB Utrecht, Pays-Bas, télex 40200. Succursale New York, 245 Park Avenue, New York, NY 10167, USA, télex 424337.

Représentant à Francfort, Friedrich-Ebert-Anlage 2-14, D-6000 Frankfurt/Main 1, R.F.A., telex 413873.

Le pays de Rembrandt est aussi le pays de la Rabobank.

La réduction des capacités de production devra être plus importante qu'il n'était prévu

Elseneur. -- Vu l'ampleur de la crise, les capacités de production de la sidérurgie européeane devront être bien davantage réduites que ce qui a été prévu initialement. Additionnés, les programmes de restructuration récemment transmis par les gouvernements-membres à la Commission de Bruxelles aboutissent à une réduction, en produits finis, d'environ 15 millions de tonnes. Il faudrait arriver à plus du double, soit 30 à 35 millions de tonnés:

Les ministres de l'industrie des Dix réunis le 18 novembre à Eiseneur au Danemark, ont approuvé le diagnostic ainsi formulé par la Commission, représentée par MM. Davignon, le vice-président responsable des affaires industrielles, et Andriessen, chargé de la

 La Commission a obtenu ce au'elle était venue chercher. L'approbation du diagnostic. Les ministres ont reconnu la nécessité d'une gestion du marché plus rigoureuse. S'agissant de la restructuration, ils admettent au'elle doit être cohérente, ce qui veut dire que ceux qui jusqu'ici ont fait le moins devront faire le plus », a commenté le viceprésident Davignon, à l'issue de la réunion. Propos qui peuvent paraître quelque peu optimistes même s'il n'est pas douteux que la délégation de pouvoir non écrite, donnée par les 20uvernements-membres à la Commission pour administrer la sidérurgie européenne, a été en quelque sorte confirmée lors de la réunion d'Elseneur,

Les problèmes de gestion ont occupé une place importante dans la réunion. L'aggravation récente de la situation, c'est-à-dire l'acceleration de la chute des commandes, a altéré le fonctionnement harmonieux du plan « anti-crise » qui est fondé sur le contingentement de la production et sur le respect de barèmes de prix. Certains industriels pris à la gorge et cherchant à vendre par tous les moyens ont sous-coté leurs produits. Il en est résulté un peu partout une dégringolade des prix mettant en péril l'équilibre financier des entre prises parfois de façon dramatique, comme dans le cas de Saarstahl, àa qui le gouvernement fédéral, oubliant son discours libéral tradition-

Lors de la campagne pour les

élections présidentielles, M. Mitter-

rand avait promis de supprimer

l'avoir fiscal, système créé en juillet

1965 pour intéresser les Français à

la Bourse, et plus précisément drai-

ner leur épargne vers l'achat d'ac-

tions. Ce système, que la gauche

considérait - lorsqu'elle était dans

l'opposition - comme un avantage

fiscal injuste, analysé comme une re-

distribution de revenu des salariés

vers les actionnaires, s'est finale-

ment révélé utile ces derniers mois,

à la lumière de la politique menée

par le gouvernement Mauroy en sa-

· Pour réduire la contradiction qui

existait entre les promesses faites

par M. Mitterrand et la nécessité

d'attirer l'épargne vers l'industrie,

les services de M. Fabius avaient

imaginé de créer un système de crê-

dit d'impôt très proche de l'avoir sis-

cal et plus équitable dans son fonc-

veur de l'industrie.

tionnement.

les Dix out été d'accord pour renforcer les disciplines en matière de niveau de production et de prix qui sont apoliqués depuis plus de deux ans sous l'autorité de la Commission au titre de l'article 58 du traité de la

pays partenaires.

CECA (état de crise manifeste).

politique de concurrence. Neuf ministres out estimé

avec la Commission que le sacrifice devait être partagé

de façon équitable entre les Etats-membres. M. De

Michelis, le ministre italien de la participation indus-

trielle, considère que la sidérurgie de son pays, plus

performante, doit être beaucoup moins affectée par

l'opération chirurgicale ainsi projetée que certains

S'agissant de l'immédiat, de la question du marché.

Il est nécessaire de réduire bien da-

vantage les capacités de production

et. M. Andriessen l'a admis, on ne

pourra se limiter aux installations

vetustes, il faudra pour atteindre le

seuil recherché, sermer des unités

récentes, des usines qui ne sont pas

encore amorties. M. Davignon, pour

sa part, a souligné que la politique

actuellement mise en œuvre ne trou-

vait sa justification que si la sidérur-

gie, en se - redimensionnant - en

fonction de la taille du marché, de-

venait à nouveau capable de pro-

duire à des prix compétitifs. On ne

peut pas se condamner, ajouta-t-il, à

un régime d'organisation de marché

pendant plusieurs années. Cela si-

gnifierait soit un gouffre budgetaire

permanent, soit, si l'on répercutait

l'insuffisante compétitivité sur les

prix, la pénalisation permanente des

Les ministres, sauf l'italien, ont

grosso modo souscrit à ce raisonne-

ment. Certains ont eu même l'im-

pression qu'ils comptaient sur la

Commission pour s'impliquer davan-

tage encore dans l'exercice en cours,

autrement dit pour prendre position

plus clairement elle-même sur les

M. De Michelis, le ministre ita-

lien, s'est d'abord montre résolu-

ment négatif : 4 Nous refusons les

réductions supplémentaires qu'on

nous demande. Nous n'accepterons

jamais le principe d'une réduction

proportionnelle. C'est à ceux qui

ont les industries les moins perfor-

mantes de fermer . (entendez les

Britanniques, les Belges, les Fran-

cais). Ce discours ne plut guère.

· On ne peut raisonner en termes de

simple compétitivité; il n'est pas

admissible au'un pays s'emploie à

tirer son épingle du jeu -, com-

menta M. Chevènement. Le minis-

tre britannique, souligna la menace

qu'une telle attitude faisait penser

sur la Communauté. M. De Mi-

chelis se montra ensuite un peu plus

constructif : si un examen attentif de

la situation nous convainc qu'il faut

fermer des usines non obsolètes (le

ministre italien considère que les

prévisions de la Commission sont

trop péssimistes), si l'Italie devait

faire des efforts supplémentaires -

hypothèse qu'il n'écartait donc plus,

- il faudrait ouvrir l'ensemble du

dossier industriel, élargir la logiqué

communautaire à d'autres secteurs

de l'industrie, expliqua-t-il en subs-

tance. Ces propos sibyllins furent in-

terprétés dans les couloirs de ma-

nière différente. Selon les uns c'était

là une manière un peu moins brutale

de continuer à dire non, selon d'au-

tres il fallait y voir une volonté d'ou-

verture, un appel du pied, notam-

ment à la France, pour une

coopération industrielle accrue. Per-

sonne n'a estimé opportun d'en sa-

voir davantage. « Les Italiens ont

dit à l'intérieur d'un grand nombre

de phrases ou'ils devraient faire

plus », a finalement résume, opti-

On sait l'importance

de l'oléiculture en

GRECE

et des productions de l'olivier

dans ce pays du soleil.

Huile

d'olive

236.000

21.900

Olives de table

67 000

45 900

23.400

Numbre d'okviers 113 millions

Moyenne annuelle

(de 76:77 a 81-82)

Consommation

Production

Exportation

Importation

Production

Exportation

Importation

Consommation

aliee F numero 58

Ces productions de GRECE seront

présenjées sur le stand du Conseil Olércole International Hall 7 niveau 3

Au SIAL (Salon International de l'Ali-

mentation) du 15 au 20 novembre

communique de la Communauté

· Economique Européenne

1982 - Porte de Versailles - Pans

PHILIPPE LEMAITRE.

miste, le vice-président Davignon.

choix industriels à opèrer.

ndustries de l'aval.

nel, a dû accorder en catastrophe une subvention massive sans même avoir enclenché un programme de réduction des capacités. Bref. un retour au désordre, à une certaine concurrence sauvage était à crain-

De notre envoyé spécial

M. Chevènement a insisté sur la l'absolue nécessité de mieux maîtriser la gestion et de s'assurer en particulier que les parts de marché des différents pays producteurs seront stabilisées. Le ministre de l'industrie redoute que, par des détournements de trafic, par des rabais, par diverses autres astuces ou manipulations, les industriels de pays-membres voisins, moins respectueux que la France de la règle commune, ne grignotent une fraction du marché national. M. Chevenement semble souhaiter au moins une certaine surveillance à l'importation. M. Davignon lui a promis de faire le nécessaire.

Les réticences italiennes

Les gouvernements-membres, on le comprend, renacient à tailler dans le vif de leur sidérurgie autant qu'il le faudrait. M. Andriessen a annoncé que, conformément, à la procédure prévue au « code des aides » approuvé par les Dix, la Commission s'apprêtait à formellement informer les Etats-membres que la quasitotalité des programmes de restructuration transmis était insuffisante.

Conserver sans cautionner tant de l'impôt et non le taux margi-

LE MAINTIEN DE L'AVOIR FISCAL

Ainsi la prise en compte de l'avoir fiscal au moment du calcul du revenu imposable fait-il parfois franchir une tranche d'imposition aux petits et moyens revenus.

nal d'imposition.

Le système Fabius évitait cet inconvénient (1). Mais les députés socialistes ont été plus sensibles à la contradiction qui impliquait par rapport à leurs positions anciennes le vote par leur groupe d'un nouvel avoir fiscal qu'à l'amélioration sur le plan de l'équité d'un système il n'y a pas si longtemps honni. Ils ont donc préféré - en attendant que soit définie, selon l'expression de M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, une nouvelle approche globale de la taxation des dividendes - conserver le vieux système en l'état. Le conserver, sans le

(1) Un actionnaire, qui reçoit 100 F L'avoir fiscal, tel qu'il existe dede dividendes est imposé sur cette puis 1965, a en effet l'inconvénient somme. Si son taux d'imposition margid'intégrer dans le revenu imposable nal est de 40 % (tranche du barème qui le crédit d'impôt, somme en fait non atteint la limite supérieure de son reperçue, et donc d'élargir la base imvenu), l'actionnaire devra 40 F au fisc. posable du contribuable. La déduc-Il retire de cette somme un crédit d'imtion de l'avoir siscal en sin de calcul pôt calculé selon une formule qui veut ne corrige pas toujours cet inconvéque plus le taux marginal est élevé, plus nient, puisqu'il ne réduit que le monla réduction est faible.

Le gouvernement allemand doit se prononcer sur la prise de contrôle de Grundig par le groupe français Thomson-Brandt

L'Europe de l'électronique vat-elle renaître de cendres? Cette perspective, qui relevait, il y 2 encore quelques mois, de l'hypothèse d'école a gagné aujourd'hui en crédibilité. Le protocole d'intention signé dans la nuit de jeudi 18 à vendredi lemande Grundig et le groupe français Thomson-Brandt est la première tentative sérieuse, depuis biez des années, de bâtir une coopération industrielle à l'échelle du Vieux Continent (le Monde du 17 povembre).

Les termes de l'accord entre MM. Alain Gomez, P.-D. G. du groupe Thomson; et Max Grundig, prévoient le rachat par Thomson-Brandt à la Fondation Max-Grundig (1) des 75.5 % du capital qu'elle détenait dans la société Grundig. L'opération, si elle est approuvée par les autorités des deux pays, ainsi que per Philips, qui détient 24,5 % de Grundig et dispose d'une sorte de droit de veto sur la cession du reste du capital, pourrait être réalisée d'ici la fin du premier trimestre.

L'ensemble ainsi constitué « pèserait » plus de 22 milliards de francs de chiffre d'affaires et se placerait iuste derrière le groupe Philips avec une part non négligeable du marché européen de l'électronique grand public (radio, télévision, vidéo). Cette prise de contrôle ne se traduirait pas par une absorption, ni par une fusion des deux groupes. Chacun conserverait son identité, ses marques, son réseau commercial, ses produits (2). Ainsi Grundig continuerait à vendre ses magnétoscopes Vidéo 2000 et Thomson les V.H.S. du Japonais Japan Victor Cy (J.V.C.).

Toutefois, les deux firmes auraient l'intention de basculer très rapidement – dans un delai d'un an – vers la fabrication de magnétoscopes de la seconde génération. Ces matériels utiliseront le nouveau standard 8 millimètres qui doit être en principe agrée par l'ensemble des fabricants mondiaux y compris les Japonais. Ces derniers envisageaient cependant un calendrier moins rapide. Le temps sans doute d'amortir au maximum leurs investissements dans l'actuelle génération de magnétos-

En accélérant le processus, Thomson-Grundig, auguel Philips devrait se joindre, espèrent bloquer la pénétration japonaise sur le marché européen de la vidéo et éviter que les circuits commerciaux na s'habituent 'seu à peu aux produits du Sud-est asiatique. Le lancement rapide d'un nouveau magnétoscope au standard mondial remettrait ainsi, du moins l'espère-t-on chez les deux firmes, les compteurs à zéro entre Européens et Japonsis.

Les deux sociétés ont également l'intention d'harmoniser leur politique en matière de composants électroniques et de nouveaux produits. Coopération qui serait étendue au groupe Philips, dont les liens industriels fort étroits avec Grundig (achat de tubes de télévision couleur notamment) seraient bien évidemment maintenus.

Pour que cette veste coopération européenne qui s'esquisse entre dans les faits, plusieurs conditions devront cependant être réunies. Il faut d'abord que Philips ne s'oppose pas à l'opération. Certes plusieurs « sensibilités » coexistent au sein de la multinationale et certains ne voient pas d'un ceil très favorable l'émergence d'un second géant européen. Mais, Philips a trop appelé ces dernier temos à la résistance face au Japon, à la coopération européenne, pour qu'il puisse s'opposer à l'accord Thomson-Grundig. D'autant qu'à Eindhoven on sait désormais qu'il ne constitue, dans l'esprit des responsables français, que la première pierre d'un édifice beaucoup plus vaste où Philips occuperait une place à sa me-

Quoi qu'il en soit, on affirmait ces derniers jours, chez Philips, rester « de fermes partisans de la coopération européenne et ne pas vouloir s'opposer à l'accord : si tant est qu'il obtienne l'aval des autorités françaises et allemandes ».

● Environ 1 400 000 commercants, industriels et prestataires de services sont appelés à voter le lundi 22 novembre pour le renouvellement de la moitié des sièges des assemd'industrie (C.C.l.). La généralisation du vote par correspondance devrait permetttre de diminuer les abstentions traditionnellement très élevées (plus de 60 %). Le scrutin a lieu tous les trois ans et la moitié des mandats sont à renouveler : cette année, 2 960 personnes se disputent les 2 332 sièges à pourvoir.

Compte tenu des listes en présence, il ne faut pas s'attendre à une modification sensible dans la direction des organismes consulaires. Les listes dites traditionnelles et celles d'union regroupent plus de 80 % des 113 candidats. Le CID-Unati a peu de représentants ainsi que le 🕰 S.N.P.M.I.

Même si cette voie européenne risque de faire grincer quelques dents en France, permi les tenants d'un accord avec un groupe japonais, on ne voit pas comment les pouvoirs publics n'approuveraient pas totalement un accord auquel le président de la République attache une attention particulière, voire symbolique.

Dilemme pour Bonn

Resté la position des autorités allemandes. Dans' un premier temps, l'office des cartels de Berlin-Ouest va devoir se prononcer. Des vendredi, un de ses porte-parole a jugé l'opération « très discutable », en raison de la position dominante (45 %) qu'aurait le nouvel ensemble sur le marché allemand de l'électronique grand public. Ce pourcentage de 45 % est obtenu en ajoutant aux parts de marchès du tandem Thomson-Grundig celle de Telefunken. Dans le cadre de la réorganisation du groupe A.E.G., Grunding prendrait, en effet, une participation de 25 % dans le capital de Telefunken, sa filiale « grand public », et en assumerait le manage-

Outre-Rhin, certains, qui ont encore en mémoire l'affaire Unidata (3) et la fermeture brutale à Ulm par Thomson d'une usine de tubes de T.V. couleur, préféreraient une e solution allemande ». Seul Bosch-Blaupunkt serait, en fait, en mesure de foumir une alternative nationale. Informé des négociations francoallemandes, ce groupe n'aurait-il pas déjà fait une contre-proposition s'il était intéressé? On pourrait également disjoindre le cas de Telefunken. Mais Grundig a été le seul candidat à s'être offert à reprendre les activités grand public de Telefunken, qui perdent besucoup d'argent.

A vrai dire, les autorités allemandes sont confrontées à un rée dilemme. D'une part, les candidats au rachat de Grundig et de Telefunken ne sont pas légion. l'industne allemande du grand public étant en difficulté. D'autre part, Bosch-Blaupunkt acquemait, lui aussi, une position dominante en reprenant les deux sociétés. Enfin, un refus obligerait Thomson et la France à chercher d'autres alliances hors d'Europe. Avec tous les risques que cela pourrait comporter pour l'industrie alle-

Les débats internes en R.F.A. risquent pourtant de prendre du temps. Or Grundig comme Telefunken et Thomson-Brandt ont basoin d'être fixés rapidement. L'incertitude est dans l'industrie, la pire des choses. A Paris, on considère en tout cas ce dossier comme un « test politique ». Pour la première fois decuis bien longtemps, les conditions d'une coopération industrielle entre les grands groupes de l'électronique européenne paraissent être réunies. Les prochaines semaines et l'avis du gouvernement allemand diront si « l'Europe des projets industriels » peut voir le jour. Sinon... c'est l'idée même de l'Europe qui risque alors de perdre de

J.-M. QUATREPOINT.

(1) Le capital de la Fondation Max Grundig est détents par le sondateur de l'entreprise et sa famille.

(2) Thomson-Brandt contrôle déjà en R.F.A. les sociétés Nordmende, Saba et

(3) Unidata était le « club » formé par Siemens, Philips et C.I.I. pour déveopper une informatique européenne. C'est la France qui a rompu l'alliance en 1975 par son accord avec Honeywell

Grundig: 9 milliards de francs de chiffre d'affaires

L'histoire du premier groupe allemand de l'électronique grand public est étroitement liée à celle d'un homme aujourd'hui âgé de soixante-quatorze ans : M. Max Grundig, son fondateur, P.D. G., animateur et actionnaire principal. Cet ancien commercant, qui bricolait avant guarre les postes de T.S.F. avant de se lancer vollà près de quarante ans dans l'aventure industrielle, appartient à cette génération de « self made man a dont M. Floirat est en France l'un des meilleurs exemples.

Avec un chiffre d'affaires pour l'exercice 1982-1983 qui devrait atteindre près de 3,5 milliards de deutschemarks (9 milliards de francs), une production annuelle d'environ 1.8 million de postes télévision et 830 000 magnétoscopes. Grundig reste l'un des derniers groupes européens à avoir survecu à l'offensive japonaise dans le secteur.

Les demières années ont cependant été difficiles. Les deux derniers exercices se sont soldes, au total, par 200 millions

de deutschemarks de pertes. Plusieurs usines ont été fermées et quatre mille emplois suoprimés. Outre la modernisation de son outil de production, la société se devait de trouver de nouveaux marchés, calui de la télévision arrivant à saturation. De plus. Grundia ne produit pas de Tudes couleur. Udlige de s'approvisionner à l'extérieur, le groupe perd ainsi une part importante de la valeur ajoutée d'un téléviseur.

L'accord conciu en 1979 avec Philips allait permettre à Grundig de partager les frais de développement d'un magnétoscope - le Vidéo 2000 - et de prendre pied sur un nouveau marché. Son usine de Nuremberg, ouverte voilà quatre ans, a une capacité de production annuelle de 1 million d'appareils par an.

Le développement rapide des ventes de magnétoscopes en 1982 a apporté un ballon d'oxygène à la société. Deux mille embauches ont été faites cette année et l'exercice 1982-1983 devrait se solder, selon la société, par un bénéfice.

PARTS DE MARCHÉS EN 1982

(en %)

	T.V.		Magnétoscopes		
	France	R.F.A.	France	R.F.A.	
Thomson Philips Grandig	32,8 30,1 7,1	19 8,3 17,7	30 {8	. 4	

Sources: Thomson.

TUNISIE

Fantastique, une semaine au soleil.

1995 F

tout compris*

A l'Hôtel-Qub Oamarit*** à Jerba Zarzis.

Tennis, Equitation. *1 semaine en pension complète (vin à table inclus) au départ de Paris ou de Lyon. (Vals spéciaux du 12 Novembre au 16 Décembre 82

et du 7 au 27 Janvier 83.)



REPUBLIQUE TOURS

Le droit de choisir. Tél.: Poris: (1) 355.39.30 - Tél.: Lyon: (7) 837.72.38.

mae-meubles ez Piano Center goo center

Du bon usao



COMMERCE INTERNATIONAL

Du bon usage du protectionnisme

(Suite de la première page.)

Que tout changement soit onéreux ne doit certes pas faire souhaiter des structures productives immobiles. D'incessantes mutations sont. plus que jamais, la condition de tout progrès. Mais pas n'importe lesquelles! Il en est qui sont destructrices de richesses ou asservissantes à l'étranger ou inutilement doulou-

Seules sont vraiment bonnes celles qui, en procurant plus d'autonomie à la nation, rendent l'emploi des hommes moins précaire et l'approvisionnement en produits essentiels plus sûr, ou bien celles qui accroissent durablement la valeur ajoutée par le travail humain. Or ces mutations-là impliquent généralement la mise en œuvre de procédés difficiles à bien utiliser. On ne peut guère espérer que des entreprises s'aventurent à s'y essayer si elles savent que leurs fabrications seront. dès leur commencement, exposées à la concurrence implacable d'étrangers qui, grâce à l'avance qu'ils ont prise, ont déjà acquis expérience et réputation.

Pour qu'un Etat, ou une communanté d'États, puisse écarter de son sol les mutations maléfiques et favoriser celles qui sont bénésiques, il doit pouvoir maîtriser son commerce extérieur. Malheureusement, du fait de leur adhésion au GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) conclu à l'instigation des Etats-Unis en 1947, les Etats occidentaux ont été amenés à consentir, au cours des successives conférences internationales, des réductions systématiques et très générales de leurs droits de donane, en acceptant qu'elles soient irréversibles, ce qui est un renoncement à leur souvaireneté douanière. Cela est devenu de moins en moins supportable au fur et à mesure que les progrès techniques ont levé la plupart des obstacles naturels qui, naguère encore, freinaient le commerce international.

S'en remettre ainsi au jeu d'un marché mondial, que l'on veut libéré de toute entrave aux échanges commerciaux du soin de déterminer les productions qui pourront être réalisées dans chaque Etat serait peutêtre justifié si une concurrence parfaite régnait sur ce marché, puisque, à en croire certains théoriciens, les productions se trouveraient réparties an mieux dans l'espace pour le plus grand bien de tous. Mais la réalité est autre.

L'existence de par le monde de systèmes sociaux et politiques profondément différents avantage outrageusement les entreprises situées dans des pays où la pauvreté et l'absence de liberté facilitent l'exploitation de la main-d'œuvre. Et même entre pays développés et démocratiques, les flux commerciaux ne dépendent pas seulement des aptitudes particulières que chacun tire de son climat, de son sol ou de la qualité du travail de ses habitants. Ils sont influencés aussi, et de plus en plus, par les stratégies des entreprises multinationales, désireuses d'acquérir des monopoles de fait, par les aides à la recherche, à l'investissement ou à l'exportation procurées par les Etats, et aussi par les variations des cours des changes, plus amples que jamais.

Quoi d'étonnant que les chess d'entreprise raisonnables hésitent à investir? Ils voudraient pouvoir prospérer grâce à un patient effort d'amélioration de leurs techniques et à des calculs rationnels de prix de revient prospectifs, en ayant à affronter leurs concurrents dans des conditions loyales et connues d'avance. Face au désordre international et craignant l'imprévisible, ils répugnent à participer à ce qui n'est trop souvent qu'un jeu de hasard, où par surcroît les dés sont pipés. L'actuel marasme des économies occidentales provient de là pour une large part. Trop d'incertitude para-

Des droits de douane

Dramatique est le refus de tirer les conséquences de cette situation et de reconnaître que le libreéchange mondial n'est plus compatible, s'il l'a jamais été, avec un bon emploi des forces productives. L'obstination à vouloir réduire les droits de douane et à interdire de relever aucun d'entre eux conduira inéluctablement à l'inverse de l'objectif proclamé, qui est de sauvegarder un commerce mondial suffisant. Car si la baisse des pouvoirs d'achat et le chômage continuent à s'aggraver, les gouvernants ne pourront résister longtemps aux pressions des groupes sociaux qui s'estiment victimes d'importations abusives.

Bridés par les règles du GATT en 'matière de droits de douane, ils recourront à d'innombrables procédés, particulièrement nocifs, parce que très bureaucratiques et incompati-

tionale sainement ordonnée : contingentements : procédures de dédouanement volontairement compliquées; application de normes techniques on sanitaires dépourvues de justifications véritables ; interdiction d'utiliser certains équipements dans un pays s'ils n'incorporent un pourcentage déterminé d'éléments nationaux ; aides financières, plus ou moins clandestines, accordées au coup par coup et arbitrairement aux entreprises menacées par une concurrence extérieure, etc. Ainsi les chantres inconditionnels d'un développement du commerce mondial. aveuglés par leur dogmatisme, en seront les fossoyeurs.

Réapprendre le bon usage du protectionnisme est urgent. S'interdisant de mettre en œuvre aucune restriction quantitative et aucun obstacle non tarifaire, ce protectionnisme-là ne pratiquerait que le maniement des droits de douane. Un Etat, ou une communauté d'Etats, les ferait varier quand besoin serait, en hausse comme en baisse, aussi amplement qu'il faudrait pour rendre à ses producteurs le degré de sécurité qui leur est nécessaire et modeler ses structures productives selon ses préférences. inspirées par sa conception de ses intérêts à long terme. Lorsqu'il s'agirait de donner à des

entreprises le temps d'amortir leurs premières dépenses d'établissement ou de conversion et d'acquérir une suffisante expérience de leurs fabrications, les droits de douane pourraient être fort élevés; mais leur réduction échelonnée sur une dizaine d'années serait annoncée d'avance. Des droits permanents s'appliqueraient à des productions que, pour des raisons sociales ou de sécurité d'approvisionnement, on entendrait maintenir malgré un handicap naturel. Les droits seraient nuls pour beaucoup de marchandises, soit que les entreprises nationales ou communautaires ne puissent prétendre se trouver dans des conditions moins favorables que leurs concurrents étrangers, soit qu'on estime sans inconvénient grave pouvoir renoncer à certaines productions.

Ce protectionnisme aurait le grand mérite de laisser jouer les lois du marché, les droits de donane n'intervenant que comme des coûts artificiels de transport. Leur montant exprimerait clairement et publiquement les écarts comblés entre les coûts intérieurs et les coûts extérieurs. Il n'impliquerait aucune intrusion administrative dans le fonctionnement, le financement ou l'approvisionnement des entreprises.

Aux frontières de la C.E.E.

Une grave question demeure, qui ne peut être éludée : le protectionnisme qu'il conviendrait à coup sûr de pratiquer aux frontières de la C.E.E. pourrait-il l'être aussi, de surcroît, par les Etats membres à leurs frontières intracommunautaires? La réponse doit, selon moi, être négative, non point seulement parce que le traité de Rome, instituant la Communauté, l'interdit.

La mise en œuvre efficace des techniques modernes implique que le marché protégé à l'intérieur duquel la concurrence entre grandes entreprises doit s'exercer librement soit assez vaste. Il faut que chacune d'elles puisse y trouver une clientèle qui lui permette d'écouler des productions suffisantes pour amortir des coûts fixes élevés d'équipement et de recherche. Après quoi, ces entreprises seront d'autant mieux capables d'exporter vers les pays tiers. La dimension nécessaire à ce marché intérieur diffère évidemment selon la nature des productions, mais on peut estimer que, pour nombre d'entre elles, il doit compter au moins deux cents millions d'habitants à revenu élevé, ainsi qu'il en est aux Etats-Unis. C'est heureusement aussi le cas du Marché commun européen.

Les législations sociales et les capacités techniques diffèrent certes entre pays membres; mais ces discordances ne sont pas telles qu'elles suffisent à justifier des exceptions au principe de la libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux. En outre, et cela est essentiel, tandis que l'économie mondiale est, an sens étymologique du terme, anarchique, en raison de l'absence d'une autorité internationale qui puisse l'ordonner équitablement, des autorités communautaires existent, au contraire, au sein de la C.E.E. On les voudrait, certes, plus efficaces et audacieuses, mais elles portent en elles des possibilités de régulation de l'économie.

Il leur incombe de faire par l'exercice de leurs pouvoirs réglementaires, financiers et judiciaires que les distorsions trop préjudiciables soient résorbées peu à peu et d'empécher que se constituent à l'intérieur de ce grand marché des positions dominantes qui, en paralysant les initiatives et en permettant l'ap-

bles avec une concurrence interna- propriation de rentes abusives, seraient nocives. Elles ont aussi à poursuivre la tâche entreprise en 1979 par la mise en place du système monétaire européen, afin que des fluctuations erratiques des changes des monnaies européennes entre elles ne viennent pas perturber les courants d'échanges. Ainsi doivent et peuvent être assurées dans la C.E.E. des conditions de concurrence telles que les plus ingénieux et les plus travailleurs de ses habitants trouvent la juste récompense de

leurs efforts, pour le plus grand bien

de la Communauté entière.

Mais la construction d'une économie européenne proche du plein emploi et novatrice sera impossible si la C.E.E. devient une zone de libreéchange, ouverte à toutes les concurrences mondiales. Il faut revenir à la conception initiale de la Communaute, qui, en 1960, avait un tarif extérieur commun, imparfait certes, mais beaucoup plus protecteur que celui d'aujourd'hui. Surmontant les interdictions du GATT, elle doit en établir un nouveau, adapté aux circonstances actuelles, qui lui permette de relancer son économie et de se doter des structures productives qu'elle estimera les plus avantageuses à long terme. Elle le ferait non seulement pour elle, mais aussi dans l'intérêt du reste du monde, qui a grand besoin d'une Europe pros-

Craignons que, à défaut de cela. des entorses au libre-échange intracommunautaire ne soient de plus en plus fréquentes et l'inissent par disloquer le Marché commun. L'intégration des économies réalisée en Europe depuis vingt ans est telle que ce serait ruineux pour chacun des Etats membres.

La reconquête du marché intérieur français est hautement souhaitable, si nous la réalisons en réussissant à produire aussi valablement que nos concurrents européens des biens que nous leur achetons actuellement. Si au contraire nous cherchions à atteindre cet objectif en dressant des obstacles à nos frontières intra-communautaires, ce qui ne pourrait manquer de provoquer des représailles, nous condamnerions notre économie au déclin.

JEAN-MARCEL JEANNENEY.

TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN DR ALI SHAR!ATI BISIM BUILDING № 5 - TEHRAN - IRAN

TENDER NOTICE Nº 61/8

TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN intends to purchase the equipments of 17 microwave routes and nine (9) expansion routes as per the technical specifications draft contract and tender conditions through international tender.

- 1. Tender documents will be available at purchasing and contracts division room 205.2d. floor building Nº 5 DR. SHARIATI, avenue Telvan (Iran).
- 2. Offers will be accepted up to 12.00 noon on wednesday 22-12-1982 (61-10-1) at the
- All the offers received upto above date will be opened at 10,00 AM on 23-12-1982 (61-10-2) in room in 209 at the above address. Tenderers or their representatives may
- attend the tender committee holding intraduction letters. T.C.I. reserves the right to reject any or all offers received. Tenderers should refer to purchasing and contracts division, obtain introduction letters
- for the bank, to deposit R.L.S. 15 000 in the account # 90018 bank Melli, kran, SHA-RIATI branch as documents fee. All the tender documents will be handed over acting submission of the bank receipt.
- Tenderers outside Iran may pay the documents fee by check. T.C.I. will send the tender documents for the above applicants through registered mail without accepting any res-
- ponsibility whatspever.
- Tender documents will be ready for sale from 27-9-1982 (1381-7-5). **PURCHASING AND CONTRACTS DIVISION T.C.L.**

TELECOMMUNICATION COMPANY OF IRAN

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE SONATRACH

DIVISION COMMERCIALISATION

DIRECTION PÉTROCHIMIE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture en

- 4 860 TM de caoutchoucs synthétiques ;
- 2 500 TM de noirs de carbone :
- 190 TM de noir d'acétylène.

Cet appel d'offres s'adresse aux producteurs et fabricants à l'exclusion des représentants et intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi nº 78.02 du 11 avril 1978 relatives au monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les offres accompagnées des documents repris dans le cahier des charges devront parvenir sous double enveloppe cachetée avant le 7 décembre 1982 (date limite) à l'adresse suivante :

SONATRACH - DIVISION COMMERCIALISATION DIRECTION PÉTROCHIMIE : DÉPARTEMENT ÉLASTOMÈRES **ROUTE DUNES - CHERAGA - ALGER**

L'enveloppe extérieure sera anonyme (aucun signe distinctif de l'expéditeur) et ne comportera que les mentions : A NE PAS OU-VRIR - APPEL D'OFFRES COM/PEC/EL Nº 01/83/EX - CAOUT-CHOUCS SYNTHÉTIQUES ET NOIRS DE CARBONE. »

L'enveloppe Intérieure contenant la soumission portera le sigle ou la raison sociale du fournisseur.

Les soumissionnaires resterent engagés par leurs offres pendant un délai de trois (3) mois à compter de la clôture du présent appel d'of-

Le cehier des charges peut être retiré à l'adresse sus-indiquée.

CUPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12° 2347.21.32



TÉLEX PARTAGÉ

Chez Piano Center

En novembre : des conditions dans nos grands magasins:

• bail avec option d'achat à partir de

258 F/mois

e crédit gratuit 6 mois (apport 40 %)

après acceptation du dossier • paiement à crédit ou en bail avec option d'achat jusqu'à 7 ans

• livraison gratuite, garantie de 5 à 10 ans.

BECHSTEIN - C. SAUTER - BLUTHNER - TOYO -RAMEAU - RIPPEN (avec mécanique Renner) K. KAWAI - KNIGHT - HERRMANN - GEYER

ZIMMERMANN

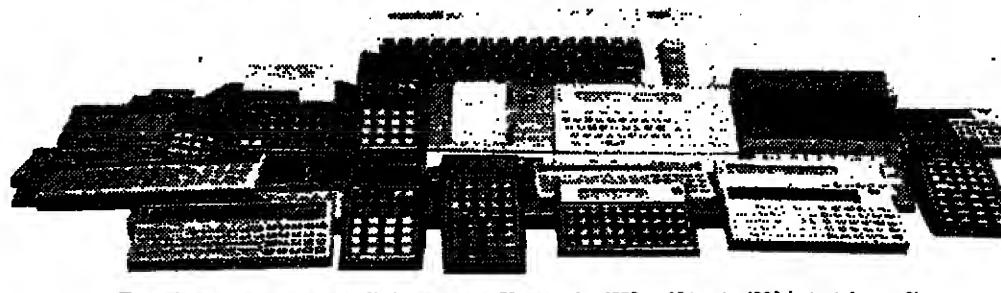
Piano Center vend chaque année et entretient ses pianos au Conservatoire Supérieur de Paris depuis 8 ans, à l'École Normale de Paris depuis 5 ans (Pianos C. SAUTER, K. KAWAL, TOYO).

Piano tenter

71, rue de l'Aigle 92250 La Garenne illi Deiensei 782.75.67 122-124, rue de Paris 93100 Montreuil im Robertonio 857.63.38 Z.I rue Helene-Boucher 78530 Buc western Tel. 956.06.22.

anglais intensif ELS USA

LA REPRISE QUI VA VOUS FAIRE ACCELERER.



Toutes les marques reprises par Illel et Apple du 22 septembre 1982 au 15 janvier 1983 (voir ci-dessous*).

Nous reprenons votre ordinateur portable jusqu'à 3000 F.

Quand un grand distributeur de la micro-informatique, Illel, s'associe pour un tempsavec le grand des ordinateurs, Apple, vous obtenez une belle opération.

Une opération qui commence à l'occasion du Sicob le 22 septembre 1982 et se termine le 15 janvier 1983. Opération où vous allez trouver votre compte. Jugez plutôL

Pour tout achat d'un Apple II nous vous reprenons votre calculatrice programmable ou votre petit ordinateur: au prix actuel - 20% (1 an d'ancienneté), - 35 % (2 ans d'anciennetė), - 45% (3 ans d'ancienneté). Ainsi, si vous possedez par exemple un PC 1500 et son module 8 K de moins d'un an, nous vous les reprenons pour 3000 F. Somme que nous allons deduire des 13900 F de l'Apple II (48 K + I floppy + I moniteur Philips) que vous allez acquérir.



L'Apple IL Un accélérateur professionnel.

Vous avezappris à programmer sur de petits ordinateurs? L'Apple II va vous faire passer à la vitesse supérieure. Avec lui, vous avez accès à un système doté d'une capacité de mémoires beaucoup plus importante, d'un nombre de

périphériques très vaste et d'une bibliothèque étendue (modélisation financière, traitement de texte, base de données, graphique, télécommunication, éducation, jeux, création, etc.). Consequence? L'Apple II fous débarrasse des travaux de routine et vous décharge de tout ce qui freine votre créativité. Vous allez plus loin, plus vite.

Nous allons downer votre calculatrice programmable ou votre ordinateur portable à une école. L'ordinateur fait de plus en plus partie de la vie de tous les jours.

Et le temps n'est pas lointain où, dans tous les lycées, on apprendra le langage des ordinateurs comme on étudie aujourd'hui l'anglais ou l'allemand. C'est pour initier les élèves à cette technique qu'Illel et Apple ont décidé de donner aux écoles les machines reprises entre le 22 septembre 1982 et le 15 janvier 1983. Lycees, collèges, universités, ècoles, prenez contact avec illei pour faire partie des bénéficialres



IBel Center Paris 10 86, bd Magenta, 75010 Park. Tel. 201.9168. Métro : Ciare de l'Est.

Hel Center Paris 15' 143, av. Félix-Faure, 75015 Paris. Tel. 551.97.4R. Métro : Balard.

* Shory Pt C711/Lt 177/PC1590/CT: 150. Smales: /X81/Extension to K/Improvante Casso * FX 702 P/FA 2/FPW. Atom : + cábic pertét. Vie : 20 CBM lecteur K 7 C2N. Video Ciente Hewkit Packaid: HP41C/18P4ICV. Texas Instrument: Il 54/T158/T199. Conductos de reprise : - Presentation de la facture originale nécessaire. - Le talesi de la tense vera have sur le montant et la date de votre tacture - Le bus loretinongement de votre prochier devre étre pouve. - Cette reprise ne pourte exérter 3000 P. - Illel sé réserve le dont de refuse de la facture de republic.

COMMERCE INTERNATIONAL

Le déficit extérieur de la France est revenu à 6 milliards de francs en octobre

de 1,5).

Le déficit du commerce extérieur français s'est sensiblement réduit en octobre par rapport aux mois précédents, tout en restant à un niveau élevé: 5,86 milliards de francs en chiffres bruts; 6,31 milliards après correction des variations saison-nières. Sur la base des données corri-gées, qui permettent d'éliminer de brusque variations mensuelles, ce résultat a été de près de moitié inférieur à celui enregistré en septembre (12,23 milliards), mais reste supérieur à celui observé en octobre 1981 (5,16 milliards)

Pour les dix premiers mois de 1982, le solde négatif « corrigé » s'est établi à 79,81 milliards de francs contre 38,17 milliards de janvier à octobre 1981. Au rythme mensuel de près de 8 milliards de francs, le déficit pour 1982 serait alors inférieur à la barre fatidique des 100 milliards. Calculée sur les trois derniers mois la moyenne mensuelle a représenté environ 9 milliards, ce qui donnerait aussi moins de 100 par an Toutesois l'ensemble de 1981, le solde négatif avait représenté 49,6 milliards de francs.

En chiffres bruts, les exportations ont atteint en octobre 57,175 millions de francs, ayant progressé de 13,7 % par rapport à septembre et de 10,1 % par rapport à octobre 1981. Les importations se sont élevées à 63 037 millions de francs. en baisse de 0,9 % en un mois, mais en hausse de 11 % en un an. Le taux de couverture des achais par les ventes s'est établi à 90,7 % contre 79,1 % en septembre dernier et 91.4 % en octobre 1981.

Après correction, les exportations ont atteint 56 268 millions de francs. ayant progressé de 6,9 % par rapport à septembre et de 13,5 % par rapport à octobre 1981. Les imortations se sont élevées à 632 580 millions, en baisse de 3,5 % en un mois, mais en hausse de 14,3 % en un an. Le taux de converture s'est établi à 89.9 % contre 81.2 % en septembre et 90.6 % en octobre 1981. Calculé sur douze mois ce taux s'est situé à 87,1 % comme le mois précé-

dent (92,2 % une année plutôt). Ces résultats sont considérés comme « encourageants » par le ministère du commerce extérieur. Dans le domaine énergétique la facture s'est allégé de 2,2 milliards, les importations de pétrole ayant représenté 5.3 millions de tonnes (9,6 milliards de francs) contre

Avignon. - De violents affronte-

ments entre agriculteurs et forces de

l'ordre se sont produits dans l'après-

midi du vendredi 19 novembre à

Montfavet, près d'Avignon (Vau-cluse), à l'occasion de la venue de

Me Edith Cresson, ministre 'de

l'agriculture. Arrivée par hélicop-

tère au domaine Saint-Paul, appar-

tenant à l'INRA (Institut national

de la recherche agronomique), le ministre venait d'inaugurer deux

nouvelles unités d'agronomie et d'ar-

boriculture fruitière et remettre la

cravate de commandeur de l'ordre

national du Mérite à M. Robert

Dion, président de la chambre d'agriculture du Vaucluse.

Voulant profiter du passage de M™ Cresson pour la rencontrer et

lui exposer leurs problèmes, des cen-

taines d'agriculteurs s'étaient

massés devant les grilles du domaine

Saint-Paul, perturbant sérieusement

la circulation sur la RN 7 entre Avi-

gnon et Marseille. C'est en appre-

nant qu'ils ne pourraient obtenir

l'entrevue souhaitée (alors que des

manifestants du MODEF et-du cen-

AGRICULTURE

A AVIGNON

Affrontements entre C.R.S. et agriculteurs

lors de la visite de M^{me} Cresson

De notre correspondant

5,8 millions au 14 septembre (7 millions en octobre 1981). Le surplus du secteur agro-alimentaire a atteint 1,9 milliard de francs contre 0,9 milliard, grâce à de fortes exportations de céréale (2,5 milliards au lieu

Pour l'équipement automobile des ménages, à la suite d'une hausse des exportations et d'une baisse des importations, le solde positif est établi à 1,1 milliard de francs contre 200 millions seulement le mois précédent. Dans le domaine des biens d'équipement professionnel, en raison d'une stabilisation des achats et d'une progression des ventes - le secteur aéronautique (5 Airbus, 9 avions Sam Jet 50) a rapporté près de 2 milliard de francs au titre des « opérations exceptionnellés », - l'excédent est passé de 150 millions à 1.2 milliard de francs.

En termes géographiques, le déficit à l'égard des autres pays de la C.E.E. est revenu de 7.3 milliards à 4,5 milliards de francs, grace à une amélioration des résultats visà-vis de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Il s'est également réduit à l'égard des États-Unis (1,9 milliard de francs contre 2,5 milliards), mais s'est accru vis-à-vis du Japon (1,4 milliard contre 1,2). Le solde négatif enrégistré avec les pays à économie centralisée s'est situé à 500 millions de francs contre 850 millions alors que le taux de couverture avec l'OPEP est passé de 48 % à 60 %. Enfin vis-à-vis du tiersmonde l'excédent - le seul observé à l'égard d'un ensemble de pays - a représenté 1,6 milliard de francs.

Les résultats d'octobre traduisent ainsi un double mouvement d'accroissement des exportations, grâce partie aux Airbus, et de ralentissement des importations qui a touché ainsi le secteur des métaux et les biens de consommation. - Est-ce l'effet magnétoscope? - Compte tenu d'une contraction de l'activité (destokage des entreprises) et de la demande, liée au changement de politique éconimique, le déficit pourrait, toutes choses égales d'ailleurs (niveau du dollar, prix du pétrole), ramené aux environs de 5 milliards de francs au cours des prochains mois. Il s'agirait, en attendant des jours meilleurs, d'un redressement de récession.

tre départemental des jeunes agri-

culteurs étaient recus très briève-

ment par le ministre) que les

agriculteurs ont forcé les grilles de

la propriété et brisé la loge du gar-

sont alors, intervenues pour repous-

ser, à l'aide de grenades lacrymo-

gènes, les assaillants qui leur lan-

çaient des pierres. Un camion italien

transportant des pommes a été inter-

cepté par les manisestants et vidé de

son contenu. Une haie de cyprès a

été incendice et un automobiliste a

été molesté par les agriculteurs en

colère, qui se sont ensuite rendus au

péage Avignon-sud de l'autoroute

A 7, empechant toute circulation

jusque vers 17 heures. La veille, dans un communique, la F.D.S.E.A.

avait décidé de - boycotter la venue

du ministre .. Les manifestants vau-

clusiens se sont donc déplacés sans y

être officiellement invités, de même

que les agriculteurs des Bouches-du-Rhône arrivés en renfort.

JEAN LECLAIRE.

Deux compagnies de la C.R.S. 60

dien se trouvant à l'entrée.

MICHEL BOYER.

ETRANGER

L'ENDETTEMENT INTERNATIONAL

Le Brésil demande 500 millions de dollars au F.M.I.

Le Brésil a l'intention d'emprun-ter 500 millions de dollars au F.M.I. au titre du mécanisme compensatoire destiné aux pays ayant subi une diminution de leurs recettes due à une baisse des prix des matières premières exportées.

La Banque centrale d'Argentine va reprendre à son compte une partie des dettes contractées à l'extérieur par des sociétés privées pour un montant estimé à 5,5 millions de dollars. Les sociétés rembourseront en pesos et la Banque centrale se chargera de payer les créanciers étrangers en s'accordant, semble-t-il, un delai, les premiers remboursements n'intervenant pas avant novembre 1986.

La Banque centrale en profitera pour examiner de près les emprunts; elle soupçonne qu'une bonne partie d'entre eux correspondent à des opérations fictives montées dans la seule intention de faire sortir des devises du pays. Par ailleurs, les sanctions contre les ban-

• Le chômage suédois a accusé un léger recul en octobre, touchant 127 000 personnes, ou 3 % des actifs. En septembre, il y avait 176 000 demandeurs d'emplois, chiffre record depuis la dernière guerre mondiale. Le mois dernier, le nombre de jeunes de moins de vingtcinq ans sans emploi a été de 48 000 (61 000 il y a un an). Cette amelioration doit toutefois être appréciée au regard d'un accroissement des stages de formation et des emplois de soutien. -(A.F.P.)

ques britanniques sont levées : les banques argentines sont autorisées à acquitter les arriéres qu'elles ont accumulés à leur égard.

La dette polonaise

La COFACE (Compagnie française pour l'assurance du commerce extérieur) a remboursé, sur des fonds publics, plus de 2,5 milliards de francs à des banques et sociétés possedant des créances sur la Pologne assorties d'une garantie publique. La France et les autres pays occidentaux qui ont prêté à la Pologne se sont refusés cette année à discuter à Varsovie du réécheloppement de la dette garantie de ce pays.

On estime, Rue de Rivoli, que les récents événements survenus en Pologne, avec en particulier la libération de Lech Walesa, ne permettent pas encore d'envisager la reprise des discussions. On apprend par ailleurs que la Pologne éprouve des difficultés à rembourser les intérêts qu'elle doit aux banques commerciales occidentales. En vertu de l'accord de rééchelonnement qui vient d'être conclu, la moitié des sommes dues à ce titre (1,1 milliard de dollars) doit être immédiatement remise à la disposition de la Pologne sous some de nouveaux crédits, si bien qu'essectivement Varsovie n'aura à débourser que 550 millions de dollars.

Les versements pourraient s'effectuer en deux ou trois tranches d'ici au début de 1983.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PENARROYA

MINE DE LARGENTIÈRE

L'activité de la mine de Largentière étant désormais désinitivement arrêtée, Penarroya tient à faire le point de l'application du plan social établi et présente aux divers comités d'établissement réunis en 1982. Ce plan comportait un ensemble de mesures destinées à permettre à chaque membre du personnel de trouver la solution appropriée à son avenir.

En premier lieu, des recherches actives étaient entreprises pour offrir à tout le personnel le plus grand nombre d'emplois, tant dans les établissements de la société et du groupe qu'à l'extérieur.

Des mesures particulières ont été mises au point pour permettre l'accès à des régimes de sin de carrière. Une convention a été signée avec la Caisse nationale d'assurances des mines. A ce titre, des indemnités de raccordement et de compléments de ressources ont également été insti-

Enfin, des dispositions sinancières ont été spécialement prévues pour ceux qui choisissent de se reclasser par eux-mêmes.

Malgré l'occupation de la mine depuis six mois par un petit nombre de grévistes, l'application de ce plan social a pu être menée à bien, en accord avec les administrations concernées. Sur un effectif total de 300 ouvriers et collaborateurs au début de

1982, ce plan a permis, il ce jour : • Le reclassement de 90 personnes dans 7 autres établissements de la

société et du groupe et de 10 personnes dans d'autres sociétés;

• Le départ à la retraite normale ou anticipée de 60 personnes ; e Le départ négocié de 60 personnes bénéficiaires d'une aide au reclassement individuel.

Une trentaine de personnes ont refusé plusieurs emplois offerts par la société, et, de ce sait, cessent d'appartenir à l'entreprise.

Enfin, l'effectif restant de 46 personnes pourrait être maintenu en place pendant quelques mois en vue d'assurer, si cela est possible, les travaux de fermeture de la mine.

L'effort sinancier consenti dans le cadre de ce plan représente en movenne de 7 à 10 mois de salaire pour chacun des salariés concernés. La société rappelle en outre qu'elle a offert des aides financières particulières destinées à compléter les aides de l'Etat et de la région pour favoriser la création d'emplois sur place.

IMMOFFICE

Dans sa récente lettre aux actionnaires, le président, M. Simon-Barboux

écrit notamment : « Depuis le début de l'aunée, nous avons essentiellement poursuivi notre politique de constitution d'un patrimoine de location simple qui reste la propriété d'IMMOFFICE et donc de ses actionnaires, à la différence des opérations de crédit-bail qui, sans doute plus immédiatement rentables, sont des-

tinées à devenir progressivement la propriété des utilisateurs. A sin septembre, le patrimoine de location simple d'IMMOFFICE représentait 425 M.F. d'investissements environ, soit 55 % des investissements de la société et une fois et demie les fonds.

propres qui s'élèvent à 270 M.F. Une proportion importante de ces immeubles a été construite directement par IMMOFFICE et figure donc à l'actif du bilan de la société pour un prix. modéré inférieur à leur valeur vénale, et ceci malgré les difficultés actuelles du

marché immobilier. Ce patrimoine est actuellement loué à 92 % environ, la moitié des loyers manquants étant afférente à des immeubles en voie d'achèvement ou récemment achevés et qui sont donc en cours de location pour la première fois.

Les recettes d'IMMOFFICE s'élèvent au 30/09/82 à 90.9 M.F. contre 81,4 M.F. au titre de la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 11.7%.

Le blocage des loyers qui n'a pas-touché les opérations de crédit-bail a par contre pese sur la progression des loyers de location simple qui augmenteront cette année moins fort que l'an dernier. Notre société n'enregistre pratique-

ment pas de contemieux ou de retard dans le paiement de ses loyers. En revanche, le niveau élevé des taux d'intérêt a provoqué une augmentation des frais financiers qui pèsera sur les

Le bénésice net s'élève ainsi à 35,2 M.F. contre 32 M.F. au 30/09/81 traduisant une augmentation de 10 % qui, sauf éléments imprévus aujourd'hui, indique l'ordre de grandeur de l'augmentation des résultats pour l'ensemble de l'année 1982.

Compte tenu de ces différents éléments, je crois pouvoir dire aujourd'hui que le dividende d'IMMOFFICE pour l'exercice 1982 devrait être en augmentation sur celui de l'année précédente.

EUROPE 1 IMAGES ET SON

Le bénésice net d'EUROPE IMAGES ET SON, après plus-values et moins-values, provisions pour dépréciation, dividendes perçus et impôts sur les sociétés, sera, selon une première estimation, supérieur à 50 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre 1982, contre 42,3 millions de francs l'an passé, soit plus de 18 % de progres-

Sur les mêmes bases, le résultat consolidé (part du groupe) devrait être supérieur à 48 millions de francs (44,6 millions l'année dernière).

Compte tenu de ces éléments, le conseil d'administration envisage de recommander à l'assemblée la distribution d'un dividende égal à celui du précédent exercice (30 P par action, bors avoir fiscal).

LA REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 15 au 19 Novembre 1982

Contraction de la demande

·N pas en avant, un pas en arrière. En hausse de 1 % ia semaine précédente, la bourse de Paris a régressé dans d'égales proportions ces derniers jours. Non pas que le courant des ordres de vente se soit subitement renforcé, mais tout simplement en raison d'une contraction de in demande sur les actions françaises, ainsi que le confirment les dernières statistiques mensuelles de la Chamore syndicile des agents de change.

Si le marché a inscrit un record au mois d'octobre avec un volume mensuel de 21,9 milliards de francs, en augmentation de plus de 16 % sur le mois précédent, c'est surtout à la nouvelle progression de l'activité sur les obligations qu'il le doit. Celles-ci out atteint en effet le chiffre sans précédent de 16.4 milliards de francs (en progrès de 13 %), et les actions ont eu droit, une nouvelle fois, à la portion congrue avec 5,5 milliards de francs, soit un accroissement supérieur à 27 % d'un mois sur l'autre.

En clair, les actions représentent tout juste le quart du volume des échanges (25,3 % très exactement au mois d'octobre), alors que la capitalisation boursière, en léger progrès par rapport à septembre (197,39 milliards de francs en excluant les valeurs de la zone franc), reste encore en deçà du sevil des 200 milliards.

Pour les spécialistes, ces chiffres ne constituent qu'une nouvelle démonstration du déséquilibre croissant qui s'accentue chaque mois un peu plus au bénéfice du marché obligataire, et il ne fait pas de donte, dans leur esprit, que les pouvoirs publics ne semblent guère décidés à redresser la barre, du moins pour l'instant.

A la mi-novembre, ce sont environ 135 milliards de francs qui ont été recuellis sur ce marché sous la forme d'émissions nouvelles, et le dernier emprunt d'État (10 milliards de francs à 15,30 % d'intérêt) porte à 37 % le pourceutage des émissions de cette nature depuis le début de l'année (40 milliards de francs au total) par rapport au volume global des emprents lancés sur le marché. A titre de comparaison, en 1980 (l'appée suivante ne constitue pas une comparaison valable en raison des événements politiques qui l'ont marquée) les emprunts d'État avaient porté sur 31 milliards de francs sur un total de 117 millions de francs d'émissions nouvelles, soit 26 % environ.

Comment s'étorner, dans ces conditions, du peu d'engouement qu'éprouve la clientèle privée à l'égard des actions, alors que le Parlement a'a pas encore voté le principe du compte d'épargne en actions (C.E.A.), qui doit normalement servir de réceptacle à l'ancienne « épargne Monory » ? (1) A un peu plus d'un mois de la fin de l'année, les gestionnaires de portefenille et les conseillers en placements ne savent pas encore quelle forme définitive revêtira ce nouvel instrument financier, qui devrait pourtant être inauguré dès janvier 1983.

Un délai aussi court risque fort de réduire à néant tous les efforts entrepris pour en vanter les mérites : ce n'est pas du jour au lendemain que les banquiers, les agents de change et quantité d'autres intermédiaires pourront placer ces comptes en actions dans les porteseuilles de leur clientèle. L'histoire ne se répète pas, c'est vrai, mais elle a parfois valeur d'exemple. La « loi Monory » a été votée le 13 juillet 1978, soit environ six mois avant qu'entrent en application les mesures favorables à l'épargne contenues dans ce texte de référence.

Aujourd'hui, la situation semble beaucoup plus confuse, et la cote en fait les frais alors que l'environnement des entreprises ne justifie aucun optimisme béat. A côté du bulletin de victoire brandi par la Rue de Rivoli sur le front de l'inflation, la Banque de France constate une nouvelle dégradation de la demande globale chez les industriels, et les experts de l'O.C.D.E. avouent avec embarras que la récession sera encore d'actualité pendant au moins un au sur la scène internationale. De quoi réfléchir.

SERGE MARTL

- (1) La création de ce compte a finalement été adoptée dans la nuit de vendredi par l'Assemblée nationale avec un crédit d'impôt de 25 % et une limite de 7 000 F par personne (14 000 F pour un couple) d'achats nets de valeurs mobilières françaises.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours Cours 12 nov. 19 nov. 94 500 Or fin (kilo en lærre) (idio en lingot) . . 94 600 Pièce française (20 fr.) Pièce française (10 fr.) Plèce sulsse (20 fr.) ... Place latine (20 fr.) . Pièce tunisienne (20 fr.) Souversig Elizabeth II ... 381 3 225 1 620 Demi-souverain 3 340 1 610 Pièce de 20 dollers ... 10 dollars 5 dollars

50 pages

20 marks

10 Sories

- 5 roubles

3 870

3 850

710 621 395

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

Nb. de Air liquide (1) 75 425 4 1/2 % 1973 18 200 Schlumberger 84 725 29 365 974 Lafarge Coppée (2) . 64 450 15 682 257 Source Perrier (2) . . 50 300 11 851 550 LB.M. (2) 13 250 (1) Quatre séances seulement.

(2) Trois séances seulement.

L	E VOLUME	DES TRAI	NSACTION	S (en francs	}
	15 nov.	I6 nov.	17 nov.	18 nov.	19 nov.
Terme	140 366 080	146 479 694	173 332 757	155 527 057	175 800 551
R. et obl	819074116	999 054 705	689 884 168	731 884 268	886 822 221
Actions	119940262	128 169 149	123 037 779		98 031 745
Total	1 079 380 458	1 273 703 548	986 454 704	981 561 468	1 160 654 517
INDICE	S QUOTID	iens (inse	E base 100,	31 décembr	e 1981)
Valeurs:		i	- {	,	- 220-7
Franc		104,4	103.8	104.2	
Étrang .	•	128,6	129,9	104,2	
	COMPAGN	IE DES AC	ENTS DE	CHANCE	
:.	(bas	e 100, 31 da	cembre 19	81)	
Tendance.	121,4.	121	121	121,5 .	•
	(bas	se 100, 31 để	cembre 199	111 -	•

appel du F.M.

And the second of the second o

DU GROUPE DE PARIS Désirant consecrer davantage de son temps à la coordination des sociétés affiliées à la Compagnie du Midi. ML BERNARD PAGEZY

• ASSURANCES .

transmettra, à compter du 1º janvier 1983, ses fonctions de Président des Assurances du Groupe de Paris à M. ETIENNE BENEZECH,

Le Carnet des Entreprises -----

actuellement Administrateur, Directeur Général. Agé de 56 ans, ancien élève de l'Ecole Polytechnique (*), Monsieur Benezech a fait toute sa carrière au sein des sociétés d'assurances du Groupe de Paris. Depuis plus de dix ans. Il est le principal collaborateur de Monsieur Bernard Pagezy. Cekil-ci a été nommé Prési-

dent d'Honneur des A.G.P. : Il continuera à sièger à leurs

conseils d'administration, comme aux comités de direc-(*) Membre de l'Institut des Actuaires.

Pour tous renseignements sur le carnet, téléphoner à : 770-85-33

LA REVUEDOS.

L'appel du F.M.I. aux banques

Les eurobanques s'« officialisant » (dans la mesure où les gouvernements occidentaux se reposent sur clies pour éviter les faillites de nombreux États), elles n'ont pas fini d'être mises à contribution pour aider, aux côtés du F.M.I. et des autres institutions supranationales de même type, au redressement d'économies vacillantes un peu partout à travers le monde. Cela se produisant à un moment où les disponibilités ont tendance à se contracter, on peut se demander si le risque souvent évoqué d'une éventuelle crise des liquidités internationales ne va pas s'en TOUVER ACCUL

Ce ne sont pas moins de 6,5 milliards de dollars supplémentaires que les banques commerciales du monde entier vont avoir à prêter. vraisemblablement à moyen terme, au Mexique, en plus de quelque 4 milliards de crédits que le F.M.I. va lui consentir. M. Jacques de La Rosière, le directeur général du F.M.I., a en effet fait comprendre anx eurobanquiers que, si le Mexique se trouvait actuellement en difficulté, c'était par suite d'un surendettement que les banques internationales ont aidé à accumuler. Le devoir de celles-ci est donc maintenant de racheter en quelque sorte leurs péchés passés en prêtant leur concours aux Mexicains.

En Argentine, c'est un créditrelais de 1,1 milliard de dollars que les banques vont devoir mettre à la disposition du pays en attendant que les facilités consenties par le F.M.I.. qui représentent 1.5 milliard de dollars et 600 millions de D.T.S (636 millions de dollars), soient mises en place. De tels exemples se multiplient à travers le monde. Que ce soit en Amérique latine, en Afrique ou dans les pays de l'Europe de l'Est, les eurobanques se trouvent condamnées à consentir de plus en nlus de crédits nouveaux afin de sauvegarder ceux que les nations concernées ne peuvent momentanément rembourser, ou permettre tout au moins leur service.

Dans ce domaine, l'accord sur le rééchelonnement de la dette extérieure de la Pologne pour 1982, qui a été signe au début du mois, va même plus loin. Les banques créancières se sont engagées à reprêter immédiatement aux Polonais la moitié du montant des intérêts que ceux-ci vont leur verser, afin de permettre au gouvernement de Varsovie de financer ses importations.

Pendant ce temps, les disponibilités mondiales ne cessent de décroître. Les pays de l'OPEP ne sont plus

les sournisseurs intarissables de capitaux qu'ils étaient jusqu'à il y a deux ans. Les excédents de l'Arabic Saoudite, qui était le dernier des producteurs de pétrole à encore alimenter le réservoir des eurodevises, vont probablement diminuer davan-1age, puisque cheikh Yamani a reconnu que son pays va devoir diminuer le prix d'un brut dont personne ne veut plus.

De leur côté, les grandes sociétés internationales, durement touchées par la récession économique mondiale, déposent de moins en moins de capitaux auprès des eurobanques situées à Londres ou ailleurs. Ce monvement se produit alors que les banques internationales voient leur porteseuille de créances douteuses s'accroître vertigineusement. A titre d'exemple, la Lloyds Bank International, l'une des eurobanques les plus actives, a dû menre de côté une provision pour créances incertaines de plus de 115 millions de livres sterling, ce qui a cu pour effet de réduire de 41 % les bénésices du groupe bancaire Lloyds pendant les neuf premiers mois de cette année.

Les établissements dont les ressources sont en sterling, c'est-à-dire les grandes banques commerciales britanniques et certains établissements consortiaux établis dand la City, sont en outre affectés par la chute spectaculaire, cette semaine, de la devise britannique. Celle-là a vraisemblablement été provoquée par le gouvernement britannique luimême, afin de faciliter les exportations du pays et freiner en même temps les importations pour que la demande se reporte sur le marché intérieur.

Il n'en demeure pas moins que, si l'industrie anglaise est satisfaite, les banques sont loin de l'être. Elles risquent donc de se trouver obligées de réduire notablement le volume de leurs eurocrédits si elles ne veulent augmenter leur capital social on ne parviennent pas à le faire. Les banques britanniques étant les dernières en Europe à encore participer massivement aux crédits internationaux, tandis que les Allemands et les Francais se sont retirés sur la pointe des pieds de ce marché, imitant ainsi les établissements canadiens, les conséquences peuvent être graves. La grande masse des banques régionales américaines s'est repliée sur clie-même depuis l'été, après le vent de panique qu'avait jeté à l'époque la crise financière du Mexique. Simultanément, les grandes banques des États-Unis se montrent elles

matière de prêts internationaux. Seules restent les japonaises. L'euromarché a de plus en plus les yeux

L'obsession du taux d'escompte

Pour sa part, le marché euroobligataire demeure attentiste. Les yeux fixés sur la ligne bleu horizon des Vosges que représente pour lui le taux d'escompte américain, dont il y n'a appris la baisse que vendredi en sin d'après-midi. En attendant, le marché primaire des euroémissions à taux fixe en dollars est peu actif. Un seul emprunt de ce type a vu le jour cette semaine. D'un montant modeste. puisque ne représentant que 50 millions de dollars, et d'une durée de cinq ans, il est offert au pair par la Banque nordique d'investissement avec un coupon annuel de 11,25 %. Assez mal accueillie, l'opération de l'établissement scandinave s'est de suite traitée avec une sorte dé-

cote sur le « marché gris ».

La Banque mondiale est venue

perturber le marché primaire des émissions internationales libellées dans la devise allemande en proposant au pair 200 millions de DM d'obligations à dix ans avec un coupon annuel de 8,25 %. Ce taux, plus élevé que celui simultanément offert par d'autres emprunts, a détourné l'attention de ces derniers au profit de l'offre de la Banque mondiale. Très bien reçue, celle-ci était demandée vendredi à 99,50. Du coup, l'euroémission au pair de 100 millions de DM d'une durée de huit ans, lancée vingt-quatre heures plus tôt par la banque japonaise Sumitomo, avec un coupon annuel de seulement 7,75 %, a été contrainte de se replier en déroute à 97,25-98,25. L'Aéroport de Paris n'a, lui non plus, pas réussi à faire des étincelles outre-Rhin. Son euroémission de 80 millions de DM sur dix ans a dû être émise à 99,25 avec le coupon originellement annoncé de 8,25 %. Maigré ces conditions, l'euro-emprent n'a pas réussi à s'imposer. Sur le marché secondaire, il se traitait vendredi à 97,25-97,75.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Reprise du cuivre - Hausse du café

aussi beaucoup plus réservées en

Le ralentissement progressif de l'activité économique dans la plupart des grands pays industrialisés se répercute surtout sur les cours des

Le taux de l'argent reste encore trop élevé pour sinancer des stocks plus importants. Il faut donc s'attendre à de nouvelles réductions de capacités de production, voire à des fermetures de mines ou de fonderies pour essayer d'enrayer la dégradation des prix.

MÉTAUX. – Reprise des cours du cuivre au Metal-Exchange de Londres qui repassent au-dessous de 900 livres la conne. La fermeture, en raison d'un incident technique. d'une mine importante en Zambie a donné un petit coup de fouet au marché. Les stocks britanniques de métal atteignent 197 000 tonnes (+ 20775 tonnes), leur niveau le plus élevé depuis 1979. Ils se sont accrus de 60 000 tonnes en l'espace de sept semaines avec l'expédition de métal américain attiré par des

prix plus élevés. Fléchissement sensible des cours de l'étain à Londres. Les achats de soutien du directeur du stock régulateur tendent à se raréfier. Les négociants redoutent que ses réserves financières ne solent sur le point de s'épuiser. Le différend entre deux importants producteurs de métal, la Malaisie et l'Indonésie, relatif à la constitution d'un cartel de l'étain, a aussi pesé sur les cours. L'Indonésie estime que le sixième accord inter-

national joue bien son rôle. Nouvelle baisse des cours du nickel à Londres qui perdent plus de 40 % depuis le commencement de l'année. Le prix officiel des producteurs de 3.20 dollars la livre n'est plus applique depuis longtemps. Les transactions s'effectuent à 1,60 dollar, et encore. Les arrivages de métal cubain sur le marché libre. la crise de la sidérurgie, le morasme du secteur des biens d'investissement expliquent cette dépréciation exagérée des prix. De nouvelles amputations volontaires de production sont donc à prévoir.

CAOUTCHOUC. - Variations peu importantes des cours du naturel sur les différents marchés. Les délégués de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel, réunis dans la capitale malaise, ont décidé de laisser le directeur du stock régulateur maître de ses décisions d'intervention, consormément aux stipulations de l'accord et comme le souhaitaient les représentants des pays consommateurs.

DENRÉES. - La pause a été de courte durée sur le marché du sucre. Le mouvement de hausse a repris et s'est même accentué, les meilleurs niveaux depuis quatre

mois étant touchés. La production européenne de betteraves serait moins importante que prévu.

Nouvelle et vive progression des cours du casé, qui retouvent leurs meilleurs niveaux depuis quatre ans et demi. Des craintes de penurle de disponible de bonne qualité provoauent des achats de couverture de la part des torréfacteurs. La récolte de plusieurs pays africains enregistrerait de sensibles diminutions.

CÉRÉALES. - Le blé a été soutenu sur le marché aux grains de Chicago. La récolte australienne. réduite de moitié par la sécheresse persistante, obligerait ce pays à acheter du blé sur les marchés exté-

lb : sauf pour le cacao, en dollars par

tonne): cacao, décembre, 1 382

(1 337); mars, 1 412 (1 422); sucre,

janvier, 7,34 (6,90); mars. 7,84

(7,40) : café, décembre, 137,44

(136,78); mars, 134,81 (133,04). -

Londres (en livres par tonne) : sucre,

janvier, 120 (112); mars, 122,75

(114.30); café, janvier, 1 657

(1547); mars, 1553 (1460); ca-

czo, décembre, 992 (939) : mars,

1 002 (955). - Paris (en francs par

LES COURS DU 19 NOVEMBRE 1982

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précèdente) DENRÉES. - New-York (en cents par

MÉTAUX. - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 887 (870,50); à trois mois, 900,50 (879); étain comptant, 7 265 (7 413); à trois mois, 7 280 (7 410); plomb, 270,50 (279,50); zinc, 433 (431); aluminium, 598 (585); nickel, 2 090 (2 186); argent (en pence par once troy), 612 (566,65). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 63,95 (63,15) argent (en dollars par once), 9,75 (9,48); platine (en dollars par once), 334 (332); ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (51,50) mercure (par bouteille de 76 lbs), 365-385 (360-380). – Penang: étain (en ringgit par kilo), inch. (29,15). TEXTILES. - New-York (en cents par livre) : coton, décembre, 63,77 (62,60); mars, 65,62 (65,25). -Londres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), décembre, 361 (365); jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, nch (240) - Roubaix (en francs par kilo), laine, 42,60 (42,55). CAOUTCHOUC. - Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. (comptant), 48,50-49,75 (48,10-48,20). -

kilo): 193,50-194 (197-197,50).

. - .

quintal): cacao, décembre, 1 154 (1 135); mars, 1 200 (1 185); café, janvier, 1 937 (1 860); mars, 1 820 (1 770); sucre (en francs par tonne). décembre, 1 640 (1 500); mars, 1 705 (1 525) : tourteaux de soja. -Chicago (en dollars par tonne), décembre, 175,50 (169,90); janvier, 177,70 (171,50). - Londres (en livres par tonne), décembre, 138 (130); février, 142,90 (133,10). CERÉALES. - Chicago (en cents par boisseau): blé, décembre, 332 1/4 (332 1/2); mars, 347 1/4 (347 3/4); mais, décembre, 239 1/4 (235 3/4): décembre. 246 3/4

(245 1/2).Penang (en cents des Détroits par INDICES. - Moody's, 977,80 (971,80); Reuter, 1 553 (1 521,30).

Les devises et l'or

Vif recul du dollar et de la livre

Changement à vue sur les marchés des changes cette semaine : le dollar, tant recherchée précédemment, a brusquement été vendu en quantités appréciables, ce qui a fait notablement baisser ses cours, moins de 7,20 F à Paris contre 7,31 F buit jours auparavant. La livre sterling, elle aussi, a été brusquement attaquée, perdant, un moment, plus de 4 %. Le grand vainqueur de ce renversement de tendance a été le yen japonais, si décrié précédemment pour des raisons plus psychologiques que techniques.

Le repli du dollar s'est amorcé à partir du mardi 16 novembre pour des motifs assez peu discernables, si ce n'est le « sentiment » que le vent est maintenant à la baisse. Chose curieuse, ce sont les clients des banques, détenteurs de dollars, qui ont vendu. Sans doute estiment-ils que le moment est venu de s'alléger. D'autres facteurs ont évidemment ou jouer, comme les déclarations du sous-secrétaire au Trésor américain. M. MacNamar, qui pronostique un déficit de 75 milliards de dollars pour la balance commerciale des États-Unis en 1983, contre un désicit probable de 40 milliards de francs en 1982. Le chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Feldstein, prévoit également une aggravation du déficit au cours des prochaines années de l'ordre de 60 à 70 milliards de dollars. Pour lui, les fautifs sont les taux d'intérêt. dont l'ascension a fait monter le dollar et pénalisé ainsi les exportations tout en facilitant les importations. Ces prévisions rejoignent celles de M. Michael Blumenthal, ancien secrétaire au Trésor du président Carter et actuellement président de Burroughs, qui a annoncé un renversement prochain de la tendance sur le - billet vert -, précisément en raison de déséquilibre croissant de la balance commerciale.

En attendant, et sans exclure un net recul d'une monnaie américaine nettement surévaluée, au plus haut depuis six ans contre mark et yen, l'offre de dollars se réduit pour des raisons techniques (baisse des excédents de l'OPEP et contraction des crédits internationaux) face à une demande très sorte émanant des pays en voie de développement pour assurer le service de leur lourde dette: plus de 100 milliards par an. Déjà difficile sin juin, le renouvellement, sin décembre prochain, des euro-crédits à six mois (Roll-Over) risque de l'être encore davantage si on tient compte de leur volume, en-

viron 600 milliards de dollars. La contre-partie de la haisse du - billet vert - a été la hausse du mark, et. surtout, celle du ven : à Tokyo, on payait, en fin de semaine, 258 yens pour 1 dollar contre 268 yens, il y a huit jours, et 278 yens, il y a quinze jours. Selon les experts du GREF, réunis au sein du service des études de la Société générale à Paris, le cours logique, en termes de compétitivité comparée, serait de 190 à 200 yens pour 1 dollar. Comment expliquer, alors, un tel décalage? Par des sacteurs psychologiques, avons-nous dit, par l'anticipation d'un déficit de la balance commerciale du fait de la contraction des marchés et d'un regain de protectionnisme chez les partenaires du Japon. Facteur mécanique, également, avec sorties de capitaux abondantes ces derniers mois : or le mouvement s'est inversé ces derniers jours, la hausse de Wall Street ayant provoqué celle de la Bourse de Tokyo, et incité les Américains à investir au Japon. Autre perdante de la semaine, la livre sterling a brusquement plongé, revenant à ses bas

cours de la guerre des Malouines. On a noté d'importantes sorties de capitaux, en provenance de la City, vers la zone mark et surtout la zone yen. Sans doute, la baisse tendantielle du prix du pétrole, illustrée par les rabais indonésiens de la semaine dernière et les rumeurs répétées de dernière heure du prix du brut saoudien, est-elle de nature à ralentir le flux des pétrodollars en provenance des gisements de la mer du Nord. De même, le recul continu du taux d'intérêt britannique rend-il la place de Londres moins attrayante pour les capitaux internationaux. Mais le fléchissement de la livre satisfait tellement le gouvernement, désireux de relancer les exportations, que l'on soupçonne la Banque d'Angleterre d'avoir sinon sait naître du moins précipité le mouvement. La saiblesse de ses interventions pour freiner la baisse de sa monnaie en dit long sur son état d'esprit.

Au sein du Système monétaire européen, le franc belge est resté faible, tandis que le florin a continué d'afficher une bonne santé persistante et sort remarquée. Le franc français a pâti de la baisse du dollar. plus forte à Paris qu'à Francfort, de sorte que le cours du mark a eu tendance à se rapprocher de 2,83 F, niveau jugé « sensible » sur les marchés des changes. La Banque de France est intervenue très modéré-

. Tras Los Montes », la Banque d'Espagne doit consacrer quotidiennement une centaine de millions de dollars à la défense de la peseta, victime des incertitudes au sujet de la politique économique du futur gouvernement de M. Felipe Gonzalez.

Sur le marché de l'or, le recui du dollar a entraîné une remontée du cours de l'once à un niveau proche de 420 dollars.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AU 19 NOVEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$EU.	Franc français	Franc stalese	D. Mark	Franc balge	Florin	Lire italienne
	_	1,6190	11,6535	3,5342	4,1187	20,0109	4,4927	2376.5
Londres	-	1,6510	12,8770	3,6784	4,2777	82,8967	4,6475	2459,10
	1,6190	-	13,8927	45,8085	39,3681	2,0234	36,6369	8,668
New-York	1,6510		13,6705	44,8833	38,5951	1,9916	35,5239	0,967
	11,6505	7,1980		329,72	292,94	14,5649	259,38	4,983
Paris	12,8770	7,3150	1	328,32	282,32	14,5688	259,85	4,911
Zterich	3,5342	2,1830	30,3287	_	85,2097	4,4172	78,6666	1,487
	3,6784	2,7288	30,4589	_	85,9899	4,4373	79,1474	1,495
Fraction	4,1187	2,5440	35,3431	116,53		5,1477	91,6756	1,733
	4,2777	2,5910	35,4208	116,29	-	5,1683	92,8426	1,739
	80,9109	49,42	6,8658	22,6385	19,4261	-	17,8890	3,366
Bruxeles	82,8367	59.21	6,8639	22,5359	19,3786		17,8365	3,370
Ameterdam	4,4927	2,7750	38,5534	127,11	109,68	5,6151		1,898
	4,6475	2,8150	38,4837	126,34	188,64	5,6864		1,889
Miles	2376,53	1467,98	203,93	672,42	577	297,62	528,97	_
	2459,16	1489,50	203,62	668,53	574,87	2966,54	529,12	
	417,79	258	38,8435	118,18	101,41	5,2205	92,9729	0,175
Tokyo	443,29	268,50	36,7066	129,51	163,62	5,3475	95,3819	0,180

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 19 novembre, 2,7899 F contre 2,7243 F le vendredi 12 novembre.

LES MONNAIES DU S.M.E.*: **DE LA PLUS FORTE** À LA PLUS FAIBLE 19 novembre 1982 -0.50 -0,75 -1,25 *Système monetaire européen

Marché monétaire et obligataire

Baisse du taux d'escompte américain

L'incertitude qui régnait sur les intentions du Sphinx américain n'aura été lévée que vendredi en fin d'après-midi. Il s'agit, bien évidemment, de la Réserve fédérale des Etats-Unis, et de son président. M. Paul Volcker, qui n'ent annoncé qu'à ce moment-là l'abaissement tant attendu de 9,5 % à 9 % du taux d'escompte. Depuis le 20 juillet, le taux d'escompte a été abaissé six fois de un demi-point. Il est aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis quatre ans. Le mouvement avait été anticipé par les marchés, mais comme ils ne voyaient rien venir, une réaction s'était produite. C'est ainsi qu'une grande banque américaine, la Chemical, très en flèche avec un taux de base

11 1/2 %, a rejoint le peloton des

ENSEMBLE ORCHESTRAL

DE PARIS

AVIS DE CONCOURS

Un violon du rang à plain temps : 75 l

Un violon du rang à temps pertiel : 45 l

LUND) 13 DÉCEMBRE 1982, à 9 h 30

Les épreuves se déroulerant à

LA COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

15, avenue Montaigne, 75008 Paris

Renseignements et inscriptions :

ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS

15, avenue Montaigne, 75006 Paris

Tel.: 720-67-39

autres établissements en rehaussant son taux à 12 %. Du coup, également, les rendements des obligations américaines ont remonté, et leur cours a baissé. Pendant la période hebdomadaire se terminant au 10 novembre, la masse monétaire est restée stationnaire, après avoir gouflé de 2,7 milliards pendant chacune des deux semaines précédentes, ce qui avait impressionné défavorablement les milieux financiers, bien que le FED ait déclaré publiquement attacher moins d'importance, temporairement, aux variations de ladite masse.

En Europe, la Banque férérale d'Allemagne n'a pu modifier ses taux, et la Banque de France a laissé un peu glisser le loyer de l'argent sur le marché monétaire, qui a touché 13 % jeudi.

l'échéance, le report à trois ans du remboursement de leurs titres. C'est une version, favorable aux souscripteurs, de la formule des emprunts à • fenêtres • (options de remboursement anticipé ou de souscription supplémentaire), très prisée actuellement sur le marché obligataire. En conséquence, ce lémoignage de l'esprit novateur du Trésor a séduit ledit marché, qui l'accueille avec faveur, d'autant que le taux nominal d'émission, 15,30 %, est en ligne avec les rendements actuels et n'a apporté aucune perturbation. Cela n'avait pas été le cas pour l'emprunt précédent, emis trop haut pour un marché peut-être trop bas à

Le placement des émissions de la R.A.T.P., déjà peu aisé, n'a pas été facilité par l'annonce de l'appel du Trésor, et encore moins celui d'Euratom, victime d'une « colle » manifeste : c'est une signature peu appréciée, au caractère trop vague et trop diffus.

Sur le marché secondaire, les rendements se sont stabilisés, à 15,10 % contre 15,19 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 15,17 % contre 15,08 % pour ceux à moins de sept ans, et 15.80 % contre 15,78 % pour les emprunts du secteur public , selon les indices Paribas. Une stabilisation a été notée, également, sur les émissions à taux variable, très affectées les semaines précédentes. A cette occasion, certains fonds communs de placements en obligacette occasion puisque l'emprunt en tions, dits - fonds de trésorerie ..

Un emprunt d'Etat « à rallonge »

L'événement de la semaine a été

l'annonce du lancement du quatrième emprunt d'Etat de l'année, à hauteur de 10 milliards de francs, ce qui porte à 40 milliards de francs la ponction totale du Trésor pour combler une partie d'un déficit budgétaire probablement supérieur à 100 milliards de francs. Une innovation intéressante a été enregistrée à question comporte, pour la première ont vu leur valeur chuter de 3 % à fois, une - rallonge . Emis pour une 4 % depuis l'automne, ce qui a pu durée de sept ans, il offre aux por- décevoir nombre de porteurs. Tout teurs la possibilité de décider, à leur est risque, hélas! seul gré et au moment de

F. R.

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

2. EUROPE

3. PROCHE-ORIENT —
« Les Palestiniens en quête de survie » (IV), par Éric Rouleau.

POLITIQUE

4. AMÉRIQUES

5. L'Assemblés nationale adopte le pro-

iet de budget pour 1983. 6. La décision du Conseil constitutionnel sur les quotas de femmes dans les conseils municipaux.

SOCIÉTÉ

7. JUSTICE : aux assises de l'Aube, le transistor piégé de M. Lionel Lagras.

> LOISIRS ET TOURISME

9. GENS DE VOYAGE : la fin des belles années 70; Un terminal pour les cocotiers; Des clients mieux pro-CULTURE

22. CINÉMA : la Guerra d'un seul homme, d'Edgardo Cozarinski. 24. RADIO-TÉLÉVISION : M. Pierre Bouteiller est écarté de la direction des variétés de TF 1.

ÉCONOMIE

27. SOCIAL. 28. AFFAIRES : la crise de la sidérurgie européenne.

28-29, COMMERCE INTERNATIONAL LA REVUE DES VALEURS. 31. CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS MARCHÉS.

RADIO-TÉLÉVISION (24) INFORMATIONS «SERVICES» (25):

 Journal officiel »: Loto: Météorologie ; Mots croisés. Apponces classées (26) Carnet (8); Programmes des spectacles (23 et 24); Marchés financiers (30).



Portez-la pour les fêtes



Bague saphirs et diamants 4 300 F

Crédit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs -Emeraudes et tous les bijoux or

M 4 place de la Madeleine 260_31.44 86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette Catalogue couleur gratun sur demande

La réunion du comité central de l'O.L.P. aurait été ajournée

à la suite des désaccords persistants avec la Syrie

La réunion du comité central de PO.L.P., qui devait se tenir « ces jours prochains » dans la capitale syrienne, aurait été ajournée à une date indéterminée à la suite de la persistance des désaccords entre Damas et la centrale palestinienne.

Selon l'agence U.P.I., qui cite des sources palestiniennes à Damas, cette décision aurait été prise à la suite du refus du président syrien, M. Hasez el Assad, de recevoir M. Arafat à Moscou à l'occasion des obsèques de Breinev. Le ches de l'O.L.P., selon les sources palestiniennes de Damas, aurait exprimé le souhait de s'entretenir, à Moscou, avec le chef de l'Etat syrien, des désaccords suscités par le rapprochement de l'O.L.P. avec la Jordanie. Le président Assad aurait refusé de recevoir M. Arafat, lui faisant savoir que tout entretien sur une éventuelle - réconciliation - entre l'O.L.P. et la Syrie devait se tenir à Damas.

A Tel-Aviv, la commission officielle d'enquête nommée par le chef d'état-major israélien pour déterminer l'origine de l'explosion du quartier général israélien à Tyr, le 11 novembre, a - catégoriquement > écarté la thèse d'un attentat, affirmant que la destruction du bâtiment devait être considérée comme un accident. Les conclusions de la commission ont été déposées vendredi matin auprès du chef d'état-major. Elles devaient être soumises dimanche matin au conseil des ministres. puis rendues publiques. A Beyrouth, cependant, l'-Organisation de la lutte armée », qui avait revendiqué l'attentat, a contesté la thèse israélienne de l'accident et invité les autorités de Tel-Aviv à dire la vérité sur « la découverte des débris d'une

voiture parmi les ruines ». D'autre part, le ministre israélien des télécommunications, M. Zipori, a révélé jeudi devant la commission

d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila qu'un journaliste du quotidien Haaretz l'avait, des le matin du 17 septembre, prévenu des événements tragiques de Beyrouth-Quest. Entendu publiquement à Jérusalem. M. Zipori a indiqué qu'il avait rencontré le journaliste Zeev Shiff le vendredi 17 septembre. « Ce dernier, a-t-il dit, m'a parlé à Tel-

Aviv de massacres des réfugiés pa-

lestiniens à Sabra et à Chatila par

les phalangistes. • M. Zipori a affirmé avoir immédiatement tenté de contacter les chefs des services israéliens de renseignement. « Je n'ai pu les joindre parce qu'ils étaient déjà en route pour assister à une rencontre réunissant, à Jèrusalem, M. Morris Draper. sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient, et MM. Shamir et Sharon, respectivement ministres des affaires étrangères et de la défense. » Il a ajouté : « J'ai donc téléphoné à M. Shamir pour le prier de vérifier mes informations. (...) Je me suis ensuite désintéresse de l'affaire, croyant que M. Shamir ferait le nécessaire. •

Ce témoignage vient confirmer des dépositions antérieures, selon lesquelles les responsables israéliens auraient été avertis des massacres avant vendredi à midi.

M. Zipori a également contesté l'affirmation de M. Sharon selon laquelle le gouvernement l'avait autorisé à envoyer des phalangistes dans les camps. - (U.P.I., A.F.P., Reu-

La question de la représentation du Tchad risque de compromettre la tenue du sommet de l'O.U.A.

Le sommet de l'O.U.A., qui doit en principe s'ouvrir le mardi 23 novembre à Tripoli, risque une nouvelle fois d'être compromis. En effet, les ministres des affaires étrangères n'ayant pu se mettre d'accord sur la question de la représentation du Tchad, quatorze délégations ont suspendu, vendredi 19 novembre dans la soirée, leur participation à la session ministérielle ouverte lundi en présence de quarante-quatre des cinquante et un membres de l'Organisation (le

Monde des 17, 18 et 19 novembre). Le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Maroc, la Gambie, le Zaïre, le Togo, le Niger, le Cameroun, le Gabon, la Guinée-Équatoriale, la République Centrafricaine (R.C.A.), Djibouti, la Guinée et les Comores veulent que le siège du Tchad soit attribué au gouvernement du président Hissène Habré.

Leur décision signifie que le quorum nécessaire des deux tiers (trente-quatre délégations) n'est plus atteint. - Des consultations vont être menées tambour battant pour tenter de trouver une solu-

tion -, a souligné le porte-parole de l'O.U.A., M. Peter Onu, qui a dit « Personne ici ne veut détruire I'O.U.A. -

Après cinq jours de vains débats. les positions paraissent cependant de plus en plus tranchées entre les partisans de M. Goukouni Queddei. soutenu par la Libye, et ceux de M. Hissène Habré, qui, en grande majorité, ont suspendu leur participation aux discussions.

Jeudi, M. Abdou Diouf, président du Sénégal, avait annoncé que son pays se retirerait du conseil et du sommet si le représentant du gouvernement Habré ne se voyait pas attribuer le siège du Tchad.

A son arrivée à Tripoli, jeudi, M. Idriss Miskine, vice-président du Tchad et ministre des affaires étrangères, avait accusé la Libye de préparer une offensive militaire dans le nord du Tchad. « Les Libyens préparent une agression contre le Tchad et cherchent à entraîner l'O.U.A. dans cette aventure ., avait dit M. Miskine. (Reuter.)

EN VISITE OFFICIELLE A BERNE

M. Cheysson a examiné le contentieux franco-suisse

De notre correspondant

Berne. - Traditionnellement presque sans nuages, les relations franco-helvétiques se ressentent quelque peu de la récession économique. Tel est le constat qu'a pu faire vendredi 19 novembre M. Cheysson à l'issue d'une visite officielle de vingt-quatre heures à

Les entretiens de M. Cheysson avec M. Pierre Aubert, chef de la di-plomatie helvétique, et M. Fritz Ho-negger, président de la Confédération et chef du département de l'économie publique, ont été l'occa-sion d'examiner les principaux points du contentieux franco-suisse dans un esprit qualifié d'- amical, ouvert et objectif - du côté belvéti-

M. Aubert s'est fait l'interprète des préoccupations des milieux économiques suisses, qui s'estiment lésés par les mesures - protectionnistes » prises par la France pour ré-duire le déséquilibre du commerce extérieur. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont largement favorables à la France, qui a enregistré en 1981 un excédent de

12,2 milliards de francs français. Le ministre français a justifié les prix imposés à certains produits pharmaceutiques alors que l'industrie chimique suisse se plaint de la réduction de ses marges bénéficiaires et tend à restreindre ses investissements en France. Il a ensuite regretté les « tracasseries » dont certains citoyens suisses ont parfois été l'objet aux douanes françaises. M. Pierre Dreyer, président du Conseil des Etats (Chambre haute) récemment invité par le président du Scnat français, s'était vu

portation pour une pendule destinée à être offerte à M. Alain Poher. Au sujet du droit d'escale imposé il y a quelques mois aux plaisanciers suisses relâchant dans les ports francais. M. Cheysson a déclaré qu'il était « révoltant » de voir la Suisse traitée de la même manière que les pays offrant des pavillons de com-plaisance, mais qu'il espérait aussi que la Confédération signerait une convention d'assistance douanière avec la France.

Les autorités de Berne ont renou-velé l'invitation adressée à M. Mitterrand pour le printemps prochain. La précédente visite officielle d'un chef d'Etat français remonte à soixante-treize ans.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

En Espagne

ARRESTATION D'UN LIEUTENANT-COLONEL POUR « CONSPIRATION »

Madrid (A.F.P.). - Un officier supérieur de l'armée de terre, le lieutenant-colonel Juan Fernandez Hidalgo, a été arrêté sous l'inculpation de . conspiration en vue d'une rébellion militaire », a annoncé, ce samedi 20 novembre, le ministère de la désense espagnol. Le lieutenantcolonel Hidalgo avait été muté d'office à la suite de la découverte, le 2 octobre dernier, d'un putsch militaire, qui devait se dérouler le 27 occontraint d'acquitter une taxe d'im- tobre.

LA PRÉPARATION DES MUNICIPALES M. Marchais considère la candidature socialiste

à Saint-Etienne comme une « attaque contre une base ouvrière »

Le groupe de travail dont font partie MM. Debarge et Jean Poperen (P.S.), M= Vincent et M. Laurent (P.C.F.), et qui est chargé d'examiner les problèmes posés par la composition des listes de gauche dans un certain nombre de villes pour les élections municipales, s'est réuni, pour la deuxième fois, jeudi 18 novembre.Le comité directeur du P.S., réuni les 20 et 21 novembre, devait faire le point sur ces négocia-Avant la réunion du groupe de

travail, M. Georges Marchais - 3 l'occasion d'une conférence de presse avec M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du P.C. portugais, qu'il recevait à Paris - avait déclare que l'annonce, par les dirigeants socialistes de Saint-Etienne, de la formation d'une liste P.S.-M.R.G.-P.S.U. est + en contradiction flagrante . avec l'esprit - de la rencontre des dirigeants nationaux du P.S. et du P.C.F., le 10 novembre. Lors de cette rencontre (le Monde du 12 novembre), il avait été décidé, a dit M. Marchais, de « développer les discussions dans les localités pour aboutir à des listes d'union » et de constituer un groupe de travail pour aboutir à des accords partout ..

La situation de Saint-Etienne est particulièrement importante, dans les discussions entre socialistes et communistes, à plusieurs titres. Il s'agit, en premier lieu, de la plus importante ville dirigée par le P.C.F. et cela depuis mars 1977, où la liste d'union de la gauche (P.C.F., P.S. M.R.G., P.S.U.), conduite par M. Joseph Sanguedolce, avait battu celle du maire sortant, M. Michel Durafour (U.D.F.). Les élections de 1981 avaient été favorables au P.S. encore que, des deux circonscriptions de la ville prises à la droite aux élections législatives. l'une l'ait été par le premier adjoint communiste. M. Paul Chomat. M. Bruno Vennin, adjoint socialiste, élu dans l'autre circonscription, estime, néanmoins, que les chiffres justifient sa candida-

communistes. Saint-Étienne est le cas-type d'une ville où devrait ètre pris en considération, au-delà des rapports de forces électoraux, le « crédit du maire sortant ». M. Sanguedalce bénésicie, en esset, d'une popularité incontestable.

Ces considérations ont amené M. Marchais à rappeler, jeudi, qu'il avait . attiré l'attention . des dirigeants socialistes - sur les préoccupations légitimes des travailleurs au sujet de la situation économique et sociale et de l'action du gouvernement. - Si. à cela, s'ajoutent des attaques contre des bases ouvrières comme Saint-Etienne, contre des maires communistes, il faut bien mesurer le coup que cela porte, à la fois, au gouvernement et à la majorité actuelle . a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

M. PIERRE MARION ENTRE AU CONSEIL D'ADMINISTRA-TION D'AÉROPORT DE

M. Pierre Marion, qui a récemment quitté la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E.) vient d'entrer au conseil d'administration de l'établissement public Aéroport de Paris, au titre de représentant des intérêts de l'Etat, désigné par le ministre de la défense. Il y remplace le général de division aérienne Jean-Marie Vedrine.

M. Marion est nommé à ce poste jusqu'à fin décembre 1982, ce qui laisse supposer qu'il pourrait, à cette date, succéder à l'actuel président d'Aéroport de Paris, M. Raoul Moreau, âgé de soixante-quatre aus, et dont le mandat arrive précisément à expiration.

[Né le 24 janvier 1921, à Marseille, M. Pierre Marion, ancien élève de l'Ecole polytechnique, a fait, de 1942 à 1971, toute la première partie de sa carrière à Air France, dont il fut, de 1968 à 1971, directeur général adjoint. Il entre ensuite à la Société nationale industrielle aérospatiale, où il occupe plusieurs postes avant d'être nommé, le 17 juin 1981, à la tête de la D.G.S.E.[

Les salaires en 1983

LA C.F.D.T., F.O., LA FEN ET LES AUTONOMES DÉCIDENT DE SIGNER LE RELEVÉ DE CONCLUSIONS DANS LA **FONCTION PUBLIQUE.**

Ce n'est que lundi 22 novembre. lors de la séance de signatures au ministère, que la C.G.T. devrait faire connaître sa position sur le relevé de conclusions - salariales dans la fonction publique. Après consultation de ses syndicats. l'Union des sédérations de fonctionnaires et assimilés C.F.D.T. a décidé, à une large majorité, le 20 novembre, de signer le texte malgré la prise de position de la fédération des P.T.T., qui considère que « l'ensemble du dispositif apparait comme le fruit d'interventions de groupes de pression liées au manque de courage politique et de rigueur écono-

mique du gouvernement ». Pour sa part, le cartel F.O. de la fonction publique a décidé, le 19 novembre, de signer le relevé de conclusions en soulignant que - toute mise en cause des dispositions de la convention 1983 porterait atteinte irrémédiablement à la crédibilité du gouvernement et condamnerait toute pratique conventionnelle dans la fonction publique .. La FEN a également décidé de signer, considérant que « dans le contexte économique et social que connaît notre pays, le relevé de conclusions constitue bien un compromis acceptable -. mais « qu'il serait illusoire de vouloir. demain, maintenir le pouvoir d'achat des fonctionnaires si vencit par malheur à se produire une situation d'essondrement grave de l'economie, d'aggravation du chomage et de dérapage excessif des prix ». La FEN note que la clause de sauvegarde - en masse, avec ses répercussions en niveau - contient des formulations - encore insuffisamment précises ». Malgré les » insuffisances et les ambiguités - de cette clause, les autonomes ont également ratifié le texte.

Le numéro da « Monde » daté 19 governbre 1982 a été tiré à



et chez concessionnaires Paris et province

